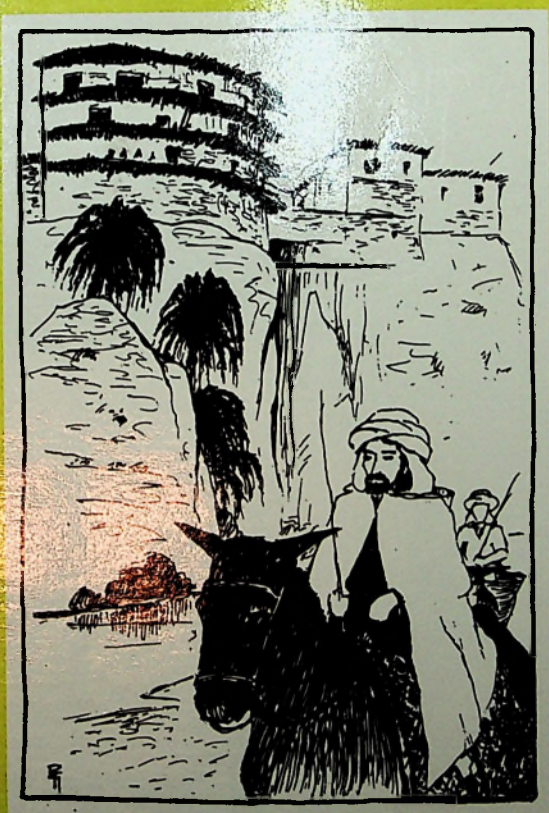


Jean Morizot

**L' AURÈS
OU LE MYTHE
DE LA MONTAGNE REBELLE**



histoire et Perspectives Méditerranéennes

L'Harmattan

L' AURÈS OU LE MYTHE DE LA MONTAGNE REBELLE

A la fin de l'année 1954 les autorités françaises en Algérie redoutaient des troubles en pays kabyle ; ce fut l'Aurès, réputé sûr, qui tout d'un coup s'embrasa. Les explications ne manquèrent pas.

A la parution du précédent livre de Jean Morizot sur les Kabyles, une critique prévit qu'il allait « déranger plus d'un chercheur institutionnel ». Ce nouvel ouvrage provoquera probablement des réactions semblables. L'auteur, en effet, ne s'est pas contenté de dépendre la société aurasiennne dans ses coutumes, ses usifs et ses adaptations. Le monde changeant, il a procédé à une recherche complète d'une histoire de toute entière sur un mythe très ancien, celui de la montagne, lieu de sagesse et conservatoire de barbarie.

Affecté à un poste mixte de l'Aurès, dans les premiers temps de sa carrière administrative, Jean Morizot confia à son très petit nombre de Français, qui vivaient dans le massif, de transporter des mulets, et aux siens, il a fréquenté les lieux demeurés inchangés à l'automobile et, de ce fait, très vivants.

Par la suite l'auteur a lu à peu près tout ce qui a été écrit sur le pays, il a interrogé de nombreux témoins et il a consulté les archives.

Jean Morizot nous conduit ainsi du II^e siècle après J.C. jusqu'à nos jours.

Pour lui ce petit peuple de paysans irrigateurs, peu porté aux aventures, ne s'est pas soulevé le 1^{er} novembre 1954 ; il s'est laissé entraîner dans un combat qui n'était pas le sien par un des siens, Mostefa Benboulaïd, qui avait de bonnes raisons de se plaindre du comportement de l'Administration à son égard.

La société montagnarde, que l'auteur a connue encore bien vivante, est morte, c'est à peine si la langue berbère a survécu ; mais la montagne qui enchantait ceux qui la découvrirent demeure avec ses privilèges. Le gouvernement l'aura-t-il saisie la chance qu'elle représente pour l'Algérie ?

Jean Morizot est né en 1910, en 1930. La crise économique mondiale l'a conduit en Algérie. En banque, il est passé dans l'Administration des communes mixtes d'Algérie, il a appartenu jusqu'en 1962. Il a ensuite dirigé, depuis sa création et pendant quinze ans, le Centre Culturel de l'Ancienne Abbaye des prémontrés, en Lorraine.

Ancien auditeur du Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie moderne, élève du professeur Montagne, il a écrit différents livres et articles sur les problèmes du Maghreb.

ISBN : 2-7384-0965-2

histoire et Perspectives Méditerranéennes

L'Harmattan



Jean MORIZOT

L'AURÈS

OU

LE MYTHE DE LA MONTAGNE REBELLE

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

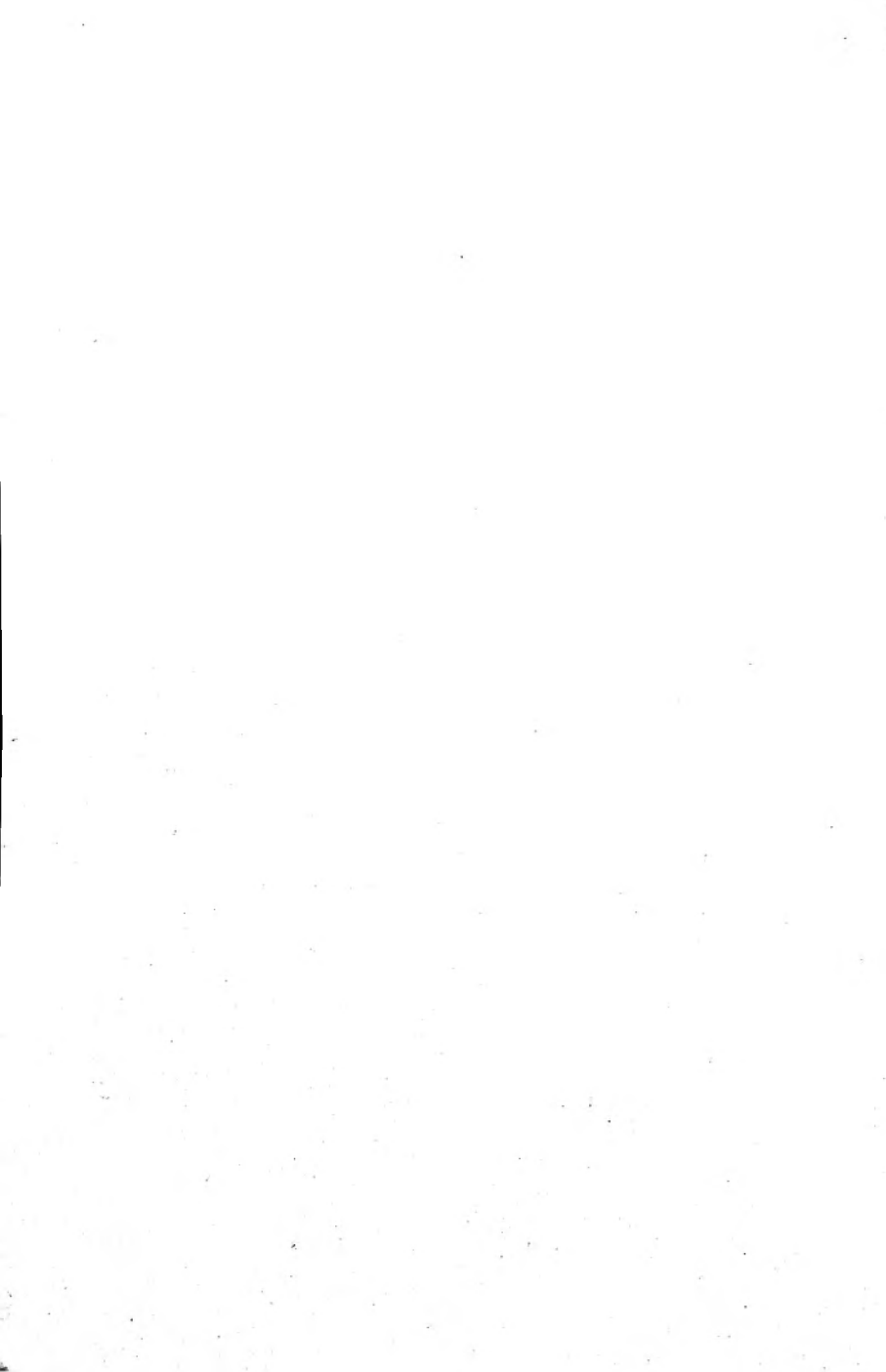


Table des matières

Avant-propos	9
Introduction	11
CHAPITRE I	
L'énigme de Tighanimine	17
CHAPITRE II	
L'empereur Masties ou la continuité	39
CHAPITRE III	
La Berbérie orientale, et ses liens avec Byzance : 533-708	57
CHAPITRE IV	
Les Arabes en Berbérie. D'une société hydraulique et urbaine à une autre : VIII ^e -XI ^e siècle	65
CHAPITRE V	
Les invasions hilaliennes et les transformations du paysage rural : XI ^e -XV ^e siècle	79
CHAPITRE VI	
La Régence d'Alger province extrême occidentale de l'Empire ottoman : XVI ^e -XIX ^e siècle	99
CHAPITRE VII	
L'occupation française : 1845-1850	121
CHAPITRE VIII	
L'Aurès sous le régime militaire : 1850-1886	139
CHAPITRE IX	
Les contraintes qui font les mécontentements et d'où naissent les hors-la-loi	159
	273

CHAPITRE X	
Les Pères Blancs à Arris : 1893-1916	175
CHAPITRE XI	
Le calme de l'entre-deux-guerres	193
CHAPITRE XII	
Benboulaïd, l'Aurasien 1917-1956	217
CHAPITRE XIII	
L'indépendance	237
Conclusion	253
Glossaire	255
Liste des documents graphiques et photographiques	257
Annexes	259

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 19 DÉCEMBRE 1991
SUR LES PRESSES DE
DOMINIQUE GUÉNIOT
IMPRIMEUR A LANGRES

DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 1992
N° D'IMPRIMEUR : 3022

Avant-propos

C'était à Arris, fin d'automne 1942.

Il tombe quelques flocons de neige, légers ; Jean, mon mari, l'auteur de ce livre, est à Alger en stage pour plusieurs semaines ; moi, je suis seule à « la maison », celle de l'administrateur adjoint, entourée d'un jardin mitoyen du petit hôtel communal.

Seule avec mes quatre jeunes enfants et d'autant plus seule que l'un d'eux, atteint de fièvre typhoïde, a été déclaré contagieux. Il a six ans, son état est très grave, les antibiotiques ne sont pas encore connus et, après quelque amélioration, il y a eu rechute. Le médecin n'a pas caché son peu d'espoir ; moi je le garde ce peu d'espoir et je « tiens » grâce au bienfaisant breuvage que s'est révélé être le thé à la menthe, très sucré, dont est toujours remplie la petite théière posée sur le poêle qui ronfle jour et nuit : il faut lutter car les trois autres enfants ont, eux aussi, besoin de leur mère.

Ce matin l'état de Jacques s'est très fortement aggravé : il délire, ne me reconnaît plus ; ses yeux se sont creusés ; ses lèvres desséchées refusent toute boisson ; en cette saison et en ces temps de guerre, il n'y a plus de produits frais à l'épicerie du village. Que faire ? Sans perdre courage je le tiens alors cet enfant, serré contre moi comme pour lui infuser ma propre vie.

En milieu de journée, un « cavalier » de la commune mixte attaché au service de la maison entre et voit notre petit malade ; impressionné, il dit : « On ne peut pas le laisser comme cela » puis après quelques secondes de réflexion, il ajoute comme inspiré : « Je vais prendre mon cheval et descendre à Ghoufi chez le cheikh de la zaouïa, il me donnera des oranges et des citrons de sa palmeraie et, en voyageant toute la nuit, je pourrai être de retour demain matin. »

Et malgré le froid, malgré la neige, cela se fit... et Jacques accueillit sur ses lèvres quelques gouttes du précieux jus de citron, puis quelques gouttes encore, puis une cuillerée à café diluée d'eau sucrée ; petit à petit... alors... le miracle s'accomplit : notre malade fut sauvé.

Miracle des fruits de soleil ? Miracle de tout l'Amour qu'ils portaient en eux ? Qui le dira ?

Et comment faire mieux comprendre que par ces lignes le caractère de ce merveilleux pays et de ses habitants ?

Rudesse... et douceur du climat.

Vaillance... et noblesse de ceux qui y vivent.

L'Aurès était devenu ma seconde patrie.

J'aimerais que ce témoignage marque ma reconnaissance envers ceux qui par générosité, par sollicitude et dévouement ont rendu la vie à notre fils.

Je remercie mon mari de m'avoir permis de le porter, ce témoignage, sur la première page de ce savant ouvrage et je demande aux historiens, aux chercheurs qui le liront de me pardonner d'avoir mêlé cœur et sentiment à cet esprit de rigueur qui doit toujours rester le leur.

Tonnoy, le 22 juin 1990

Henriette MORIZOT-GARNIER.

Introduction

Dans la collection « Histoire » de la maison d'édition Flammarion vient de paraître un ouvrage traduit de l'anglais intitulé « Le monde mérovingien, naissance de la France ». S'appuyant sur les travaux de médiévistes contemporains allemands, américains ou anglais, son auteur, Patrick J. Geary, professeur à l'université de Floride, s'est proposé de présenter à un vaste public les résultats des « réhabilitations et des révisions » que réclame cette période de l'histoire, complètement faussée par la vision « de hordes de Germains grossiers et perfides » ayant envahi et occupé le monde civilisé.

En réalité, « en vingt-cinq générations, l'Empire se barbarisant et la romanisation transformant les Barbares avant qu'ils eussent mis les pieds sur le territoire romain, les deux mondes, le romain et le barbare, s'étaient largement mélangés et confondus. »

Soumise elle aussi très anciennement à l'influence de Rome, elle aussi envahie et occupée par un peuple germanique, les Vandales, l'Afrique du Nord antique réclame le même réexamen dont la nécessité commence enfin à se faire sentir ; mais que d'obstacles ! Dès l'entrée de l'Aurès dans l'Histoire, on bute sur une idée unanimement reçue qui engagera tous les spécialistes dans une fausse direction à partir du milieu du II^e siècle après J.-C. : la prétendue construction par les soldats romains à travers les gorges de Tighanimine d'une voie stratégique destinée à permettre la « pacification » de ce massif. En démontrer l'in vraisemblance sera l'objet du premier chapitre de cet ouvrage.

Sans rejeter l'idée de cette route, P. A. Février, professeur d'histoire romaine à l'université de Provence, a néanmoins pris très nettement position pour une révision car il a pu très justement constater que les bases essentielles des recherches avaient été la lecture des auteurs de l'Antiquité, essentiellement pour l'Antiquité tardive Procope et Corippe, écrivains byzantins, et la fréquentation des militaires. C'est ainsi qu'à la suite de « maîtres » comme Ch. Diehl et R. Cagnat, on était parvenu à « une vision militarisée et obsidionale de l'espace rural ». C'est particulièrement frappant lorsque l'on considère l'Aurès, massif dressé en bordure du Sahara au sud de Constantine et peuplé de populations appelées « chaouïa » qui il n'y a pas longtemps encore se distinguaient par leur parler berbère et leur organisation sociale.

Dans un ouvrage récent : « Approches du Maghreb romain » (1), P.A. Février reconnut que « l'histoire de l'Aurès restait à écrire » et, de façon quelque peu énigmatique, il a ajouté : « Je gage qu'elle sera plus complexe que ce que l'on imagine souvent. » Étant donné son champ de recherches, j'incline à penser qu'en s'exprimant ainsi il pensait seulement à l'Aurès antique ; mais ce sont, il me semble, vingt siècles qui sont à réviser, la version officielle des relations des habitants du massif avec la France de 1845 jusqu'à la proclamation de l'indépendance n'étant pas plus crédible que toutes celles qui ont cours sur les dominations précédentes.

On s'étonne d'ailleurs que cette révision n'ait pas été menée à bien pour la période romaine car on possède depuis un demi-siècle tous les matériaux nécessaires, non seulement pour cela mais pour une entreprise beaucoup plus vaste, ainsi que l'a souligné en 1944 Jérôme Carcopino, inspecteur général des Monuments historiques, un des grands noms de l'archéologie contemporaine. Faisant en effet l'exégèse (2) d'une inscription latine que mon frère Pierre Morizot et moi avions découverte trois années plus tôt, et qui avait révélé l'existence d'un empereur berbère jusqu'alors inconnu du nom de Masties, il écrivit, alors, que ce document épigraphique « était riche de données qui éclairaient d'un jour nouveau une des périodes — la fin du ^v^e siècle — les plus obscures de l'histoire de l'Afrique du Nord ».

De son côté, Louis Leschi, directeur, dans le même temps, des Antiquités de l'Algérie, préfaçant en 1949 le grand ouvrage de Jean Baradez, « Fossatum Africae » n'hésitait pas à dire que « l'étude de l'organisation économique de régions aujourd'hui quasi désertiques et qui furent si vivantes à l'époque romaine — il s'agit du Sud-Constantinois — l'étude en particulier de l'hydraulique agricole, révélée et illustrée par des vues aériennes, apportait des clartés nouvelles sur les efforts accomplis pour la mise en valeur des terres dans l'Afrique ancienne et la prospérité qui a suivi. » Et Louis Leschi concluait : « Partant d'un chapitre de l'histoire militaire, l'enquête (de J. Baradez) aboutit à une étude de civilisation : après l'examen, plus pénétrant qu'il ne l'a jamais été, des procédés employés par Rome pour se préserver des dangers qui pesaient sur ses frontières, on perçoit les mesures d'ordre économique et social par lesquelles pendant plusieurs siècles, elle a obtenu des Africains une adhésion à l'ordre romain, à la paix romaine. » (3)

Reprise et poursuivie au cours de ces vingt dernières années dans le massif de l'Aurès, la prospection des sites anciens a permis de renforcer encore cette analyse.

En ces temps-là, les œuvres des géographes arabes du Moyen Âge n'étaient que très partiellement accessibles aux non-arabisants ; l'ouvrage capital d'André Miquel, « La géographie humaine du monde musulman

(1) P.A. FÉVRIER : « Approches du Maghreb romain ». Edisud, 1989, page 114.

(2) Jérôme CARCOPINO : « Un empereur maure inconnu » d'après une inscription latine « Revue des Études anciennes », t. XLVI, n° 1/2, janvier-juin 1944.

(3) J. BARADEZ : *Fossatum Africae* : Arts et métiers graphiques. Paris, 1949, p. IX.

jusqu'au milieu du XI^e siècle », qui a comblé une lacune, n'a été achevé qu'en 1980. On ne reprochera donc pas à Louis Leschi de les avoir ignorées. Il ne lui avait pas échappé non plus que « la photographie aérienne avait fourni à Jean Baradez le dernier état auquel (avaient) abouti des travaux successifs d'aménagement, des siècles d'utilisation ». Il ne fallait donc pas limiter ces siècles à l'époque byzantine mais, bien évidemment, les prolonger jusqu'au milieu du XI^e siècle arabe.

Par ailleurs, si Louis Leschi semble bien avoir pressenti que l'Aurès que l'on commençait seulement à découvrir n'était pas dissociable de l'Afrique romaine, l'ensemble des historiens, spécialistes de l'Antiquité, ont été empêchés de le faire par l'interprétation donnée depuis le milieu du siècle dernier à la première inscription latine trouvée dans l'Aurès, cette inscription de Tighanimine que j'ai évoquée plus haut.



Si je me suis hasardé, non pas à récrire l'histoire de l'Aurès, mais à porter un éclairage nouveau sur quelques périodes de cette histoire, c'est que je pense avoir quelques titres à le faire.

Venus de France, nous avons découvert le pays, ma femme et moi, dans les années qui précédèrent la Deuxième Guerre mondiale et dès ce premier contact nous avons été séduits par la beauté de ses paysages si divers et par ses habitants si accueillants. Nous avons eu par la suite le privilège d'y vivre, mon entrée dans l'administration des communes mixtes m'ayant permis d'être affecté, en qualité d'administrateur adjoint, au siège d'Arris, chef-lieu de la circonscription de l'Aurès, situé en plein cœur du massif. Les hasards de ma carrière nous en ont éloigné, beaucoup trop vite à mon gré, mais les liens qui se sont tissés alors n'ont jamais été rompus.

Les temps semblaient bien peu favorables à des recherches intellectuelles, on était en pleine guerre et l'on était assailli par bien des problèmes de toutes sortes ; mais, dans la répartition des tâches, l'instruction des affaires criminelles m'avait été dévolue ; elle allait m'imposer des déplacements qu'il faudrait faire à pied et à mulet faute de routes dans des douars de montagne éloignés. Et c'est ainsi, par nécessité professionnelle, que j'ai découvert tout un passé à peu près complètement ignoré. Ma curiosité allait recevoir un nouvel élan avec la venue de mon frère Pierre qui avait abandonné la France occupée et ses études pour se réfugier auprès de nous. La même passion allait nous animer. En témoigne un article, signé de nos deux noms, qui paraîtrait dans la *Revue Africaine* en 1948 seulement, sous le titre : « Les ruines romaines de la vallée de l'oued Guechtane » ; mais la découverte la plus surprenante de cette période fut assurément celle de la pierre de Masties dans la vallée de l'oued El Abiod.

Pendant des années, nos carrières respectives nous ont entraînés Pierre et moi loin de l'Aurès mais le courant naturel de nos pensées nous y a ramenés dès que le temps de la retraite approchant, nous en avons eu la possibilité. Revenu sur le terrain, Pierre, à la faveur de plusieurs campagnes

de prospection, a enrichi considérablement la documentation existante. Pour ma part, j'ai commencé par écrire deux ouvrages sur les Kabyliés où j'ai servi comme administrateur et c'est l'accueil qui leur a été fait tant du côté algérien que du côté français qui m'a incité à écrire celui-ci (4).

Au départ je disposais de souvenirs lointains et de notes accumulées au cours de mes années dans le Sud-Constantinois, non seulement à Arris mais aussi à Biskra et à Barika. Ma recherche s'est également nourrie de mes lectures : on a écrit très peu relativement sur l'Aurès et les Chaouïa ; néanmoins la bibliographie sur le sujet compte quelques centaines de titres. J'ai puisé aussi dans l'histoire des régions voisines placées sous la même administration romaine, puis byzantine puis enfin arabe et ottomane et j'ai pu ainsi compléter dans une certaine mesure les profondes lacunes de l'histoire du Maghreb.

J'ai eu la chance de pouvoir nouer ou renouer des liens avec des hommes et des femmes qui, eux-mêmes ont vécu dans l'Aurès, s'y sont attachés et m'ont généreusement livré un savoir qui risquait d'être à jamais perdu.

Robert Godon est, à coup sûr, un des représentants les plus distingués de ces enseignants venus de France qui consacrèrent leur vie à la formation des jeunes Algériens et qui contribuèrent partout où ils passèrent à établir des rapports d'une exceptionnelle qualité avec les populations au milieu desquelles ils avaient fait le choix de venir vivre.

De 1938 à 1941, les Godon ont dirigé l'école à deux classes de Menaa, petit bourg d'un millier d'habitants, situé dans une plaine abondamment arrosée par l'oued Abdi et son affluent l'oued El Ahmar. De fondation certainement très ancienne —, il y avait sur le site à l'époque romaine une cité du nom de Tfilzi, administrée par des magistri — Menaa était encore quand les Godon sont venus s'y installer un centre politique et religieux assez important. Leur curiosité s'est portée dans tous les domaines possibles, si bien qu'ils m'ont beaucoup apporté.

Robert Laffitte a été le dernier doyen de la Faculté des Sciences d'Alger sous le régime français. Il est l'auteur d'une « Étude géologique de l'Aurès » dont il a réuni les matériaux lors de longs séjours effectués dans le massif de 1934 à 1937. Les quelques dizaines de milliers de kilomètres qu'il a faits, le plus souvent à pied, lui ont permis en dehors du domaine propre de sa recherche de recueillir quantité d'observations sur la façon de vivre des montagnards et sur leur plus lointain passé, sa mémoire exceptionnelle lui a permis de me les livrer fidèlement.

Les missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) qui s'installèrent à Arris en 1893 et demeurèrent dans l'Aurès jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale m'ont ouvert leurs archives romaines, source précieuse de renseignements.

Mme Cook a bien voulu évoquer pour moi l'histoire de la mission protestante installée à Batna en 1930 puis transférée à Menaa où elle

(4) *L'Algérie kabylisée*. Peyronnet, Paris, 1962.

Les Kabyliés, propos d'un témoin ; La Documentation française. Paris, 1985.

parvint à se maintenir presque continuellement en bonne harmonie avec les gens jusque dans les années qui suivirent l'indépendance.

M. Mohammed Nedjaï, ancien élève de l'école de Menaâ, maintenant fixé en France avec ses enfants mais resté attaché à sa vallée où il revient régulièrement a répondu avec la plus grande obligeance à toutes les questions que je lui ai posées.

Je n'aurais rien compris à ce qui s'est passé dans le massif lors du déclenchement de l'insurrection si mes camarades Cazebonne et Bironneau, mes lointains successeurs au poste d'administrateur adjoint à Arris, n'avaient accepté de surmonter leurs réticences premières et d'évoquer pour moi la situation qui s'était créée peu à peu dans le massif à partir de 1946.

Fanny Colonna, directeur de recherche au C.N.R.S., n'est pas la dernière dans l'expression de ma reconnaissance. La bibliographie qu'elle a établie en 1985 m'a été extrêmement précieuse et l'Aurès a été entre nous un terrain de confrontation passionnant et parfois brûlant.

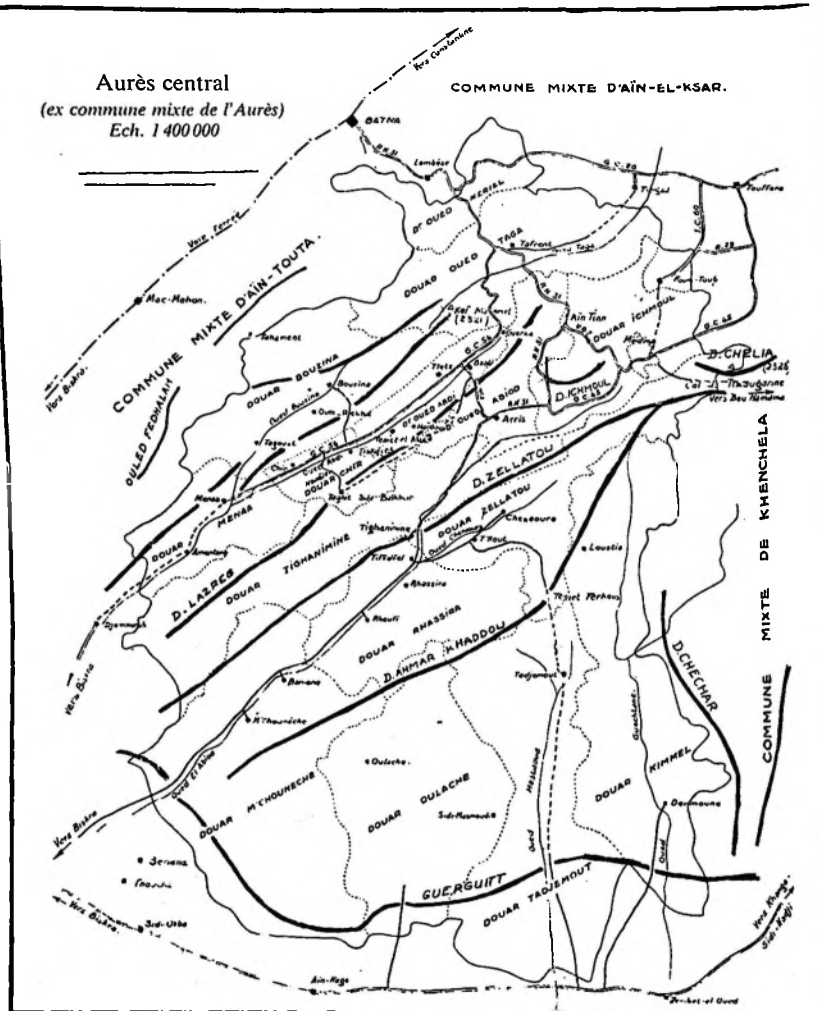
Je remercie pour finir tous ceux des membres de ma famille, ma femme qui a bien voulu relire mon texte et m'aider à le mettre en forme, mon neveu François Morizot qui a bien voulu entreprendre à ma demande des recherches dans les archives du S.H.A.T. à Vincennes. Enfin, c'est Anne-Marie Benjamoile qui s'est livrée au travail fastidieux de correction des épreuves. Je lui en suis très reconnaissant.

J. MORIZOT
1986-1991



Carte de l'Algérie. En grisaille, le massif de l'Aurès

Aurès central
 (ex commune mixte de l'Aurès)
 Ech. 1 400 000



COMMUNE MIXTE DE BISKRA.

Chapitre premier

L'énigme de Tighanimine

(II^e siècle après J.-C.)

Le document épigraphique le plus ancien que nous possédions sur l'Aurès, important massif montagneux du Sud-Constantinois, est une inscription latine, du milieu du II^e siècle après J.-C., gravée sur une paroi rocheuse, dont la découverte en 1850 a contribué à orienter la recherche historique sur l'Afrique romaine dans une direction qu'elle paraît éprouver beaucoup de peine à abandonner.

Cette année-là, le général de Saint-Arnaud, futur maréchal de France, qui devait être bientôt appelé à Paris par le prince-président Louis Napoléon Bonaparte pour organiser, en tant que ministre de la Guerre, le coup d'État qui rétablirait l'Empire, était encore simple commandant supérieur de la province de Constantine. A ce titre il avait pris, à la fin du printemps, la tête d'une colonne de 5 000 hommes chargée de faire campagne dans le massif de l'Aurès que l'ingénieur Henri Fournel présentait ainsi dans son ouvrage « Richesse de l'Algérie », paru à l'époque :

« Un peu à l'Ouest de Baghaï, (ancienne ville romaine voisine de l'actuel chef-lieu de wilaya, Khenchela), commence le djebel Aourès, montagne fameuse depuis des siècles par l'esprit d'indépendance de ses habitants, par la vigueur avec laquelle les chefs qui y commandaient ont lutté contre les conquérants successifs du Maghreb, même lorsque ce chef était une femme et s'appelait la Kahina. Sous les Vandales, sous les Romains d'Orient, même sous un prince arabe qui était à la veille de remettre l'Afrique aux mains d'une dynastie berbère, les populations de l'Aourès se sont montrées turbulentes, disposées à la résistance et impatientes de toute espèce de joug. »

Nul ne mettait en doute cette description inspirée de la lecture des écrivains romains, byzantins et arabes : ainsi s'explique l'importance des forces, alors rassemblées à Batna, encore simple camp militaire. La colonne, mise en route fin mai 1850, avait commencé par longer la bordure septentrionale du massif qui constitue une des deux grandes voies de pénétration dans le Maghreb central puis, elle avait traversé jusqu'aux abords du désert le pays des Nemencha, importante confédération tribale, sans

rencontrer la moindre opposition. Les soldats s'en revenaient donc quelque peu déçus de n'avoir pu se mesurer avec « l'ennemi », leur général, toujours à la recherche de coups d'éclat, tout spécialement.

C'est dans un tel état d'esprit que Saint-Arnaud, au lieu de rentrer directement à Batna, décida de descendre la vallée de l'oued El Abiod, ce qui passait pour impossible en raison de l'existence d'un étroit défilé de quelques centaines de mètres de longueur, le fameux défilé de Tighanimine, principale brèche creusée au cours des siècles par la rivière dans l'imposante chaîne du djebel Zellatou qui barre la route du Sahara. Peu lui importent les recommandations déjà anciennes, il est vrai, d'un officier d'État-Major de Constantine, le capitaine Fornier, auteur d'une « Notice sur l'Aurès » écrite en janvier 1845 à l'usage des troupes qui vont, quelques mois plus tard, entrer en campagne dans le massif. Il a pu y lire cette description : à partir de Medina qui se trouve à quelques kilomètres de Timgad et commande l'entrée de la vallée de l'oued El Abiod,

« la route longe la rivière en passant par une partie des jardins des Ouled Daoud — que l'on appelle plus communément les Touaba ; elle va aboutir à Mchounech, (importante oasis située à une trentaine de km au nord de Biskra). Elle est constamment dominée sur les deux rives par des montagnes très boisées, d'un accès difficile, et parcourt plusieurs gorges profondes. Pour éviter la gorge appelée Khanga Ouled Bou Slimane, on peut quitter la vallée et prendre très court en amont la route qui passe à travers le pays Ouled Bou Slimane... pour rentrer dans la vallée de l'oued el Abiod en aval des gorges près du village des Ouled Yahia... » (1).

A cette époque, le pays est encore inconnu. Fornier a écrit sa *Notice* grâce à des informateurs ou aux archives turques. Le peu qu'il dit est néanmoins exact. La gorge qu'il appelle Khanga Ouled Bou Slimane, du nom d'une tribu dont le territoire s'étend à l'est de celui des Ouled Daoud, est l'endroit que les Français appelleront gorges de Tighanimine.

Rapportons-nous à présent au journal de marche de la colonne, beaucoup plus précis. Le 6 juin, la troupe a bivouaqué à Medina « dans un joli bassin, très boisé, bien cultivé et très arrosé ». A cette date et à cette altitude (1 457 m), les orges et les blés sont encore verts. Le 8, on lève le camp, on traverse le bassin d'Arris — où, bien plus tard, sera établi le siège de la commune mixte de l'Aurès — et, le soir même, on se trouve à hauteur de l'entrée des gorges où la colonne va établir son nouveau bivouac. Le lendemain une reconnaissance du terrain en montre toutes les difficultés :

« Le chemin est reconnu totalement impraticable, la rivière coulant entre deux murailles de rochers qui s'élèvent à plusieurs centaines de pieds et traversent la montagne au moyen d'une coupure ayant quelque analogie avec celle de Constantine... D'ailleurs les indigènes avaient tous dit que nous ne pourrions passer ».

(1) Capitaine FORNIER : *Notice sur l'Aurès*, Archives du S.H.A.T., Vincennes, manuscrit H.229.

Sans doute ont-ils ajouté qu'eux-mêmes évitaient les gorges et s'en détournaient quand ils devaient aller de la haute à la basse vallée de l'oued El Abiod où ils avaient des terres.

Bien entendu le général ne s'est pas laissé arrêter par les difficultés ni par les risques qu'il prenait.

« D'après ses ordres les bataillons du 20^e et le bataillon du génie se sont mis résolument à l'œuvre et, après plusieurs heures de travail opiniâtre, ont fini par ouvrir le passage. Le lendemain, à la pointe du jour, la colonne a suivi sans accident ce nouveau chemin, les habitants étonnés de notre persistance et de la supériorité de nos moyens d'exécution sont restés muets à l'aspect de ce beau travail » (2).

Tel était bien l'effet recherché. Il faut reconnaître que le général avait accompli un véritable exploit car sa colonne, comme toutes les colonnes expéditionnaires appelées à entrer en campagne en région montagneuse, comptait un train extrêmement lourd notamment plusieurs centaines de mulets chargés de tous les approvisionnements nécessaires.

Quelle déception pour le général quand on eut découvert à la sortie des gorges, gravée dans le roc, une inscription en caractères latins ! Elle s'exprime dans sa correspondance : « Dans ce défilé où nous croyions qu'une armée passait pour la première fois, nous avons trouvé les vestiges de la puissance romaine. Nous avons trouvé les traces d'une déviation (*sic*) creusée dans le roc et, plus loin, au milieu des pierres entassées, une pierre qui atteste que sous le règne de l'empereur Adrien les légions romaines ont percé une route dans ces rochers » (3). « Nous sommes restés sots » (4), écrira Saint-Arnaud quelques jours plus tard.

Cette découverte n'était pas fortuite. Le général s'était entouré d'une équipe de spécialistes placée sous les ordres de son adjoint direct, le colonel Carbuccia, chargée d'établir un relevé des ruines rencontrées tout au long de l'itinéraire suivi. Leur « description » fit l'objet d'un compte rendu, accompagné d'une carte, conservé à la bibliothèque de l'Institut. Nous pouvons penser qu'en dépit de la nature du terrain, rien ne dut échapper aux regards de ces milliers d'hommes (il n'est pas besoin de savoir lire pour remarquer des caractères d'écriture sur une pierre) dispersés par mesure de sécurité sur un espace aussi réduit et demeurés sur place des heures durant par une belle journée de juin.

En plus de la fameuse inscription située à la sortie méridionale, le défilé a révélé tout un réseau de travaux hydrauliques remarquables. Sur les deux rives, des canaux superposés dérivaien les eaux de la rivière vers les terres d'aval ; ils étaient tantôt creusés dans le roc, tantôt suspendus le long des falaises comme l'atteste encore la rangée de trous rectangulaires,

(2) *Journal de marche de la colonne de Saint-Arnaud*, S.H.A.T., H. 211.

(3) (4) *Lettres du maréchal de Saint-Arnaud*, Paris, 1855, t. II.

alignés à même hauteur, et demeurée parfaitement visible quelque dix-huit siècles plus tard (5).

En revanche, rien, en dehors de l'inscription ne permettait d'avancer qu'une route avait autrefois emprunté le passage ouvert par la rivière.

Voici le texte découvert par la colonne le 9 juin 1850 :

IMP CAES T AELIO
HADRIANO ANTONINO
AVG PIO P.P IIII ET M
AVRELIO CAESARE II
COS PER PRASTINA

MESSALINUM LEG
AVG PR PR VEXIL
LEG VI FERR VIA
FECIT

et voici sa traduction :

« Sous le règne de l'empereur César T. AELIUS HADRIANUS ANTONINUS, AUGUSTUS PIUS, père de la patrie, consul pour la 4^e fois et de MARC AURÈLE, consul pour la deuxième fois, par ordre de PRAESTINA MESSALINUS, légat impérial et propréteur, une vexillation de la VI^e légion Ferrata a construit une route. »

Ce texte parfaitement clair ne prête pas à discussion.

On est surpris, bien sûr, d'y voir cités, ou seulement, évoqués au plein cœur du massif, les noms de quelques-uns des personnages les plus illustres de l'histoire romaine : Trajan, père adoptif d'Hadrien, lui-même père adoptif d'Antonin le Pieux, l'empereur alors régnant, et grand-père adoptif de Marc Aurèle, alors consul et héritier désigné d'Antonin le Pieux : tout ceci pour commémorer la construction d'une voie considérée, il est vrai, comme stratégique.

Seul, à l'origine, le colonel Carbuccia aurait pu émettre quelques doutes car, en définitive, s'il y avait une inscription, il n'y avait pas trace de route.

Historien et archéologue, arabisant et berbérissant — il faut rappeler ici que l'on est en pays berbère —, le professeur Émile Masqueray dont il sera longuement parlé par la suite y croira lui aussi. Il a passé plusieurs mois dans l'Aurès, notamment en 1876. A la suite des recherches auxquelles il a procédé sur de nombreux champs de ruines, il a pu se convaincre, un des premiers, de la profonde romanisation de la région. Ayant descendu la vallée de l'oued el Abiod non pas comme des militaires en opération, mais en prenant son temps, il a retrouvé l'inscription, l'a relevée et

(5) De tels alignements de trous carrés où étaient engagées les poutrelles destinées à supporter des canaux en bois se voient dans plusieurs gorges de l'Aurès. Robert Godon en a vu dans l'oued Abdi à 1,5 km environ en aval de Menaa et à 6 ou 7 m au-dessus du lit de la rivière ; un morceau de poutrelle d'environ 40 cm, noirâtre et en très mauvais état, probablement en bois de cèdre, était encore en place il y a une cinquantaine d'années.

déchiffrée mais, en revanche, il n'a pas découvert lui non plus le moindre indice de l'existence d'une route. C'est ce qu'il écrit en latin dans sa thèse *De Aurasio monte: Nullum viae in illo loco vestigium superstit* (6). Néanmoins lui aussi n'a pas douté de l'existence de cette route, comme il apparaît à la lecture d'un autre de ses ouvrages (7).

Personne n'en verra jamais davantage. Quant aux travaux de la colonne du général de Saint-Arnaud, ils ne tarderont pas à disparaître sous les éboulis et les montagnards continueront d'emprunter leurs itinéraires habituels par les versants et les crêtes. Les militaires, de leur côté, ne chercheront pas à renouveler l'exploit de leurs prédécesseurs, sauf semble-t-il lors des événements qui troublèrent une partie de l'Aurès en 1879 : pour éviter de passer par le territoire des Beni Bou Slimane insurgés, une colonne aurait suivi le lit de la rivière en une saison où il était presque à sec.

Il s'écoulera trois quarts de siècle avant que la traversée routière du défilé de Tighanimine soit enfin réalisée. Un tel délai s'explique aisément. Jusque dans les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, le massif s'est trouvé partagé administrativement en un secteur Nord dépendant de Batna et un secteur Sud dépendant de Biskra avec cette considération supplémentaire que, d'un côté il y avait des civils, de l'autre des militaires. Par ailleurs, dans cette vallée la frontière entre les deux circonscriptions coupait les gorges sensiblement à hauteur de l'inscription latine. La réalisation des travaux eût donc exigé la coopération de l'administrateur d'Arris et du chef d'annexe de Biskra, coopération qui ne s'établit pas parce qu'elle ne s'imposait pas.

Les dispositions du chef de la commune mixte de l'Aurès ne se modifieront qu'après le rattachement des deux secteurs.

On doit à l'ingénieur Tingry qui mena les travaux à bonne fin quelques précisions sur leur échelonnement. Voici ce que l'on peut lire sous sa signature dans un article paru en 1937 dans le *Recueil des Notices et Mémoires* de la société archéologique de Constantine sous le titre « Le tourisme automobile à travers l'Aurès » : « C'est le 22 juin 1932 que l'administrateur de la commune mixte de l'Aurès, parti en automobile d'Arris, franchira le premier les gorges et atteindra Mchounech — importante oasis déjà reliée à Biskra — après un trajet de trois heures ».

Tingry rappelle que son service avait commencé par ouvrir un sentier muletier en 1920 et il signale incidemment que « le sentier romain avait disparu dans la partie resserrée des gorges » ; ce qui semble bien indiquer que lui aussi n'a jamais rien vu qui ait pu lui faire croire à l'existence d'une route antique.

(6) *De Aurasio Monte ab initio secundī. p. Chr saeculi usque ad Solomonis expeditionem Thesis Facultati litterarum in Academia Parisien si proponebat, Paris 1886.*

(7) *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie (Kabylie du Djurdjura, Chaouïa de l'Aouràs, Beni Mezab)*, thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris 1886. Présentation par Fanny Colonna. Archives maghrébines — Centre de recherches et d'études sur les Sociétés Méditerranéennes, EDISUD, 1983.

Il est probable, bien qu'il n'en parle pas, que certains aménagements préalables avaient été effectués à l'initiative du chef de la commune mixte avant 1914. C'est ce que me donne à croire en tout cas la lecture du journal quotidien tenu par les Pères Blancs venus installer un poste à Arris en 1893, poste auprès duquel sera construit peu après un hôpital tenu par les Sœurs Blanches.

On lit en effet dans leur « diaire » à la date du 7 juillet 1909 : « On va ouvrir incessamment dans les gorges de Tighanimine un chemin assez large pour permettre aux chameaux chargés de passer ». C'est alors sans doute que fut percé l'étroit tunnel, élargi par la suite, dont un envoyé du gouverneur général, Léon Souguenet (8), a été le premier à évoquer l'existence dès 1915 ou 1916, époque de son séjour en mission dans le massif.

L'après-guerre devait entraîner un renouvellement du personnel administratif.

A ceux qui assurèrent la relève on avait dit que les Romains avaient construit une route qui traversait les gorges ; avec le temps c'était devenu une certitude. De là à penser que l'ébauche du tunnel qui existait sur le trajet supposé de cette route était un ouvrage qui en confirmait l'existence, il n'y avait pas loin. C'est le raisonnement que tout le monde va tenir.

Au témoignage du professeur Laffitte qui travaillait alors sur place à sa thèse sur la géologie de l'Aurès, l'administrateur Bech qui inaugura la nouvelle route quand elle fut terminée en 1932 était persuadé de l'ancienneté du tunnel. On comprendra dès lors que l'opinion y ait cru et que les guides touristiques l'aient affirmé. Ainsi, fera le docteur Clastrier dans son ouvrage « Contribution à la pathologie de... l'Aurès (9) ». On mettra d'autant moins en doute son affirmation qu'ayant participé à une mission de l'Institut Pasteur d'Algérie, il séjourna plus d'un an à Ghoufi, village situé à la sortie des gorges où l'administration avait construit un bordj-hôtel à l'entrée du cañon où l'oued El Abiod s'engage à cet endroit.

*
**

La conviction que les populations montagnardes de l'Aurès sont rebelles par nature a pour source lointaine les écrits anciens : elle n'a cessé de s'affirmer dans les écrits récents. Tous les historiens qui, jusqu'à nos jours ont parlé du massif l'ont fait en termes militaires, il n'est question que de bastion, de forteresse, de position clé, de théâtre d'opérations, de pays à investir, à encercler, à quadriller. Dans une telle optique, l'idée d'une route stratégique était parfaitement défendable. Elle ne l'est plus dès lors que l'on commence à admettre la romanisation complète et relativement ancienne du massif. Nous avons été quelques-uns depuis une

(8) Léon Souguenet, Julia Dona, *Missions dans l'Aurès (1915-1916)*. La Renaissance du Livre, Paris, 1928, p. 130. Il ne serait pas étonnant que le percement de ce tunnel que ni les administrateurs, ni les ingénieurs des Travaux Publics n'ont revendiqué ait été l'œuvre de prisonniers de guerre.

cinquantaine d'années à en avoir accumulé les preuves (9), mais la reconnaissance officielle a tardé ; elle remonte seulement au 17 janvier 1972, jour où la Commission des publications archéologiques de l'Afrique du Nord, après avoir entendu une communication sur des « inscriptions latines inédites de l'Aurès » (10), s'est convaincue que « la thèse de Chr. Courtois sur le contraste entre les plaines fortement romanisées et les montagnes restées berbères et hostiles à Rome ne pouvait plus être retenue ».

Toutes les découvertes faites depuis lors ont renforcé cette conviction. Mais le cheminement des idées est très lent et ce sont dix-huit siècles d'histoire entièrement bâtis sur l'image d'une population inassimilable et inassimilée qu'il faut changer de fond en comble. Et puis, il y a ce « *viam fecit* » auquel il fallait donner une autre explication.

Celle que je propose s'appuie à la fois sur des données géographiques et des données historiques, notamment sur les découvertes archéologiques et plus particulièrement épigraphiques, auxquelles j'ai pris part lors de deux années passées dans la vallée de l'oued El Abiod. Ainsi j'ai pu me représenter comment s'articulait dès l'Antiquité le réseau des voies de communication dans un pays de montagnes où tous les transports y compris les transports militaires s'effectuaient par mulets. J'ai pu me convaincre d'autant plus facilement qu'un tel réseau avait évité les gorges de Tighanimine que personne n'avait trouvé trace d'une intervention humaine en amont de l'inscription.

Je dois ajouter que l'ouvrage magistral de l'historien russe Rostovtseff, L'« Histoire économique et sociale de l'Empire romain » m'a confirmé que sous le règne d'Antonin aucune préoccupation d'ordre militaire ne pouvait justifier la construction à grands frais de la voie imaginée par des historiens de très grand renom à la suite de l'expédition du général de Saint-Arnaud.

*
*
*

Région de l'Algérie où le relief est le plus accusé, l'Algérie orientale ou constantinoise offre une extrême diversité de paysage, de la forêt dense au désert, mais elle se compose en gros de trois bandes parallèles à

(9) Archives de l'Institut Pasteur d'Algérie 1936 p. 462 ; « Contribution à la pathologie de l'Aurès » est en fait une étude sociologique très complète de la société villageoise du bassin médian de l'oued El Abiod autour de Ghoufi.

(10) Cf. notamment M^{me} ALQUIER : « Les ruines antiques de la vallée de l'oued el Arab (Aurès) ». R.A. 1^{er} et 2^e trim. 1941, p. 31 à 39.

J. et P. MORIZOT : « Les ruines romaines de la vallée de l'oued Guechtane (Aurès) ». R.A. n° 414-415, 1^{er} et 2^e trim. 1948.

J. BIREBENT : « *Aquae romanae* », *recherches d'hydraulique romaines dans l'Est algérien*. Alger, Service des Antiquités de l'Algérie, 1962.

P. MORIZOT : « Inscriptions inédites de l'Aurès » (1941-1970). *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphie*, Rudolf Habelt Verlag GmbH, Bonn.

la mer, l'une littorale exceptionnellement humide, couverte d'un épais manteau forestier peu favorable à l'habitat humain, l'autre en bordure du Sahara, steppique, à vocation pastorale, et une zone intermédiaire plus ou moins soumise à l'influence de la mer et à celle du désert, propre aussi bien à la culture des céréales qu'à l'élevage, naturellement accueillante aux hommes.

Il sera ici essentiellement question de la zone intermédiaire dans laquelle l'Aurès, est inclus bien étudiée par le professeur J. Despois. Du Hodna à la Tripolitaine, il a constaté des similitudes et des potentialités aujourd'hui complètement négligées, autrefois remarquablement exploitées. Partout le sol, naturellement pauvre, s'y trouve enrichi par les oueds descendus des reliefs dont les eaux, si elles ne sont pas retenues, viennent se perdre dans les dépressions sahariennes, d'où la possibilité de cultures inondées. Ainsi, sont nées des oasis avec ou sans palmiers comme Msila, Ngaous, El Kantara, les Ziban, Gafsa, Feriane, Kairouan (11) auxquelles il faut ajouter les vallées aurasiennes... tous lieux de vie sédentaire privilégiés ignorant les aléas du climat maghrébin, l'irrégularité des précipitations, cause de disettes fréquentes et les bonnes et les mauvaises saisons. La terre qui ne connaît guère de repos permet les doubles récoltes et, comme l'a écrit tel auteur arabe, l'habitant des oasis peut connaître le rapport de son champ dès qu'il a mis le grain en terre.

Toutefois ces possibilités de culture rentable et de vie sédentaire exigent pour se concrétiser d'une part qu'une solidarité étroite s'établisse entre les gens du haut pays, en quelque sorte les maîtres de l'eau, ses premiers utilisateurs, et les gens du bas pays qui sont les seconds ; d'autre part, que les uns et les autres acceptent de se soumettre à une contrainte assez forte pour imposer un aménagement complet des bassins versants, œuvre considérable et pour régler tous les problèmes soulevés par l'adduction et la distribution de l'eau, cela suppose un État autoritaire.

Ici cette forme d'État paraît bien avoir existé pendant des siècles.

Le géographe laissant place un moment à l'historien, J. Despois a constaté (12) que du Hodna à la Tripolitaine « la frontière romaine avait plus ou moins largement empiété sur le Sahara et, d'autre part, que, en dépit des périodes de ruptures qu'entraîne nécessairement toute conquête, une très grande stabilité avait caractérisé ici les siècles romains, byzantins et arabes. Les invasions hilaliennes, elles-mêmes n'auraient pas produit tous les bouleversements qu'on leur a imputés et l'État hafside aurait exercé son autorité sur les mêmes territoires que ses prédécesseurs.

L'utilisation de techniques de reconnaissance nouvelles, l'observation aérienne et l'examen minutieux des clichés pris en altitude dans certaines conditions ont permis sensiblement dans le même temps à J. Baradez de faire des découvertes qui sont venues renforcer les thèses de Despois.

On savait, bien sûr, l'importance que les Romains attachaient aux problèmes hydrauliques mais on ne savait pas, en revanche, que l'aména-

(11) J. DESPOIS : « La bordure saharienne de l'Algérie orientale ». Revue Africaine, 392-293 (3^e et 4^e trim. 1942), p. 200.

(12) *Ibid.*, p. 207 et suivantes.

gement du sol s'était étendu aux régions désertiques et qu'il avait atteint une telle perfection. Il s'était agi, a écrit Baradez, (13) de mettre obstacle à tous les ruissellements non contrôlés, même ceux qui pouvaient paraître les plus anodins... partout où le sol présentait une pente susceptible de donner naissance à des filets d'eau. « L'examen attentif des clichés joint à l'observation au sol permirent de retrouver des séries de murs, souvent distants de moins de 30 mètres s'échelonnant depuis les lignes de crêtes... Ces murs qui renaient les terres et obligeaient l'eau à s'infiltrer dans le sol où elle était emmagasinée dans des structures géologiques très compartimentées, s'étendaient sur des milliers de kilomètres : ce dispositif était complété par un ensemble de barrages permettant de remplir des cuvettes naturelles ou artificielles, de régulariser le cours des oueds, de tirer partie des nombreux étranglements et par un ensemble de canaux plus ou moins larges et profonds de diriger l'eau sur les terres susceptibles d'être irriguées. »

Ingénieur agronome de formation, Baradez avait découvert du haut de son avion les transformations qui s'étaient opérées à la suite de l'aménagement des bassins versants, les vastes étendues devenues cultivables et peuplées, comme le montraient les ruines de nombreuses agglomérations et les traces d'un réseau très dense de routes et de pistes.

Mais J. Despois et J. Baradez, d'accord pour affirmer la nécessité d'une solidarité entre la plaine et la montagne, ne semblent pas s'être rendu compte qu'une telle solidarité ne pouvait s'accorder aux idées que C. Courtois continuait de défendre avec talent, mais aussi à faire prévaloir, d'un Aurès indépendant, peuplé de populations « n'ayant d'autres fins que le pillage et la ruine ». A la vérité, si Baradez y adhérait pleinement, L. Leschi, au courant des résultats des recherches que nous étions quelques-uns à mener avec l'appui de la Direction des Antiquités, commençait à s'en écarter.

Lorsque « *Fossatum Africae* » parut, j'avais quitté l'Aurès depuis longtemps. J'y avais été affecté comme administrateur adjoint en avril 1939, quelques mois seulement avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale. De ce fait la recherche des ruines romaines auxquelles j'avais commencé à m'intéresser allait sortir de mon champ d'activité pendant les quelques mois que j'allais passer à Biskra comme officier des Affaires Indigènes. C'est seulement de retour à Arris en août 1940 que je pus réellement m'y mettre, l'occasion m'en ayant été donnée par les tournées que j'avais à faire à mulet ou à pied pour l'instruction des affaires criminelles dans les douars du Sud de la commune : souvenir d'une époque où ces douars dépendaient du Bureau arabe de Biskra, ces affaires n'étaient pas traitées par le juge de Batna.

Dans cette activité extra-professionnelle je fus aidé on l'a vu par l'arrivée de mon frère Pierre qui avait fui auprès de nous l'occupation allemande.

(13) J. BARADEZ, *Fossatum Africae* : « Recherches aériennes sur l'organisation des confins sahariens à l'époque romaine ». Arts et Métiers graphiques, Paris, 1949.

Dans le même temps, je le saurais seulement plus tard, M^{me} Alquier, conservatrice du musée Gsell, d'Alger, était envoyée en mission dans la commune mixte de Khenchela qui appartenait aussi au massif de l'Aurès. La descente de la vallée de l'oued El Arab lui avait permis des observations précieuses : abondance des sites antiques, multiplicité des ruines de fermes, absence d'ouvrages défensifs, développement considérable de la culture de l'olivier et vestiges de très nombreux pressoirs. En résumé, toutes les preuves d'une présence romaine très ancienne et très dense avec des ouvrages hydrauliques nombreux. Pourtant aucune trace visible de route, bien qu'il soit apparu évident que cette région alors prospère disposait d'excédents exportables importants.

C'est dans le même temps que Pierre Morizot et moi-même faisons notre grande découverte, l'inscription de Masties qui fera l'objet du chapitre suivant. Cette trouvaille nous mit en relations avec Louis Leschi qui, dès lors, allait nous aider par ses conseils et les modestes subventions qu'il nous ferait attribuer.

En nous coupant de la métropole et en nous imposant de prendre nos vacances sur place, les circonstances favoriseraient nos recherches. Tous les loisirs seraient désormais consacrés à parcourir l'Aurès soit seuls, soit en famille. Nous fûmes rapidement séduits, tant par la beauté et la variété des paysages où les palmiers n'étaient jamais loin des champs de neige, que par la facilité des contacts avec les Aursiens, nombreux à parler français, souvent même avec aisance, et extrêmement hospitaliers en dépit de leur pauvreté.

Ainsi entre la fin de l'année 1940 marquée pour la France par la cessation provisoire de l'état de guerre et la fin de l'année 1942 qui allait voir l'Afrique du Nord entrer dans le champ de bataille après le débarquement américain, s'écoula un temps où notre connaissance de l'Aurès put s'approfondir. Si, absorbé par d'autres tâches, j'y étais moins attentif, en revanche, Pierre, dans l'attente d'une affectation, put s'y consacrer entièrement.

Rétrospectivement le résultat de nos recherches apparaît aujourd'hui beaucoup plus important que nous ne l'avions imaginé. C'est seulement, on le verra, en 1944 que parut le premier article consacré à l'imperator Masties par J. Carcopino puis en 1948, notre article « Les ruines romaines de la vallée de l'oued Guechtane », qui rendait compte d'une tournée effectuée en 1941 dans la partie la plus orientale de la commune mixte.

Mais c'est bien plus tard que l'intérêt devait être relancé sur l'Aurès à la suite de plusieurs articles de Pierre, revenu à différentes reprises sur les lieux, publiés dans différentes revues.

Dès notre séjour dans l'Aurès nous avons pu affirmer après M^{me} Alquier ce que E. Masqueray avait déjà pressenti environ un demi-siècle plus tôt, à savoir que l'emprise romaine avait été aussi forte dans un massif comme l'Aurès que dans les hautes plaines constantinoises ou dans la bordure de la dépression saharienne. Dans de vastes zones aujourd'hui à peu près désertes où seules subsistent encore quelques populations semi-nomades nous avons décelé une vie ancienne très active, la présence de sociétés sédentaires urbanisées aux ressources variées, soucieuses de leur

confort, riches de la variété de leurs productions au premier rang desquelles était apparue l'huile d'olive, denrée recherchée, indispensable à l'ensemble du monde romain comme moyen d'éclairage, produit alimentaire et instrument du bien-être. On était bien éloigné de l'image si largement admise de populations barbares vivant du pillage de leurs voisins, l'explication de cet état de choses résidant essentiellement dans un aménagement hydraulique absolument remarquable.

Cette emprise de Rome, J. Birebent l'aura découverte à son tour. L'ouvrage qu'il a fait paraître en 1962 « Aqua Romanae » est un inventaire descriptif extrêmement complet de tous les captages et de toutes les adductions anciennes dont il a retrouvé les traces jusqu'à quelques dizaines de kilomètres de Constantine au nord, jusque dans le désert au sud. Par des méthodes semblables on avait réussi à y pallier l'insuffisance des précipitations. Nul n'a mieux montré que lui à quel point avait été poussée la mise de l'eau au service des hommes, autrement dit sa domestication, suivant l'expression de Robert Laffitte.



Cette domestication de l'eau, trait essentiel de la société antique en Aurès, qui avait exigé des investissements humains particulièrement importants, était-elle acquise à l'époque où, sous le règne d'Antonin le Pieux, un détachement romain manifestait sa présence dans les gorges de Tighanimine ?

Dans son ouvrage L'« Histoire économique et sociale de l'Empire romain », l'écrivain russe Rostovtseff a écrit : « Le règne paisible d'Antonin le Pieux, qui fit germer les graines semées par Hadrien, présente quelques traits intéressants... » La politique d'Hadrien avait coûté cher : « Antonin s'efforça de réduire les dépenses autant que possible. Hadrien avait été un grand bâtisseur... Antonin fit preuve à cet égard de la plus grande économie... ».

Hadrien visiblement est d'une autre stature. A travers les pages que lui ont consacrées Charles Parain et Marguerite Yourcenar comme à travers le livre de Rostovtseff, il apparaît comme un des empereurs romains les plus remarquables.

« Aucun, a écrit ce dernier, ne comprit mieux que lui les besoins de l'Empire... S'il renonça à la politique agressive de Trajan, ce fut parce qu'il percevait l'impossibilité de poursuivre pareille entreprise », faute de ressources suffisantes... « Il consacra sa vie aux provinces » car il désirait connaître l'Empire qu'il gouvernait et le connaître personnellement dans les moindres détails... Il considérait qu'il existait un moyen et un seul... d'améliorer la vie provinciale et de l'élever à un plus haut niveau, c'était la poursuite de l'urbanisation qui avait vu le jour bien avant l'arrivée des Romains par la création constante de noyaux de vie civilisée et avancée. Cette conviction et le désir d'ancrer l'armée dans ces éléments civilisés incitèrent

Hadrien à encourager avec constance la vie urbaine dans toutes les provinces de l'Empire... il transforma en cités de nombreuses localités d'Afrique. Aux communautés qui n'étaient pas encore mûres pour la vie urbaine, il accorda de précieux privilèges qui rendirent leur existence très proche de celle que l'on pouvait mener dans de véritables cités... Son idéal était de disposer sur les domaines impériaux d'une robuste souche de propriétaires fonciers prospères « qui introduiraient des formes de culture plus rentables, donneraient à l'armée de vigoureux soldats et verseraient régulièrement l'impôt à l'État ».

« Certains documents africains relatifs à la gestion des terres impériales sont (particulièrement) caractéristiques de la politique d'Hadrien, poursuit Rostovtseff. Les Flaviens et Trajan s'étaient efforcés de se procurer des tenanciers sérieux à long terme, attachés à la terre par de solides liens d'intérêts économiques. Dans ce dessein un certain Manciana... publia une réglementation, appelée plus tard *lex Manciana*, en vertu de laquelle carte blanche était donnée à ceux qui souhaitaient ensemercer ou planter le sol vierge des domaines impériaux ou publics. Aussi longtemps que les occupants cultivaient la terre, ils en restaient détenteurs : ils jouissaient du *jus colendi*, sans contrat particulier, selon les conditions définies par la loi.

S'ils avaient planté des arbres fruitiers (notamment des oliviers) ils avaient même le droit d'hypothéquer la terre et de la léguer à leurs héritiers... ils étaient contraints d'établir leur domicile dans le domaine et d'en devenir les occupants permanents... Tout en maintenant les principales dispositions de la *lex Manciana*, Hadrien alla plus loin dans une ou deux lois concernant les terres vierges ou en friche des domaines impériaux d'Afrique. Il voulait que les tenanciers plus permanents s'installassent sur les terres impériales et y introduisent des formes de culture plus avancées et, en plantant des oliviers et des figuiers, devinssent de véritables fermiers étroitement liés aux terrains que leurs efforts personnels auraient transformés en jardins et en oliveraies. Aussi autorise-t-il les occupants à semer et à planter les terres vierges mais également les parcelles que les adjudicataires avaient cessé de cultiver depuis dix ans. Il leur permet également de planter des oliviers et des arbres fruitiers dans les terres en friche. En outre, il accorde aux occupants le droit de « *possessores* », c'est-à-dire de quasi-propriétaires du sol. Ils ne reçoivent plus seulement le *jus colendi* mais également l'*usus proprius* des terres arables et des jardins avec le droit de les transmettre à leurs héritiers à condition de les cultiver et de remplir leurs obligations envers le propriétaire et l'adjudicataire du domaine. » Et Rostovtseff de conclure que « l'idée maîtresse d'Hadrien était de créer une classe de propriétaires fonciers libres sur les domaines impériaux, et d'améliorer ainsi l'exploitation du sol. Selon toute probabilité, les efforts d'Hadrien et des autres empereurs du II^e siècle connurent un certain succès. *Je suis convaincu que l'extension rapide de l'oléiculture dans toute l'Afrique fut due en grande partie aux privilèges accordés par Hadrien aux futurs planteurs d'oliviers* ».

Pendant le règne d'Hadrien, une irrigation conduite « scientifique » transforma les steppes et les plateaux (de l'Afrique) en riches

champs de blé puis en oliveraies s'étendant sur des kilomètres et des kilomètres dans des régions où de nos jours quelques chèvres et quelques chameaux survivent à grand-peine dans la savane aride.

Ici comment ne pas évoquer la bordure saharienne de la Berbérie orientale dans son ensemble, du Hodna à la Tripolitaine, naturellement sèche et transformée par l'homme. On y pense infailliblement après avoir lu Rostovtseff et avoir découvert d'innombrables ruines de pressoirs jonchant le sol et parfois par dizaines dans les mêmes lieux : tantôt à des altitudes bien supérieures à mille mètres et, par conséquent, à la limite supérieure que l'on assigne aujourd'hui à la culture de l'olivier, tantôt très bas au voisinage de palmiers dattiers, tantôt très haut mais toujours en des endroits choisis en fonction de leur exposition, de la nature du sol et de la possibilité de fournir aux arbres une humidité suffisante, souvent par un simple aménagement des sols.

Dans la première moitié de ce siècle on trouvait encore d'énormes oliviers témoins du passé à l'ouest du massif chez les Aît Frah, au centre à Tkout chez les Beni Bou Slimane et à l'est dans la vallée de l'oued Badjer à proximité de la zaouïa de Sidi Messaoud Chabi. C'est là que ces dernières années j'en ai vu dont la circonférence dépassait 18 mètres et qui s'élevaient à une vingtaine de mètres de hauteur (14). Il en existait aussi de fort beaux dans le cañon de l'oued El Abiod aux environs de Rhoufi.

*
*
*

Quand, en 1933, Rostovtseff faisait paraître la dernière édition de son ouvrage, les archéologues français étaient relativement en retard sur leurs collègues italiens qui, il est vrai, disposaient en Tripolitaine d'une zone de prospection très proche de chez eux et beaucoup plus réduite. Rostovtseff a évoqué leur travail « formidable » qui leur avait permis d'affirmer que « dès la fin du I^{er} siècle avant J.-C. et jusqu'à la seconde moitié du III^e le pays avait joui d'une paix profonde et d'une sécurité absolue ». Commerce saharien et production d'huile d'olive en abondance avaient été à la base d'une prospérité et d'une richesse qui avaient permis aux Tripolitains de « verser à César une énorme contribution en huile d'olive, puis d'accorder à Septime Sévère, empereur originaire du pays, un don volontaire de cette denrée grâce auquel il avait pu faire des distributions gratuites au peuple romain ». C'est de son temps « que l'on édifia de nouveaux bâtiments publics (temples, basiliques, thermes, etc.), qu'on améliora les ports, que l'on édifia des routes et que de superbes villas dont

(14) L'échec enregistré aux environs d'Arris, dans les années trente, d'un essai réalisé sur d'importantes surfaces de réintroduction de l'olivier, généralement imputé à l'altitude en dépit de constatations contraires se rapportant à l'époque romaine (plantation jusqu'à 1 500 mètres d'altitude) est attribué par le géologue Laffitte à l'existence d'une très faible épaisseur d'alluvions superposée à des marnes argileuses très compactes qui ne sont pas favorables à la culture de l'olivier.

les propriétaires employaient des méthodes agricoles avancées surgirent dans les campagnes transformées en beaux vergers et tout particulièrement en oliveraies grâce à des soins assidus et un travail acharné. Il avait souhaité faire de Leptis Magna, sa ville natale, la première cité d'Afrique... les grands travaux qu'il y dirigea aboutirent à la création d'une ville nouvelle qu'il avait lui-même conçue. Le port et le forum avaient pu dès 1933, être dégagés... ».

Il est permis de penser que dans des conditions géographiques assez comparables, soumise à des méthodes de mise en valeur semblables, toute la zone étendue du Hodna à la Tripolitaine, longtemps placée sous l'autorité d'un haut fonctionnaire unique, le légat impérial de Numidie, en résidence à Lambèse, avait connu une semblable prospérité.

Si les archéologues français avaient pu poursuivre leur œuvre, il est probable qu'ils auraient sorti des sables quelques-unes de ces grandes villes antiques dont l'existence est encore attestée au Moyen Age par les écrivains arabes.

Réserve faite peut-être de l'existence imaginable, par périodes, de quelques hors-la-loi que le relief et la végétation pouvaient abriter, le pays numide n'a probablement jamais vu peser sur lui de menaces venues de la montagne. Totalement intégrés peu à peu, ses habitants avaient été pleinement associés à l'œuvre impériale, une œuvre, répétons-le, encore, considérable.

Un spécialiste de l'histoire de la Gaule a écrit que « l'alimentation en eau, un des soucis majeurs des Romains, supposait à la fois la science de l'ingénieur hydraulicien, celle de l'architecte et du technicien des travaux publics ainsi qu'une surveillance, un entretien permanent et une substructure administrative considérable ». Combien plus admirable a été l'œuvre réalisée en pays aride où l'on parvint par un travail gigantesque d'aménagement des sols à recueillir les quantités d'eau considérables nécessaires au maintien régulier en production des vastes étendues. On alla même jusqu'à fournir de l'eau filtrée aux Aurasieus comme le géologue R. Laffitte et le directeur d'école, R. Godon, l'ont constaté dans la vallée de l'oued Abdi à Menaâ.

On a nié l'existence de « sociétés hydrauliques » au Maghreb. Il semble bien pourtant qu'on se trouve ici en présence de quelque chose que l'on peut rapprocher par son importance de ce qui a été réalisé au Proche-Orient, en Inde ou en Chine, ici par une accumulation de petits moyens là-bas avec des ouvrages importants.

L'œuvre est-elle entièrement romaine ? Il est bien probable que non. Sans doute plonge-t-elle ses racines dans un passé très lointain. Déjà les Phéniciens avaient su « domestiquer l'eau ». Les grands souverains numides qui étaient parvenus à faire régner l'ordre et la paix semblent avoir été eux aussi des initiateurs en matière d'aménagement rural et de sédentarisation de populations nomades.

*
* *

Revenons à notre inscription. Rappelons d'abord, ce détail est important, qu'elle est située à la sortie méridionale des gorges. Son existence a donné à croire à des générations de chercheurs qu'elle avait été construite par « une unité appelée de Syrie contre les indigènes révoltés ». La menace aurait donc été bien grave et cette unité aurait pour tâche de contenir les montagnards et d'exercer sur eux une surveillance constante.

Mais qu'est-ce exactement qu'une voie romaine ?

Si je me réfère à l'ouvrage de J. Chevallier (15), il s'agit d'une voie de communication suffisamment large pour permettre le croisement de deux véhicules à roues, construite généralement par des militaires à des fins stratégiques : il s'agissait d'« accélérer la circulation des armées et de leur ravitaillement et (aussi) d'assurer des possibilités immédiates d'intervention pour le maintien de l'ordre ». Mais la voie romaine n'a pas qu'un rôle militaire, elle a assumé « un rôle très important dans la mise en exploitation des terres conquises (16) ». La voie est souvent faite de matériaux rapportés ; mais, hors des agglomérations, elle se présente fréquemment comme « un simple chemin de terre » ; certaines toutefois ont été taillées dans le roc sur une partie de leur parcours. La route romaine, enfin, est habituellement jalonnée de bornes cylindriques hautes de 2 à 4 mètres dressées tous les mille pas romains soit 1 481,50 m « d'où leur nom de bornes milliaires ».

Dans le choix du tracé les constructeurs de route ont manifestement eu une préoccupation primordiale : la sécurité. Il est clair que les Romains évitaient de traverser les gorges, ce que leur technique leur aurait certainement permis de réaliser, ce que la prudence leur a généralement déconseillé. Ainsi la route de Sétif à Bejaïa n'empruntait pas les gorges de Kerrata comme la route actuelle et celle qui reliait la Numidie aux Mauritanies ne passait pas davantage par les Portes de Fer et les gorges de Palestro mais beaucoup plus au sud. Les Romains établissaient le plus possible leurs routes le long des crêtes et légèrement en contre bas de celles-ci (17).

En fait les Romains s'adaptèrent à toutes les situations. Ici le mulet s'imposant aussi bien pour le transport des hommes que des marchandises, ils utilisèrent des pistes muletières comme avaient fait leurs prédécesseurs, comme feraient leurs héritiers. Mais même en montagne, là où le profil du terrain le permettait, ils n'hésitèrent pas à construire des routes, quand cela leur semblait utile. « Combien de fois, m'écrit Robert Laffitte (18) — observateur incomparable — cheminant dans le bled j'ai été étonné par des tronçons de chemins, larges et rectilignes qui n'étaient autres que des restes de voies romaines dont on voyait parfois les hérissons là où les oueds les avaient coupés ».

(15) J. CHEVALLIER : *Les voies romaines*. Armand Colin, 1972, p. 92.

(16) *Ibid.*, p. V.

(17) Cf. P. SALAMA : *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*. Alger, 1951, p. 59 et ss.

(18) Robert LAFFITTE : *Correspondance avec l'auteur*.

Je crois avoir montré dans les pages précédentes que les Romains n'avaient pas dans l'Aurès de préoccupations stratégiques ou, tout au moins, qu'ils n'en avaient plus en 145. C'est donc sous l'angle économique qu'il faut considérer le problème du « *viam fecit* ».

Une grande transversale, ici, pour quoi faire ?

Dans les sociétés dont l'existence est liée à la maîtrise de l'eau, il y a une constante, c'est l'importance des précipitations neigeuses et pluvieuses, une variable, la proportion de ces précipitations dont l'homme est parvenu à se rendre maître. Dans cet Aurès médian où coulent l'oued el Abiod et ses affluents, le principal étant l'oued Chenaoura, il y avait autrefois comme aujourd'hui cinq périmètres irrigués : la plaine de Médina-Arris située au nord de la barrière du djebel Zellatou et au sud la plaine de Tkout Chenaoura, celle de Tifelfel, la succession de petites oasis qui s'étendent de façon presque continue de Ghoufi à Mchounèch et enfin un très vaste périmètre inondable dans la dépression saharienne.

Il ne fait pas de doute que ces périmètres étaient beaucoup plus étendus autrefois que de nos jours : pour preuve l'existence de canaux d'irrigation abandonnés mais encore visibles situés à un niveau supérieur à ceux qui servent encore aujourd'hui à dériver les eaux sur les terres irrigables. Il en était de même d'ailleurs de l'étendue des terres aménagées et mises en valeur consacrées à la culture de l'olivier (19).

Cette culture a été remplacée par celle du palmier dattier beaucoup plus exigeant en eau et en soleil : cet arbre n'apparaît donc qu'à la sortie des gorges. Il y avait autrefois par conséquent un surplus beaucoup plus important de fruits et de légumes. Par ailleurs les grandes villes de la périphérie devaient être grandes consommatrices de tous les produits dont les montagnes ont le quasi-monopole : minerais, pierres, bois pour tous les usages et charbon de bois dont les thermes avaient de grands besoins, miel et j'en passe. Bêtes fauves, aussi, encore qu'à une population probablement très dense ait dû correspondre une diminution relative de la faune sauvage qui pullulera par la suite. Il devait y avoir ainsi dans les deux sens un trafic important que pouvaient seulement interrompre ou ralentir des chutes de neige abondantes.

Par quelles voies ce trafic s'effectuait-il et quelles en étaient les principales destinations ? En fait c'est à peine si les marchés ont changé. Ce n'est plus Lambèse, aujourd'hui Tazoult, mais c'est Batna, ancien camp militaire français, c'est toujours Timgad, ville aurasiennne aujourd'hui encore peuplée majoritairement de chaouïas de la grande tribu touaba, grand lieu de rencontre estivale des populations des hautes plaines, des montagnards et des Sahariens et enfin c'est Biskra, l'antique Vescera. Le problème se ramène à savoir par où passaient autrefois les autochtones romanisés, vandalisés, byzantinisés puis arabisés, qu'il faut se représenter comme des paysans sédentaires, pour aller écouler leurs produits sur ces marchés.

(19) Cf. P. MORIZOT : « Les inscriptions de Tazembout (Aurès) ; aperçu sur un village romain de haute montagne au III^e siècle » (*Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, nouvelle série 20-21, années 1984-1985).

Prenons d'abord le cas des habitants de la haute vallée de l'oued El Abiod, exploitants du périmètre irrigué Arris-Medina. Leurs relations avaient dû s'établir beaucoup plus avec les grandes villes de la bordure terrienne (20), plus proches et plus accessibles qu'avec celles de la bordure saharienne plus lointaines et plus difficiles d'accès : si, toutefois, ils avaient à faire de ce côté, le réseau des chemins muletiers leur en offrait la possibilité. Il y a un siècle, les Touba se trouvaient placés dans cette situation, ayant des terres tout au nord à Medina Timgad et aussi tout au sud aux environs de leurs greniers collectifs de Bahloul et d'Iguelfène. Parvenus à proximité de l'entrée nord des gorges, les Touba s'en éloignaient vers le sud-ouest tout en prenant progressivement de la hauteur, puis poursuivaient leur chemin à mi-crête ou redescendaient dans la vallée.

Indépendamment de l'aspect « sécurité » non négligeable, l'ouverture des gorges, d'une réalisation difficile, aurait été de peu d'utilité. Mais il y a plus. Examinons les problèmes de circulation chez les montagnards installés sur les périmètres irrigués situés au sud du djebel Zellatou et spécialement chez Beni Bou Slimane. De Tkout qui est leur principale agglomération on se trouve à égale distance du marché nord, Timgad, et du marché sud, Biskra : une journée de marche d'un côté comme de l'autre. La situation ne devait pas être très différente dans l'Antiquité sauf que Tkout et Biskra sont des noms nouveaux.

Comment circulait-on ?

Au témoignage de Robert Laffitte (21) :

« Le chemin de Tkout à Timgad était il y a un demi-siècle un chemin de montagne malaisé avec des passages difficiles pour les bêtes, mais il était partout bien tracé ; les pierres étaient parfois polies par l'usage. On y voyait, parfois, des piétons, rarement des bêtes chargées, jamais beaucoup de trafic (20) ».

C'était essentiellement le chemin de la tribu des Beni Bou Slimane, qui permettait son accès à Timgad, on vient de le voir, mais aussi aux terres où elle estivait. Sa fréquentation aura certainement diminué quand les bureaux de la commune mixte auront été transférés à Arris. Alors le trafic a été en partie détourné sur la vallée de l'oued El Abiod par le col de Tizert que l'on franchissait après une montée particulièrement abrupte.

Le chemin des Beni Bou Slimane était beaucoup plus aisé. C'est d'ailleurs celui que recommandait le capitaine Fornier dans sa « Notice sur l'Aurès » et c'est celui qu'emprunta le lieutenant général Bedeau (22) dans sa campagne de 1845. Parti de Medina le 2 juin à la tête d'une colonne de plusieurs milliers d'hommes au complet, avec train des équipages, approvisionnements pour dix jours, ambulance, obusiers de campagne sur mulet, il était à Inoughissen dès le 3, franchissait la crête du djebel Zella-

(20) Le Tell.

(21) Correspondance avec l'auteur.

(22) *Journal de marche de la colonne Bedeau*. Archives du S.H.A.T., Vincennes.

tou au col de Tizi Amen Amellal (en arabe El Ma El Abiod : « l'eau blanche ») et dès le 4 il campait à Tkout. Le trajet n'avait demandé qu'une douzaine d'heures de marche effective. Il avait fallu franchir quelques ravins, traverser sur une lieue l'étroit défilé du Khanguet el Hambla avant d'arriver dans la vallée de l'oued Chenaoura ; mais la troupe était passée sans de réelles difficultés, ayant ainsi fait de façon éclatante la preuve des possibilités qu'offrait cet itinéraire à un corps expéditionnaire et à plus forte raison par conséquent à un trafic lourd de marchandises.

Au-delà de Tkout cette voie suivait la vallée de l'oued Chenaoura et, au confluent de celui-ci et de l'oued El Abiod, elle retrouvait la voie du Sahara.

La voici donc la transversale Nord-Sud Timgad-Biskra ou Thamugadi-Thabudeos que les historiens font passer par les gorges de Tighanimine ! Nul doute qu'elle soit ancienne. L'attestent assez tous les vestiges antiques découverts sur son parcours (sauf bien sûr à haute altitude), ruines de villes ou de villages, stèles funéraires d'un prétorien en retraite et d'un décurion également en retraite, ouvrages hydrauliques, barrage de dérivation et aussi, aux environs de Chenaoura, un bassin d'irrigation d'une dimension exceptionnelle (75 m, 31 m, 1,60 m) encore utilisé aujourd'hui ; enfin sur plusieurs kilomètres, de part et d'autre de Tkout, sur un parcours de plaine, une voie élargie, une voie carrossable que révèle d'ailleurs la lecture des cartes d'état-major anciennes où elle est marquée d'un trait continu et d'un trait discontinu (23).



Comment expliquer l'existence non plus d'une route mais de deux tronçons de routes antiques, celui-ci et celui de Tighanimine, si voisins l'un de l'autre ?

L'explication apparaît la même dans les deux cas ; elle n'est pas liée à des considérations politiques mais à l'existence d'un réseau hydraulique permettant l'irrigation des terres arides situées en aval.

L'oued El Abiod et son affluent principal l'oued Chenaoura débitaient et débitent encore aujourd'hui des millions de mètres cubes d'eau qui iraient se perdre dans la cuvette saharienne si l'on n'était parvenu à en détourner en partie le cours. Or, dans ce bassin, le seul endroit où l'on puisse se rendre maître de l'eau, c'est celui où ces deux rivières, étant parvenues à se creuser passage dans la barrière du Djebel Zellatou qui culmine à plus de 2000 mètres vont déboucher en plaine.

C'est par là que de tout temps d'importants barrages de dérivation ont dû être construits, des barrages qui ne peuvent résister longtemps à la

(23) Cet itinéraire paraît avoir été utilisé au Moyen Âge : cf. P.L. CAMBUZAT : *L'évolution des cités du Tell en Ifrikya du VI^e au XI^e siècle*. Office des publications universitaires, Alger, tome II, p. 61.

violence des crues (24) et qu'il faut reconstruire le plus vite possible car les récoltes en dépendent. D'où l'intérêt de pouvoir transporter à pied d'œuvre les matériaux lourds utilisés, pierres, terre et bois, d'où l'intérêt à ces deux endroits d'un roulage sur une certaine distance.

Dès lors il faut se représenter aux approches méridionales du confluent de l'oued el Abiod et de l'oued Chenaoura un aménagement routier en Y avec une branche vers la sortie des gorges de Tighanimine, une autre vers la sortie du Khanguet el Hambla au nord de Chenaoura, un tel aménagement n'ayant dû présenter, du reste, aucune difficulté particulière car le terrain plat s'y prête bien.

A l'appui de cette thèse, on apportera deux autres considérations :

1) Le Professeur Robert Laffitte (25) tenait du caïd des Beni Bou Slimane, Ahmed bey Benchennouf, issu d'une illustre famille qui fait remonter ses origines au grand vizir du calife de Bagdad, Haroun Al Rachid, que son père allait de sa résidence du Tkout à Biskra en charrette anglaise.

2) Cette moyenne vallée de l'oued El Abiod est encore assez bien peuplée ; de nombreux villages s'y succèdent. On a toutes raisons de penser qu'elle l'était bien davantage à l'époque romaine : c'est en effet au confluent des deux rivières qu'ont été relevées des ruines antiques couvrant des surfaces « considérables ». Celles-ci malheureusement n'ont jamais fait l'objet de fouilles. Voici comment P. Morizot qui les a visitées en 1973 les présente :

« Sortant de la gorge de Tighanimine... l'oued El Abiod, avant de s'encaisser dans le cañon de Roufi, s'étale dans une plaine d'une quarantaine de km² où il reçoit... l'oued El Ksar. Cette plaine bien irriguée, au climat semi-saharien est couverte, partout où le sol s'y prête, de cultures et de jardins où déjà apparaissent les premiers palmiers. Les vestiges antiques y sont nombreux. Le site a été reconnu en 1866 par le cdt Rinn, alors officier du bureau arabe de Biskra qui lors de la délimitation des terres de la tribu de Ghassira (plus exactement de l'ensemble des villages ou fractions qui constitueront en application du senatus-consulte de 1869 le douar Rassira) a, selon ses dires, réservé au profit de l'État huit parcelles « couvertes de ruines romaines et byzantines » ; il en a par la suite donné dans la *Revue Africaine* une description malheureusement très imprécise et, se basant plus encore sur les traditions locales recueillies dans la fraction des Alaoua que sur les ruines dont il fait état, il concluait à l'existence sur l'emplacement des villages actuels de Khedara, Ouled Abed, Ouled Idir, Ouled Bouokkaz, Tahammamet, Taballite, d'une ville considérable qui, si l'on prend son texte au pied de la lettre aurait une superficie de plusieurs centaines d'hectares. Un examen très rapide et

(24) On en compte 7 en moyenne par an avec maxima en septembre/octobre et au printemps. Avec variations de 7 à 40 millions de mètres cubes, cf. « Aménagements hydrauliques et irrigation. L'Aurès et ses bordures face au développement. »

(25) Correspondance avec l'auteur.

très incomplet des lieux nous a confirmé l'existence dans un vaste rayon autour du confluent... d'un habitat à la fois très nombreux et très diffus, peut-être assez semblable à l'habitat actuel qui se compose de plusieurs villages dispersés dans ce que j'appellerai « l'oasis de Ghassira (26) ». Le nom d'un des villages cités, Tahammamet, est évocateur d'un hammam, un bain maure et par là d'anciens thermes dont les ruines ont d'ailleurs été reconnues ».

Proche de l'ancienne piste de Biskra dont la route moderne ne s'est guère écartée, le site antique de Ghassira a attiré l'attention de plusieurs voyageurs qui nous en ont laissé des descriptions qui s'ajoutent à celles du commandant Rinn et de P. Morizot : le Père Blanc Lavardin en février 1877 (27), Odette Keun en 1916 (28), Cl. M. Robert en 1934 (29). Ce dernier tenait du secrétaire du caïd de l'époque que la Kahina, la célèbre reine berbère plus ou moins légendaire, qu'a illustré sa résistance à la conquête arabe, résidait précisément à Tahammamet en hiver.

C'est de cette importante agglomération dont les pierres ont été en partie remployées par les Aurasians dans la construction des villages cités plus haut que devaient partir les tronçons de voie carrossable : à leur utilisation dans le cadre d'un aménagement hydraulique devaient s'ajouter toutes les liaisons que l'on peut imaginer entre une grande ville et les campagnes environnantes.

Ainsi l'inscription de Tighanimine révèle bien l'existence d'une route, mais non pas celle que l'on avait imaginée, supposée destinée pour des raisons essentiellement militaires à relier la haute à la moyenne et à la basse vallée de l'oued El Abiod, mais une voie d'accès méridionale aux ouvrages hydrauliques dont le maintien en état était indispensable à l'irrigation de toute la plaine de Ghassira dans le cadre des travaux de mise en valeur de cette région, décidés par l'empereur Hadrien et poursuivis par ses successeurs.

Réduite à quelques kilomètres carrossables, une telle voie correspond bien aux possibilités d'une vexillation, détachement d'importance assez variable mais généralement peu nombreux (30).

(26) P. MORIZOT : « Le génie auguste de Tiflizi ». B.A.C.T.H.S., nouvelle série 10-11, année 1974-1975, p. 77 et ss.

(27) Archives de la Curia generalizia, Rome.

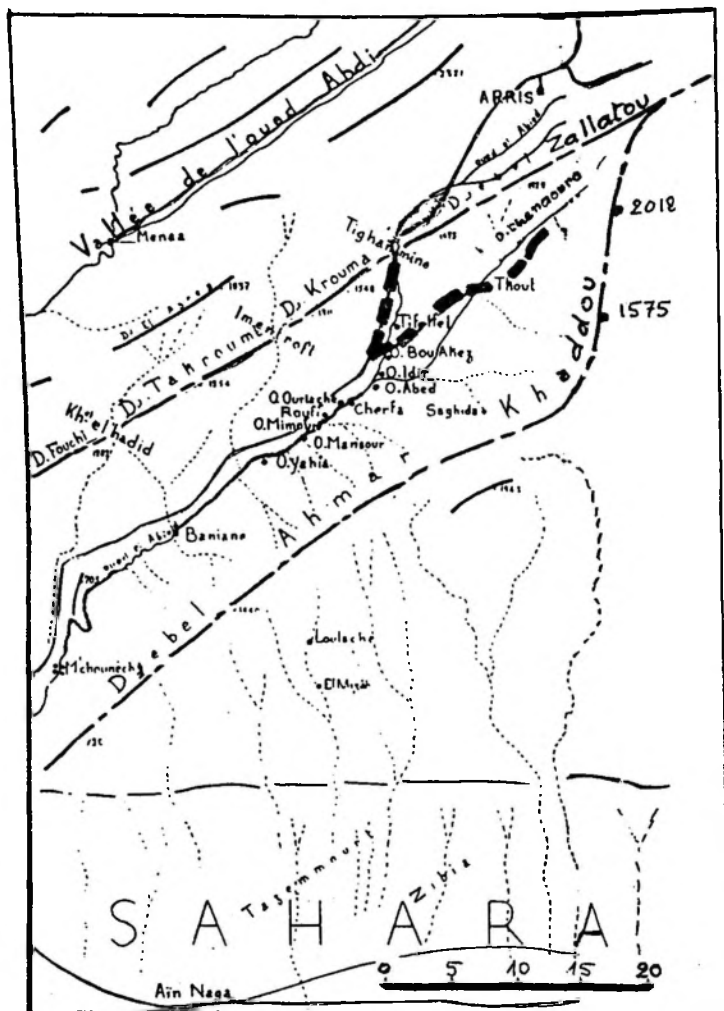
(28) Odette KEUN : *Les oasis dans la montagne*. Calman-Lévy, Paris, 1919, p. 85.

(29) Cl. M. ROBERT : *Le long des oueds de l'Aurès*. Baconnier, Alger, 1938, p. 64.

(30) Ed. LUDWARK : *La grande stratégie de l'Empire romain*. 1938, p. 101.



*Canalisation antique située à la sortie
des gorges de Tighanimine
(Photo F. Morizot)*



VALLÉE MOYENNE DE L'OUED EL ABIOD

En gros trait noir discontinu les voies antiques de desserte de l'important réseau hydraulique de l'oued el Abiod moyen et de son affluent principal, l'oued Chenaoura.

Chapitre II

L'Empereur Masties ou la continuité

(V^e-VI^e siècle)

L'apport de l'inscription de Tighanimine à la connaissance de l'Histoire a été, en définitive, bien faible ; en revanche les erreurs d'analyse que son interprétation ont entraînées ont été si importantes que l'on peut estimer que cette inscription aurait gagné à faire partie de la masse des documents épigraphiques à jamais perdus. Mais le choix de son emplacement et celui de son support, une paroi rocheuse, avaient été faits de telle façon qu'elle ne risquait guère de s'effacer avec le temps ni d'échapper aux regards : c'est à proximité que la rivière entre en plaine et c'est par là seulement que les hommes pouvaient retenir ses eaux pour l'irrigation des terres d'aval. C'est aussi par là que devrait passer la route que l'on se déciderait, très tard, à aménager dans l'étroit passage.

L'inscription, aujourd'hui fameuse, commémorant le souvenir de l'empereur berbère — plus précisément aurasien — Masties serait vraisemblablement demeurée ignorée si un cavalier de la commune mixte, Guilal ou Ben Ramdane, je ne sais plus, qui m'accompagnait en tournée n'avait observé que je m'intéressais aux pierres écrites, en arabe « *hajra mektouba* », que nous rencontrions souvent en chemin et dont les Chaouïa, au moins à cette époque, savaient vaguement l'origine ; il était fréquent en effet de les entendre se dire d'ascendance romaine, cela arrive encore parfois aujourd'hui. Un jour ce cavalier vint me dire qu'il existait une de ces pierres dans un mur de la maison que sa famille avait fait construire il y avait quelques années aux environs d'Arris et il s'offrait à me la montrer. Cela se passait au mois de janvier 1941 en une saison où dans l'Aurès il y a de très belles journées.

Le jour même ou le lendemain nous suivions donc mon frère et moi ce cavalier sur le chemin de Larara ou El-Arara, distant seulement de 4 kilomètres. Là, dans une pièce obscure faiblement éclairée par la flamme d'un briquet ou d'une bougie nous avons fini par distinguer une pierre de vaste dimension prise dans un des murs au niveau du sol et couverte de caractères. Il ne nous fallut pas longtemps pour constater qu'ils étaient latins et pour déchiffrer deux mots Romanos et Mauros qui suffisaient à lui conférer un intérêt tout à fait particulier.

Nous en avons aussitôt fait un relevé que nous avons fait parvenir au professeur Leschi, directeur des Antiquités algériennes avec lequel nos recherches nous avaient déjà mis en relation. Sa réponse ne tarda pas à nous parvenir :

« Monsieur, je vous remercie de m'avoir envoyé ce texte d'Arris, qui, à première vue, me paraît inédit. Je n'ai rien trouvé de tel dans le corpus des inscriptions d'Afrique ; mais les documents de l'Aurès sont tellement rares ! Si c'est vous qui l'avez découvert, je vous fais toutes mes félicitations. J'aurai grand plaisir à essayer de vous en donner une lecture, mais j'ai besoin pour cela que vous donniez suite à votre projet de l'estamper et même, si les lieux s'y prêtent, que vous en fassiez une photographie... Le texte me paraît des plus intéressants et il ne faut à aucun prix le laisser inconnu. Ne pourrait-il pas être recueilli à la commune mixte ? Au besoin en dédommageant le propriétaire, ce qu'il me serait possible de faire après l'examen de la question.
J'attends d'autres nouvelles... »

Avec l'autorisation que j'obtins sans difficultés du cavalier, la pierre fut descellée et le mur reconstruit. En possession des estampages que nous avons pu alors lui faire parvenir, Louis Leschi m'écrivait le 10 mars :

Cher Monsieur,
Veuillez m'excuser si j'ai tant tardé à vous accuser réception de vos excellents estampages et à répondre à votre lettre. J'ai, en ce moment, beaucoup d'obligations qui ne me laissent que trop peu de temps pour ma correspondance. Voici quelques réflexions sur la pierre, il s'agit vraisemblablement d'un texte de l'époque byzantine et il était daté. Il faudrait pour le découvrir réussir à déchiffrer la fin de la 2^e ligne où j'ai bien du mal à voir quelque chose. Une autre partie difficile est la toute dernière ligne qui semble mal gravée et qui a peut-être été ajoutée après coup, le texte semblant finir à l'avant-dernière ligne.

CUM FRATRIB ME IS FECI

Quant à sa teneur, il y a là une dédicace curieusement précédée d'un D.M.S. qui est en général funéraire mais pas toujours, un personnage officiel, un Dux et je pense qu'il s'agit d'un chef berbère de l'Aurès qui proteste de sa fidélité tant à l'égard des Romains, que des Maures, pendant la paix et pendant la guerre. Il a 67 ans... et il a fait cette inscription la n^{icme} année de deux empereurs ? je pense comme vous qu'au début il y a son titre et qu'il s'appelle Varcata ou Variata, mais plutôt Varcata.

Voilà mes impressions premières. Je n'ai pas encore eu le temps de faire les quelques recherches indispensables, notamment sur le nom... J'irai à Pâques à Timgad si je peux — si j'ai de l'essence — je monterais volontiers voir le document à Arris. Croyez... etc.

Louis Leschi n'eut pas la possibilité de venir à Arris. Il nous demanda de lui faire parvenir la pierre mais en ce temps de guerre l'occasion ne devait pas se présenter avant plusieurs mois.

Ayant entre-temps quitté l'Aurès, j'apprendrai quelques années plus tard à la lecture d'un article de Jérôme Carcopino que la fameuse pierre venait d'entrer au musée du Bardo quand, le 26 mai 1942, dans le cadre de ses fonctions d'inspecteur général des Monuments historiques celui-ci était venu faire en Algérie sa tournée annuelle. Accueilli à son atterrissage par Louis Leschi, il s'était vu remettre par lui « en don d'affectueuse bienvenue » le soin de publier l'inscription, ce qu'il ferait deux années plus tard dans un article paru dans la *Revue des Études anciennes* sous le titre « Un empereur maure inconnu d'après une inscription latine ».

Masties allait donc rentrer dans l'histoire où son personnage prête encore aujourd'hui à controverses.

Le premier à prendre position après Carcopino fut C. Courtois. Celui-ci se déclara en désaccord avec son maître sur différents points essentiels. Il n'en reconnaissait pas moins l'importance d'un document dans lequel il voyait « notre plus sûre information quant aux derniers instants de la présence impériale sur le sol africain (1) ». Nullement convaincu par l'argumentation de son ancien élève, Carcopino (2) la réfutait dans un nouvel article : « Encore Masties, l'empereur maure inconnu » (3). Depuis, G. Camps, M. Janon, P.A. Février, P. Salama et P. Morizot se sont penchés à leur tour sur cette inscription devenue fameuse et lui ont donné des interprétations différentes. On discute sur la date probable d'apparition et de disparition du personnage et sur le rôle plus ou moins important qu'il a joué au cours d'une existence exceptionnellement longue.

On trouvera sur la page suivante la reproduction photographique de la pierre de Larara extraite des archives du C.N.R.S. d'Aix en Provence, et la lecture et la traduction qu'en ont faites P. Morizot.

D(is) M(anibus) s(acrum). Ego Masties dux / annis LXXI et imp(erator) annis X qui nunquam per juravi, neque fide (m) / fregi neque de Romanos, neque / de Mauros, et in bellu parui et in / pace et adversus facta mea / sic mecum) Deus egit bene. Ego Variata hunc edificium cum fra-trib(us) me / is feci, in quod erogavi s(o)l(idos) ou sil(icas) centu(m).

Aux Dieux Mânes, consécration. Moi Masties, *dux* pendant soixante-sept ans, *imperator* pendant dix ans, je n'ai jamais fait de faux serment ni

(1) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 333-337-338-339.

(2) Jérôme CARCOPINO, R.A., t. 100, 1956.

(3) G. CAMPS : *De Masuna à Kôceila. Les destinées de la Mauritanie aux VI^e et VII^e siècles*. Actes du II^e colloque international sur l'histoire de l'Afrique du Nord, Grenoble 1963 et *Rex gentium maurorum et romanorum. Recherches sur les royaumes de Mauritanie des VI^e et VII^e siècles*. Antiquités africaines 1984, p. 183-218.
M. JANON : *L'Aurès au VI^e siècle*. Note sur le récit de Procope. Antiquités africaines, 1980, p. 345-351.
P.A. FÉVRIER : *Masuna et Masties*. Antiquités africaines, t. 24, p. 133-147.
P. SALAMA : *Economie monétaire de l'Afrique du Nord dans l'Antiquité tardive*. 2^e colloque int. Histoire et arch. de l'Afrique du Nord, p. 183-202.
P. MORIZOT : *Pour une nouvelle lecture de l'éloge de Masties*. Antiquités africaines, t. 25, 1989, p. 263-284.



(cliché Camille Jullian — C.N.R.S. Aix en provence)

rompu la foi que j'avais engagée ni envers les Romains, ni envers les Maures. Je me suis manifesté aussi bien pendant la guerre que pendant la paix et ainsi, vu mes hauts faits, j'ai été béni de Dieu qui était avec moi. Moi Vartaia, j'ai élevé cet édifice avec mes frères et j'y ai dépensé cent sous d'or (*ou* cent siliques).

Pour ma part j'ai tenté d'expliquer Masties en le situant dans son cadre géographique et historique.

*
**

L'implantation des Vandales en Afrique ne peut être prise en considération isolément des grands mouvements de population qui ont conduit, à l'époque, des populations germaniques installées depuis des siècles au nord des frontières de l'Empire à s'installer à l'intérieur de celles-ci avec le consentement des autorités impériales, beaucoup plus que contre elles.

Voici ce qu'écrivit l'historien américain Geary (4) :

« Dès 382 l'empereur Théodose avait signé un traité en bonne et due forme avec les Wisigoths ; il les avait établis en Thrace, le long du Danube ; ils avaient été autorisés à garder leurs propres chefs et ils combattaient sous leur commandement (au service de Rome) en tant que « *foederati* ». Unités de Barbares libres entrés dans l'armée, ils commencèrent à la dominer à la fin du IV^e siècle... Rien qu'en Orient il y avait des unités de Francs, de Saxons, de Vandales, de Goths, de Sarmates, de Quades, de Chamaves, d'Ibères, d'Assyriens... les unités de *foederati* avaient donc leurs propres généraux... Souvent issus de familles ayant servi Rome depuis plusieurs générations, c'est à leurs troupes barbares qu'ils devaient leur commandement... Au IV^e et au V^e siècle ils s'élevèrent au sommet de la hiérarchie militaire romaine et la carrière des armes en mena certains aux plus hautes fonctions. Dès le règne de Constantin un Franc devient général romain et à mesure qu'on avance dans le IV^e siècle on voit les Francs fournir une part de plus en plus importante du commandement de l'armée d'Occident... on en voit aussi accéder au titre de consul... Quand ce sera le cas de Bauto, Franc païen venu d'au-delà du Rhin, ce sera un jeune rhéteur plein d'avenir, un Berbère, le futur saint Augustin qui prononcera son panégyrique officiel à Milan... ! D'ailleurs ces généraux germano-romains étaient tout le contraire de barbares illettrés et incultes, ils appartenaient aux milieux les plus élevés et les plus civilisés de l'Empire ; certains se trouvaient à l'aise avec des personnages de la plus haute culture, tel Ambroise, l'évêque de Milan... Certes ils étaient (généralement) païens mais leur paganisme n'était pas celui des Germains libres... leur système de valeurs comme celui de l'aristocratie sénatoriale était celui de la culture païenne antique... A la fin du IV^e siècle des catégories telles que barbares/romains, païens/chrétiens étaient bien plus complexes qu'on ne l'imagine généralement... »

(4) Patrick J. GEARY : *Le Monde mérovingien, naissance de la France*, p. 36 à 40.

A la suite du traité de 382 avec les Wisigoths un peuple entier (certains l'évaluent à plus de deux cent mille personnes) s'était donc établi à l'intérieur de l'Empire ; ce précédent créait un modèle qui servit plus tard quand il fallut absorber d'autres peuples barbares... Ostrogoths, Vandales, Burgondes, Suèves, Lombards...

De telles irruptions auraient pu « introduire de vastes bouleversements au milieu de régions très peuplées » mais

« à en juger par le témoignage de l'archéologie, écrit P.J. Geary, il apparaît que les guerriers barbares d'ordinaire n'occupaient pas physiquement les terres qui leur avaient été attribuées. Ils tendaient à résider dans les villes ou les points stratégiques aux marges de la région, recueillant les loyers ou taxes des domaines qui leur avaient été alloués, exactement comme le faisaient quantité d'aristocrates romains ».

Il faudra s'en souvenir quand on cherchera à comprendre la nature des rapports qui s'établiront entre Vandales et Berbères. En tout cas d'autres points les rapprocheront : dans leur région d'origine avant leurs migrations ces Germano-Romains étaient sédentaires et vivaient, groupés en villages, de la culture des céréales et de l'élevage des bovins. « La tribu était chez eux un processus changeant plutôt qu'une structure stable ». Eux aussi avaient commencé à se convertir dès le milieu du II^e siècle, plus tôt par conséquent que les populations d'Afrique du Nord ; toutefois les uns considérés comme orthodoxes avaient adopté la thèse selon laquelle le Fils est consubstantiel au Père, les autres la thèse connue sous le nom d'arianisme selon laquelle le Fils ne participait pas de la nature divine : c'était le cas des Vandales, c'était aussi celui des Goths qui avaient envisagé eux aussi de s'installer en Afrique avant d'occuper le sud-ouest de la Gaule. On nous présente ces derniers comme particulièrement romanisés et souhaitant ardemment être reconnus et approuvés par les Romains. On verra d'ailleurs le successeur de leur roi Alaric épouser la fille de l'empereur Théodose. Au V^e siècle on verra aussi s'établir l'habitude chez les plus grands chefs barbares d'envoyer un de leurs fils en otage à Constantinople, ce qui leur permettra de s'assimiler totalement à la société romaine. Tel apparaît tout particulièrement le roi Théodoric qui vécut dix ans à la cour impériale et finira par dominer les peuples d'Occident unis dans une confédération comprenant des Wisigoths, des Alamans, et des Francs.

Dans le royaume de Clovis (481-511), le contemporain de Masties, au nord de la Loire et encore davantage au sud, dans cette Aquitaine qui avait fait partie du royaume wisigoth, la population indigène avait conservé intactes les infrastructures romaines de la fin de l'Antiquité. Ce n'est pas seulement que l'on continuait de parler le latin, de cultiver les lettres latines, d'ordonner la vie quotidienne selon les règles du droit romain ; les structures fiscales et agricoles de la Rome tardive, ses routes, ses villes, son système commercial, quoique en grande partie privatisés avaient survécu sans notable interruption.

Dans la société gallo-romaine du temps de Clovis, le personnage le

plus important est l'évêque. C'est de lui et de son clergé que dépend le maintien de la vie publique dans les cités ; il prend en charge les fonctions civiques traditionnelles, telles que l'assistance aux pauvres et l'entretien des murailles, aqueducs, etc. L'importance de l'évêque est telle que pendant le haut Moyen Age où nous sommes entrés, lorsqu'une ville est dépourvue de siège épiscopal, elle tend à disparaître. « Personne ne règne plus que les évêques », se plaint le roi Chilpéric.

Aux premiers temps mérovingiens, ceux-ci étaient pour la plupart issus de l'aristocratie... Église et aristocratie sont inséparables et l'on verra des familles épiscopales monopoliser un siège pendant plusieurs générations.

* * *

A défaut de sources — et celles sur lesquelles on s'appuie paraissent bien insuffisantes — la profonde unité du monde romain suffit à faire comprendre ce qui s'est passé au ^v^e siècle au sud de la Méditerranée occidentale par tout ce que l'on sait et qui vient d'être rappelé sur l'histoire à la même époque des peuples situés au nord de cette mer. Ainsi, ce n'est pas une armée en campagne qui débarque à Ccuta en 429 ; ce n'est pas non plus une tribu nomade en quête de pâturages, c'est un petit peuple sédentaire en mouvement, un petit peuple d'ailleurs bien connu car, du temps de son installation en Espagne, il avait, comme tant d'autres Germains, fourni des mercenaires à l'Empire : en tout, environ 80 000 personnes, hommes, femmes, enfants compris, à la recherche d'une sorte de terre promise, la Berbérie orientale qui, « plus encore que l'Andalousie, offrait l'image de l'opulence et, de plus, avait la singulière faveur d'avoir jusqu'alors échappé à la déprédation que les invasions entraînaient avec elles (5) ».

C'est seulement lorsque les Vandales approchent de la Proconsulaire que les autorités qui n'ont aucun moyen de s'opposer à leur avance —, les troupes régulières, peu nombreuses, ne sont-elles pas, elles aussi, constituées d'éléments étrangers probablement germaniques — commencent, semble-t-il, à s'inquiéter de leur présence.

« Pour l'administration impériale, observe C. Courtois, la conquête de l'Afrique — en admettant que ce mot de conquête convienne — se présentait en somme comme le déplacement normal de « fédérés » d'une province à l'autre... le traité d'Hippone qui met fin aux hostilités ne modifie pas la situation des « Barbares » vis-à-vis de l'Empire, une partie du territoire africain leur est « data ad habitandum ». Lorsqu'interviendra un nouveau traité conclu à Carthage en 442, les Vandales se verront attribuer un territoire — nouveau, aux limites assez imprécises — ils acquerront le statut normal des États vassaux, payant tribut et livrant en otage le fils aîné du roi (6) ».

(5) C. COURTOIS, *op. cit.*

(6) C. COURTOIS, *op. cit.*

La situation est telle, tout au moins jusqu'au traité de Carthage, que l'historien Ferdinand Lot, peut présenter le chef des Vandales comme « une sorte de fonctionnaire militaire avec Hippone comme résidence (7) ».

D'ailleurs ce Genseric ou Geiséric est comme tant d'autres, un romanisé de longue date, parlant bien entendu le latin ; il a auprès de lui des conseillers romains et toute l'administration est restée romaine. La romanisation de l'État vandale ne fera que s'accroître avec le mariage de son fils Huneric avec Edoxie, fille de l'empereur Valentinien III dont Hilderic, l'avant-dernier roi vandale sera le petit-fils.

Mais 80 000 personnes de tous âges ne peuvent pas plus occuper physiquement que conquérir un pays aussi étendu que l'Afrique du Nord. Une entente avec les Berbéro-Romains s'imposait, d'autant plus facile que les uns et les autres connaissaient la même langue et qu'ils étaient chrétiens, même si l'appartenance des uns à l'arianisme, des autres au catholicisme était cause de conflits.

« Geiseric avait vu tout de suite que c'eût été folie de disperser son peuple... vainqueur, il l'avait concentré dans l'Afrique proconsulaire (8) » tellement plus importante stratégiquement car Carthage surveille le passage de la Méditerranée occidentale à la Méditerranée orientale, tellement plus accueillante aussi en raison de son climat tempéré.

A en juger par le comportement de saint Augustin, les dispositions des Berbères ne semblent pas avoir été hostiles. En effet lorsque, à l'approche des Vandales, certains évêques le consultent sur l'attitude à observer, il rétorque que les « dangers que ceux-ci redoutent ne sont qu'éventualités et que la toute puissance divine peut fort bien écarter les dangers que l'on redoute (9) ».

Sans doute l'évêque d'Hippone se rappelait-il qu'autrefois, à Milan, il avait été en relation avec des généraux germano-romains et il avait trouvé en eux des interlocuteurs avec lesquels on pouvait converser (10).

En fait, ces nouveaux venus n'allaient pas apporter de changements profonds dans la vie sociale et même politique de l'Afrique du Nord. « Ils ont accepté le mécanisme de gouvernement romain, ils se sont bien gardés de supprimer l'administration financière ; ils l'ont fait jouer à leur profit... le système monétaire est le même... la géographie administrative ne subit aucun changement essentiel... la vie municipale se poursuit comme auparavant... (11) ». La définition de l'Empire romain « fédération de cités » continue de valoir dans l'Afrique vandale.

L'Église catholique qui « a construit depuis un siècle un formidable appareil de puissance dont le rouage essentiel est l'institution épiscopale », nous dit Courtois, va continuer de « jouer un rôle immense ». Elle a jusque

(7). F. LOT: *La Fin du monde antique et le début du Moyen Age*. Albin Michel, Paris, 1951, p. 244.

(8) *Ibid.*, p. 301.

(9) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 165.

(10) P. J. GEARY, *op. cit.*, p. 38.

(11) F. LOT, *op. cit.*, p. 289.

dans les campagnes éloignées ses représentants, les évêques qui cumulent presque tous les pouvoirs de la même façon que dans l'Europe mérovingienne. De ce côté-ci de la Méditerranée ils sont au moins 600 au début du v^e siècle.

Les cités épiscopales jouissent d'une très grande autonomie. Pas plus qu'à la fin de l'Empire, on ne décèlera sous les Vandales, nous dit-on (12), la présence d'une autorité représentative du pouvoir central. Mais c'est probablement aller trop loin car on n'imagine pas que le pouvoir se désintéresse de la rentrée des impôts. En tout cas c'est l'évêque qui, avec les notables a continué d'assurer le gouvernement de la cité.

Le massif aurasiens était encadré de cités importantes : sur son versant septentrional Lambaesis (aujourd'hui Tazoult), Thamugadi aujourd'hui Timgad, Mascula au voisinage de l'actuelle Khenchela puis Tebessa à l'extrême est ; sur le versant méridional ou saharien, Vescera près de l'actuelle Biskra, Thabudeos qui a donné son nom au petit village de Thouda, aux environs de Sidi Okba, aujourd'hui chef-lieu de daïra puis Ad Badias, aujourd'hui Bades. Ces villes étaient presque toutes des évêchés dont le territoire devait déborder largement sur les campagnes environnantes et par conséquent sur les reliefs ; cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas existé de diocèses dans le massif : les dimensions de telle ou telle cité aujourd'hui bien identifiée permettent de se la représenter comme épiscopale, la christianisation totale de l'Aurès à cette époque ne pouvant plus faire le moindre doute aujourd'hui. En tout cas la représentation de toutes les agglomérations citées, comme autant de lieux fortifiés destinés à protéger les habitants des hautes plaines contre des attaques toujours possibles des gens du haut pays n'est plus soutenable.

Sous le Bas-Empire, il faut le redire, l'est du Maghreb, reliefs compris, vit en paix et connaît la prospérité, une seule légion est affectée à la défense de toute l'Afrique romaine et il semble bien que l'on puisse continuer de dire comme sous le Haut-Empire que « les soldats romains n'ont jamais reçu beaucoup de coups si ce n'est dans les tavernes (13) ». Il n'apparaît pas qu'il doive en être différemment au v^e siècle.

Une question importante c'est la question foncière. Voici ce qu'en écrit Courtois : « Habitué au statut de fédérés et considérés comme tels par l'administration impériale, il ne semble pas que les Barbares aient envisagé lors de leur installation un transfert définitif de propriété. Sans doute se contentèrent-ils de la simple jouissance que leur assurait le régime devenu traditionnel de l'hospitalitas... mais après l'occupation de Carthage la situation se modifia complètement. Non seulement Genseric se considère maintenant comme établi à demeure dans les provinces dont le traité de 442 lui a reconnu la possession mais ces provinces sont véritablement détachées du territoire impérial. Il ne peut plus être question de demi-mesures. Le moment est venu de donner à la conquête sa portée individuelle ou, en d'autres termes, d'opérer entre les ayants droit le partage

(12) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 289.

(13) Yves LE BOHEC : *La troisième légion Auguste*, p. 576.

ALGERIE DE LA NUMIDIE
L'AURÈS ET SA CEINTURE URBAINE

• NICIVIBUS
(Ngaous)

• THAMUGADI
(Timgad)

• LAMBAESIS
(Tazoult)

• AQUAE FLAVIANAE
(Kalis)

• MASCULA
(Khenchela)

• BAGAI
(Ksar Baghai)

• THUBUNAE
(Tobna)

• Arris

A U R È S

• Tighanimine

• VESCERA
(Biskra)

• THABUDEOS
(Thouda)

• AD BADIAS
(Badis ou Bades)

• GEMELLAE

*Les villes antiques sont en majuscules
Leurs correspondants actuels en minuscules*

AD MAJORES

définitif du butin, d'où de sévères spoliations, des confiscations, l'arbitraire appuyé sur la force (14)». Cela n'empêche pas Courtois de penser que l'importance de la propriété restée romaine a été minimisée.

Sur la façon dont les Vandales se sont implantés sur le territoire qui leur a été concédé l'incertitude est grande. On ne sait pas quelles étaient les limites de l'État vandale, quelles furent les régions sur lesquelles s'exerça l'autorité de cet État et quelle forme prit l'occupation des sols.

Indépendamment du fait que telle région appartenait nominalement à l'État, y eut-il ou non occupation effective ? La question se pose, par exemple, pour l'Aurès, mais encore quel Aurès ? Bien que l'on n'y ait pas relevé la moindre trace d'occupation, on se représente généralement le massif comme terre vandale. Pour ma part je pense qu'une occupation excédait les moyens des Germains. Les montagnards bénéficièrent certainement d'une autonomie sinon d'une indépendance de fait dont les Tablettes Albertini ont montré que les ruraux de la Tunisie méridionale, incontestablement terre vandale, n'étaient pas dépourvus.

Certains historiens ont accepté l'idée qu'au nord de la Méditerranée, « les Barbares » se soient vu concéder non pas des terres mais une part de l'impôt foncier (15). Pourquoi n'en aurait-il pas été de même en Afrique ?



Sous l'angle économique la comparaison entre la Gaule et l'Afrique tourne entièrement à l'avantage de cette dernière. « L'agriculture du royaume franc était désespérément incapable de nourrir la population. Le système agricole qui devait caractériser pendant des siècles l'économie du haut Moyen Âge produisait, les bonnes années de maigres surplus et lors des mauvaises récoltes des famines souvent catastrophiques (16) ». En Afrique l'œuvre de vivification des terres arides entreprise dès le II^e siècle par l'empereur Hadrien avait abouti à un développement extraordinaire de cette culture de l'olivier « si merveilleusement adapté » au pays, a souligné Fernand Braudel.

« On conçoit mal, a écrit C. Courtois, l'état économique de l'Afrique au IV^e siècle mais rien n'indique qu'il se soit modifié sensiblement depuis le Haut-Empire, le pays demeurait l'une des grandes terres à blé du monde antique et, bien que les disettes ne lui fussent pas épargnées, elle jouait encore, de gré ou de force, son rôle traditionnel de grenier de Rome. Toutefois l'importance économique des céréales paraît s'être atténuée par rapport à celle de l'olivier si, du moins, nous en jugeons par le rôle que semble tenir l'Afrique dans l'alimentation en huile du monde méditerranéen... La situation de l'Afrique fut plus que jamais enviable quand, entre 401 et 409, l'Ita-

(14) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 276-277.

(15) P. J. GEARY, *op. cit.*, p. 40.

(16) P. J. GEARY, *op. cit.*, p. 119.

lie, la Gaule puis l'Espagne connurent après les provinces balkaniques les malheurs de l'invasion... A l'extrême fin du ^v^e siècle — à l'époque, par conséquent de la domination vandale, l'olivier demeure encore l'arbre roi jusque dans les régions méridionales de la Byzacène... et l'huile joue toujours le même rôle considérable dans l'alimentation des Africains... La Proconsulaire — qui inclut la Byzacène et la Tripolitaine — apparut vraiment comme la reine des provinces... Carthage qui, pour le poète Ausone, déjà, pouvait disputer la seconde place parmi les cités, est devenue, pour l'écrivain Salvien la Rome Africaine... et c'est tout naturellement vers elle qu'avaient afflué les habitants fugitifs de la Ville Éternelle (14) » envahie par « les Barbares.

Courtois qui connaissait l'ouvrage de J. Baradez paru quelques années avant ses *Vandales et l'Afrique* — il le cite plusieurs fois — a totalement ignoré ce qui apparaît comme sa découverte essentielle, l'existence d'une vaste zone steppique irriguée dont l'Aurès était le château d'eau principal et qui a probablement compté davantage que les quelques dizaines de milliers de km² de la Proconsulaire dans la prospérité de l'Afrique romaine, puis vandale et byzantine. Sa source d'information quasi unique est l'écrivain grec Procope qu'il cite à plusieurs reprises.

« Procope, nous dit-on, est né à Césarée en Palestine à la fin du ^v^e siècle et il est mort à Constantinople en 562. (Il appartient donc à une autre génération que Masties qu'il n'a probablement pas connu.) Il est universellement considéré comme le grand historien du règne de l'empereur Justinien ; il a laissé un *Livre des Guerres* commencé entre 543 et 545, dont les sept premiers livres, (deux pour la guerre des Perses, deux pour la guerre des Vandales, trois pour la guerre des Goths) parurent en 550. Secrétaire du général Bélisaire qui mit fin à la domination vandale, il a été le témoin oculaire de certains événements qu'il rapporte ; (mais Bélisaire n'a passé qu'une année en Afrique et il n'a pas fait campagne dans l'Aurès. Son secrétaire n'a certainement pas eu le loisir de connaître d'autre région que la Proconsulaire.) On le considère généralement comme « exact et assez impartial » et l'on apprécie davantage son *Livre des Guerres* qu'un autre ouvrage de lui, le *Livre des Édifices ou des Fortifications*, écrit en 560 où l'on voit « un panégyrique souvent outré, mais important par la masse des renseignements qu'il renferme ».

En fait Procope vaut ce que valent ses informateurs, c'est dire que l'on peut y trouver quelques informations utiles à côté d'une masse de racontars, telle cette description comparée des Vandales et des Maures :

« Les Vandales sont de tous les peuples que nous connaissons ceux qui mènent la vie la plus délicate... leur temps est occupé par les

(17) Dans l'Atlas archéologique feuille 38, Aurès n° 91, on relève ce jugement de Stéphane Gsell sur Procope : Les indications de l'historien se contredisant « il faut admettre soit que les renseignements de Procope sont erronés, c'est croyons-nous l'hypothèse la plus vraisemblable, soit que Procope applique le nom à deux montagnes différentes... la question est fort embrouillée et de toute façon l'exactitude de Procope à cet endroit est très sujette à caution ».

bains, les festins, les amusements frivoles, la chasse... Les Maures sont ceux qui vivent le plus misérablement... ils passent l'été, l'hiver, toutes les saisons dans des huttes étroites où l'on peut à peine respirer et, ni le froid, ni la chaleur, ni aucune autre incommodité ne saurait les en faire sortir ; ils ont pour lit la terre, les riches y étendent quelquefois la peau velue d'un animal. Toujours vêtus d'un épais manteau et d'une tunique grossière, jamais ils ne changent d'habits selon les saisons de l'année. Ils ignorent l'usage du pain, du vin et autres aliments que l'homme doit à la civilisation. Le blé, l'orge, l'épeautre, ils les mangent comme les animaux, sans les moure et les faire bouillir... En outre ils n'ont ni vénération pour la divinité, ni respect pour les hommes et ils ne sont pas retenus par les liens sacrés du serment, ils sont naturellement perfides — tous les écrivains anciens ont fait état de la perfidie des Maures — et pour finir ils pillent, ils ravagent, ils dévastent sans distinction de sexe et d'âge (18)».

Bien sûr, ce qu'écrivit Procope des années après les événements, n'a plus guère d'importance, l'administration byzantine a des sources d'information beaucoup plus sûres. Ici, on surprend l'écrivain à généraliser ce qui peut être, à la rigueur, le comportement de groupes très minoritaires vivants à l'écart des cités.

Que penser des deux descriptions que Procope a laissées sur l'Aurès ? Les chercheurs en ont fait généralement très peu de cas et c'est dans ce domaine pourtant qu'il me paraît intéressant bien que ses informateurs aient quelque peu affabulé.

Voici la première extraite de la *Guerre vandale* :

« Cette montagne est située à treize journées de marche de Carthage ; son circuit est de trois fortes journées de marche. On ne peut la gravir que par des sentiers escarpés et des solitudes sauvages ; mais parvenu au sommet, on trouve un plateau immense arrosé par des sources jaillissantes qui donnent naissance à des rivières et est couvert d'une prodigieuse quantité de vergers. Les grains et les fruits y ont une grosseur double de celle qu'ils atteignent dans le reste de l'Afrique (19) ».

Et voici la seconde, tirée du *Livre des Édifices* :

« Il existe en Afrique une montagne que l'on appelle l'Aurès, telle qu'il ne s'en trouve assurément nulle part ailleurs sur la terre habitée. En effet cette montagne se dresse en abrupt jusqu'au ciel et son pourtour est d'environ trois jours de route. A qui l'aborde elle est inaccessible, n'offrant à l'ascension que des parois à pic ; mais si l'on s'est rendu en haut, on trouve des campagnes grasses, des chemins faciles, des prairies propres au pâturage, des enclos pleins d'arbres, partout des champs. Les sources sortent en bouillonnant de rocs qui se trouvent en cet endroit ; mais les eaux en sont calmes, les rivières sont ridées de remous nombreux et voici le plus inattendu de tout : les champs de blé et les arbres de cette montagne produisent des épis et

(18) PROCOPE : *Histoire des Guerres vandales*. Livre deuxième, p. 208.

(19) *Ibid.*, p. 286.

des fruits deux fois plus gros qu'ils ne sont dans le reste de la Libye. Voilà ce qui en est de l'Aurès (20) ».

C'était une entreprise singulièrement difficile de décrire l'Aurès dans toute sa diversité en quelques lignes. Procope y a assez bien réussi, insistant sur l'abondance de ses eaux, sur la verdoyance de ses vallées, sur la fécondité de la terre irriguée. Toutes ces notations sont particulièrement intéressantes de la part de quelqu'un qui ne connaît que la Proconsulaire réputée la plus fertile des provinces africaines.

A côté du pire on peut d'ailleurs trouver chez Procope le meilleur, ainsi la description précise des techniques d'irrigation des gens de l'Aurès qui montre en passant qu'il y a d'autres Maures que ceux tellement arriérés qui, à le lire, sembleraient constituer le fond de la population berbère :

« L'Abigas prend sa source dans le Mont Aurès et, en descendant dans la plaine, arrose les campagnes au gré des habitants qui en dérivent les eaux selon les besoins de leurs cultures, car cette plaine est coupée par de nombreux conduits dans lesquels le fleuve se partage et d'où il ressort après avoir coulé longtemps sous la terre et réuni toutes ses eaux en un seul lit. Ces dispositions existent dans la plus grande partie de la vallée, l'eau du fleuve est bien réellement entre les mains des habitants qui peuvent la porter là où ils veulent en bouchant ou en ouvrant les conduits ».

Lors des guerres avec les Byzantins, « les Maures ayant fermé toutes les issues de ces canaux, dirigèrent le fleuve entier contre le camp romain qui devint tout d'un coup un lac profond et impraticable, les troupes furent saisies d'épouvante et se trouvèrent réduites aux dernières extrémités (21) ».

C'est un bel exemple du degré de « domestication de l'eau auquel étaient parvenus les montagnards.

On observera que l'on est ici sur le piémont septentrional de l'Aurès, tout près des cités épiscopales de Lambèse et de Timgad, très probablement sur le territoire de l'une d'elles : l'une et l'autre doivent leur existence et tout le confort dont elles bénéficiaient à la perfection des aménagements hydrauliques réalisés dans le massif, ce qui suffit à écarter toute idée d'un système défensif dont elles auraient été les points d'appui.

A la même latitude mais plus à l'est dans ce qui est l'actuelle Tunisie, toujours dans la zone steppique « les tablettes Albertini » nous ont apporté, écrit Courtois « l'image vivante d'un réseau d'irrigation que les cultures continuent d'entretenir — dans les dernières années de la domination vandale — comme par le passé (22) ».

*
* *

(20) PROCOPE : *De Aedificiis*, traduction J. DESANGES : « Un témoignage peu connu de Procope sur la Numidie vandale et byzantine ».

(21) PROCOPE : *Histoire des Guerres vandales*, t. II, p. 201.

(22) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 319.

Le cadre historique et géographique ayant été ainsi précisé, je reviens à l'inscription de Larara et à notre personnage. Il s'agit incontestablement d'un texte bien différent de ceux que nous révèlent la plupart des documents épigraphiques tant dans la forme que dans le fond : ici un Berbère chrétien sujet de Byzance s'exprimant en latin, Vartaïa ou Ortaïas, connu comme un des opposants à Byzance, fait parler post-mortem un autre Berbère chrétien, probablement un de ses ascendants, qu'il présente comme dux et comme impérior et dont il évoque la ligne de conduite au long de sa vie.

Quel sens convient-il d'attacher aux titres qui lui sont donnés ?

Dux, a rappelé Jérôme Carcopino, est un titre que les empereurs décernaient aux *praepositi* chargés d'assurer la défense d'une frontière, défense que les constitutions (23) des empereurs Honorius et Théodose datées de 409 définissaient ainsi :

« Les empereurs autorisent le vicaire d'Afrique — leur représentant direct — à utiliser pour la garde du *limes* et du *fossatum* soit des gentiles — contingents auxiliaires composés d'indigènes — lorsqu'il s'en trouve, soit des vétérans afin que les précautions ne cessent d'être observées pour qu'en aucune partie de la frontière et du fossé (le *fossatum*) on ne puisse redouter la moindre alerte ».

Pourquoi les fonctions ducales exercées par Masties ne répondraient-elles pas à la définition qu'en a donnée Jérôme Carcopino ?

L'organisation de la défense du *limes* et du *fossatum* a donc été confirmée en 409 et 125 ans plus tard, en 534, un des premiers soins de l'empereur Justinien après la reconquête de l'Afrique romaine sera d'ordonner la remise en état de l'ancien dispositif puis, dans un ensemble législatif daté de 535-536, les « Nouvelles », de rétablir les anciennes circonscriptions administratives. De nouveau il va y avoir un diocèse d'Afrique gouverné par un préfet du prétoire résident à Carthage, ayant sous ses ordres sept gouverneurs de province. Aux six provinces existant à la fin de l'Empire rétablies dans leur délimitation ancienne s'est en effet ajoutée une province de Sardaigne et des Iles (24).

De nouveau sur le plan militaire il va y avoir un « *magister equitum* » ou maître des soldats : sous ses ordres quatre ducs, responsables de la garde des frontières dans leur ressort respectif : Tripolitaine, Byracène, Numidie et Mauritanie. C'est en somme le dispositif que révélait la « *Noticia dignitatum* », document administratif qui daterait, croit-on, de la fin du IV^e siècle ou du début du V^e. Ce sera sans nul doute le dispositif que les Vandales trouveront en place à leur arrivée en 430.

Qu'en est-il advenu ? Pas plus que les Romains, les Vandales ne pouvaient se désintéresser de la protection des périmètres irrigués présahariens contre des incursions nomades toujours à craindre. De cette protec-

(23) J. CARCOPINO : *Un empereur maure inconnu*, op. cit., p. 115.

(24) Cf. notamment : *La grande stratégie de l'Empire romain*. Edward Ludwak, p. 140.

tion dépendait en effet l'importance des prélèvements que le pouvoir pouvait effectuer sur les richesses locales essentiellement constituées par la production oléicole et le commerce de l'huile. Or Geiséric ne disposait pas des techniciens nécessaires pour maintenir en état l'important dispositif défensif en place, encore moins des troupes nécessaires pour prendre en charge directement la garde de la frontière méridionale du royaume vandale. On n'imagine guère ces Germains venus du froid accepter de tenir garnison avec leur famille ou loin de leur famille sous le climat torride des confins sahariens.

Le problème, au reste, pouvait être traité différemment. C'étaient des soldats paysans fixés sur le sol par les avantages qui leur avaient été faits qui assuraient cette garde. Ils y étaient les premiers intéressés. Dans l'ensemble des accords de coopération intervenus entre Romains et Vandales et sur lesquels, d'ailleurs, C. Courtois lui-même a attiré l'attention, on imagine très bien un accord sur la garde des frontières et notamment de celles de la Numidie méridionale, accord qui aurait simplement confirmé le statu quo.

Ces soldats paysans étaient placés sous les ordres d'officiers berbères romanisés appartenant aux meilleures familles. Dès lors les fonctions ducales de Masties ne soulèvent aucune difficulté. Quand Ortaïas lui attribue le titre de duc, nul doute qu'il le comprenne comme peut le faire à son époque un sujet de Byzance dans l'organisation militaire héritée des Romains et reconstituée par l'empereur Justinien, il s'agit du commandement d'un secteur frontalier.

Pour Jérôme Carcopino ce serait Valentinien III qui aurait promu Masties et il fixe l'événement en 449. Cette date poserait problème car à l'époque, avancent certains historiens, l'autorité de Valentinien s'exerçait sur les Mauritanies, et non pas sur la Numidie méridionale réputée possession vandale. Même s'il en était ainsi — et j'ai dit plus haut ce que je pensais de l'appartenance de l'Aurès au royaume vandale de droit ou de fait, — rien n'empêche d'imaginer une cooptation par Valentinien et Genséric.

Masties qui selon l'inscription de Larara, seule source de nos informations, aurait exercé pendant 67 ans les fonctions de duc y aurait donc été nommé très jeune. Les historiens ne s'en montrent pas surpris. L'apprentissage militaire des descendants de l'aristocratie foncière ayant vocation à l'entrée au service des Romains — tel devait être le cas de notre personnage —, commençait en effet très tôt : on cite l'exemple de Clovis proclamé roi à vingt ans. Cette très longue « ducature » lui a certainement permis de se soustraire de bonne heure et de plus en plus complètement soit à l'autorité de plus en plus fragile des empereurs successifs soit à celle de Geiséric et de ses héritiers. Il semble d'ailleurs que cela ait été, en ces temps quelque peu troublés, un fait de plus en plus admis que les ducs réunissent entre leurs mains des fonctions civiles et militaires. En tout cas dans la province d'Égypte sous le règne de Byzance et dans les années qui précédèrent la conquête arabe, les ducs en place, on le verra, ne semblaient connaître aucune limitation à leurs pouvoirs.

C'est dire que Masties dut se comporter en souverain vassal dans la pleine force de son âge et bien vraisemblablement avant la fin du règne de

Huneric dont la mort fin 484 aurait, selon Procope qui parle d'événements bien antérieurs à sa naissance, fourni aux Maures de l'Aurès l'occasion de se proclamer indépendants.

L'imperium dont il semble avoir été investi à la fin de sa longue existence, (il serait mort au moins nonagénaire et les historiens ne s'en étonnent pas, citant d'autres exemples), s'est-il exercé dans les limites de son gouvernement provincial ou a-t-il correspondu à une extension de son pouvoir sur les restes de l'empire d'Occident ?

A la suite de Jérôme Carcopino, des historiens ont pu imaginer Masties maître de toute l'Algérie médiane jusqu'à l'embouchure du Chelif et même au-delà. Cela paraît bien peu vraisemblable. Il y a une différence marquée, soulignée notamment par le géographe Jean Despois entre la Berbérie orientale et la Berbérie occidentale. Cette dernière bénéficiant de conditions géographiques beaucoup plus favorables permettant une large pratique de l'irrigation qui en avait fait une région particulièrement riche était le cœur de l'Afrique romaine. *Homme de l'Est*, Masties a été bien plus probablement attiré vers la Byzacène et la Tripolitaine et par la constitution d'une sorte d'empire de l'huile. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait pu réaliser ses ambitions car de ce côté-là il devait se heurter à des familles rivales telles celles des Guenfan, des Antalas et autres dont parle Procope.

*
**

Sur ce théâtre comme sur les autres Byzance a dû mener sa politique traditionnelle si bien décrite par A. Ducellier :

« Byzance était un Empire profondément pacifique. Pour éliminer le danger extérieur elle (avait) le choix entre nombre de moyens. Le plus direct est l'intervention occulte dans les affaires intérieures des pays étrangers qu'on cherchera à déstabiliser... A cet effet l'Empire entretient un remarquable service d'espionnage... il n'ignore pas les méthodes de la guerre que nous appelons psychologique... le but est toujours le même, démoraliser l'adversaire, favoriser les menées d'un concurrent (25) ».

Procope a parlé ainsi de l'organisation de l'espionnage byzantin : « Quantité de gens étaient entretenus dès l'origine aux frais de l'État, ils allaient chez les ennemis sous couleur de commerce ou sous un autre prétexte, exploraient toute chose et, de retour en terre romaine, étaient en mesure de rapporter... tous les secrets de l'ennemi ».

Ducellier poursuit :

« Byzance entretient dans certains pays une véritable cinquième colonne... Par l'appui donné aux oppositions nationales et par la subversion intérieure, il parvient à se créer une série d'États vassaux. Au

(25) Alain DUCCELLIER : *Les Byzantins*. Éditions de

long de son histoire, nombre de peuples ont vécu de subventions qui ressemblent bien à des salaires : rois perses, émirs arabes, chefs slaves, petchenègues, khazars, hongrois, turcs, normands se succèdent dans les bonnes grâces... Outre l'argent, il concède des dignités qui s'accompagnent de pensions». Ainsi vers 506, alors que Masties est duc ou bien imperator, son contemporain Clovis reçoit le titre de consul... « L'Empire est prêt à toutes les manœuvres obliques pour éviter une guerre toujours inutile et nuisible ».

On imagine quel remarquable terrain d'intrigues l'Afrique du Nord put être pour les Byzantins entre la fin de l'empire d'Occident, le déclin du royaume vandale et la reconquête, avec tous les chefs maures que font apparaître Procope mais aussi Corippe et un autre dont ceux-ci ne parlent pas : Masties.

*
* *

Pour C. Courtois la puissante Église d'Afrique aurait travaillé pour Byzance et préparé la réunification du monde chrétien « ayant trouvé, écrit-il (26), dans Justinien le sauveur qu'elle attendait depuis un siècle ».

L'existence de Masties ne prouve-t-elle pas le contraire car enfin Masties n'a pu s'élever à l'imperium qu'avec l'appui de l'Église d'Afrique et Byzance fidèle à sa politique ne semble bien s'être décidée à une action militaire qu'après la mort de Masties, mort qu'elle attendit au-delà de tout ce qui était raisonnablement imaginable.

Masties c'est la continuité : la sienne propre puisqu'il dut mourir presque centenaire, celle de l'ordre romain en Occident puisqu'il porta le titre de dux jusque dans les premières années du VI^e siècle et celle d'imperator plus longtemps, celle enfin de l'Église d'Afrique qui va se perpétuer pendant plusieurs siècles encore.

(26) C. COURTOIS, *op. cit.*, p. 310.

Chapitre III

La Berbérie orientale, et ses liens avec Byzance

(533-708)

« Voilà l'Afrique qui allait subir l'attaque des Musulmans : un pays sans cohésion en train de s'écarter d'une civilisation mourante, abandonnant peu à peu les institutions romaines pour revenir aux traditions ancestrales, mal soumis à ses chefs byzantins, qui, eux-mêmes, se détachaient de leur métropole », ainsi s'expriment Ch. A. Julien, professeur à la Sorbonne, et Roger Le Tourneau, professeur à la Faculté des lettres d'Alger, dans les dernières lignes d'une introduction à « l'Histoire de l'Afrique du Nord des origines à la conquête arabe », ouvrage revu et mis à jour en 1952, réédité par Payot en 1980 qui demeure la référence essentielle pour tous ceux qui se proposent d'étudier l'histoire du Maghreb !

En 1952 pourtant il était possible de se représenter cette histoire autrement. On a défini l'Empire romain comme une mosaïque de cités. Cette expression valable pour l'ancienne province d'Afrique qui aurait compté cinq cents villes est encore vraie pour l'Afrique vandale, pour l'Afrique byzantine où le nombre de cités était, nous dit-on, « considérable » et le restera. Cela est établi d'une manière peut-être plus évidente encore, pour le Maghreb arabe.

Cette existence, quasi ininterrompue pendant des siècles, des mêmes villes témoigne évidemment d'une stabilité maintenue en dépit de périodes de troubles ou même de guerres et elle s'est traduite par « le maintien des techniques agricoles artisanales et commerciales, les mêmes habitudes citadines et le même genre de vie sédentaire (1) ».

Jérôme Carcopino qui fut le premier, en 1944, à expliquer Masties, empereur berbère chrétien, avait pu affirmer l'année précédente dans son « Maroc antique » que les habitants de la ville de Volubilis moins marquée, aurait-on pu penser, par l'empreinte de Rome en raison de sa situation à l'extrémité occidentale africaine étaient — au VII^e siècle encore — irréduc-

(1) P.L. CAMBUZAT : *L'évolution des cités du Tell en Ifrikiya, du VI^e au XI^e siècle*. Office des publications universitaires, Alger, 1986, t. I, p. 212.

tibles dans leur fidélité envers le christianisme et n'avaient perdu aucun de leurs usages empruntés à l'Empire, langue latine, état civil romain, noms de familles, surnoms individuels ».

Ainsi que l'a écrit récemment Gabriel Camps, « le christianisme a été le ciment qui a uni les Berbères du Maghreb face à l'envahisseur arabe (2) » et leur a permis de résister une soixantaine d'années, tandis que les provinces romaines du Proche-Orient s'étaient livrées presque sans combat.

Une résistance chrétienne aussi prolongée, cela sous-entend des institutions : étant donné le degré d'urbanisation atteint, il n'y a aucune raison de penser que sous Byzance, l'Église d'Afrique ait vu diminuer le nombre de ses évêchés et que sa richesse et sa puissance en ait été moindre. L'arrivée des Vandales « a peut-être sonné le glas de l'Afrique romaine (3) » mais ni de sa culture, ni de ses traditions.

Ainsi, en dehors des secteurs forestiers littoraux, réserve de faune sauvage qui demeurera inhabitée... très longtemps encore, la province à présent byzantine correspondant à l'Afrique romaine, c'est-à-dire la Proconsulaire, la Byzacène, la Tripolitaine et la Numidie méridionale était demeurée aussi sédentarisée, aussi vouée ici à la culture sèche des céréales, là à la culture intensive à base oléicole qu'auparavant et elle était sortie des années vandales aussi romaine de civilisation que de religion. D'ailleurs ses habitants auront continué d'être appelés les « Roums ». Ainsi l'Église dont pourtant on ne parle plus, me semble-t-il, dans les temps de la conquête arabe, a dû certainement continuer de jouer un rôle important au cours des soixante années que dura le conflit.

Bien entendu cette histoire ne s'accommode pas avec l'idée demeurée tellement ancrée dans les esprits d'un massif aurasien insoumis continuant de jouer son jeu à part, quelles que soient les dominations, toutes aussi présentées comme incapables d'en venir à bout.

Non l'Aurès est demeuré le grand château d'eau qui féconde la steppe et l'Afrique

« a repris son rôle de pourvoyeuse de la capitale, seulement ce n'était plus sur Rome mais sur Constantinople qu'elle dirigeait son blé et son huile... le développement du trafic de ces marchandises entraîna dans le dernier tiers du VI^e siècle la création d'un emploi nouveau, celui de « commerçant d'Afrique » chargé de surveiller les expéditions et de percevoir les droits de douane ; ses bureaux étaient à Carthage où les sachets de plomb marqués au nom des commerçants ont été trouvés en grand nombre (4) ».

Le rôle essentiel de la steppe irriguée comme productrice d'huile dans l'Afrique byzantine permet d'affirmer que les reliefs ont continué

(2) G. CAMPS : « *Rex gentium Maurorum et Romanorum : Recherches sur les royaumes de Mauritanie, des VI^e et VII^e siècles* ».

(3) H.I. MARROU : *L'Église de l'Antiquité tardive, 306-604*, Éditions du Seuil, 1985, p. 33.

(4) E. ALBERTINI : *L'Afrique du Nord française dans l'histoire*. Éditions Archal, Lyon, 1937, p. 123.

d'être entretenus et que le réseau hydraulique a été maintenu en état de transporter les énormes quantités d'eau dont on avait besoin et cela suppose la paix, la sécurité et par conséquent l'autorité.



Dans tout l'Empire, on l'a vu, Justinien avait rétabli les structures anciennes et l'un de ses successeurs, Maurice, avait créé en Italie et en Afrique un échelon administratif supérieur, l'exarchat, dans lequel allait se trouver concentrés tous les pouvoirs en un temps où Byzance exposée sur toutes ses frontières, ne pouvait plus suivre de près la marche des affaires dans ses provinces lointaines (5).

« Les exarques cumulaient les fonctions de gouverneur général avec celles de chef des armées... ils disposaient du pouvoir absolu sur leur territoire, ils traitaient — même — avec les ennemis et avaient le droit de signer un armistice... ils désignaient les fonctionnaires civils et militaires... ».

C'étaient des sortes de vice-rois sur lesquels l'Empire se déchargeait prenant ainsi le risque de voir l'autorité lui échapper, ce qui finira par se produire.

Ces grands personnages étant à la nomination de l'empereur, on connaît à peu près tous les noms des exarques qui se sont succédés en Afrique jusqu'au dernier, Grégoire, mort en combattant les Arabes. En revanche on semble très mal renseigné sur l'organisation militaire de l'Afrique mais il est possible de se faire une idée précise du fonctionnement des duchés, l'organisation impériale étant partout la même, d'après ce qu'on sait de l'Égypte à la veille de passer sous la domination arabe.

« L'Égypte était divisée en cinq duchés. Il n'y avait pas de formation militaire unique pour l'ensemble de cette province, les ducs étaient indépendants les uns des autres... chacun était chef de l'armée de son duché. Les Byzantins avaient bien organisé les zones frontalières car le danger pouvait provenir d'attaques éventuelles par des tribus nomades visant au pillage. L'armée se composait principalement d'indigènes provenant de la population locale, coptes et monophysites). Cette armée n'était pas destinée à guerroyer, c'était une force de police qui permettait au duc d'assurer l'ordre et surtout de percevoir les impôts. L'ensemble des forces armées se montait à 25 ou 30 000 hommes y compris les garnisons des villes... Quelques milliers de ceux-ci étaient gardes-frontières. Les officiers étaient des indigènes sans expérience. A maintes reprises, (on vit) les ducs diminuer les effectifs des garnisons des villes par économie ou pour gagner davantage d'argent. Telle était dans ses grandes lignes l'organisation mili-

(5) A. N. STRATOS : *Byzance au VI^e siècle*. L'empereur Héraclius et l'expansion arabe. La Guilde du livre, Genève, 1976, n° 39.

taire depuis l'époque de Justinien. Les ducs ne purent jamais s'entendre ni organiser une action commune. » (André N. Stratos, Byzance au VII^e siècle p. 309-310).

Byzance s'occupait rarement, nous dit-on, des conflits survenant sur ses frontières méridionales ; ils ne lui paraissaient sans doute pas si graves qu'ils pussent mettre l'Empire en danger et puis à Constantinople se succédaient révolutions de palais, querelles religieuses, difficultés financières. On n'avait pas les moyens d'intervenir, c'était aux forces locales à faire face à la situation.

L'Afrique disposait des structures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité intérieures comme pour se défendre contre l'infiltration de tribus nomades comme il s'en était produit de temps à autre, l'histoire nous l'apprend, dans les siècles précédents mais elle n'était pas préparée à repousser les assauts qui l'attendaient, et il semble qu'elle se soit endormie dans la prospérité et la quiétude dont elle a joui pendant des siècles. Elle a connu quelques troubles dans les temps qui précédèrent les débuts de la conquête arabe mais rien de comparable à la situation des provinces proche-orientales ou même de l'Italie et de l'Espagne. Mésopotamie, Syrie et Palestine ont été occupées pendant des années par les Perses.

Les forces régulières sous commandement byzantin étaient peu nombreuses, rarement renouvelées car Byzance était loin et elles étaient composées essentiellement de mercenaires étrangers dont la fidélité dépendait beaucoup de leur rémunération régulière. Les troupes auxiliaires regroupées dans les villes de garnison étaient constituées d'éléments locaux commandés aussi par des autochtones : on trouvait des Berbères jusqu'aux échelons les plus élevés.

Le recrutement de la troupe était fait parmi des populations rurales sédentaires au tempérament plutôt pacifique dont la préparation était d'autant plus insuffisante qu'elles n'avaient pas l'occasion de se battre.

Il semble bien par ailleurs que le limes, cette zone frontalière fortifiée qui avait pendant des siècles assuré l'invulnérabilité de la frontière saharienne ait été abandonné à partir de la conquête byzantine et qu'un autre système défensif ait été adopté : un système en profondeur s'appuyant sur de nombreuses villes fortifiées pourvues d'une garnison dont la paternité paraît devoir être attribuée au général Solomon. On ne peut dire que ce système ait été inefficace puisque la Berbérie a résisté quelques dizaines d'années à l'agresseur ce que n'aurait peut-être pas fait le limes, organisé pour faire face à un danger différent.

Ce qui a fait la faiblesse de l'Afrique byzantine c'est que, dans cette agglomération de cités qu'elle constitue, chacune est indépendante et organise sa défense sans aucune liaison avec les autres. Comme le montre bien l'exemple de l'Égypte, cette tendance à l'autonomie se retrouve chez les ducs : devenus responsables des rentrées fiscales ils en disposent librement et ils s'attribuent un pouvoir sans limites.

Les considérer comme des chefs de tribu ou de confédération de tribus ainsi qu'on a tendance à le faire, c'est oublier la structure urbaine du pays. En d'autres temps Rome aurait fait sentir sa force. Byzance n'en

aura pas les moyens. Et puis tant de journées de navigation la sépare de sa province occidentale !

*
*
*

Il paraît assez vain de chercher à y voir clair à travers les relations que nous ont laissées une quarantaine d'annalistes et chroniqueurs plus ou moins tardifs, originaires de pays différents. Ce ne sont pas les historiens que l'on voudrait qu'ils soient ; mais ils ont d'autres mérites. En procédant à une étude approfondie des sources arabes, P.L. Cambuzat, prématurément disparu, a réussi à nous présenter dans son ouvrage « L'évolution des cités du Tell en Ifrikya du VI^e au XI^e siècle » un tableau extrêmement vivant de l'ancienne province d'Afrique sous la domination arabe dont je parlerai dans le chapitre suivant, tableau assurément beaucoup plus intéressant à connaître que l'histoire tellement confuse de la conquête.

« Cette misère des sources, a écrit P.A. Février, explique comment il est difficile d'aller au-delà de quelques événements relativement bien datés qui jalonnent la fin de l'Afrique romaine et la conquête par l'Islam : 643, perte de la Tripolitaine, 647 défaite du patrice — ou exarque — Grégoire à Sufetula (Sbeitla), occupation de la Byzacène par Okba à partir de 668 ; 683 campagne menée en Numidie et marquée par la résistance de bien des villes et par le chef maure Kocceila, ainsi que la mort d'Okba ; 698 enfin la chute de Carthage aux mains de Hassan et bientôt (en 709), celle de Septem et de Ceuta. Avec ce dernier poste livré, dit-on par le comte Julien, disparaissait le dernier vestige de l'autorité romaine (6) ».

L'histoire des deux héros légendaires de la résistance berbère, ce Kocceila cité par P.A. Février et cette Kahina dont il ne nous parle pas intéresse directement l'Aurès ; malheureusement tout ce que l'on a écrit est suspect. Voici comment William Marçais prend position à l'égard des récits des écrivains arabes :

« Ce que l'on peut constater dans l'état actuel de nos connaissances, c'est que... les récits du XI^e siècle, du XII^e, du XIII^e, du XIV^e et du XV^e siècle sont infiniment plus copieux, plus circonstanciés, plus intéressants, mieux composés que ceux des chroniqueurs des VIII^e, X^e siècles. Les protagonistes de la tragédie ont chez les premiers des figures plus nettes, des rôles mieux définis, une allure plus vivante et plus dramatique. On attribuera naturellement ces avantages à un progrès de l'habileté littéraire plutôt qu'à la mise en œuvre d'une documentation de qualité supérieure. Le personnage de Kacila ou Kocceila ou encore Kacilou — dans le nom duquel on a même vu un prénom latin Caecilius (7) — « l'une des plus illustres figures de la lutte des Berbè-

(6) P.A. FÉVRIER : *Approches du Maghreb romain*, EDISUD, 1989, p. 129.

(7) Ch. E. DUFOURCQ : *Berberie et Ibérie médiévale, un problème de rupture*. R.H., 1968.

res pour leur indépendance, dans la lignée des Massinissa et des Jugurtha (8) » a beaucoup gagné en relief à cette élaboration des siècles. Beladhori (IX^e siècle) ne le connaît même pas, El Bekri (XI^e siècle), fait s'enfuir de Tobna devant Mousâ Ben Noçair et le pseudo-Ibn Qotaïba (?), mourir en 702 en disputant au même Mousâ le passage de la Moulouya. Ibn' Abdel-Hakam ne sait trop si c'est à lui ou au « fils de la Kahina » qu'il faut attribuer la mort d'« Okba ben Nafi », et peut-être en fait, les considère-t-il comme un seul et même personnage et aucun de ces vieux chroniqueurs ne lui attribue la qualité de « chef des Aoureba » qu'on lui reconnaît généralement. »

Okba ben Nafe s'est heurté à deux reprises à l'Aurès : une première fois quand il quitte Kairouan vers 680 au départ de sa grande chevauchée transmaghrébine qui l'aurait conduit jusqu'au Maroc. Quand il s'approche de « la puissante place forte de Baghaya, la garnison fait une sortie pour lui barrer le passage. Okba défait sa cavalerie — non sans mal — et lui enlève de nombreux chevaux (9) qui vont lui servir pour continuer sa longue course... Mais il ne juge pas convenable de s'arrêter devant Baghaya, ne voulant pas perdre un temps précieux qu'il pourrait employer à combattre d'autres adversaires ». D'ailleurs il n'a probablement pas les moyens de réduire une telle position. Il fera de même lorsqu'il se sera approché de Lambèse « une des grandes villes » des Roums, les habitants des environs se réfugient dans cette place et lors d'une sortie, ils se battent avec un tel acharnement que les Arabes en sont consternés et s'attendent à être exterminés. Okba cependant parvient à les repousser, les poursuit jusqu'à la porte de la forteresse, mais n'y pénètre pas, se contentant de leur enlever beaucoup de butin. « De la même façon il évitera de combattre devant Tubunae (Tobna), Nicivibus (Ngaous) et Cellae » (10).

A son retour, peut-être pour des raisons d'opportunité climatique — sur les Hautes Plaines constantinoises on peut redouter d'importantes chutes de neige à la mauvaise saison — il emprunte la voie saharienne qu'il faut absolument éviter en été. A la tête de cinq mille hommes il se serait proposé d'investir les villes de Bades et de Tahudda situées au pied de l'Aurès que les chroniqueurs présentent comme comptant parmi les plus importantes du Maghreb. Aujourd'hui ce sont des lieux presque inhabités. Okba se serait proposé d'y installer des garnisons permanentes ; mais là sur un terrain extrêmement défavorable, il va se heurter aux forces berbéro-byzantines placées sous les ordres de Koceila.

La plaine est coupée de canaux d'irrigation et il semble probable que les habitants auront utilisé l'eau dont ils ont l'entière maîtrise comme avaient fait, on l'a vu, leurs ancêtres, riverains de l'oued Abigas, selon les dires de Procope, pour mettre en déroute leurs adversaires byzantins. En

(8) William MARÇAIS : *Revue critique d'histoire et de littérature*, 1929, p. 77.

(9) L'Aurès septentrional paraît avoir été à l'époque un important centre de l'élevage équin et la possession d'une cavalerie prise à l'ennemi un facteur important dans la victoire des Arabes.

(10) P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, p. 50-51.

tout cas la tradition en est restée : « Lorsque la guerre éclate les habitants de Thouda et leurs voisins, écrira plus tard El Bekri, font couler l'eau de la rivière dans le fossé qui entoure la ville et, de cette manière, ils se garantissent contre le manque d'eau et contre les attaques des Byzantins (11) ».

Okba et ses cavaliers paraissent être tombés dans un piège dont ils ne pourront pas réchapper. « Tous trouvèrent le martyr — en 683 — dans le même champ de carnage », écrira bien plus tard Ibn Khaldoun.

A l'annonce du désastre « tous les peuples du Maghreb, tant Francs que Berbères se joignent alors aux bandes de Kocceila et marchent vers Kairouan » où Kocceila ne trouve plus que les Arabes contraints d'y demeurer parce qu'ils avaient des enfants ou des bagages. Il apparut alors comme « le maître de Kairouan et de l'Ifrikyā (12) ».

En 685 les Arabes ayant reconstitué leurs forces feront un retour en Ifrikyā et cette fois Kocceila sera défait, et il trouvera la mort sur le champ de bataille à une journée au nord de Kairouan. Toutefois les Arabes ne sont pas en état de profiter de leur victoire : « Byzance peut alors étendre à nouveau son pouvoir sur une grande partie de l'Afrique » réoccupant notamment Carthage (13).

C'est dans ces années-là qu'apparaît la Kahina, personnalité étrange bien plus liée à l'Aurès que ne paraît l'avoir été Kocceila. On la présente d'ailleurs comme la reine de l'Aurès et elle est restée vivante dans la mémoire des Aurasians. De passage à Tkout chez Les Beni Bou Slimane, Cl. M. Robert qui a rapporté dans un livre « Le long des oueds de l'Aurès » ses souvenirs de voyage, nous dit avoir entendu parler longuement de l'héroïne par le secrétaire du caïd Benchennouf. Selon la tradition locale la Kahina n'aurait pas été décapitée par son vainqueur Hassan mais elle se serait suicidée en se jetant dans un puits foré d'avance par son ordre car elle avait prédit qu'elle ne tomberait pas vivante dans la main des Arabes. Ce puits se trouverait dans le massif du Chelia au lieu nommé précisément Bir el Kahina, le puits de la Kahina. Une autre tradition situe le tombeau de l'héroïne entre Tebessa et Négrine, dans l'Aurès oriental et méridional. Là, à proximité d'un puits se trouveraient plusieurs mausolées et l'un d'eux serait le tombeau de la Kahina. De la même source j'ai rapporté plus haut que la Kahina passait ses étés à Tahammamet à quelques kilomètres en aval des gorges de Tighanimine où, on l'a vu, s'étend un champ de ruines particulièrement important (14).

Il est à noter encore que le guide le plus récent sur l'Aurès « En flânant dans les Aurès » (15) a fait une large place à la Kahina : Après s'être emparé de Kairouan « le calife Hassan ben Noman dut entreprendre une expédition punitive contre les Aurès. Il se heurta cette fois à une coalition de tribus regroupées sous l'autorité d'une « prêtresse » appelée la Kahina

(11) *Ibid.*, p. 52.

(12) En Noweiri, P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, t. I, p. 49.

(13) En Noweiri, P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, t. II, p. 55.

(14) Cl. M. ROBERT : *Le long des Oueds de l'Aurès*, *op. cit.*, Dihya la Kahina.

(15) *En flânant dans les Aurès*, éditions Numidia, Aïn Milia, 1987, p. 63-66.

et fut battu près de la Meskiana (au nord-est du massif) (698). Ce ne fut que cinq ans plus tard qu'il l'écrasa près de Baghaï (au nord de Khenchela) et la fit décapiter (702). La reine berbère avait fait le vide devant lui et conseillé à ses trois fils, en cas d'échec, de passer à l'envahisseur».

A la page 105 de ce guide, au lieu dit Djemina à 137 kilomètres de Batna est indiqué « le site grandiose où la reine berbère, la Kahina, gardait ses réserves sur la corniche de la falaise et où les Byzantins avaient saisi les trésors du roi Iabdas ».

Aujourd'hui Kahina est l'un des prénoms que les gens de l'Aurès donnent parfois à leurs filles.

Longtemps on l'a tenue pour juive sur les affirmations d'Ibn Khaldoun ; encore aujourd'hui on la présente comme le chef d'une tribu sinon nomade, du moins transhumante, ce qui s'accommode bien mal avec ce que l'on sait de l'organisation de la société aurasiennne profondément sédentaire, profondément urbanisée, profondément marquée par l'importance qu'avait l'irrigation dans la mise en valeur de leur terroir et par ailleurs de l'incompatibilité de la vie nomade avec la vie montagnarde. Ces grandes confédérations de principautés berbères évoquées par Ch. E. Dufourcq, « nouvelle forme, d'après lui, du royaume de Masties » (16), créées vraisemblablement en présence du danger — étaient bien plus vraisemblablement des confédérations de cités épiscopales suscitées par l'Église et encadrées par elle.



Pendant toutes ces années-là, on voit les Arabes effectuer de longs raids puis se retirer, les Byzantins intervenir quand l'état de leurs forces mais aussi l'état de la mer le leur aura permis, les Berbères se trouver de plus en plus réduits à leurs seuls moyens, les situations se retourner complètement, les défaites succéder aux victoires et à de longues périodes de répit. La partie paraît être restée longtemps égale, la défaite berbère n'était pas une fatalité. Tout s'est joué pendant plus d'un demi-siècle dans l'ancienne Africa, spécialement en Byzacène et en Numidie méridionale, dans leurs réduits montagneux, dans l'Aurès qui n'a jamais été aussi présent dans l'Histoire.

(16) Ch. E. DUFOURCO : *Berbères et Ibérie médiévale, un problème de rupture*. Revue Historique, 1968.

Chapitre IV

Les Arabes en Berbérie : d'une société hydraulique et urbaine à une autre

VIII^e-XI^e siècle

« Après l'écroulement de la société byzantine, écrivait voici une soixantaine d'années le géographe E.F. Gautier qui fit œuvre d'historien dans son livre *Les siècles obscurs du Maghreb*, l'histoire (de ce pays) devient un tohu-bohu désespérant d'événements sans queue ni tête » et il poursuivait : « C'est un cas où la géographie est susceptible d'apporter une aide puissante à l'histoire (1) ».

Il ne pouvait mieux dire. Malheureusement lorsqu'il s'exprimait ainsi, l'œuvre des géographes arabes du haut Moyen Age commençait seulement à être accessible aux non-arabisants. C'est seulement ces dernières années qu'a paru *La géographie humaine du monde musulman* (2), le remarquable ouvrage en trois gros volumes d'André Miquel, dont la lecture apporte une vive lumière sur des temps qu'il n'est plus possible de considérer comme si obscurs.

Voulant nous éclairer, E.F. Gautier nous a, tout au contraire, brouillé la vision. Ainsi lorsqu'il affirme que « sous la domination vandale la Numidie avait dû subir une transformation totale » et que « après la destruction des grandes villes, l'oscillation du pendule y avait ramené le pasteur (3) ». A travers Procope et Corippe les hautes plaines du Sud constantinois lui sont apparues occupées par de grandes tribus berbères zénètes, de grands nomades chameliers, nouveaux venus au Maghreb... ils auraient imposé leur domination en Aurès oriental chez les descendants de la Kahina, tandis que l'Aurès occidental serait resté aux mains de sédentai-

(1) E.F. GAUTIER : *Les siècles obscurs du Maghreb*.

(2) A. MIQUEL : *La géographie humaine du monde musulman*. Mouton, Paris, 1967 à 1980.

(3) E.F. GAUTIER, *op. cit.* Payot, Paris, 1937, p. 260.

res descendants de Koceila. C'est la thèse des deux Aurès, soutenue par E. Masqueray au milieu du XIX^e siècle, vigoureusement contestée quelques dizaines d'années plus tard par le grand arabisant qu'était William Marçais. « Sans manquer de respect à la mémoire du grand initiateur que fut Masqueray, écrivit ce dernier, on peut dire qu'il travaillait d'une manière plus brillante que solide et qu'au début de sa carrière surtout, il était mal préparé à entreprendre des études linguistiques... il entendait de travers, transcrivait à la diable et tapait intrépidement dans le tas... (4) ».

La thèse du retour, à cette époque, de la Numidie au nomadisme ne résiste pas au travail d'André Miquel.

Orientaux pour la plupart, les géographes arabes sont peu nombreux à s'être intéressés au Maghreb, pays lointain « un peu en marge de l'histoire », « la manche du vêtement » expression employée par l'un d'eux pour bien montrer sa place selon lui secondaire dans l'ensemble du monde musulman ; mais l'apport à la connaissance de ce pays d'hommes comme Yakubi (IX^e siècle), Ibn Hawkal (X^e siècle) et Muqadassi (X^e siècle aussi) est considérable. Le premier a parcouru le monde de l'Islam comme haut fonctionnaire, proche de l'entourage des califes abbassides, le second « informateur de premier ordre » comme commerçant dont les déplacements ne s'expliquent pas seulement par ses affaires mais aussi par des « aventures politiques » : proche des Fatimides il aurait peut-être été un de leurs agents de renseignements. Le troisième était un homme particulièrement cultivé, juriste réputé. Si les géographes El Bekri et Al Idrisi ne sont pas mentionnés ici, c'est que l'un appartient à la seconde partie du XI^e siècle et l'autre au XII^e siècle.

« Économiquement (5), la civilisation qui s'installe (après la conquête arabe) des confins de l'Afrique Noire à la Méditerranée et de l'Indus à l'Atlantique est fondamentalement une civilisation urbaine, la création de villes nouvelles ou la réanimation de centres anciens suscitant un immense appel commercial à l'intérieur comme au dehors des frontières ».

En dépit des guerres et des opérations de police, le tableau de la civilisation musulmane jusqu'à la fin du IX^e siècle est celui d'une société civile, marchande et urbaine dont les deux pôles sont le commerçant qui la fait vivre et le fonctionnaire qui l'administre. A partir de 900 un nouveau personnage apparaît, le militaire. S'il est fait mention des nomades, ceux-ci n'occupent dans le tableau qu'une place réduite ; ils sont généralement misérables et leur rôle est à peu près nul.

Ibn Hawkal note aussi bien les vicissitudes du marché de l'huile en Méditerranée que la prospérité de l'industrie ou le déclin agricole de telle ou telle ville du Maghreb ou le marasme de la boulangerie arménienne. Il traite avec le même bonheur de géographie religieuse, sociale ou politique. Avec lui c'est tout un monde que nous voyons vivre.

(4) W. MARÇAIS : *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1929, p. 255-270.

(5) Ce texte est presque totalement extrait de la « Géographie humaine du monde musulman », t. I, chap. VIII.

« On a souvent, et avec raison, souligné l'originalité pleine et entière de ce géographe dans la description du Maghreb... l'Afrique du Nord est présentée par lui comme une plaque tournante des relations nord-sud et ouest-est. Ce rôle est évidemment lié au trafic de l'or et des esclaves du Soudan que se disputent, par la personne interposée de Berbères maîtres des routes du désert et des débouchés subsahariens, les Ummayyades d'Espagne, les Fatimides d'Égypte et, peut-être les Abbassides de Baghdad... Le Maghreb n'est donc rien moins qu'isolé : pour s'en tenir au cas de l'or, il est par excellence, comme l'Espagne de la Renaissance vis-à-vis de l'Europe, le pays transitaire, la pièce essentielle sur l'échiquier de la richesse mondiale. Irrigué d'or et d'esclaves, ce Maghreb est perçu comme un ensemble vivant intimement lié à d'autres, tout aussi originaux que lui, par certains traits spécifiques et, en même temps aussi solidaires de leurs voisins ».

André Miquel souligne encore la parenté de culture du monde musulman et du Moyen Âge occidental chrétien, « la séparation qu'une longue tradition a tracée entre les deux aires n'ayant empêché entre elles ni les opérations économiques, ni les migrations de plantes, ni les échanges culturels ». Cette parenté de culture ne disparaîtra que peu à peu.

Les géographes arabes (6) décrivent l'Aurès — l'Aurès — comme un milieu original mais à aucun moment il n'est question dans leurs écrits d'un irrédentisme montagnard. C'est un pays très étendu, d'eau, de neige, de champs et de pâture. La montagne fait partie de ces châteaux d'eau naturels qui, selon Masudi (7), procurent un air vivifiant et des eaux vives, mais aussi des eaux domestiquées, des puits, des canaux, des réservoirs, des barrages, des moulins... Tout ceci est rendu avec beaucoup plus de réalisme que par leurs devanciers byzantins.

Dans ces montagnes, écrit de son côté Ibn Hawkal, « il y a tant de facilités et de fertilité, de pâturages, de troupeaux et de bestiaux, de biens et de bénédictions, d'arbres et de rivières, de fruits frais et secs, de bois variés, tels le bouleau, la vigne ou le noyer, oui tant de choses que l'on ne saurait en faire le tour ni parvenir à tout épuiser... » L'économie pastorale quand elle existe ne parvient jamais à elle seule à épuiser toute l'activité des hommes. Elle n'en est qu'un des deux volets, l'autre se situant au champ, au jardin, au verger...

Suit la liste très longue des productions de la montagne en dehors de celles que procurent la culture et l'élevage : le sel si précieux en de multiples usages — il y a dans l'Aurès du côté des gorges d'El Kantara une montagne salée (djebel Melah) exploitée à toute époque à ciel ouvert — les produits de la toilette et de la médecine, toutes sortes de terres et de pierres, tous les matériaux de construction, le bois et ses dérivés, les

(6) Cf. « La géographie humaine du monde musulman » et notamment le tome III, p. 54 à 60.

(7) Masudi, « un des plus grands encyclopédistes musulmans, né à Baghdad, grand voyageur, mort au Caire en 355 ou 356 du calendrier arabe, 956-957 après J.-C. ».

métaux utilitaires et les pierres précieuses, les plantes aromatiques et médicinales... ». Telles sont les richesses de la montagne.

« La sédentarité est le trait majeur du paysage d'altitude », « la tranquillité », celui du montagnard, il peut être rude mais « il ne veut de mal à personne ». La montagne est aussi souvent un « refuge ou un repaire de brigands... ». Tel est l'Aurès si souvent représenté comme peuplé de populations belliqueuses et pillardes.

La montagne est encore, nous disent les géographes arabes, réserve d'animaux sauvages : « L'espace terrestre y est âprement disputé entre un homme plus ou moins rare et un animal sauvage pressant et rôdeur, immédiatement là, à portée, jusqu'aux abords du village et du champ ».



A l'aide des descriptions laissées par les géographes arabes, P.L. Cambuzat a pu rédiger un ouvrage extrêmement intéressant sur « L'évolution des Cités du Tell en Ifrikya du VI^e au XI^e siècle (8) ». Sur chacune de ces cités cet ouvrage présente une monographie où sont exposés leur situation géographique et stratégique en ces temps lointains et mal connus, leur rôle militaire, administratif, culturel et économique et, bien entendu, les activités de leurs habitants et les productions des campagnes environnantes.

Il faut faire à la suite de P.L. Cambuzat et des géographes arabes le tour de ce que l'on appelait auparavant la Numidie méridionale et qui est devenu le Zab, ensemble de la zone où s'épandent les eaux descendues des reliefs qui dressent autant de châteaux d'eau au-dessus de la steppe, zone, où, par conséquent, la culture irriguée a été, à toute époque, très largement pratiquée. Lorsqu'il quitte l'ancienne Ifrikya romaine pour pénétrer dans le Zab, le voyageur du Moyen Age venant de Kairouan, ville capitale, arrive à Tebessa, ville à proximité de laquelle commencent à se dessiner les reliefs aurasiens. Ville presque de tout temps frontière qui a gardé sa citadelle construite autrefois par le général byzantin Solomon, elle a conservé son réseau hydraulique ancien. « Elle abonde en arbres et en fruits » ; toutefois, on ne signale plus à partir du VII^e siècle les oliviers qui faisaient la richesse de toute la contrée et dont étaient complantées des terres aujourd'hui complètement dénudées.

Tebessa étant passée sous le contrôle de Kairouan, la première ville incontestablement « zabiennne » sous l'angle administratif est Baghaya. Cette ville était « admirablement établie au pied des montagnes des Amamra » (9) à la tête d'une des principales vallées qui traverse l'Aurès, celle de l'oued El Arab.

(8) P.L. CAMBUZAT: « L'évolution des cités du Tell en Ifrikya du VI^e au XI^e siècle ». Office des Publications universitaires, Alger, 1986.

(9) Nom d'une ancienne tribu aurasiennne aux environs de l'actuel chef-lieu ou wilaya de Khenchela.

On a vu le rôle qu'a joué Baghaï au cours de la conquête. Elle demeura l'une des places les plus importantes du Zab tant au point de vue militaire qu'administratif. Au début du XI^e siècle, selon Ibn Hawkal, le gouverneur de Baghaya ne dépendait de personne : il assurait la direction politique en même temps que le contrôle des impôts et des différentes sources de revenus.

La campagne environnante était bien arrosée par des ruisseaux descendant de l'Aurès. On signale au X^e siècle de nombreux jardins avec des arbres fruitiers. Les champs produisaient de l'orge et du froment. Les pâturages permettaient l'élevage du cheval, la race locale était réputée. Baghaya était une étape importante pour les commerçants. Ses faubourgs contenaient des hammams et des fondouks. Ici comme à Tebessa il n'est plus question de cultures d'oliviers. Cette régression vraisemblable n'est peut-être pas due seulement à l'altitude.

De Baghaya, deux routes se dirigeaient vers l'ouest en direction de Tobna, la première passait par Doufana et Dar Maloul, la seconde un peu plus au nord atteignait d'abord Kasas puis Belezma. Toutes ces localités situées sur le piémont septentrional de l'Aurès et de ses prolongements occidentaux bénéficiaient des eaux qui en descendent.

Belezma resta longtemps une place importante pourvue d'une garnison. Du temps d'El Bekri, la région est couverte de villages et de champs cultivés ; la ville est entourée de ruisseaux ; arbres fruitiers, céréales et élevage sont les productions principales. Au X^e siècle « ce lieu est remarquable par ses prix modérés et sa vie facile », nous dit Ibn Hawkal.

L'étape suivante, Tobna ou Tubna, se situe dans la dépression du Hodna au sud de l'actuelle ville de Barika, mais auparavant on passe non loin de Nikaws, l'ancienne Nicivibus, siège d'un évêché au VI^e siècle. Ibn Hawkal écrivait de celle-ci que c'était une grande cité de la plus haute antiquité, entourée d'un mur de pierre et le siège d'une garnison. Les géographes font état de l'abondance de ses eaux, et ils vantent ses jardins et ses vergers qui produisent notamment des figues, des amandes et des noix, ses champs de céréales, ses vignes, ses cultures de coton.

De Tobna, plus rien du passé n'est demeuré visible. C'était une ville très importante, capitale du Zab de la seconde moitié du VIII^e siècle jusqu'à la fondation d'Al-Masila au début du X^e siècle. « De Kairouan à Sidjilmassa (au Maroc) on ne connaît pas de ville plus importante », écrit au XI^e siècle El Bekri qui la présente ainsi :

« Elle est entourée d'une muraille de briques (de 950 m sur 930) et possède quelques faubourgs et un château » — encore visible sur les photographies aériennes en dépit de l'ensablement général du champ de ruines. « Dans l'intérieur du château se voit un djama et un grand réservoir qui reçoit les eaux de la rivière de Tobna et qui fournit à l'arrosage des jardins appartenant à la ville ». L'oued Bitham permettait la culture irriguée. « Chaque fois qu'il déborde, il arrose tous les jardins et les champs de la banlieue — nettement discernables sur les clichés de Baradez — et procure aux habitants d'abondantes récoltes ». En sus des céréales on cultivait aux environs de Tobna du lin et du coton.

**AU CŒUR DU ZAB L'AURÈS
ET SA CEINTURE URBAINE**

(d'après « L'évolution des cités du Tell en Ifrikya
du VI^e au XI^e siècle »
de P.L. Cambuzat

• AL-MASILA
(Mésila)

• MAKKARA
(Magra)

• BALAZMA
(Merouana)

• KASAS
(Henchir Guesses)

• NIKAWS
(Ngaous)

• DUFANA
(Timgad)

• Batna

TEBESSA

• BAGHAYA
(Ksar Baghai)

• Khenchela

• TUBNA
(Tobna)

• (Arris)

A U R È S

• BISKRA

• TAWLAKA
(Toljen)

• BADIS

Il y a cinquante ans, Magra était un pauvre village qui s'animait seulement le jour du marché fréquenté par les populations nomades des environs. On n'aurait pu imaginer que c'était là l'antique Makkara, située à mi-chemin entre Al-Masila et Tobna, au pied des monts du Hodna, dans une région où les travaux d'irrigation étaient nombreux et l'agriculture prospère... La contrée produisait du lin, des céréales, des arbres fruitiers... Au XI^e siècle, elle fournissait de l'huile d'une excellente qualité, nous dit El-Bekri. La culture de l'olivier se maintiendra jusqu'à nos jours dans cette région du Hodna.

Au VIII^e siècle Makkara nous est signalé comme le siège d'une garnison.

Vient ensuite Al-Masila « à la limite occidentale du Zab ».

Al-Masila fut « un des pivots de l'implantation fatimide dans l'ouest du pays ». La ville connut une période particulièrement brillante au X^e siècle du temps des Beni Hamdoun, famille d'origine andalouse, qui firent du Hodna, nous dit-on, « une sorte d'Irak, y multipliant les travaux de mise en valeur et d'irrigation, y construisant châteaux et parcs de plaisance ». « Dans leur résidence d'Al-Masila ces Beni Hamdoun constituèrent une cour où se donnèrent rendez-vous, lettrés et poètes ».

« Un canal d'eau vive faisait le tour de la place et par le moyen de vanes, on peut tirer de ce canal assez d'eau pour l'arrosage des terres ». Parmi les productions citées, le raisin, le froment, l'orge, les légumes, les fruits, et en particulier « des coings à long col », exportés jusqu'à Kairouan, du coton d'exceptionnelle qualité, enfin des chevaux, des bovins et des ovins. Les géographes signalent aussi les poissons pêchés dans l'oued El Ksob. Tout était à bas prix du temps d'El Bekri, en particulier la viande en raison de son exceptionnelle abondance.

Al-Masila se trouve sur les deux principales voies de pénétration dans le Zab : celle que l'on vient de suivre et qui passe au nord du massif de l'Aurès et celle que l'on va suivre à présent pour rejoindre Kairouan par le sud de ce massif. L'itinéraire est commun jusqu'à Tobna. A partir de là on se dirige vers Biskra, ville dont l'aspect actuel ne permet absolument pas d'imaginer l'importance dans les siècles brillants du haut Moyen Age arabe.

« Cette grande ville, écrit El Bekri, possède beaucoup de dattiers, d'oliviers, d'arbres fruitiers de diverses espèces... les environs sont remplis de jardins qui forment un bocage de six milles d'étendue ». Le sel, exploité comme de nos jours au djebel Melah de l'Aurès occidental, est expédié jusqu'à Kairouan. Le canton compte un grand nombre de bourgs ; le principal est Tolga qu'on appelait alors Taxlaka, situé au milieu de vastes palmeraies, désignées encore aujourd'hui du nom de Ziban évocateur de l'ancien Zab.

De Biskra dépendaient administrativement et militairement non seulement les Ziban et les Ouled Djellal, plus à l'ouest mais aussi, au nord, sur le versant sud de l'Aurès Maishun aujourd'hui Mchounech ; le massif n'était donc pas au X^e siècle tout au moins une entité politique indépendante voire hostile.

Biskra paraît avoir été une métropole religieuse importante où l'on

pouvait pousser assez loin l'enseignement de la religion et du droit. Parmi ses savants légistes il y avait notamment au ^{xiii} siècle Abou Abd-al-Malik Maishouni qui, comme son nom l'indique, était un Aurasien.

Toujours sur la bordure saharienne et au pied de l'Aurès se rencontrait Tahudha, l'ancienne Thabudeos, située à 4 km de l'oasis de Sidi Oqba. El Bekri la cite comme ayant été l'une des deux plus grandes villes du Maghreb ainsi que sa voisine, Badis, mais au moment de la conquête, c'est-à-dire quatre siècles auparavant ; ce qui fait douter de l'exactitude de cette indication. En tout cas cette ville qui figure sur la Table de Peutinger devait être restée le siège d'un évêché ; mais les investigations sur place de Barade n'ont pas été suffisamment poussées pour confirmer les dires d'El Bekri.

« La ville, précise celui-ci, est bâtie de pierre (le fait est à signaler, car la pierre est rare au Sahara) ; elle possède de grandes richesses — au ^x siècle. Tout autour règne un faubourg entouré d'un fossé. Dans l'intérieur de la ville on voit un beau djama — mosquée principale où se dit la prière du vendredi — et plusieurs (autres) mosquées, bazars et caravansérails. Du côté du nord elle reçoit une rivière qui descend du Mont Aurès. Autour de la ville se trouve un grand nombre de jardins ; dans les environs on compte plus de vingt bourgades ». Les productions locales sont celles que l'on peut attendre d'une région irriguée soumise au climat saharien : blé et orge, vergers et fruits de toute espèce, légumes et palmiers dattiers. Arabes de la garnison ou Berbères de vieille souche dont on signale la maîtrise des techniques d'irrigation, les habitants ont, comme encore ceux de Sidi Oqba au siècle dernier, des rapports difficiles avec leurs voisins montagnards Berbères hawara et Miknassa ibadites. On imagine leurs sujets de désaccord : problèmes d'eau ou questions religieuses.

Poursuivant son chemin en direction de l'Est, le voyageur continuant de longer la bordure saharienne trouve devant lui la dernière ville du Zab citée par les géographes arabes et bien connue sous les Romains et les Byzantins : Badis ou Bades, l'antique Ad Badias, elle aussi ancienne ville épiscopale.

Ad Badias dont il ne reste guère plus de vestiges que de Thabudéos était située comme cette dernière au débouché de vallées aurasiennes densément peuplées, urbanisées et christianisées, riches de leurs productions variées parmi lesquelles dominaient celles des vastes étendues aujourd'hui désertes, autrefois couvertes d'oliveraies.

El Bekri décrivait ainsi Badis dans la première moitié du ^x siècle, peu d'années par conséquent avant les grandes invasions nomades : « Badis est composée de deux forteresses qui possèdent un djama et quelques bazars. Aux alentours s'étendent de vastes plaines et des champs magnifiques en plein rapport. On y fait deux récoltes d'orge chaque année, grâce aux nombreux ruisseaux qui arrosent le sol ». Rien, on le voit, n'a changé depuis Procope et Corripe !

« Le village actuel, a signalé Stéphane Gsell, est bâti sur un tertre recouvrant le centre antique de telle sorte qu'il n'a pas été possible de faire des recherches sur le site ».

La ville était alimentée en eau potable par une canalisation de 90 km

qui avait nécessité des travaux considérables, passant quand il le fallait en aqueducs ou aériens ou souterrains comme l'a constaté J. Birebent. Je ne connais pas de preuve plus convaincante de la solidarité qui s'était établie entre la montagne et la plaine pour l'utilisation de l'eau.

Voici terminé ce tour du Zab. Si j'en franchis néanmoins les limites de ce côté-ci c'est parce que la description de la ville la plus proche au-delà, Gafsa, présente, telle qu'elle nous a été décrite par les géographes arabes un intérêt particulier car nous nous trouvons dans la même zone aride irriguée, que nous rencontrons le même fond de population berbère, la même société hydraulique et que la modeste ville d'aujourd'hui a connu dans le haut Moyen Age des temps particulièrement brillants.

Autour de la cité fortifiée il y avait « une suite ininterrompue d'îlots boisés (dattiers et arbres fruitiers) qui faisaient comme une couronne et s'étendaient sur une profondeur d'environ dix milles. Il s'y trouvait dix-huit groupes d'habitations formant bourgades et l'ensemble îlots et bourgades était entouré d'une clôture dans laquelle s'ouvraient de grandes portes surmontées de bastions habités. Aux environs on trouvait encore 200 bourgades fortifiées (ou ksour) prospères! ».

Ici, comme dans le Zab, l'irrigation se pratiquait selon des traditions et des techniques très anciennes : « Les gens de Kafsâ apportent à l'irrigation de leurs jardins un très grand art, beaucoup d'ingéniosité et de finesse d'appréciation... Les irrigations se font par heure... Les habitants se disputent les eaux et s'en vendent très cher le droit d'usage (10). » Ce sont par ailleurs des gens qui ont un rythme de vie particulier pour la simple raison que l'irrigation se pratique de nuit comme de jour.

On produisait à Gafsa des dattes, des pistaches... exportées jusqu'en Espagne, en Égypte et à Sidjilmassa, des olives, des figues, des pommes, de la vigne, du coton, du cumin et du henné, des roses d'où l'on extrayait du parfum. La ville était en relations avec le Zab par l'itinéraire précédemment suivi.

A l'imitation du gouverneur de Al-Masila, un gouverneur de Gafsa dans la seconde partie du XI^e siècle, peu de temps par conséquent après les premières invasions « entretenait une cour où il accueillait poètes et lettrés (11) ».

*
*
*

Sur l'organisation des sociétés montagnardes faut-il s'étonner que les géographes arabes ne soient pas plus précis ? Assurément pas ! Tous ces étrangers décrivent seulement les grands itinéraires, ceux qui intéressent les agents du gouvernement, les troupes, les caravanes ou quelques grands voyageurs. Et puis les agglomérations les plus importantes sont à la périphérie. Nul doute toutefois que les reliefs soient restés urbanisés comme ils l'étaient avant la conquête. On devait certainement continuer à tra-

(10) P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, p. 118, citant Istibsar trad Fagnan, p. 72-73.

(11) *Ibid.*, p. 117.

verser le massif aurasien ou à y circuler comme on l'avait fait de longue date. D'ailleurs il est fait état d'une voie qui traversait la montagne de Biskra à Baghaï en quatre journées — soit à la petite allure d'un homme qui voyage pour ses affaires — en passant par la vallée de l'oued El Abiod, selon un itinéraire qu'El Bekri ne précise pas mais qui pourrait être celui, déjà décrit plus haut, qu'emprunterait le général Bedeau dans sa première expédition en 1845.

On rencontrait des villes ou des bourgades. Maishun ou Mchounech a été déjà citée. Cette dernière paraît avoir eu une certaine importance religieuse et culturelle — le savant légiste Abu-Abdelmalek el Maishuni en était originaire — mais en dehors d'elle El Bekri signale « un grand nombre de places fortes », ce qui revient probablement à parler de cités entourées de murs, comme elles l'étaient à peu près toutes à l'époque. Habitées par des populations berbères, Houara ou Hawara et Miknassa souvent citées par les auteurs arabes, elles devaient être restées chrétiennes comme bien d'autres populations du Maghreb.

Dans un pays largement ouvert aux échanges, jouant, on l'a vu, le rôle de plaque tournante entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, le grand château d'eau aurasien « maître d'œuvre » de la fertilité de l'ensemble du Zab n'est certainement pas devenu le milieu fermé et hostile qu'ont eu en vue la plupart des historiens.

Les descriptions des géographes témoignent de la continuité dans la prospérité de la Berbérie orientale, donc de la sécurité et de la paix arabe dont jouit une société caractérisée toujours par la sédentarité et l'urbanisation. Cette continuité trouve son explication dans le fait que les dirigeants arabes étaient eux aussi issus de vieilles civilisations sédentaires et urbanisées pratiquant le même type d'économie rurale faisant une large place à la culture irriguée, source de la prospérité exceptionnelle de l'Égypte, de l'Irak et de la Mésopotamie. Dès lors on ne sera pas surpris de voir les nouveaux venus, beaucoup plus orientaux qu'arabes manifester un grand sens de l'État et organiser leur conquête.

« Maître incontesté du pays après la défaite de la Kahina... Hassan ben Noman s'applique sans tarder à mettre en place une administration dont le centre est la ville nouvelle de Kairouan. Sous ses successeurs l'Ifrikiya va se doter de structures administratives largement empruntées aux legs byzantin avec une administration centrale et des administrations provinciales disposant de plus ou moins de pouvoirs. Un haut fonctionnaire est chargé de tenir le maître au courant des mouvements de l'opinion publique. Un autre est chargé de contrôler tous les autres agents et, par suite, de réprimer tous les abus du pouvoir, la liaison avec les circonscriptions administratives se fait sous la direction d'un haut fonctionnaire, l'Amir el Barid, le grand maître des postes dont dépend toute l'organisation des relais mis en place le long des grands itinéraires. Ceux-ci répondant aux mêmes nécessités, administratives, économiques et stratégiques ont repris l'ancien schéma romain (12) ».

(12) P.L. CAMBUZAT: *L'évolution des cités du Tell en Ifrikiya, du VI^e au XI^e siècle*, t. I, p. 62 et suivantes.

L'administration responsable de l'assiette et du recouvrement des impôts paraît avoir été particulièrement efficace. Ibn Khaldoun en témoignera.

« Autrefois Fatimides et Zirites avaient été prospères et jouissaient de contributions abondantes. Ils pouvaient dépenser beaucoup et payer des traitements élevés. C'est si vrai que le plus souvent le souverain d'Égypte recevait de Kairouan l'argent nécessaire à ses besoins et à ses affaires. Et Jawbar Al Khatib — général fatimide conquérant de l'Égypte en 969 — lorsqu'il partit pour la conquête de l'Égypte emporta avec lui mille charges d'or pour payer la solde des troupes, les gratifications et les dépenses militaires (13) ».

Ce sont donc les bonnes finances de l'Ifrikya qui permirent de conquérir l'Égypte.

Ce sont elles aussi qui permirent aux maîtres de l'Ifrikya d'être de grands bâtisseurs. « Ceux-ci, a écrit G. Marçais, sortent singulièrement grandis du tableau dressé par Marcel Salignac de leurs réalisations souvent attribuées à tort aux Romains (14) » ; Les Fatimides ont continué l'œuvre des Aglabides héritiers eux-mêmes des Byzantins et tout donne à croire que la dernière dynastie antéhilalienne l'a poursuivie. On alla même jusqu'à envisager de relier par un canal la ville de Kairouan à la mer.

Les deux réalisations les plus surprenantes dans un pays aride et celles qui témoignent le mieux des ressources du prince sont ces miroirs d'eau qui agrémentèrent leurs palais de Raqqada aux environs de Kairouan et de la Qal'a des Beni Hammad au nord du Hodna, l'un et l'autre dans des régions aujourd'hui considérées comme arides. A la Qal'a, les dimensions des bassins étaient telles qu'il était possible d'y faire évoluer des barques.

« A travers les textes historiques, où il entre peut-être un peu de complaisance d'historiographe et quelque crédulité, le règne des princes zirides, le règne d'El Moizz surtout, a écrit Georges Marçais, prennent les allures d'un conte oriental. Même en faisant la part des exagérations, ces récits nous donnent l'idée d'une réelle opulence et d'une brillante civilisation. Avec le quatrième souverain ziride le luxe officiel semble prendre un développement inouï. Réception d'ambassadeurs, mariages et funérailles des princes ou des princesses motivent des cortèges, des exhibitions d'esclaves splendidement vêtus, de beaux chevaux et d'étranges animaux (15) ».

Cette présentation des principaux caractères de la société antéhilalienne serait incomplète si l'on n'évoquait pas la grande tolérance dont elle fit preuve. « On vit le souverain de Bougie entretenir avec le pape des relations qui pouvaient être cordiales (16). Les fêtes chrétiennes paraissent

(13) Ibn KHALDOUN: *Discours sur l'histoire universelle*. t. II, p. 757.

(14) Georges MARÇAIS: *L'Architecture musulmane d'Occident*, p. VIII.

(15) G. MARÇAIS: *op. cit.*, p. 67.

(16) H.R. IDRIS: *La Berbérie orientale sous les Zirides*, p. 757 à 563.

sent avoir été librement célébrées et elles étaient, nous dit-on (17) ; « sources de joie pour les petits musulmans ». En ces temps heureux, un émir sanhadjien pouvait célébrer en vers ses amours avec une chrétienne :

« Je manifeste de l'affection à d'autres que vous intentionnellement
« Mais celle que je ressens pour vous est la seule véritable
« Et pour l'amour de vous, je goûte fêtes chrétiennes et cantiques aux
airs mélodieux (17) ».

*
**

En face des convergences des géographes arabes qui font apparaître leurs ouvrages comme une base extrêmement solide pour la connaissance, il faut souligner les divergences et les contradictions des annalistes. Aussi ne paraît-il pas utile de s'attarder à l'histoire événementielle selon laquelle pendant les trois ou quatre siècles qui ont suivi la conquête, ce n'aurait été que grandes chevauchées, affrontements sanglants entre Arabes musulmans et Berbéro-Romains chrétiens, musulmans orthodoxes et musulmans hérétiques ou schismatiques, sédentaires et nomades, citadins et ruraux.

« La masse des sédentaires — et ceux-ci constituent la très grande majorité de la Berbérie orientale — ne participe pas aux conflits dont la multiplicité ne doit pas faire illusion, le cours de leur vie n'en est que peu troublé, nous prévient R. Idris... Que l'on ne se laisse pas induire en erreur, par les annalistes trop portés à grossir les pertes subies par les vainqueurs et à parler d'anéantissement des centres urbains, simplement pillés par les vainqueurs ; la campagne quant à elle se retrouve identique à elle-même après le départ de la soldatesque (18) ».

Au début du IX^e siècle c'est dans l'Ouest maghrébin que se manifestent des velléités d'indépendance et qu'apparaissent des entités politiques et les grands mouvements religieux ; en Ifrikya, les troubles qui semblent s'être produits avec une certaine fréquence dénotent essentiellement des réactions de mécontentement de nature fiscale. Les Aurasieus ne semblent pas y avoir été particulièrement impliqués. « La révolte de l'homme à l'âne » dont on fait grand état spécialement à leur sujet, n'est pas née chez eux et les a beaucoup moins touchés que la région de Kairouan, l'ancienne Byzacène comme aussi l'ancienne Proconsulaire.

*
**

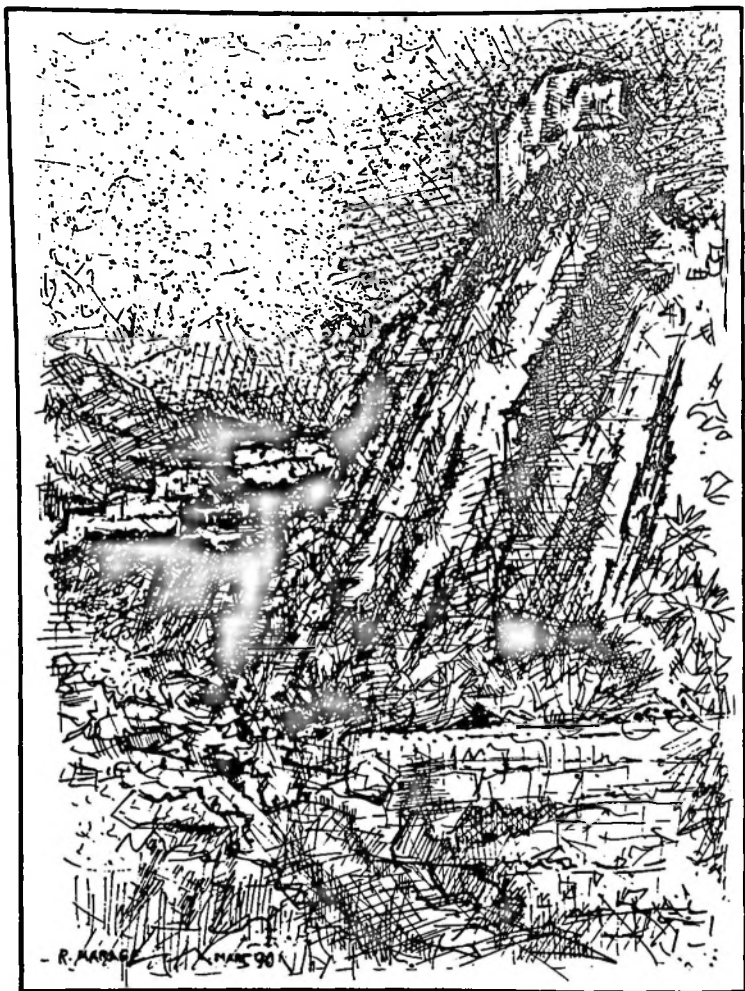
(17) *Ibid.*.

(18) R. IDRIS : *La Berbérie orientale sous les Zirides, X-XI^e siècle*. Paris, 1962, p. 829.

« Pendant trois siècles l'empire arabe (aura) été une résurrection glorieuse de l'Empire romano-byzantin ». Bientôt disparaîtra une civilisation rurale savante créée par l'exploitation de l'eau fluviale, de l'eau des sources et de l'eau souterraine, source d'une extraordinaire prospérité dont la chaîne d'oasis qui s'étendent d'une façon très discontinue du Hodna à la Tripolitaine ne donne aujourd'hui qu'une bien faible idée.

La guelaa communautaire d'Iguelfène

*Dessin original de Roger Marage
d'après une photographie de Robert Laffitte*



Chapitre V

Les invasions hilaliennes et les transformations du paysage rural : XI^e-XV^e siècle

Avant les invasions hilaliennes, on l'a vu, le paysage rural, tel qu'au cours des siècles les hommes l'avaient modelé, se caractérisait dans toute la bordure saharienne de la Berbérie orientale par l'existence de vastes secteurs irrigués à l'intérieur d'une zone naturellement aride, comme l'ont révélé les recherches notamment de A. Berthier, de Jean Baradez et de J. Birebent.

Arrivent les Hilal et les Soleïm par la voie facile qu'avaient suivie leurs prédécesseurs arabes et qui les conduisit sans obstacle au cœur de l'Ifrikya. Les vieux sédentaires qui l'habitent sont en contact avec les populations berbères nomades qui occupent le centre du Maghreb, comme eux romanisées et christianisées, comme eux par la suite en partie arabisées et islamisées ; mais ils les ont toujours tenues à l'écart soit par l'établissement de zones frontières, les limes romains, soit par l'existence d'un réseau serré de villes fortifiées. S'ils n'ont pas le même mode de vie, du moins sont-ils frères de race, de langue et de religion.

Les nouveaux venus sont bien différents. Ce sont des gens très pauvres, obligés de se nourrir parfois de « scorpions ou de scarabées ou encore, assure-t-on, d'un mélange de poils de chameaux et de sang ». Pillards par nécessité ils sont repoussés de tous et, finalement, du gouverneur d'Égypte. Voici comment Ibn Khaldoun les décrit :

« Ces nomades chameliers sont tout ce qu'il y a de plus sauvage. Comparés aux sédentaires, ils sont au niveau des animaux indomptables et des bêtes féroces... c'est (toutefois) un groupement nécessaire à la civilisation » et ils ont « plus de force d'âme que les sédentaires. » Vient ensuite le passage célèbre :

« Si les Arabes ont besoin de pierres pour leurs foyers et leur cuisine ils les prennent aux maisons qu'ils détruisent dans ce but. S'ils ont besoin de bois pour leurs tentes, pour les étayer et en faire des piquets, ils abattent les toits pour en tirer le bois dans ce but. La véri-

table nature de leur existence est la négation de la construction qui est le fondement de la civilisation... »

L'historien décrit ainsi la tactique qu'ils vont adopter en Ifrikya

« ... ils préfèrent éviter les forteresses et les positions difficiles : ils ne les attaquent pas. Les tribus que protègent d'inaccessibles montagnes — et tous les lieux élevés sont considérés par eux comme tels — sont à l'abri de la malfaisance et des déprédations des Arabes. Ceux-ci ne franchiront pas de collines ou ne prendront pas de risque pour aller chercher les montagnards ».

Ainsi se trouve défini en quelques mots le comportement des Hilaliens à l'égard notamment des montagnards de l'Aurès.

« Au contraire les plaines sont livrées à leur pillage et en proie à leur avidité, si leur dynastie est faible ou qu'elle n'a pas de troupes pour les défendre. Alors les Arabes y font des incursions, des pillages, des attaques répétées, parce qu'il s'agit de territoires accessibles. Les habitants peuvent succomber et devenir les jouets de changements de pouvoir jusqu'à ce que leur civilisation disparaisse ».

Dans cette région du Zab où tout un réseau de canaux collectait les eaux de ruissellement captées dans les reliefs, le simple passage des Hilaliens devait nécessairement détruire les équilibres établis au long des siècles, en créant un état d'insécurité permanent, en entravant par conséquent la circulation des paysans entre les villes et les campagnes environnantes, en les empêchant d'apporter régulièrement leurs soins aux cultures : impossible de procéder quotidiennement aux arrosages qu'il est indispensable d'effectuer dans des conditions bien déterminées, de jour comme de nuit, de procéder aux récoltes le moment voulu, d'apporter les produits de la terre aux marchés, de maintenir en état les multiples ouvrages destinés à retenir les eaux. Or la steppe irriguée est terrain fragile à la merci de quelques jours ou de quelques mois d'abandon.

A lire Ibn Khaldoun on constate que celui-ci n'attribue pas aux seuls Hilaliens la responsabilité du profond déclin de la Berbérie orientale. Il fait état de la terrible « peste noire » qui sévit autour de la Méditerranée de 1346 à 1353 et qui aurait fait 25 millions de morts soit sensiblement le quart de la population.

« Elle vint, écrit-il, attaquer la civilisation en Orient comme en Occident, ravager les nations en emportant tout ou partie de notre génération (dont les parents de l'historien eux-mêmes)... le fléau détruisit de nombreux bienfaits de la civilisation... les villes et les maisons se ruinèrent, les chemins s'effacèrent,... le face du monde habitée changea... ».

La situation s'était rapidement détériorée : déjà la description du Zab par El Idrisi, géographe du roi de Sicile au XII^e siècle n'offre que ruines. Voici d'abord Badès qu'El Bekri nous avait présenté comme une des villes les plus importantes du Maghreb :

« Les Hilaliens conquièrent tout le territoire de Badès et ne permirent plus à ses habitants d'en sortir sans la protection de l'un d'entre eux. Cette condamnation à l'autarcie fut fatale et cette grande ville sera réduite à l'état de bourgade dans le Zab oriental parcouru par les Nomades sahariens (1). La puissante ville forte de Baghai ne cessera de décliner et au XIII^e siècle, sous la dynastie des Hafsides elle ne sera plus qu'un gîte d'étape en ruines. Belazma avait encore belle apparence extérieure quand Idrisi la visita mais l'intérieur n'était plus que décombres de pierres et de terre. Makkara — Magra — n'était plus au XII^e siècle qu'un petit village mais ses habitants étaient parvenus à maintenir des cultures dans ses environs. Msila avait connu bien des malheurs avant l'arrivée des Hilaliens : la création par les Beni Hammad d'une capitale à la Qala'a lui avait été préjudiciable et avait entraîné son déclin ; néanmoins elle avait survécu à l'invasion sans jamais retrouver sa prospérité passée. Ngaous connu un sort comparable. Tehouda, après l'occupation de son territoire, disparut rapidement de l'histoire. Tobna avait connu une certaine prospérité du temps des Hammadites ; mais, dès le milieu du XI^e siècle, une des tribus des Beni Hilal, les Riyah « mirent en ruines cette ville ainsi que Msila dont ils avaient chassé les habitants ; ils se jetèrent sur les caravansérails, les fermes et les villes, abattant tout à ras de terre et changeant ces lieux en une vaste solitude (2) ».

En fait si Tobna ne fut pas ruinée de fond en comble, elle ne cessa dès lors de décliner.

Ibn Khaldoun confirme l'ampleur du désastre consécutif aux invasions hilaliennes dans ces lignes :

... « Quand les Hilaliens et les Beni Sulaym ont poussé jusqu'à la Tunisie et au Maroc, au début du XI^e siècle et qu'ils s'y sont débattus pendant 350 ans, ils ont fini par s'y fixer et les plaines en ont été dévastées. Autrefois toute la région entre la Méditerranée et le Soudan était peuplée comme le montrent les vestiges de civilisation, tels que monuments, sculptures monumentales, ruines de village et d'agglomération.

Mais c'est aussi Ibn Khaldoun qui nous a montré les limites des méfaits que l'on peut reprocher aux Hilaliens en précisant bien que les habitants des montagnes étaient à l'abri de leurs attaques du seul fait de l'incapacité de leurs montures les dromadaires à s'avancer sur des terrains trop accidentés. D'où deux conséquences fort importantes sur l'évolution de la Berbérie orientale post-hilalienne :

1 — Les montagnes émergeant des étendues steppiques que Jules Blache a appelées les archipels du désert et qui jouaient le rôle de château d'eau au bénéfice du bas pays environnant tels l'Aurès ont réussi à survivre moyennant des adaptations plus ou moins profondes à l'état de choses nouveau.

(1) P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, t. II, p. 26.

(2) P.L. CAMBUZAT, *op. cit.*, t. II, p. 232.

2 — Les montagnes littorales qui, du fait d'une pluviométrie exceptionnellement importante, étaient vouées à la forêt dense et aux bêtes sauvages ont été l'objet d'une conquête ou d'une reconquête des populations sédentaires fuyant l'insécurité de la plaine soumise à la loi des tribus nomades.

De la sorte le centre de gravité du Maghreb moyen âgeux s'est très largement déplacé vers la Méditerranée.

Il convient toutefois de signaler l'existence d'un autre secteur de résistance aux Nomades, ce sont les agglomérations d'oasis, appelées Ksour.

Le mot ksar est largement répandu au Maghreb ; il a survécu aussi en Espagne sous la forme d'Alcazar ou d'el Quesar, c'est l'agglomération fortifiée, et, de fait le bourg saharien l'est remarquablement, ce pourquoi il existe toujours ; il est

« clos de murailles, flanqué de tours, accessible seulement par quelques portes... à l'intérieur les maisons se serrent étroitement, elles ne laissent place qu'à des cours exigües et elles débordent souvent au-dessus des ruelles qui sont transformées parfois de bout en bout en tunnels obscurs ; elles comportent toujours un étage et une terrasse reliée par des escaliers ».

Avant de parvenir aux portes du ksar, il faut franchir toute une ceinture de jardins, plantés d'arbres et surtout de palmiers, clos de murs de terre qui arrêtent les regards des passants. Ces jardins sont desservis par un labyrinthe de chemins plus ou moins enterrés, coupés de conduites d'irrigation ou de fossés de drainage. On conçoit la résistance que pouvaient offrir les habitants d'un ksar défendant à la fois leur famille et leurs biens. Les troupes françaises en feront la cruelle expérience. Les sièges d'Aïn Mahdi et de Laghout dans le Sud algérois, celui de Zaatcha, dans les Ziban, qui intéressent néanmoins l'histoire de l'Aurès comptent parmi les opérations les plus sanglantes de la conquête.

Si les ksour d'oasis ont généralement survécu, c'est à de sévères conditions :

« Les Arabes nomades ont fini par leur imposer leur domination et non leur présence. Le travail pénible qu'imposent les cultures sous un climat tropical ne correspond ni à leurs aptitudes ni à leur goût, ils y ont facilité l'introduction d'une main-d'œuvre noire, servile, acquise au Soudan par la voie du trafic caravanier dont Biskra était une des portes : les traits physiques des habitants s'en trouvent aujourd'hui nettement marqués. Par ailleurs, l'huile d'olive ayant perdu quelques-uns de ses marchés, et les Arabes nomades n'en étant pas consommateurs, la culture du palmier dattier qui entre pour une part importante dans l'alimentation des nomades a remplacé dans une large mesure celle de l'olivier, avec l'inconvénient signalé par J. Baradez que les exigences hydrauliques du palmier sont beaucoup plus grandes que celles de l'olivier : d'où une nécessaire restriction des surfaces cultivées ».

La survie des oasis des Ziban a permis celle de leur capitale, Biskra, favorisée par sa situation au débouché des rivières pérennes qui descendent de l'Aurès et c'est la seule ville importante de l'ancien Zab, qui à travers les siècles, ait conservé une partie de son importance ancienne. Biskra connaîtra une prospérité exceptionnelle au XIV^e siècle sous les Beni Mozni qui la gouvernent pour le compte des Hafside de Tunis. Elle restera la capitale du Zab et le siège d'une garnison sous les Turcs.

*
**

De l'histoire du massif aurasién en ces temps-là on sait bien peu de choses. Voici ce que l'on peut lire chez El-Idrisi :

Le mont Aurès est un massif détaché du Djebel Daran (l'Atlas saharien). Sa configuration est celle d'un lam (lettre de l'alphabet arabe correspondant à notre l et dont le dessin n'est pas très différent). Sa longueur est d'environ douze journées — ce qui laisse entendre que la notion que ce géographe a de l'Aurès est beaucoup plus étendue que la nôtre. Ses eaux sont abondantes ; son peuplement continu. Ses habitants sont des hommes fiers et dominateurs pour leur voisins qu'ils tyrannisent ».

C'est peu mais c'est intéressant. Il apparaît à travers El-Idrisi que la nature du terrain a tenu les montagnards à l'abri des incursions des Arabes hilaliens comme le confirmera beaucoup plus tard Ibn Khaldoun, qu'ils sont restés les maîtres chez eux et qu'ils tiennent même en sujétion leurs voisins. L'indication d'un peuplement continu pourrait laisser entendre que le massif a servi de refuge aux gens du Tell et à ceux des oasis et l'indication d'eaux abondantes que les périmètres irrigués n'ont pas souffert, au XII^e siècle tout au moins.

Ibn Khaldoun nous en dit bien moins encore et bien trop tard. Écoutez-le cependant :

« Quand les Arabes rentrent dans le désert pour prendre leurs quartiers d'hiver, les Benbadis — gens de l'Aurès — vont toucher dans la région de Ngaous — petite ville située aux confins de la montagne et de la dépression du Hodna — le tribut et les droits de sauf-conduit qui leur sont dus puis, au retour des Arabes dans leurs quartiers d'été, ils remontent jusqu'aux endroits les plus reculés de leurs montagnes » ;

de tels déplacements correspondant à ceux qu'opéraient encore il y a moins d'un demi-siècle les Aurasiens entre leurs terres de vallée et leurs terres de montagne pour les besoins des cultures et de l'élevage.

Les accords que l'on devine entre Arabes et Aurasiens semblent avoir ménagé les droits des uns et des autres et avoir permis à ces derniers le maintien d'une économie montagnarde originale.

Mais cette économie aura peu à peu souffert de la disparition des

villes que j'ai citées dans le chapitre précédent et qui constituaient autant de débouchés pour les produits locaux.

Par ailleurs la nouvelle société nomade venue d'Arabie n'était consommatrice d'huile ni pour son alimentation — elle utilise la graisse de mouton — ni pour son éclairage — le nomade se contente de la lueur du foyer — ni pour son hygiène — conçue de façon très différente de l'ancienne société urbaine méditerranéenne. D'où disparition des anciens circuits commerciaux maritimes liés à l'huile d'olive et peu à peu disparition d'une grande partie des oliviers.

D'où l'inévitable repli des Aurasiens sur eux-mêmes et l'appauvrissement consécutif au changement de mode de vie dont va témoigner Léon l'Africain.

* * *

Personnage hors série, El Hassan ben Mohammed el-Wazan es-Zayyati plus connu sous le nom de Léon l'Africain est né à Grenade entre 1485 et 1489 ; réfugié à Fez avec sa famille après la prise de cette ville en 1492 par Ferdinand et Isabelle. Entré tout jeune au service du Sultan et chargé de différentes missions, il voyage beaucoup du nord au sud du Sahara, du Maghreb au Machreq. Il séjourne à Tlemcen, à Alger, il rencontre à Bougie Aroudj, l'aîné des deux corsaires « Barberousse ». Par Msila, Sétif et Constantine, il gagne Tunis, puis l'Égypte. En 1518 il est capturé à Djerba par un corsaire sicilien. Emmené en Italie, il est offert en présent au pape Léon X. Instruit dans la religion catholique il est baptisé en 1520. Il enseignera l'arabe à Bologne puis on le perd de vue et on ne sait s'il a fini ses jours en chrétien en Italie ou en musulman au Maghreb.

Ce qui rend le témoignage de Léon l'Africain particulièrement précieux c'est qu'il a vécu à cheval entre la fin du Moyen Age et le début des Temps modernes, à cheval aussi sur l'Ifrikya hafside et sur l'Ifrikya turque.

Ch.-A. Julien parle de la décomposition du Maghreb à la fin du xv^e siècle. Il est vrai que le Maghreb oriental et central est devenu « une mosaïque politique dont on entrevoit l'extraordinaire diversité, sans parvenir à la préciser ». Mais, à lire Léon l'Africain, on a le sentiment d'une certaine recomposition correspondant à un nouvel équilibre : le pays, bouleversé par les invasions arabes, secoué par la « peste noire », est divisé en quantité de petites souverainetés qui ont fait sa faiblesse vis-à-vis des Espagnols puis des Turcs ; mais chaque groupe social est à présent installé dans son territoire sans ingérence d'un pouvoir central de plus en plus inexistant : les habitants des villes très peu nombreux d'un côté, les montagnards très localisés d'un autre, et enfin sur la plus grande partie du territoire, les nomades, et entre eux il ne semble pas que cela se passe tellement mal, à quelques pillages près dont on sait assez bien se préserver.

Lisons Léon l'Africain : ce qui apparaît nouveau de son temps, c'est la transformation des grands massifs forestiers littoraux autrefois vides d'hommes et leur extraordinaire peuplement : ainsi s'est constitué le pays kabylo qui à l'époque de Léon l'Africain fait partie du royaume de Bougie.

« Presque tout l'État de Bougie, écrit-il, se compose de hautes et âpres montagnes où l'on trouve beaucoup de forêts et de sources. Ces montagnes sont habitées par de riches tribus, nobles et généreuses, qui possèdent un grand nombre de chèvres, de bœufs et de chevaux. Elles ont presque toujours vécu en liberté, surtout depuis que Bougie a été prise par les Chrétiens (en 1510). Ils ont une grande quantité de noix et de figes... Il existe dans ces montagnes des mines de fer. On fait avec ce fer de petits lingots d'une demi-livre qu'on utilise en guise de monnaie. On frappe aussi quelques petites pièces d'argent... Il pousse beaucoup de lin et de chanvre. On en fabrique une grande quantité de toiles, toutes grossières... (3) ».

Même évolution plus à l'Est dans ce qui correspond à ce qu'on appelle la Petite Kabylie.

« Toute la région du nord et à l'ouest de Constantine est pleine d'une infinité de montagnes qui commencent aux confins de Bougie et s'étendent le long de la mer méditerranéenne jusqu'àuprès de Bone (Annaba). Tous ces monts sont très productifs car les terrains qui existent entre eux dans la plaine sont extrêmement fertiles. Ils produisent beaucoup d'oliviers, de figes et d'autres fruits, si bien qu'ils fournissent toutes les villes voisines, comme Constantine, Collo et Gegel (Djijelli) et aussi les Arabes... Les habitants de ces montagnes sont plus civilisés que ceux des montagnes de Bougie et ils exercent divers métiers. Ils fabriquent surtout une grande quantité de toiles... Les gens de ce pays sont très riches parce qu'ils ne paient aucun impôt. Mais ils ne peuvent faire de commerce ni dans la plaine, par crainte des Arabes, ni dans les villes par crainte des seigneurs. Ils tiennent chaque semaine un marché à différents jours. Beaucoup de marchands de Constantine et de Collo s'y rendent. Il faut cependant que ces marchands aient dans chaque montagne un ami qui leur serve de caution, car sans cela personne ne leur fait droit s'ils sont trompés. ... Ces gens fournissent dans leur ensemble environ quarante mille cavaliers. Si ces gens étaient bien unis, ils pourraient aisément dominer toute l'Afrique (4) ».

De Constantine, Léon nous dit que

« d'après ses dimensions elle peut faire 8000 feux. Elle a de grandes ressources et elle est policée. Elle est pleine de belles maisons, de nobles édifices, tels que le grand temple, deux collèges et trois ou

(3) Jean LÉON L'AFRICAIN : *Description de l'Afrique*. Nouvelle édition traduite de l'italien par A. Epaulard, Librairie d'Amérique et d'Orient, Adrien Maisonneuve, J. Maisonneuve succ. Paris, 1981, t. II, p. 406.

(4) J. LÉON L'AFRICAIN : *op. cit.*, t. 2, p. 407-408.

quatre monastères... Les marchés sont nombreux et bien ordonnés, tous les corps de métiers sont séparés entre eux... il y a un grand nombre de marchands qui font le commerce des tissus de laine fabriqués dans le pays. Certains marchands aussi expédient de l'huile et de la soie en Numidie ainsi que des toiles. Tout cela est vendu par troc contre des dattes et des esclaves... Les terrains de culture situés autour de la ville sont tous bons et fertiles: leur rendement est de trente pour un. Il y a aussi de très beaux jardins dans la plaine le long de la rivière, mais ils ne produisent pas beaucoup de fruits car on ne sait pas les cultiver... Les gens de Constantine se réunissent deux fois par an en caravane pour la Numidie. Ils y transportent des tissus de laine faits dans le pays... Comme ils sont le plus souvent attaqués par des Arabes, ils emmènent avec eux quelques arquebusiers turcs qui sont très bien payés... (5)».

Quel contraste si l'on passe à l'« Auraz » :

« C'est un pays montagneux très élevé. Il est habité par une population d'intelligence bornée qui, de plus est voleuse et meurtrière... L'Auraz est situé à environ 80 milles de Bougie et 60 milles de Constantine — il est séparé des autres montagnes et s'étend sur une longueur d'environ 60 milles. Au sud il confine au désert de Numidie et au nord avec les territoires de Msila, de Stefe (Sétif), de Necaous (Ngaous) et de Constantine — il s'agit donc d'un ensemble montagneux qui déborde largement notre Aurès. Sur les hauteurs naissent de nombreuses sources dont l'eau se répand dans la plaine et forme quelques espèces de marais. Quand le temps devient chaud, ces marais se transforment en salines. Personne ne peut entrer en relations avec les montagnards de l'Auraz, car, pour se garder de leurs ennemis arabes et des seigneurs voisins, ils ne veulent pas que l'accès de leurs montagnes soit connu (6)».

De part et d'autre de l'Atlas saharien les grandes étendues plates autrefois habitées par des populations sédentaires vouées à l'agriculture sont devenues le domaine de populations nomades, vivant sous la tente et se consacrant à la fois à la culture des céréales et à l'élevage du bétail: bovins, ovins et caméliens. Il s'agit de Berbères plus ou moins arabisés et d'Arabes plus ou moins Berbérisés vivants de la même façon. Il en est, nous dit Léon l'Africain qui sont pauvres et « tributaires du roi et des Arabes, d'autres qui sont libres et puissants ». Ainsi en est-il notamment du

« groupe qui occupe la région des confins de Tunis avec le pays des dattes. Ceux-ci ont eu plusieurs fois l'audace de faire la guerre au roi de Tunis, ainsi que cela s'est produit il y a peu d'années. A cette époque le fils du roi de Tunis — Abou Abdallah Mohammed — était parti de Constantine dont il était gouverneur pour recouvrer l'impôt chez eux. Il fut attaqué par leur prince — En Nasr — qui s'était porté

(5) *Ibid.*, p. 365-366.

(6) J. LÉON l'AFRICAIN, *op. cit.*, p. 407.

au devant de lui avec deux mille cavaliers. Les troupes du fils du roi furent battues, ce dernier fut tué et le convoi fut enlevé. Cela se passait en l'an 915 de l'hégire (21-4-1509 à 8-4-1510). Depuis cette dérouté de l'armée royale, le nom de cette tribu — il s'agirait des Hawara — commença à être connu et acquit une grande réputation parmi tous... beaucoup d'Arabes qui étaient au service du roi de Tunis s'enfuirent des contrées soumises au roi et vinrent habiter avec les vainqueurs — apparemment Berbères — si bien que ce prince — En Nasr — est devenu l'un des plus grands et des plus célèbres seigneurs d'Afrique (7) ».

Tel est le tableau que Léon l'Africain nous a laissé des Hautes Plaines constantinoises. On voit à quel point il diffère de celui qu'El Bekri nous a donné du Zab.

*
**

Le vaste ensemble montagneux que Léon l'Africain désigne sous le nom d'Auraz ne jouerait, à l'en croire, aucun rôle aussi bien sous l'angle économique que politique. La contrée disposerait toujours d'importantes ressources en eau mais les gens les laisseraient perdre. Ce seraient d'ailleurs des gens à l'esprit borné, dénués de sens moral. Léon les englobe parmi ceux qu'à l'époque on voit désignés sous le nom de chaouïa, ce qui dénote une certaine façon de vivre — chaoui, singulier de Chaouïa veut dire berger en arabe — mais correspond aussi à un parler distinct de celui des Arabes et qui les fait tenir en grand mépris par ces derniers et surtout par les éléments citadins.

Ibn Khaldoun rapporte que le 2^e calife, Omar, avait interdit « aux étrangers de se servir de leur langue maternelle et ces dialectes furent exclus partout (8) ». Mais c'était au VII^e siècle de notre ère et en dehors des villes « arabisées de longue date » il apparaît bien que le berbère s'est maintenu surtout dans le Constantinois partagé entre une zone tellienne kabyle et une zone steppique chaouïa.

Léon l'Africain n'a probablement jamais traversé l'Aurès. C'était un obstacle que les voyageurs évitaient soient par le Nord soit par le sud. Quand il parle des Chaouïa, et il le fait avec force détails insistant sur leurs mœurs dissolues (9), c'est par ouï-dire mais il contribuera à former l'opinion de ses successeurs et notamment de tous les voyageurs européens du XVII^e siècle. Nul doute, on en reparlera, que les montagnards avaient toujours eu des mœurs très libres mais, Fanny Colonna l'a bien souligné, l'Aurès est aussi un des lieux où se sont maintenues « les tech-

(7) *Ibid.*, t. I, p. 44 et t. 2, p. 371.

(8) Ibn KHALDOUN: *Discours sur l'histoire universelle*, op. cit., t. II, p. 780.

(9) J.L. L'AFRICAIN, op. cit., p. 64, mais je n'insiste pas trop car l'écrivain se contredit d'une page à l'autre.

niques d'irrigation les plus élaborées, l'arboriculture la plus sophistiquée (10) ». C'est là aussi que s'est opérée après l'invasion des Hilaliens sous la pression des événements une conversion aussi remarquable en son genre que celle qu'a connue le pays kabyle.

Autrefois les reliefs du Sud-constantinois étaient totalement intégrés à l'ensemble géographique et politique appelé Numidie méridionale puis Zab. Dans les siècles qui suivirent les invasions hilaliennes ils s'en sont dissociés. Chaque vallée, chaque coin de vallée s'est replié sur lui-même et il a opéré sa reconversion en fonction de ses potentialités propres. Partout le petit élevage, chèvres et moutons, s'est développé au détriment notamment de l'élevage bovin et de l'oléiculture privée de ses débouchés. Cela étant on peut discerner trois grands types de société et d'économie :

A l'ouest et notamment dans les vallées de l'oued Abdi et de ses affluents, les traits sédentaires se sont très largement conservés du fait de ressources hydrauliques particulièrement abondantes. La priorité est restée à l'arboriculture, un élevage de proximité s'est maintenu, on a continué à vivre groupé en villages. A l'est en revanche vers les Nemencha, les traits nomades sont devenus dominants : les gens sont restés des irrigateurs et des arboriculteurs, de petits céréaliculteurs aussi mais leur activité essentielle est devenue l'élevage du chameau — dont le rôle capital dans les transports à grande distance est généralement méconnu — d'où le choix de la tente comme seul habitat.

Au centre du massif et surtout dans les hautes vallées de l'oued El Abiod et de ses affluents, l'évolution posthilalienne a conduit à des choix intermédiaires ; on est devenu moins sédentaire qu'à l'ouest, plus nomade qu'à l'est. On a appris du nomade à lier des fils de laine et des poils de chèvre pour construire des tentes qu'impose pour habitat principal l'élevage généralisé du petit bétail et on a conservé du sédentaire l'art de lier des pierres entre elles pour dresser des murs et bâtir des édifices dont la fonction essentielle est d'être le port d'attache de la fraction ou de la tribu. Cela étant, les gens de la vallée et notamment les plus nombreux d'entre eux les membres de la tribu des Ouled Daoud que l'on appelle plus souvent Touaba ont réussi aussi bien dans la céréaliculture que dans l'arboriculture ou l'élevage.



Parmi les changements survenus dans la montagne entre le Moyen Age et les Temps Modernes il en est un dont on a peu parlé, c'est l'utilisation du mulet au lieu du bœuf pour les travaux agricoles. Toutes les représentations que l'on a de la vie ancienne de part et d'autre de la Méditerranée présentent la paire de bœufs attelés à la charrue et au chariot, le mulet servant au transport des hommes et des marchandises. C'est ce qui se passait encore en pays kabyle il y a quelques dizaines d'années quand les

(10) Fanny COLONNA : *Savants paysans*, p. 79.

hommes travaillaient encore la terre. Les bœufs étaient des animaux familiers qui avaient leur place dans la maison traditionnelle. L'étable attenante, l'addaynin, était percée d'ouvertures de sorte que hommes et bêtes vivaient en quelque sorte ensemble. Comme les montagnards n'en avaient l'usage que quelques jours par an, ils avaient l'habitude de les acheter avant les labours et de les revendre ensuite quand ils avaient gagné un certain nombre de kilos.

Dans l'Aurès l'utilisation ancienne des bœufs pour les labours est attestée par la découverte qu'a faite le géologue Robert Laffitte aux abords de la guelaa d'Iguelfène d'un joug ancien qui se trouverait probablement aujourd'hui au Musée de l'Homme où Thérèse Rivière l'aurait fait transporter. Son remplacement par le mulet, animal à tout faire, produit d'élevage pour qui possède une jument, est certainement ancien et il s'insère très vraisemblablement dans l'ensemble des modifications apportées aux modes de vie des montagnards, au développement de l'élevage du petit bétail et à la transhumance.

J. Dresch a observé le même changement à la fin du xv^e siècle en Espagne, pays que bien des traits géographiques et historiques rapprochent du Maghreb. F. Braudel nous parle de « la victoire du mulet » et la situe au xvi^e siècle. Il est bien possible que les Aurasians n'aient pas attendu aussi longtemps.

Du reste l'aire du bœuf de labours a dû se restreindre considérablement dans l'ensemble du Maghreb dès l'arrivée des Hilaliens... Ceux-ci, qui deviendront céréaliculteurs, n'auront besoin ni du bœuf, ni du mulet, car ils possèdent en nombre des chameaux, excellent animal de bât, capable aussi d'être attelé à la charrue. C'est ce que constate L. Valensi dans la Tunisie du xviii^e siècle mais que l'on pouvait encore observer en des temps beaucoup plus proches de nous.

*
**

La guelaa (terme arabe) ou la taqulith (terme berbère) est un autre exemple, à la vérité bien différent du précédent et beaucoup plus localisé, des adaptations auxquelles une société a procédé quand les événements politiques lui ont imposé de modifier son mode de vie. Les guelaa sont des édifices construits en pierre, de but utilitaire, de dimensions tout à fait exceptionnelles en milieu rural puisque certaines dépassent dix mètres de hauteur, édifiés avec un certain art par des ruraux qui pour la plupart ont choisi la tente pour habitat. On ne les trouve que dans certaines vallées aurassiennes et, en dehors de l'Aurès, dans cette bordure saharienne de la Berbérie orientale où nous avons reconnu l'existence ancienne de sociétés hydrauliques bien structurées. On les y appelle le plus souvent Qasr une déformation du terme ksar ou encore timedelt en berbère. Ailleurs, et notamment dans le Sud marocain, il existait des constructions connues sous le nom d'agades ou d'igherm que l'on a rapprochées des guelaa ; mais celles-ci semblent répondre à des conceptions assez différentes.

Qu'est-ce que les *guelaa* ? A quoi servaient-elles ? En fait on a été très embarrassé pour trouver un terme français correspondant. Que ç'ait été un grenier ou des magasins où étaient entassés « blé et orge, dattes ou figues, huile ou beurre, sel, laine et parfois vêtements de fête, bijoux » et objets les plus divers, personne ne le conteste ; mais, contre l'appellation de grenier ou magasin collectif, J. Despois a fait valoir qu'une *guelaa* est un ensemble de cases *individuelles*, jusqu'à plusieurs centaines, superposées les unes sur les autres dans un bâtiment unique.

J. Despois a préféré « grenier fortifié » : pour lui une *guelaa* est « une modeste forteresse où, en cas de guerre, toute la population pouvait trouver refuge et où l'on pouvait soutenir un siège ». Or ce n'est pas du tout le cas dans la région qui nous occupe tout au moins. Dans les *guelaa* aurasiennes, pas la moindre place pour rassembler des hommes, encore moins des familles entières et organiser la défense. L'édifice a bien, vu de loin, des allures de forteresse, mais il n'offre aucun regard sur l'extérieur et il ne laisse place à l'intérieur qu'à une étroite cour centrale où les animaux de bât viennent en file stationner le temps de décharger leurs marchandises. Quant aux cases ou aux cellules individuelles, leurs dimensions sont telles, généralement moins de deux mètres de large, 4 à 7 m de profondeur et une hauteur qui oblige parfois à « marcher à quatre pattes » dans la pénombre, parmi les marchandises entassées, qu'aucun habitat n'y est envisageable, même temporaire.

Pour seules précautions contre le vol, parfois une épaisse porte en bois avec une serrure « berbère » à cheville mais, bien souvent, une simple claie de roseaux, fermée d'un lien d'alfa et d'un sceau imprimé par le maître des lieux dans un bloc d'argile. Dissuasion plus sérieuse contre des maraudeurs, la porte unique à deux étroits battants par laquelle on pénètre à l'intérieur de la *guelaa*, et puis, le gardien et son chien. Mais le choix, pour cet office, d'un homme pauvre et âgé, choisi par la famille propriétaire parmi ses membres et qui reste seul une grande partie de l'année atteste que la confiance règne.

Cette confiance repose essentiellement sur le caractère sacré du lieu résultant du voisinage de la tombe d'un saint personnage dans l'enceinte même ou à proximité. A la limite il pourrait n'y avoir aucun gardien, comme Lucette Valensi l'a observé dans le cas de silos creusés dans le sol où étaient conservés des grains : la présence du saint éponyme suffisait. A Medenine, dans le Sud tunisien, le magasin collectif était laissé aux soins de familles maraboutiques campant à proximité.

Contre qui les Touaba de la vallée de l'oued el Abiod auraient-ils eu à se défendre ? Des nomades du désert, a écrit J. Despois sans se référer particulièrement à l'Aurès. En tout cas, ici ce danger n'existait pas d'abord du fait du relief où des chameliers auraient évolué très difficilement, ensuite du fait du verrou de Tighanimine pour eux infranchissable. Des représentants du pouvoir, a ajouté Despois, dans leur désir de « châtier » les usagers des greniers fortifiés de leur esprit d'indépendance et de révolte.

C'est ce qui s'est produit à l'époque de la conquête française où plusieurs *guelaa* ont été détruites dans l'Aurès et par la suite à la fin de

la domination turque dans le djebel Nefouça, où il en a été de même. Le plus clair de ces opérations qu'il n'est pas possible d'assimiler à des sièges de lieux fortifiés, ç'a été la destruction de tout ou partie des approvisionnements de tel groupe de familles ou de telle fraction suivant que l'une ou l'autre était maître d'un seul ou de plusieurs greniers. A coup sûr c'était leur affaiblissement, ce pouvait être leur ruine.

Ce que les montagnards pouvaient redouter c'étaient les tentatives de pillage de groupes voisins pressés par la misère mais étant donné la nature des liens il était difficile de pénétrer profondément dans le territoire sans que les gens soient alertés.

Dans l'Aurès la première motivation des constructeurs de guelaa ce fut le stockage et la bonne conservation des produits de la terre. Puis leur mise en sûreté de manière à se garantir contre plusieurs années successives de disette. Les gens se trouvant dans la nécessité d'être éleveurs, cultivateurs et jardiniers en des lieux différents très éloignés les uns des autres, il ne leur était pas possible de transporter leurs biens avec eux comme le font les nomades chameliers, les capacités de charge des mulets des montagnards étant beaucoup plus faibles que celles des chameaux et d'autre part les produits du jardinage supportant beaucoup plus mal des transports répétés que les dattes ou les céréales dont se nourrissent presque exclusivement les chameliers en plus du lait de leurs chameaux.

Si ce sont des lieux élevés qui ont été le plus souvent choisis pour édifier des guelaa, je ne pense pas que ce soit essentiellement pour des considérations de sécurité. L'exemple de la Qal'aa des Beni Abbès en Petite Kabylie où l'on souligne que les grains pouvaient s'y conserver plusieurs années sans risque d'altération en raison de « la grande pureté de l'air qui régnait sur le rocher » à plus de mille mètres d'altitude (11), me laisse penser que c'était la même considération de bonne conservation qui prévalait ici.

A cette règle il y avait des exceptions. Dans les petites palmeraies de montagne établies au-dessus de 700 mètres, les dattes ne parviennent pas à parvenir à maturité sur l'arbre. Elles sont cueillies vertes, et il faut un lieu où les fruits achèvent de mûrir. D'où ces constructions d'une architecture très particulière largement ouvertes sur l'extérieur que l'on trouve dans les vallées du versant saharien à proximité des habitations, et des jardins.

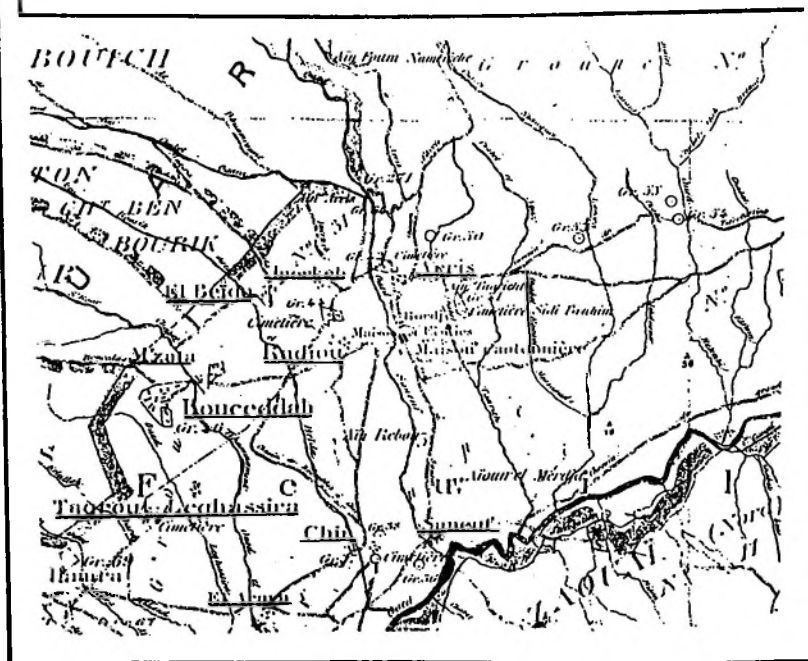
Ici plus question d'inaccessibilité dans une position élevée. On observera d'ailleurs que cette inaccessibilité est toujours relative car il faut bien que les propriétaires puissent venir enlever leurs provisions avec leurs mulets suivant leurs besoins. Si la guelaa de loin a des aspects de forteresse tel un château du Moyen Age dont une face est construite en à pic sur une paroi rocheuse, il y a toujours un côté beaucoup moins vertigineux.

Il faut ajouter que la guelaa n'est jamais totalement isolée sur son

(11) J. MORIZOT: « Les Kabyles, propos d'un témoin », p. 59.

LES GUELAA
de
La vallée moyenne de l'oued El Abiod
à hauteur d'Arris
à la fin du XIX^e siècle

Les greniers collectifs sont soulignés ; celui de El Arara ou de Larara auprès des ruines duquel a été retrouvée la pierre de Masties est en bas, à gauche.



Au centre de la carte l'ancien bordj militaire sur le terrain domanial vendu en 1894 à la Société des Missionnaires d'Afrique où sera construit l'hôpital devenu en 1916 le siège de la commune mixte de l'Aurès, par la suite sous-préfecture puis daïra.

En diagonale en bas à droite le cours de l'oued El-Abiod doublé par un canal d'irrigation.

Agrandissement au 1/24 000^e d'une carte forestière non datée.



Le site de Tabergda (Aurès oriental)

1. 1^{er} éperon surplombant la vallée ; le bordj administratif la mahakma. — 2. 2^e éperon : le bordj du caïd et une partie du village ; en dessous le sentier vers la piste de Sciar. — 3. La mosquée *...oia* et quelques maisons (cliché Lucien Ferré).

site (12). Parmi les bâtiments annexes des greniers collectifs des Ouled Abderrahmane Kebech, petite tribu de l'Ahmar Khaddou, Thérèse Rivière (13) avait relevé écuries, maisons d'hôtes, villages et ruchers qui étaient des adjonctions plus ou moins anciennes.

Ainsi s'explique que les hommes de la colonne du général de Saint-Arnaud défilant à distance devant les guelaa des Touaba échelonnées dans la vallée de l'oued el Abiod les a prises pour autant de villages fortifiés.

E. Masqueray qui devait séjourner dans cette vallée vingt-cinq ans plus tard avait constaté l'existence aux alentours de ces guelaa de petites constructions mais il avait pu se rendre compte qu'il ne s'agissait pas d'espaces à habiter mais de cellules de stockage supplémentaires, susceptibles de servir d'habitat très temporaire. Tel n'était pas, du reste, le sentiment des Pères Blancs venus s'installer à Arris en 1893. Dans le journal qu'ils tenaient quotidiennement j'ai relevé ces observations à la date du 20 mai 1894 :

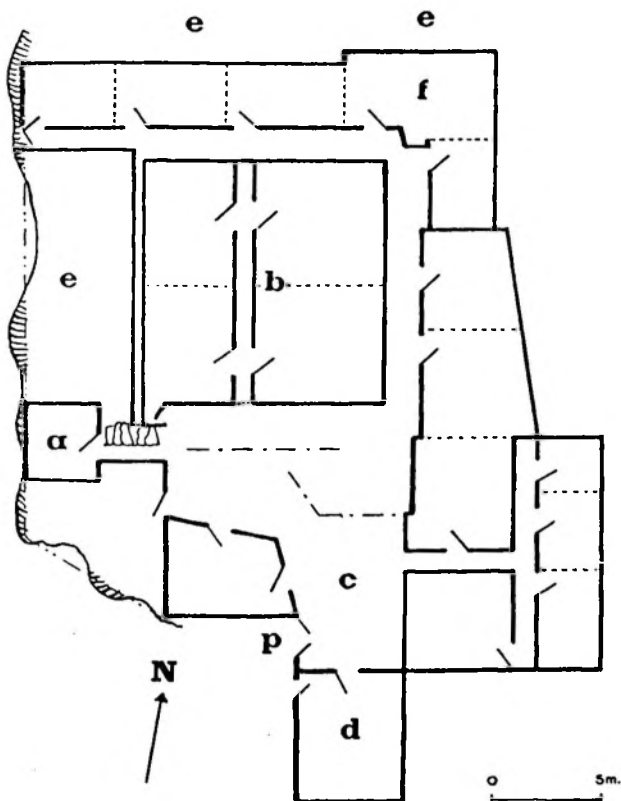
« Les Ouled Daoud qui pour la plupart vont hiverner dans le désert pour faire paître leurs troupeaux qui ne trouvent plus leur nourriture dans l'Aurès commencent à regagner la montagne. Ils ont une telle horreur d'une résidence quelconque qu'ils évitent pour la plupart de monter à leur passage dans la maison qu'ils possèdent dans la dechra, dressent leur tente dans leurs jardins ou un champ libre quelconque, restent jusqu'à ce qu'ils aient mis ordre à ce qu'ils possèdent dans la vallée, lèvent le camp et s'acheminent doucement vers la montagne ».

« La construction de ces édifices originaux et leur usage, a écrit très justement J. Despois, supposent une certaine structure politique, sociale et économique. Ils supposent des collectivités suffisamment organisées et égalitaires où le pouvoir appartient aux chefs de famille dans le cadre de la tribu, de la fraction ou du village, ou bien, à leurs représentants élus. On ne trouve de telles sociétés que dans ces « républiques berbères » qui ont résisté à la main mise du pouvoir central et à l'arabisation... les greniers symbolisent en quelque sorte la cohésion et l'indépendance de ces petits groupes humains ; mais ils traduisent aussi une économie repliée sur elle-même par suite de l'insécurité des routes et des difficultés ou de l'impossibilité d'atteindre les lointains marchés... on les rencontre seulement dans une zone de vieille civilisation rurale qu'on pourrait appeler civilisation rurale présaharienne, laquelle s'oppose à la fois à celle du désert et à celle des pays méditerranéens de l'Afrique du Nord... » et tout particulièrement à celle des pays « kabyles ».

(12) Une exception toutefois « Djemina » situé sur un pan de rocher vertigineux au sommet duquel on devait tout monter par une corde mue par un treuil. Mais ce site légendaire auquel est lié le nom de la Kahina ne semble pas être à proprement parler, une guelaa.

(13) « Projet de Thérèse Rivière sur les greniers collectifs de l'Aurès » annexe I (3) p. 196 livre de Fanny COLONNA : « Aurès-Algérie, 1935-1936 ». Ed. de la Maison des Sciences de l'homme, Paris, 1987.

MAGASINS COLLECTIFS DE L'OUED EL ABIOD (AURÈS)



A. : Logement du gardien. — B. : Bâtiment formant tour centrale. — C. : Cour. — D. : Les deux portes sont décalées d'un étage. — E. : Parties effondrées. — F. : Case réservée aux « légumes odorants ». — N. : Nord. — P. : Porte principale.

CONSTRUCTION : Les murs sont formés de deux parements de pierres à peine dégrossies, maintenant un blocage de pierraille. Chainés par des lits de branches de genévrier et de laurier-rose, ils atteignent presque un mètre d'épaisseur. Dans la plupart des cases — 3 m — sur 4 — 4 piliers reposent sur des pierres plates et supportent un sabot sur lequel prennent appui des lits de branches et de feuilles, couverts de terre. Les terrasses, en terre tassée, sont inclinées vers des gargouilles.

Dans chaque case des cuves en maçonnerie — *mazen* — ou de grands paniers d'alfa — *azerha* (?) — contiennent les réserves de céréales.

Inkerb est un grenier typique de la région d'Arris ; les bâtiments encadrent une tour centrale de quatre étages, véritable donjon.

(extrait de l'étude de Marcelle Faublée-Urbain)

Marcelle Faublée-Urbain à laquelle on doit des études très intéressantes des *guelaa* de l'Aurès ajoute : « Les *hiqlizin* (pluriel de *haqlith*) avaient un rôle sacré aussi considérable que leur rôle matériel. Ils symbolisaient la vitalité du groupe, manifestant sa richesse, sa prospérité, son équilibre, sa cohésion. Un bâtiment important, bien construit et plein, montrait une famille unie, riche, bénie par Dieu et par le saint ancestral (14) ».

Parler de richesse à propos d'une région considérée comme très pauvre voici quelques dizaines d'années peut surprendre mais tout est relatif et M^{me} Faublée a probablement raison quand il s'agit des *Touaba* qui possédaient une vingtaine de *guelaa* dans leur vallée — ce qui montre que chaque famille avait différents lieux de stockage — et si l'on se rapporte aux temps qui précéderent la conquête.



Les environs des *guelaa* étaient les lieux de rassemblement des vivants et des morts. Là se trouvaient les cimetières, là s'organisaient « tous les rites familiaux ; mariages et circoncisions, visites à la tombe ancestrale accompagnées d'un sacrifice et suivies d'un repas communal, gage de fécondité (15) », là se tenait quelque marché ou s'effectuait, au moins, quelque transaction. C'est donc tout naturellement au pied des *guelaa* que des villages se créeront quand les montagnards au début de ce siècle se sédentariseront. En définitive les *guelaa* étaient par consentement mutuel de véritables organismes de prévoyance non pas créés à l'initiative du pouvoir mais à celle de la communauté de base et en même temps des freins au gaspillage possible. Elles témoignent non pas de l'insécurité mais bien plutôt de la sécurité et de la paix à l'écart des remous qui agitent le monde extérieur. A bien des titres ces petites républiques paysannes ignorées et traitées avec mépris pourraient servir de modèles.

On observera pour finir que si certaines *guelaa* ont été édifiées en des lieux d'accès difficiles telles celles d'Iguelfène ou de Kebech, beaucoup d'autres ont été implantées sur des sites antiques comme l'ont remarqué Robert Laffitte, Thérèse Rivière et Pierre Morizot.



Les *guelaa* sont certainement des institutions très anciennes qui se sont maintenues jusqu'à nous. Étant donné l'immobilité des trois siècles

(14) Marcelle FAUBLÉE-URBAIN : « Magasins collectifs de l'oued el Abiod (Aurès). *Journal de la Société des Africanistes* 21, n° 2, 1951, p. 144.

(15) Marcelle FAUBLÉE-URBAIN, *op. cit.*, p. 141.

turcs, il n'y a pas à hésiter à situer leur fondation avant leur venue. Dans le cadre de son enquête sur « L'habitation chez les Ouled Abderrahmane Chaouïa de l'Aurès » Thérèse Rivière a noté que suivant les traditions locales de la tribu des Ouled Abderrahmane une de leurs guelaa abandonnée à la suite d'une guerre datait de 6 à 7 siècles. On peut se demander comment les montagnards étaient parvenus à cette datation qui correspondrait au XIII^e ou au XIV^e siècle. En tout cas elle est très vraisemblable.

Chapitre VI

La régence d'Alger Province extrême occidentale de l'Empire Ottoman

(XVI^e-XIX^e siècle)

L'expression la plus généralement utilisée pour désigner le Maghreb central sous la domination ottomane, c'est l'Algérie turque. Or cette Algérie l'est bien peu.

Quelle est, en effet, l'origine exacte de ceux qui, pendant trois siècles, vont détenir officiellement le pouvoir au nom du sultan de Constantinople ? Si l'on considère les corsaires, ceux-ci sont, en très grand nombre, des renégats capturés dans leur jeunesse sur les rivages chrétiens de la Méditerranée. Il en est sensiblement de même de la milice : « Son recrutement est assuré par l'enrôlement forcé de jeunes chrétiens (1) ». L'Anatolie, seule province réellement turque, n'en fournit qu'une faible partie. Les éléments les plus appréciés sont les montagnards albanais. On devrait donc parler plus exactement d'une Algérie levantine.

Quoiqu'il en soit réellement, ces janissaires, principale force sur laquelle s'appuie le pouvoir, surtout dans les premiers temps, ne sont qu'une dizaine de mille pour une population qui n'a pas dû varier beaucoup et qui sera estimée à trois millions d'habitants en 1830. Corps privilégié, occupant une place éminente dans la hiérarchie sociale, ces Turcs de profession, comme on les a appelés, ne pouvaient marquer profondément la société locale, à laquelle, globalement ils sont restés étrangers.

Les historiens diffèrent très sensiblement sur l'appréciation qu'ils ont portée sur la valeur de cette migration levantine. On s'est montré généralement très sévère à son égard. Ainsi, pour Ch.-A. Julien, le pouvoir « turc » est synonyme d'anarchie ; les janissaires, sont, selon lui, « issus — en bloc — de la pouillierie anatolienne ». Certes ce sont « des soldats courageux » mais « brutaux et indisciplinés qui pillent le pays et pressurent

(1) R. MANTRAN : *Empire ottoman*. Encyclopaedia universalis, vol XII, p. 292.

l'indigène (2) », et cette thèse sommaire du Turc « oppresseur » a trouvé un large écho en France ; mais l'historien algérien Abdallah Laroui, lui aussi, évoquera « le despotisme du régime et la tyrannie sans retenue des soldats turcs (3) ».

Brutalité, sans doute, despotisme aussi mais quel était alors le régime à propos duquel on n'aurait pu faire les mêmes constatations ?

En tout cas, Fernand Braudel pourra observer que « aux yeux des Chrétiens l'Empire turc apparaît longtemps admirable, incompréhensible, déconcertant par son ordre ; son armée émerveille les Occidentaux par sa discipline, son silence, autant que par son courage, l'abondance de ses munitions, la valeur et la sobriété de ses soldats » et au moins quant au XVI^e siècle il a pu parler de la « pax turcica » (4), là où d'autres écrivains n'ont vu qu'anarchie.

Bien avant Fernand Braudel le géographe Élysée Reclus a opposé les Turcs aux Grecs et il a souligné les défauts des seconds et les qualités des premiers. La domination turque, estimait-il, était « tout extérieure et n'atteignait pas, pour ainsi dire les profondeurs de l'être (5) » ; au terme de son analyse, il concluait que « par bien des côtés l'autonomie des groupes de population était — à la fin du XIX^e siècle — plus complète en Turquie que dans les pays les plus avancés de l'Europe occidentale (6) ».

J'ai trouvé une défense encore plus appuyée des Turcs dans un ouvrage paru avant la première guerre mondiale « La grande géographie Bourg illustrée » publiée sous la direction d'Onésime Reclus, frère d'Élysée.

La réhabilitation des Turcs apparaît aujourd'hui comme acquise. Dans l'Encyclopaedia universalis le spécialiste des questions ottomanes, E. Mantran a écrit (7) que « la domination politique turque » était plus libérale et plus tolérante qu'on ne l'avait dit et il a souligné le soin que cet État, réputé oppressif, avait mis à ne pas édicter de règlements susceptibles de porter préjudice aux habitants.

Pour ce qui est du Maghreb, André Nouschi (8), Lucette Valensi et Xavier Yacono, ont contribué à nous donner une nouvelle image beaucoup plus nuancée de la vie des Algériens et des Tunisiens sous le régime ottoman et de leurs relations avec les représentants du pouvoir.

Je pourrais ajouter qu'entre le mode de vie des Anatoliens et celui des montagnards de l'Aurès, pratiquant les uns et les autres une arboriculture irriguée, il y avait de grandes analogies et par conséquent, affinités

(2) Ch. A. JULIEN ; *Histoire de l'Afrique du Nord, de la conquête arabe à 1830*, ch. VI : La domination turque en Algérie et en Tunisie.

(3) Abdallah LAROUÏ ; *L'Histoire du Maghreb*, t. II, p. 33.

(4) F. BRAUDEL, *op. cit.*, t. II, p. 15.

(5) Cf. G. GAILLARD ; *Les Turcs et l'Europe*. Paris-Chapelet, 1920, p. 8.

(6) R. MANTRAN, *op. cit.*, p. 292.

(7) A. NOUSCHI ; *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête à 1919*. Paris, Tunis, 1961.

(8) Lucette VALENSI ; *Le Maghreb avant la prise d'Alger*. Flammarion, 1969. *Fellahs Tunisiens*, Mouton, 1977.

mais je ne crois pas que les Turcs aient jamais séjourné dans le massif ; ils n'ont fait que le traverser. Cela explique que l'on en sache si peu sur la vie des Aurasiens du XVI^e au XIX^e siècle en dehors des relations de voyages que nous ont laissées quelques Européens ; mais l'immobilisme du régime ottoman qui lui a été si souvent reproché, fait que l'on peut se faire une idée assez juste du régime d'après ce que l'on en apprend au XVIII^e siècle.



Au dire des historiens « l'installation des Turcs à Alger — puis dans l'ensemble du Maghreb central —, n'aurait pas été le résultat d'une politique d'expansion délibérée, conçue et mise à exécution par les sultans de Constantinople. Il se serait agi, au moins à ses débuts, d'« une entreprise privée, œuvre de deux corsaires connus dans les sources occidentales sous le nom des Frères Barberousse ». Ceux-ci, « navigateurs intrépides, avaient acquis dès les premières années du XVI^e siècle un solide renom de bravoure donnant la chasse aux navires chrétiens et en aidant les Maures d'Espagne à passer par milliers en Berbérie (9) ». Ils auraient donc délogé les Espagnols des ports de la côte que ceux-ci occupaient pour en faire, à leur profit, des bases à partir desquelles ils pourraient développer la course dans tout le bassin occidental de la Méditerranée, ce qui servirait en même temps les intérêts de l'Empire ottoman ; mais avec l'expédition saharienne de Salah Raïs, « le roi d'Alger », qui, dès 1553, s'était emparé de Biskra, Tuggurt et Ouargla et y avait installé des garnisons, une autre ambition était apparue clairement.

L'Islam turc, a rappelé Fernand Braudel (10), a vécu de l'or de l'Afrique au XVI^e siècle et même encore, semble-t-il, au XVII^e : or l'une des routes du précieux métal passait par ces trois dernières villes de même que des caravanes solidement escortées chargées de sel, d'esclaves et de tissus, car c'étaient marchandises de prix.

Ainsi les Turcs furent-ils conduits à une occupation totale à la mesure des objectifs visés, à la mesure aussi des forces que les nouveaux maîtres du pays, plus ou moins appuyés par « la Sublime Porte » pourraient y consacrer, compte tenu de l'éloignement et des servitudes de la navigation transméditerranéenne. Cette occupation serait par ailleurs accordée à la politique constante des maîtres de Constantinople devenu Byzance puis Stamboul : le principe étant que les populations dominées jouiraient d'une large autonomie, dès lors qu'elles accepteraient de se considérer comme sujettes et de payer tribut.

L'organisation administrative mise en place, toute légère qu'elle ait été, fera la preuve de son efficacité puisqu'elle se perpétuera jusqu'en 1830 et même sensiblement davantage pour le beylik de Constantine,

(9) Marcel COLOMBE : *Initiation à l'Algérie*. A. Maisonneuve, Paris, 1957, p. 102.

(10) Fernand BRAUDEL, *op. cit.*, t. I, p. 166.

puisque le dernier bey réussira à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1837, date de la prise de la ville, et qu'ensuite, pendant onze années « il parviendra à soutenir la lutte contre nos troupes (11) ».

*
* * *

La prise de Djidjelli sur les Génois en 1514 marque le première étape de l'occupation du Constantinois par les Turcs.

Théoriquement toute la province reste soumise aux princes hafsides de Tunis ; mais, constate Abdallah Laroui, à cette époque « la situation se caractérise par une fragmentation générale des États : Tripoli, Bougie, Constantine sont indépendants de Tunis ; Oran s'oppose à Tlemcen ; Marrakech ne reconnaît pas Fès, les oasis du sud, de Tuggurt à la vallée du Dra' sont sous la coupe des différentes fractions hilaliennes... Les derniers émirs maghrébins ne sont plus les véritables protagonistes de cette histoire éparpillée, remplacés par des conseils locaux dans les villes côtières, par des chefs de tribu héritiers du pouvoir étatique, et enfin, par de nouveaux personnages, de plus en plus influents sur l'opinion publique, les chefs de confréries religieuses (12) ».

Cet état de choses favorisa d'abord les entreprises européennes : Oran, Ténès, Dellys, Bougie, Tripoli seront occupées, puis celles des frères Barberousse, qui finiront par libérer le Maghreb central et oriental de l'occupation espagnole.

Dans le Constantinois la situation que ces derniers trouvent à leur arrivée est la suivante : depuis longtemps Constantine « n'obéit plus qu'aux chefs de son choix et librement acceptés par elle (13). Les Hautes Plaines sont parcourues par de puissantes tribus nomades qui se sont plus ou moins complètement affranchies de tous liens d'allégeance à l'égard de Tunis ou de Bougie. Enfin dans les massifs montagneux telliens et sahariens, les habitants groupés en de minuscules souverainetés, indépendantes les unes des autres, se sont « isolés dans leurs coutumes » (14).

Ce qui a généralement échappé aux historiens, c'est à quel point le Constantinois est resté berbère, non seulement dans ses coutumes mais aussi dans ses dialectes. La montagne s'exprime en berbère mais les hautes plaines, il semble bien, presque autant, avec cette différence que la proximité d'une ville comme Constantine, siège d'une administration arabe, y a favorisé un bilinguisme assez général.

La berbérophonie des Hautes Plaines qui se maintiendra jusqu'à nos jours passera presque inaperçue des Français en dépit d'une grande enquête effectuée en 1913 par Doutté et Gautier.

(11) *Picse Itinéraire de l'Algérie*, 1874, p. 325.

(12) Abdallah LAROUÏ, *op. cit.*, t. II, p. 16.

(13) PIESSE, *op. cit.*, p. 320.

(14) Abdallah LAROUÏ, *op. cit.*, p. 19.

Les Turcs se garderont de toucher à l'état de choses existant ce qui va leur permettre de s'imposer avec les forces dérisoires dont ils disposent. Au début du XVIII^e siècle, époque à laquelle le recrutement des janissaires a probablement baissé dans les régions du Levant où ceux-ci étaient recrutés, la garnison de Constantine, au témoignage du docteur Peyssonnel, ne compte que 12 « pavillons », soit 300 hommes. Celle de Zemmora qui devait contenir autant qu'il se pouvait l'énorme masse kabyle sur son flanc oriental, ne disposait que de 100 janissaires. Biskra qui avait joué un rôle très important du temps des Hafside et qui était restée le dernier témoignage de l'ancienne urbanisation du Sud-Constantinois pouvait « passer (encore) pour une belle ville parmi les belles villes (du Maghreb) » quand le voyageur marocain El Ayachi la visita en 1649.

« La population y était considérable et le commerce actif. Il y venait beaucoup de monde du Tell comme du Sahara... » Cependant « elle était (déjà) déchuë par le mauvais gouvernement des Turcs et par les hostilités des Arabes du dehors. Quand les uns avaient pressuré les gens par des incursions passagères, après leur départ venaient les bédouins qui, à leur tour exerçaient leurs rapines, apportant tout leur tribut de malfaisance envers cette malheureuse ville. Cet état de choses dura jusqu'à ce que les Turcs bâtissent un château fort à la source de la rivière, ce qui les rendit complètement maîtres du pays. Alors ils maltraitèrent les habitants tout à leur aise... Sous l'empire de cette complication de maux, la population diminua, les habitations tombèrent en ruine et, sans le grand commerce et l'industrie dont ce lieu est le centre, ce qui est cause que les gens tiennent à y rester, Biskra eût été abandonnée (15) ».

Biskra ne cessera pas de jouer un rôle important dans le dispositif administratif et militaire turc ; mais le faible effectif de la garnison, soixante hommes, suffit à montrer que celle-ci avait peu à redouter aussi bien de la population locale que des montagnards voisins. C'est avec des moyens aussi faibles, il est vrai renforcés deux fois par an à l'occasion des campagnes de perception, qu'il fallait assurer la rentrée des impôts, tâche essentielle, maintenir l'ordre localement, surveiller l'importante population de la région des Ziban, concourir à la sécurité de la grande voie caravanière passant par les gorges d'El Kantara, protéger les convois ramenant vers la capitale les produits de l'impôt. Le rôle de la garnison ne pouvait aller au-delà. D'ailleurs le pouvoir n'avait d'autre exigence que le paiement du tribut.

Les autres garnisons, celles que la Régence d'Alger entretenait à Tebessa, à Msila et dans quelques ports côtiers étaient moins importantes encore. On pourrait croire que c'était en raison d'une extrême pénurie en effectifs mais alors on ne comprendrait pas qu'au XVIII^e siècle où le recrutement des janissaires était devenu difficile, la Régence de Tunis, si proche, ait compté un nombre bien plus grand de garnisons turques (16), très

(15) PIESSE, *op. cit.*, p. 433.

(16) Lucette VALENSI : *Fellahs tunisiens*. Mouton, Paris, La Haye, p. 19.

probablement plus nombreuses, réparties sur un territoire beaucoup moins étendu.

Qu'en conclure sinon que les autorités avaient peu à craindre des populations locales, que les impôts rentraient facilement et que dans la mesure où il pouvait y avoir un danger montagnard, ce qui n'est pas établi, il était loin d'être permanent.

De tout cela il faut louer la politique turque.

*
*
*

Cette politique, les Mémoires qu'a laissés le dernier bey de Constantine et qui ont été étudiés et commentés par Marcel Emerit nous aident à la comprendre :

«Hadj Ahmed a été présenté par ses adversaires — et notamment par certains généraux français — comme un personnage cupide et sanguinaire. (Dans ses Mémoires), il se montre comme un homme pondéré, pacifique, respectueux de la volonté du peuple exprimée par la voix de ses notables, généreux autant qu'il est possible avec ses ennemis... Il a conservé la notion turque de l'État, le pouvoir légitime se borne à assurer l'ordre dans la province » et à assurer la rentrée des impôts. « La religion ne tient pas un grand rôle dans son système ; c'est un moyen de gouvernement qu'on peut utiliser à condition de le mettre au service du bon sens. L'art de gouverner se réduit à des recettes éprouvées, diviser pour régner, s'appuyer sur des tribus privilégiées, les tribus maghzen qui représentent l'autorité de l'État et qui ont pour mission de razzier les populations récalcitrantes. « c'est-à-dire celles qui se refuseraient à payer le tribut. » Les Arabes — et quand il en parle il ne fait aucune distinction entre montagnards et gens des plaines, entre arabophones et berbérophones — « il les méprise et l'avoue très franchement ».

« L'état de paix, écrit Hadj Ahmed, rapprocherait les Arabes et les réunirait contre nous. Cet état ne doit pas rassurer celui qui veut les dominer car il peut arriver telles circonstances où ces hommes, tous unis comme des frères, se trouveraient tout organisés pour la révolte. Si au contraire, les guerres ou les dissensions — en fait je pense qu'il s'est agi beaucoup plus de dissensions que de véritables guerres — existent au milieu d'eux, ceux qui veulent les gouverner sont toujours sûrs d'avoir des partisans ». « La guerre entre tribus, reconnaît Hadj Ahmed, ruine le pays mais facilite la domination de ceux dont l'autorité s'exerce de loin et n'ont pas sans cesse une grande quantité de troupes ou de garnisons dans les lieux fortifiés pour l'exécution de leurs ordres (17) ».

(17) (18) Cf. Marcel EMERIT: « Les Mémoires d'Ahmed Bey ». Revue Africaine, t. XCVIII, 1949, p. 65-125.

Quel aveu d'impuissance ?

Emerit achève ainsi le portrait du bey : « Diplômé rusé et soldat énergique, ce Koulougli — descendant de Turcs et d'autochtones — sait jouer de l'opposition entre les grandes familles — étant du reste apparenté à quelques-unes d'entre elles — et agit vigoureusement par les armes chaque fois que son autorité est contestée. Il profite des rivalités en rançonnant ses adversaires et en alimentant ainsi son trésor (18) », certainement bien pourvu déjà par la part qu'il prélève sur les contributions des tribus.

Tel était le dernier bey, tels avaient été quelques-uns de ses prédécesseurs qui parvinrent comme lui à suppléer par leur intelligence politique à la faiblesse de leurs moyens.



C'est à travers l'organisation de la collecte des contributions, tâche essentielle de l'administration turque que l'on peut se faire une idée précise des relations entre le pouvoir et les populations locales (19). Nous avons la bonne fortune de disposer pour cela, d'une part, des études de Lucette Valensi à partir des archives tunisiennes —, les choses devant se passer de façon assez analogue dans deux provinces voisines de l'Empire ottoman dans les temps qui précéderent la conquête française — d'autre part des relations du Français Peyssonnel et de l'Anglais Shaw qui ont parcouru le Constantinois au XVIII^e siècle et y ont vu procéder les Turcs.

« Le bey ou son substitut, le bey du camp, héritier présumé du souverain régnant, écrit Lucette Valensi, vont eux-mêmes recevoir les impôts. La campagne d'été a Béja (20) pour lieu de destination ; elle commence fin juin avant les moissons et prend fin en août ou septembre. Celle d'hiver aboutit à Tozeur ; elle part fin novembre à l'époque où se récoltent les olives ou les dattes et elle dure plus longtemps. Le bey ne rentre qu'en février ou mars dans sa capitale. » Il en reste donc éloigné environ six mois, ce qui montre bien l'importance de ces opérations dans l'emploi de son temps. « A l'échelle locale, poursuit Lucette Valensi, ce sont les cheikhs élus par leur tribu et validés par le bey et les caïds — fonctionnaires généralement d'ascendance turque plus ou moins lointaine, choisis par ce dernier qui assurent la répartition et la collecte de l'impôt. Les uns et les autres en portent le produit au camp du bey. Rencontre qui renouvelle les témoignages d'allégeance de la part des tribus. Démonstration de force et de prestige pour le bey qui doit, en effet, distribuer des vivres, des étoffes, des vêtements de prix aux notables qu'il reçoit. Sur place et en permanence, c'est le caïd qui représente le bey auprès de ses

(19) Lucette VALENSI : *Fellahs tunisiens*, op. cit., chap. IX, p. 349.

(20) Béja, importante agglomération située dans la vallée de la Medjerda, dans une région réputée dès l'Antiquité pour sa richesse agricole.

sujets. Gouverneur, receveur des impôts, il a aussi des pouvoirs de police et de justice. Se déplaçant parmi ses administrés, il a tout loisir de les soumettre à des prestations plus lourdes que celles dont le bey attend le produit... Mais «il faut plumer la poule sans la faire crier» dit plaisamment un contemporain — ce qui par là même atteste, de la part du pouvoir, d'un certain paternalisme. En fait, continue Lucette Valensi, la surveillance des cheikhs limite la liberté du caïd et les protestations de la population peuvent parvenir au bey (21).»

Dans le beylik de Constantine, à la suite d'une réforme de Ahmed Bey que André Nouschi nous présente comme «une tête financière» les opérations de perception auraient été encore plus soigneusement préparées. A l'automne il aurait été procédé à une constatation de l'importance des labours, après la moisson, par une évaluation des quantités récoltées d'après l'importance des meules. Il s'agirait d'une évaluation contradictoire en présence du caïd de la tribu et du cheikh de la fraction. Cela aurait permis au «caïd el Achour», fonctionnaire institué à cet effet, de dresser la liste des imposables. Cette liste aurait été envoyée au bey qui éventuellement l'aurait révisée et aurait procédé à des réévaluations. C'est alors seulement que la perception aurait pu commencer (22).»

Il est permis de douter que cette réforme soit réellement entrée en application, «le règne» d'Ahmed Bey ayant été très fortement perturbé, et ses sujets, par ailleurs, étant notoirement beaucoup moins souples que ne l'étaient les Tunisiens.

Aussi fallait-il au bey de Constantine des moyens de coercition supplémentaires que lui procuraient d'une part le dey, d'autre part les tribus maghzen.

Un corps expéditionnaire de plusieurs centaines d'hommes — la mehalla — partait chaque année d'Alger pour renforcer les troupes locales à l'occasion des deux campagnes fiscales du début de l'été et de l'automne. Il s'agissait d'hommes à pied qui, seuls se seraient trouvés en difficultés devant des Algériens montés et fort bien montés, la réputation des cavaliers et des chevaux du Constantinois n'est plus à faire. La première utilité des auxiliaires «maghzen» étaient donc leur mobilité. Par ailleurs un tel déploiement de forces était de nature à impressionner les populations sans que l'on ait généralement à les mettre en action. On verra toutefois que les campagnes fiscales pouvaient donner lieu parfois à de violents affrontements.

La seconde utilité des tribus maghzen tenait au fait que la plupart des contributions étaient versées en nature. Se posait donc un très important problème de transport que seules les tribus chamelières des Hautes Plaines constantinoises pouvaient résoudre. La principale tribu maghzen, «les Harakta», possédait à la veille de la conquête un troupeau camélien dont l'estimation varie de 25 000 à 56 000 têtes!

(21) Lucette VALENSI: *Fellahs tunisiens*, *op. cit.*

(22) André NOUSCHI, *op. cit.*

Le chameau joue alors un rôle essentiel. « C'est lui, observe un voyageur étranger, qui porte dans toutes les villes les grains et les denrées des campagnes, qui est chargé de toutes les provisions du camp, qui rapporte les impositions en nature... qui fait aller tous les moulins... Dans un pays comme celui-ci où l'on ne connaît point du tout les charrettes de port, où les chemins argileux n'offrent en hiver que de l'eau et de la boue, ces animaux sûrs dans leur marche sont d'un service indispensable (23) ». Mais, bien entendu, le chameau c'est encore l'animal qui rend possible la vie au désert. Le chameau, souligne Lucette Valensi, joue le rôle de « long-courrier ». C'est en effet lui qui permet les transports à grande distance.

Ainsi pouvaient être résolus tous les problèmes que posaient les contributions, leur collecte et leur transport jusqu'à Alger.

Quels produits collectait-on essentiellement dans le Constantinois et auprès de qui ?

C'est la dîme des céréales qui apparaît la plus productive et la plus appréciée. Non seulement elle constitue la base de l'alimentation locale mais elle constitue aussi une denrée aisément négociable, particulièrement facile à stocker, à conserver et à transporter. « Grâce à l'achour — terme arabe pour désigner cette dîme — et au revenu des terres du Domaine, écrit Pierre Boyer (24), le pouvoir central dispose d'une masse considérable de grains qui lui donne la haute main sur le marché des céréales » et, de ce fait, un moyen de pression sur les nomades sahariens qui manquent de grains.

La seconde denrée de grande production dans le Constantinois et de grande consommation dans l'ensemble de l'Algérie ce sont les dattes : elles aussi sont facilement conservables et transportables.

Si l'on ajoute aux grains et aux dattes toutes les autres redevances de bien moindre importance « le bey pouvait envoyer à Alger des ressources fort importantes » sans pour autant pressurer les populations qui, au moins à la fin du XVIII^e siècle, « vivaient dans l'aisance », au témoignage du cheikh Al Warthilani, de sorte qu'elles pouvaient, nous dit-on, « rivaliser de générosité » à l'occasion notamment du retour des pèlerins de La Mecque (25).

Il semble donc que l'administration turque puisse être exonérée de l'accusation qui lui a été souvent faite d'avoir été particulièrement oppressive. En fait, a constaté A. Nouschi, la fiscalité était légère et bien adaptée (26).

Cela établi, qui contribuait ? En principe tous ceux qu'il était possible d'atteindre et sur lesquels il était possible d'exercer une pression plus ou moins forte, c'est-à-dire tous les céréaliculteurs ; étaient donc exclus les montagnards telliens, car, d'une part, ils ne produisaient ni céréales en

(23) Lucette VALENSI, *Op. cit.*

(24) Pierre BOYER : *La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française*. Hachette, 1964, p. 192.

(25) Mahammed Hadj SADDOK : *A travers la Berbérie orientale au XVIII^e siècle*.

(26) A. NOUSCHI, *op. cit.*, p. 115.

suffisance, ni dattes et par ailleurs ils étaient à l'abri de leurs montagnes ; une règle de prudence voulait que « l'on n'attaque pas une bête fauve dans sa tanière, on attendait qu'elle descende dans la plaine ». Quand les Kabyles descendaient à Constantine, il fallait bien qu'ils s'attendent à verser quelque chose au fisc, à coup sûr des droits de marché.

On verra une seule fois un bey de Constantine s'engager dans la montagne avec des forces importantes pour châtier les montagnards. C'était en 1804, Otman y laissa la vie.

Il y a des tributaires qui se défendent assez mal : ce seraient tout spécialement les producteurs de dattes. Pour une première raison, c'est que la culture des palmiers est très localisée à proximité de la ville de Biskra où il y a en permanence, on l'a vu, une petite garnison. Il semble bien par ailleurs que la mehalla descende dans les Ziban à l'époque de la récolte et devant elle les petits propriétaires sont sans défense. Par ailleurs les dattes ne se dissimulent pas comme les grains dans des silos. Enfin c'est une marchandise lourde que l'on transporte par caravanes par des itinéraires faciles à contrôler. Il semble du reste que le fisc profite de la situation et qu'il ait la main lourde. En Tunisie, Lucette Valensi relève que le Djerid, la grande région productrice, est deux fois plus lourdement chargée que les plus riches régions céréalières (27). Ce n'est pas un hasard si l'oasis de Zatcha s'est révoltée du temps des Turcs, comme on le verra aussi du temps des Français.

Reste la vaste zone de quasi-monoculture céréalière qui est aussi la zone d'élevage du petit et du gros bétail. Elle occupe tout le centre de la province, les Hautes Plaines mais encore les avant-monts aurasiens. C'est là que se trouve l'essentiel de la matière imposable. C'est là, qu'au temps des moissons qui dure plusieurs mois, on est certain de rencontrer le maximum de tributaires, les uns, propriétaires du sol, les autres, montés en tribus entières du Sahara pour estiver avec leurs troupeaux ; c'est là aussi que se situent la richesse et la puissance. C'est là surtout qu'il s'agit pour le bey de montrer sa force et de surmonter les oppositions éventuelles. C'est enfin là qu'il arriva à certains de perdre la partie.

Peyssonnel se trouvait sur place en 1724 et en 1725 (28). Il lui fut permis d'accompagner le bey Hassan « vénérable vieillard de 70 ans » et voici la description qu'il nous a faite de l'état politique :

« Les scheikhs et les nations arabes de ce pays diffèrent de celles du royaume de Tunis. Les nations sont très nombreuses et il y a des chefs qui peuvent mettre sur pied quatre à cinq mille cavaliers et un plus grand nombre de piétons — bien plus par conséquent que ne pourrait le faire le bey réduit à ses propres forces — tels sont Bois (Bouaziz) chef des Anenchas (Hanencha) ; Agi Braïn, chef des Guierphes (Guerfa), Ali ben Ali, chef des Fervats (?) ; Hasnor ben Haltan chef des Tises (?). Ces chefs, presque tous alliés entre eux, se disent indépendants, de familles très anciennes et nobles ; ils reçoivent le

(27) L. VALENSI, *op. cit.*, p. 353.

(28) PEYSSONNEL, *op. cit.*

caftan (29) du dey d'Alger et ont rang de bey. Le premier de ces chefs, Boisis, donne bien souvent de la peine tant au bey de Tunis qu'à celui de Constantine et ce qui se passa mérite d'être rapporté... L'année dernière (1724) les deux beys furent attaqués à l'improviste... Sultan Boisis fut attaqué et défait. Hassem, bey de Constantine, lui enleva près de huit mille chameaux, les bœufs et même les tentes (30). Le bey, non content de cette capture, voulait le prendre et le faire périr. Il laissa son khalife pour le poursuivre avec le camp des Turcs... Le pauvre sultan était au désespoir et se voyait perdu lorsque sa fille appelée Elgic ben Boisis ben Nacer... monta à cheval avec ses parentes et ses amies et harangua les femmes en leur disant : « Puisque ces hommes n'ont pas le courage d'aller contre les Turcs qui viendront bientôt nous violer à leurs yeux, allons nous-mêmes vendre chèrement notre vie et notre honneur et ne restons plus avec ces lâches ». Puis découvrant sa gorge et la montrant aux hommes elle leur cria : « Enfants de Nazer, qui voudra sucer ce lait n'a qu'à me suivre ». Les Arabes piqués par l'héroïsme de cette fille donnèrent sur les Turcs avec tant de violence qu'ils défirent le camp, remportèrent une partie du butin qui leur avait été enlevé, firent prisonnier le khalife et dépouillèrent tous les Turcs (31) ».

La référence répétée à un ancêtre « Nazer » laisse penser que ce Bouaziz, chef des Hanencha, est le descendant de ce prince El Nasr qui, un siècle plus tôt, Léon l'Africain l'a rapporté, avait déjà mis en déroute les troupes du roi de Tunis. Ainsi apparaît la remarquable stabilité de ces grandes familles berbères. Un siècle plus tard nous les retrouverons encore, riches et puissantes, nomadisant aux confins de l'Algérie et de la Tunisie.

Quelques années après Peyssonnel, l'Anglais Shaw (32) ajoutera que « les Han-Neicha », il s'agit bien sûr de ces mêmes Hanencha — « qui occupent le district le plus fertile et le plus étendu de toute la Numidie sont non seulement une tribu puissante et guerrière mais encore très civilisée ».

A la fin du XVIII^e siècle, au témoignage du cheikh Al Warthilani (33), Hanencha et Nementcha, profitant de leur situation frontalière et de la mobilité que leur permet leur nomadisme, s'efforcèrent de ne payer tribut ni au bey de Constantine ni au bey de Tunis.

Il y a d'autres récalcitrants comme les Ouled Derradj du Hodna, « brutes impitoyables et pillards turbulents », en perpétuelle insurrection avec les autorités turques (34). Comme les impositions sont très diversifiées et, qu'en outre, le pouvoir impose aussi des amendes à différents titres,

(29) *Ibid.*.

(30) *Ibid.*.

(31) SHAW,

(32) SHAW : *Voyages dans la Barbarie et le Levant*, 1743, p. 352.

(33) Mahammed HADJ SADDOK, *Op. cit.*, p. 351.

(34) *Ibid.*, p. 356-357.

assez peu nombreux doivent être ceux qui, possédant des biens, en définitive, échappent à toute contribution.

*
*
*

Qu'en était-il des montagnards de l'Aurès présentés à toute époque comme les plus irréductibles des opposants ? Ainsi pour G. Marcy (35) « le massif apparaît au cours des siècles un réduit indélogeable de la dissidence berbère vis-à-vis du pouvoir central exercé par les conquérants successifs... les Turcs — notamment — n'ont jamais eu accès libre à l'intérieur du massif ». Abdallah Laroui (36) affirme plus généralement que « les montagnes du Maghreb sont restées pendant des siècles complètement fermées sur elles-mêmes et que leur vie est restée en grande partie mystérieuse ».

La réalité apparaît tout autre.

Le problème des relations des Turcs avec les montagnards dut se poser de bonne heure car le nouveau pouvoir entendit se comporter en héritier des Hafsides et réclamer partout le paiement du tribut. Par ailleurs, il tint à s'assurer le contrôle du Sahara constantinois dont les accès étaient tenus par les Aurasians. Mais étant donné la faiblesse de leurs moyens, ils s'efforcèrent de n'intervenir que par tribus berbères ou arabes interposées. « Pendant les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, écrit E. Masqueray, ce ne sont que coups de main, sur toute la ligne de la « Chara et de la plaine de Baghaï » entre les tribus qui s'étaient mises au service des Turcs et les autres.

Dans cette région du piémont tellien, terre de passage, carrefour de routes, centre de rencontres mais aussi d'échanges et souvent d'affrontements aussi bien entre montagnards à l'étroit dans leur terroir qu'entre ces mêmes montagnards et les Sahariens en migration estivale pour des questions d'eau ou de pâturage, le beylik avait beau jeu pour intervenir, manifester sa présence et sa force lors de la rentrée des impôts, prenant contact à cette occasion avec les chefs de fraction qui en étaient responsables, écoutant les doléances des uns et des autres, évitant le plus possible d'intervenir dans les conflits, poussant plutôt les parties à transiger.

Écoutons les voyageurs européens qui ont pu observer comment les choses se passaient. D'abord Peyssonnel qui écrit :

« Le 22 juin (1724) nous entrâmes (à la suite du bey) dans les montagnes de l'Aurès, elles sont fort hautes, rudes, escarpées, ingrates et stériles — (tel est effectivement l'aspect de certains versants). Elles sont remplies d'une eau très fraîche et très bonne : elles sont habitées par des peuples braves, descendants des anciens Chauvies dont parle

(35) G. MARCY ; *Le problème du droit coutumier berbère. La France méditerranéenne et africaine*, 1939, p. 10.

(36) Abdallah LAROUÏ, *op. cit.*, t. II, p. 31.

Marmol. Réfugiés dans ces montagnes, ils craignent fort peu les Turcs qui ne peuvent les forcer dans les retranchements que la nature leur a donnés. Cependant comme ils sont obligés de descendre dans des endroits praticables pour y semer, alors les Turcs les obligent à payer la garame (37) sans quoi ils brûlent ou enlèvent leurs moissons (38)».

Voici maintenant Shaw : «Le djebel Aouress ou Evress comme les Turcs le prononcent est le mont Aurasius du Moyen Age et le mont Audus de Ptolémée. C'est une véritable chaîne entrecoupée de petites plaines et de vallées. Ces monts qui sont cultivés depuis leurs bases jusqu'à leurs sommets (l'angle de vue de Shaw n'est pas celui de Peyssonnel) sont très fertiles et peuvent être considérés comme le jardin de la Régence... La partie septentrionale seule où les Algériens envoient tous les ans un camp est habitée par un si grand nombre de tribus que ces troupes ne font pas moins de 40 stations pour prélever la carache (39)... Les Turcs redoutent de s'avancer sur le territoire de la belliqueuse tribu des Neardic qui est à l'abri de toute attaque de leur part (40).»

On ne saurait être plus clair : les Turcs — ou ceux qui sont considérés comme tels — des tribus maghzen berbérophones ou bilingues — ne pénètrent pas au cœur du massif là où les montagnards ont leurs demeures et leurs greniers — mais ils n'en ont ni le besoin ni l'intention.

Bien sûr, Peyssonnel et Shaw témoignent de la situation qu'ils ont observée au XVIII^e siècle ; mais on ne voit pas sous l'effet de quelle considération le gouvernement beylical aurait modifié sa politique constante de reconnaissance des autonomies locales. Les quelques rares et vagues indications laissant supposer des troubles ayant entraîné des expéditions à l'intérieur du massif doivent être accueillies avec d'autant plus de réserve que le terme Aurès a très vraisemblablement des acceptions différentes, plus ou moins étendues suivant ceux qui l'emploient. Tantôt c'est le relief, tantôt c'est le Zab. Toutefois on sait que «les Turcs se heurtèrent longtemps à l'opposition de la population (de Constantine) qui se révolta en 1567... et se souleva de nouveau en 1572... (et resta) en proie à de vives discordances intérieures (41)». Ces faits relatés par Vayssettes dans son « Histoire de Constantine sous la domination turque » s'accordent assez bien à ce qu'il dit sur « le passage à l'opposition à la fin du XVI^e siècle du cheikh Sidi Yahia ben Soliman El Aourassi — c'est-à-dire l'Aurasien — jurisconsulte éminent vivant dans l'entourage du bey, qui, victime d'une cabale, et craignant pour sa vie se serait retiré dans les montagnes et

(37) La garame, dîme des céréales, également appelée *nchour*.

(38) PEYSSONNEL, *op. cit.*, p. 344.

(39) *Carache* : autre façon de désigner l'impôt sur les céréales.

(40) SHAW, *op. cit.*, p. 366-367.

(41) A. RAYMOND : *Les caractéristiques d'une ville arabe « moyenne » au XVIII^e siècle. Le cas de Constantine*. Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 2^e trim., p. 143.

y aurait provoqué une insurrection » dont on ne sait toutefois ni l'étendue ni la durée.

Il n'y a aucune raison de penser en revanche que « la formidable insurrection » qui aurait affecté tout le beylik du littoral au Souf en 1837, Mourad étant bey de Constantine (42), ait pu s'étendre aux habitants de l'Aurès. Quant à l'expédition que Hamouda Bey aurait conduite dans ce massif avec des effectifs importants (43) il peut s'agir tout simplement d'une campagne de perception, car ni Peyssonnel, ni Shaw n'en parle (44). Ahmed Bey « allkolli » (1756-1771) aurait dirigé une campagne victorieuse dans les Aurès ; mais il faudrait en connaître bien davantage pour pouvoir affirmer que ce bey a pénétré dans le massif. On rapporte enfin que « le bey Moustafa El Ouznadjî aurait fait sentir dans toute la province la pesanteur de son poignet de fer » (45). Il s'en serait pris aux montagnards du Sud-Constantinois mais on ne sait pas lesquels.

Pendant ses trois siècles de présence le beylik de Constantine a été certainement beaucoup plus attentif à ce qui se passait à l'Est et à l'Ouest qu'à ce qui pouvait se passer au Sud. A l'Ouest c'est la masse considérable des montagnards kabyles qu'il fallait en permanence surveiller car en quelques heures ils auraient pu foncer sur Constantine et il leur arriva de le faire. Au témoignage de Venture de Paradis, le beylik de Constantine aurait été de son vivant six ou sept ans en guerre avec la Régence de Tunis. A la fin ils avaient été obligés de faire un accommodement. Et ce n'était ni la première ni la dernière fois. Par ailleurs l'appui nécessaire des grandes confédérations berbères qui contrôlaient les Hautes Plaines constantinoises pouvait sans cesse être remis en question. Maintenir la paix avec les Aurasien était donc une nécessité.

* *

Comment vivaient les Aurasien du temps des Turcs jusqu'à l'occupation de leur pays par la France ? En dehors de ce que nous apprennent les sources, à la vérité assez peu nombreuses, je peux assez bien me le représenter par le tableau qui s'est présenté à moi à la veille de la Seconde Guerre mondiale : les gens étaient plus nombreux et plus pauvres mais, réserve faite de l'abandon de la tente pour la maison par certaines fractions semi-nomades qui était un fait récent, les Aurasien vivaient encore sensiblement comme ils avaient vécu depuis des siècles, pratiquant le même genre de cultures, observant les mêmes règles de vie en société, très

(42) PIESSE, *op. cit.*, p. 322.

(43) Mostepha HADDAD : *Aux origines de la résistance algérienne dans le pays Aurès*. Nementcha, Archives d'Aix, B. 5203, p. 9.

(44) A. RAYMOND, *op. cit.*, p. 137.

(45) VAYSSSETTES : *Histoire de Constantine*, p. 459 et suivantes.

sensiblement différentes de celles de leurs voisins berbérophones, arabophones ou bilingues.

L'Aurès était resté le château d'eau qui faisait dire à l'Anglais Shaw que le massif était « le jardin de la Régence ». Il y avait effectivement des périmètres de fertilité correspondant aux terres irriguées qui permettaient aux montagnards d'échapper aux disettes auxquelles presque tout le Maghreb était exposé périodiquement du fait de l'irrégularité des pluies.

Reportons-nous à ce qu'a écrit le capitaine Bocher (46) qui fit partie des troupes qui occupèrent la vallée de l'oued Abdi en 1845 :

« Le pays où l'on allait opérer situé au sud-est de la province de Constantine, vers la frontière de Tunis, contraste singulièrement par sa nature et par son aspect, avec le désert avec lequel il confine. Il comprend deux longues vallées étroites qu'entourent de hautes montagnes : ce sont les deux vallées de l'oued Abdi et de l'oued-Abiad, dont les eaux, prenant leurs sources aux mêmes lieux, roulent du nord au sud presque parallèlement, et vont se perdre ensemble dans le Sahara. Cette contrée fertile et pittoresque est occupée par de grandes tribus kabyles (47) qui habitent de gros villages entourés de jardins où se cultivent tous les produits des pays méridionaux. Ces tribus font aussi le commerce des haïks (tissus de laine) et de riches tapis qui se fabriquent dans leurs villes, et Narah, que nous devions attaquer (comme on le verra plus loin) était le représentant de cette richesse agricole et industrielle en même temps que le centre de la résistance qui s'organisait contre nous ».

Dans ses études sur la Tunisie qui valent pour l'ensemble du Maghreb Lucette Valensi (48) a bien montré l'importance de l'industrie domestique de la laine à laquelle toutes les femmes de l'Aurès s'adonnaient, ce qui aboutissait à une production considérable : « C'est la laine qui fournit l'habitat principal ou complémentaire des populations. C'est elle en même temps qui fournit l'essentiel de son mobilier et assure son confort : tapis de toutes dimensions, de toute épaisseur et à tous usages, y compris la prière, couvertures et tentures, sacs à provision, grands bissacs pour le transport, bâts, cordages... etc. ; c'est elle qui fournit alors presque tout le vêtement masculin et féminin. » L'industrie de la laine répond donc aux besoins essentiels mais elle peut être également, le capitaine Bocher nous le montre, matière à échange et source de profit.

L'aisance est ici sensible ; une description de l'Aurès central ou oriental les aurait montrés beaucoup moins verdoyants, car beaucoup moins riches en eau ; mais la variété très grande des ressources de la montagne, variété déjà soulignée dans le passé, probablement moindre

(46) Ch. BOCHER : *Prise de Narah, Souvenirs d'une expédition dans le Djebel-Aurès*. Revue des Deux Mondes, livraison du 15 juin 1857, p. 855 à 874.

(47) Le Kabyle est alors le sédentaire combattant à pied quelle que soit sa région d'origine et son dialecte.

(48) Lucette VALENSI : *Le fellah tunisien*. Mouton, Paris, p. 209.

mais encore réelle à l'époque turque, devait assurer à tous les montagnards la possibilité d'échapper bon an, mal an à la misère.

Ainsi se révèle à nous une société bien différente de la société monochrome sauvage et guerrière que tous les contemporains, tous les historiens ont décrite. Dans chaque village on trouve la même organisation sociale qui en fait un petit État indépendant, on trouve la même palette d'activités. Les travaux y sont répartis de la même façon entre hommes, femmes et enfants, les traditions leur ménageant certains jours de repos ou de détente où l'on doit célébrer certaines fêtes ou s'abstenir de telle ou telle activité. Il importe d'en énumérer la multiplicité pour montrer que les montagnards pouvaient difficilement s'en distraire pour se battre.

Aux hommes en général les semailles, les labours, le plus gros des moissons, les battages, la culture des légumes, les soins aux arbres fruitiers, les arrosages comportant des tours d'eau de nuit comme de jour, la surveillance des jardins, la cueillette de l'alfa, l'apiculture, les transports à distance, la vente sur les marchés. A certains spécialistes la confection des vêtements, le travail de l'argent voire la fabrication de la fausse monnaie, là du moins où ce travail se pratiquait. De même pour la fabrication des chaussures, des étuis d'amulettes et de miroirs et leur vente sur les marchés. A certains clercs la fabrication en grande quantité des amulettes. A tous la présence passive ou active dans les marchés.

Aux femmes la préparation des repas, l'approvisionnement bi quotidien en eau à la source ou à la rivière, la fabrication du beurre et du fromage, la mouture du grain, le nettoyage de la maison, le lavage des vêtements, l'approvisionnement en bois — le retour de la forêt des femmes ployant sous leur lourde charge constitue une des scènes de la vie aurassienne. De même le transport dans les mêmes conditions de 60 à 70 kg de gerbes au temps des moissons, du champ à l'aire à battre, le transport encore des grains de l'aire à la maison, les diverses cueillettes, les diverses opérations que comportent la fabrication des poteries, la préparation des cuirs, le séchage des fruits et légumes et jusqu'à la fabrication de l'huile là où subsistent des oliviers et celle du goudron (49).

Le travail de la laine dont il vient d'être parlé semble avoir mis en œuvre une quantité de matière bien supérieure souvent à ce que pouvait fournir le petit troupeau familial ; alors s'effectuaient des échanges soit sur les marchés hebdomadaires soit à l'occasion de la montée des nomades vers leurs lieux de transhumance.

Certaines tâches entraînaient la collaboration de l'homme et de la femme, telles les moissons, les diverses cueillettes, la fabrication des maisons. Pour leur part les enfants, garçons et filles avaient tout le long du jour la garde des troupeaux.

Telles restèrent d'ailleurs jusqu'au début de ce siècle les activités

(49) Matha GAUDRY: *La femme chaouïa de l'Aurès. Étude de sociologie berbère.* Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1929.

multiples des montagnards de l'Aurès et telles parent-elles être décrites par Mathea Gaudry sous l'angle essentiellement féminin.

Le calendrier des montagnards comportait aussi de nombreuses fêtes saisonnières qui venaient ponctuer les grandes périodes de travaux. C'est dire qu'il ne laissait pas de place à des jeux moins pacifiques, tels que les razzias, auxquelles les nomades, beaucoup moins occupés, se livraient si volontiers.

A l'activité intense des gens correspondait une circulation intense sur l'ensemble des sentiers et des chemins qui sillonnaient tout le massif. Ceux-ci voyaient passer surtout les gens du pays mais aussi dans cette vallée de l'oued Abdi commerçants divers, colporteurs kabyles, voyageurs allant rendre visite à de saints personnages, hommes et femmes en pèlerinage, nomades en caravanes.



Dans cette société le sacré est partout, tout en porte le signe, l'homme, l'animal, l'objet comme par exemple le métier à tisser. Le signe, c'est l'amulette, texte écrit en arabe par le marabout, lui-même d'essence arabe ou affirmé tel.

« L'existence de lignages saints, écrit Fanny Colonna, est attestée dans un très grand nombre de tribus aurasiennes sinon dans la totalité de celles-ci. En fait il en existe un (ou plusieurs) par village. Les tribus — tout spécialement celle des Ouled Abdi — étant constituées de plusieurs villages s'échelonnant le long d'une même vallée. Il n'est pas rare qu'un même *ars* comprenne plusieurs familles maraboutiques. Les laïcs leur reconnaissent des compétences précises et estimées : la scripturalité et le ilm (savoir politico-religieux), la sainteté et le charisme thérapeutique... ainsi que les savoir-faire agraires... des privilèges sont attachés à ces compétences rares, la dissymétrie dans l'échange matrimonial avec les lignages laïcs, l'exemption d'impôt — ou peut-être seulement un statut fiscal privilégié — la possibilité de recevoir des dons en argent, en nature ou en terres des laïcs, quelquefois des prestations en travail, l'éventualité, enfin, de se voir octroyer par le pouvoir central des domaines. »

C'est ainsi que les Ben Abbès de Menaa, « installés dans l'oued Abdi depuis trois siècles », ce qui revient à dire dès l'arrivée des Turcs, auraient reçu, probablement en récompense de leurs bons offices, une exploitation de 3 000 hectares aux environs de Constantine.

Lorsque des marabouts venus du Maroc et, semble-t-il d'origine andalouse, étaient arrivés dans l'Aurès « ils avaient pris en charge d'établir un peu d'ordre et de faire respecter quelques lois chez des peuples qu'ils

(50) Fanny COLONNA : *Saints furieux et saints studieux*. Annales, n° 314, mai-août 1980, p. 644.

avaient trouvé exaspérés par de longues guerres et redevenus presque sauvages... » Telle est du moins l'opinion de Masqueray qui serait fondée sur les traditions locales recueillies sur place par lui. La réalité n'avait probablement pas été aussi noire, j'ai essayé plus haut de le démontrer... Quoiqu'il en ait été exactement avant eux, ils auraient « fait régner la paix, veillé à l'observation des traités, prévenu les querelles et profité de toute occasion pour adoucir les mœurs (51) ».

De ces marabouts il en était ici comme ailleurs de riches et de puissants très soucieux d'arrondir leurs biens et d'étendre leur zone d'influence, il en était de très pauvres.

« Selon la tradition... au moment de la conquête du massif — et par conséquent sous les Turcs, les F. (il s'agit de la famille Derdour) étendaient leur emprise religieuse mais aussi économique sur une grande partie du haut de la vallée de l'oued Abdi, et au-delà vers l'ouest ils avaient des terres importantes à Nardi (ou Nerdi) — au nord de l'oued-el-Amar, à Mediouna et à Haïdous, bien sûr, berceau de la famille, mais aussi dans la très riche dépression de l'oued Taga, au sud de Timgad, et dans le périmètre de Tazoult — (Lambèse); il s'agissait en général de terres à céréales, mais ils avaient aussi des troupeaux importants. Un équilibre tacite s'était donc établi entre eux et les Ben Abbès, qui de Menaâ régnaient sur le sud de la vallée, et sur le sud de la vallée voisine, (à Morah, dans l'oued El Ahmar), empiétant sur le territoire du village de Tagoust et sur celui de Laarba (52) ».

« Échanges et circulation se faisaient (de façon générale ici comme ailleurs) sous la garantie (implicite probablement plus formulée à chaque passage) des marabouts (53) ». E. Masqueray s'avance beaucoup trop quand il écrit que « c'était grâce à l'influence pacifique de la famille maraboutique des Ben Abbès que les Turcs passaient sans encombre de l'oued Taga dans l'oued Abdi et chez les Beni Ferah (voisins occidentaux des gens de Mena) pour ravitailler leur garnison de Biskra (54) ». On ne peut le suivre davantage quand il écrit encore que c'était « par une complaisance bien régulière des Ouled Abdi (55) » que les Turcs avaient pu passer chez eux « tandis que les Touaba, leurs voisins leur auraient refusé les mêmes facilités sur leur territoire... »

Il est douteux que la question se soit posée de cette façon : la voie des Ouled Abdi était plus facile, mieux pourvue en ressources, plus fréquentée, là était l'essentiel et l'on comprend que les Turcs l'aient préféré. Y auraient-ils eu refus ou réticence de la part des Touaba, ce n'est pas certain, car eux aussi, en tant que tributaires, avaient intérêt à ménager les Turcs.

(51) F. MASQUERAY : *Formation des cités*, p. 171.

(52) Fanny COLONNA : *La reconversion d'un lignage saint dans le Nord-Ouest de l'Aurès. XIX^e-XX^e siècle. Histoire sociale de l'Algérie*, CRISDSSH Oxon 1983.

(53) *Ibid.*, *Saints furieux et saints studieux*, p. 652.

(54) E. MASQUERAY : *Formation des cités*, p. 162-163.

(55) *Ibid.*, *Note concernant les Aoulad Daoud du Mont Aurès*, 1879.

En dehors des facilités qu'offrait la voie de l'oued Abdi, les Turcs pouvaient assurément trouver « une complaisance » plus grande chez ces villageois jardiniers, pacifiques par nature.

De leur côté les Turcs s'abstenaient soigneusement, nous dit-on, de monter dans les villages. Ils n'avaient d'ailleurs pas pour mission de collecter les impôts, ils avaient d'autres tâches et ils ne disposaient pas de forces suffisantes. D'un côté comme de l'autre, par conséquent aucune agressivité. Sage comportement que nous aurions dû imiter !



Si la paix des habitants était souvent troublée, ce n'était pas du fait des Turcs. (On constate du reste avec surprise que les habitants de l'Aurès n'ont pas conservé le moindre souvenir du passage chez eux, en petit nombre, de ces hommes, que rien peut-être ne distinguait dans leur apparence et leur tenue des agents du beylik). C'était en raison de la liberté des mœurs, cause de nombreux crimes passionnels signalés de très longue date par tous les voyageurs et à laquelle les marabouts n'ont pas cherché à s'opposer.

Écoutons Bocher sur le sujet (56) :

« C'est à Mcnah, sorte de Capoue du pays kabyle, que se pratique le divorce à la guerba. Quand une femme ne veut plus de son mari, elle va à la fontaine, rendez-vous de toutes les intrigues amoureuses avec sa peau de bouc, sa guerba. Au lieu de la remplir d'eau, elle la gonfle de vent puis elle revient accompagnée de l'amant dont elle a fait choix vers le maître qu'elle est résolue à quitter, jette contre le mur l'outre vide et prononce la malédiction : « Imael Bouik », que Dieu maudisse ton père. C'est une formule de congé définitif. Le mari ne peut pas en appeler et il n'a rien à réclamer de celle qui l'abandonne que la dot qu'il a payée, c'est-à-dire quelques baceta, que fixe la djemaa c'est-à-dire l'assemblée des notables. Une dot ne s'élève pas à plus de 25 ou 30 baceta (la baceta est de 2,50 frs)... Dans un pays où les mariages sont si faciles, où le divorce s'accomplit avec des formes si expéditives, l'adultère n'a point d'excuse ni de pardon, le mari a droit de tuer dans sa maison quiconque outrage son honneur ».

L'anecdote n'est peut-être pas exacte dans tous ses détails mais elle correspond parfaitement aux règles de vie encore en usage il n'y a pas si longtemps. Dans l'Aurès que j'ai connu les divorces tant de la part de la femme que du mari étaient pratiques courantes.



(56) Ch. BOCHER, *op. cit.*, p. 859.

Ces Aurasiens que l'on s'est représentés comme enfermés dans leur coin de vallée sont des gens qui bougent beaucoup. La première raison de sortir de chez eux c'est la fréquentation des marchés pour laquelle ils n'hésitent pas à parcourir des kilomètres, ce sont tous les déplacements saisonniers que leur imposent la culture et l'élevage, ce sont les visites à leurs marabouts. Mais on les rencontre aussi à Constantine, la capitale du beylik, venus probablement y commercer. On trouve en effet mention de la présence de Chaouïa parmi les étrangers à la ville ; ils n'y sont pas plus appréciés que les autres par les citadins de souche, les hadariyn. En témoignent ce poème satirique du tout début du XIX^e siècle :

« Que voyez-vous dans cette ville qui se perd ? Elle s'est abâtardie
Elle ne peut plus s'appeler ville
A cause de la quantité de gens qui y sont installés
Toutes les races s'y sont abattues
En elle ont pullulé les gens bas et turpides ;
Les idiomes divers y sont fort parlés
Par les Kabyles elle a été remplie ; tous les Chaouïa y sont venus
Les Souafa gens méprisables, et même les Mzita y sont aussi...
Tous la terrorisent, c'est prouvé... (57) »

Le terme Chaouïa désigne tous les berbérophones du Sud-Constantinois mais ici il s'agit à coup sûr des montagnards de l'Aurès (58). En effet la vie nomade que mènent les Chaouïa des Hautes Plaines ne les incite pas à sortir de chez eux où, en revanche, beaucoup de gens des reliefs sont venus se fixer.

Premier commandant du cercle de Guelma, alors agglomération de 200 âmes née à proximité d'un site antique, le colonel Duvivier, l'un des officiers les plus distingués de cette période, eut la curiosité de rechercher l'origine des populations nomades du sud de sa circonscription et il apprit ainsi qu'elles s'étaient récemment accrues d'éléments venus de l'Aurès, la tribu la plus affectée étant celle, berbérophone, des Hanencha, très fortement implantée, on l'a déjà vu, sur les confins constantino-tunisiens.

Parmi les gens que Duvivier avaient interrogés, il y avait « des hommes très intelligents qui étaient nés dans le Mont Aurès, y avaient passé leur jeunesse et en avaient été expulsés comme tant d'autres populations ».

On se trouve probablement ici en présence de ces refoulements de certaines tribus par d'autres dont E. Masqueray a fait état et qui semblent avoir marqué toute l'histoire du massif. Mais on est probablement devant un phénomène plus général : « La montagne où l'optimum de population est vite atteint et dépassé, explique Braudel, déverse périodiquement

(57) A. RAYMOND : *Les caractéristiques d'une ville arabe « moyenne » au XVIII^e siècle. Le cas de Constantine. Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*. 2^e trim., 1987, p. 139.

(58) Assez probablement des Ouled Abdi ou des Aït Frah. Ces derniers signalés comme s'expatriant tous « pour monter leurs marchandises ou vendre leur savoir-faire (*La vie des Aït Frah, Journal de la S^e des Africanistes*, 134, 1964, fasc. 1, p. 109.)

sur les plaines environnantes ses surcharges d'hommes». Ici l'attraction des plaines dut être d'autant plus forte qu'en ces temps-là celles-ci furent périodiquement vidées d'une partie de leurs habitants par des disettes, des famines et des épidémies, ces calamités étant les conséquences les unes des autres (59).

Facilités par une communauté de langage comme par la diversité des modes de vie des montagnards, très capables de vivre sous la tente comme les grands nomades auprès desquels ils s'installaient, ces mouvements de population peuvent être aussi considérés comme un témoignage d'expansion de la puissante zaouïa rahmania de Sidi-Masmoudi-Tibermacine, du sud de l'Aurès, qui finit par compter de nombreux adeptes dans la région de Guelma.

De tels déplacements de population du haut vers le bas pays ont été constatés dans d'autres parties des Hautes Plaines, notamment dans la région d'Aïn Mli-La.



On parle de domination turque, d'administration turque mais qu'en est-il exactement dans les temps qui précédèrent la conquête française ? Cette domination n'est-elle pas devenue plus apparente que réelle ? « Il n'y avait plus assez d'hommes pour tenir toutes les garnisons — si réduites qu'elles soient devenues — et tous les postes administratifs », écrit Abdallah Laroui, ce qui fait que « les métis (Kurughli ou couroughli) purent accéder aux postes subalternes (60) » et même aux plus élevés, comme le montre ce bey Ahmed, tellement métissé dans cette province mi-chaouïa — mi-kabyle qu'il devait avoir bien plus de sang berbère que de sang turc et son cas n'était certainement pas unique.

En fait, dans les derniers temps, l'importance de l'élément anatolien était devenue très différente d'un endroit à un autre du Maghreb de même que son empreinte. A Alger il avait réussi à se renouveler et à conserver sa situation dominante, et l'on a retrouvé de nombreuses inscriptions turques. A Tunis la présence se tiendra à un niveau assez élevé : la Régence compte seize villes où résident des Turcs et quatorze garnisons. Une dynastie de beys d'origine turque s'y est constituée en 1705 ; son fondateur est issu d'un Turc de Candie mais bientôt ses successeurs n'entendront plus rien à la langue turque. « Quand (le bey) reçoit une lettre du roi de France en turc, rapporte Lucette Valensi (61), il la fait traduire en « petit moresque » qui est une des variantes de la « lingua franca », mélange d'arabe et d'italien en usage sur tout le pourtour de la Méditerranée (62) ».

(59) *Recherches et notes sur la portion de l'Algérie au sud de Guelma, 1841.*

(60) Abdallah LAROUÏ, *op. cit.*, p. 43-44.

(61) Lucette VALENSI, *op. cit.*, p. 329.

(62) A. RAYMOND, *op. cit.*, p. 144.

A Constantine, de génération en génération, les quelques Turcs appartenant au personnel administratif s'étaient fondus avec les autochtones au point que, même tenus pour coloughlis, ils n'avaient plus rien de turc. Tel était probablement le cas du dernier bey Ahmed, descendant d'un Turc de Candi, Ahmed el Kolli, lui-même bey de Constantine. Dans le milieu familial où il dut être élevé, c'est l'arabe ou le berbère que l'on parlait, la langue turque lui était probablement inconnue. Dans le tableau de Chassériau où il est représenté avec de grands chefs arabes, aucun détail de son habillement ne le distingue d'eux.

Il est très significatif, écrit A. Raymond, que l'on n'ait trouvé aucune inscription turque à Constantine.

Dans l'Aurès où il passa ses dernières années de liberté, on semble bien l'avoir tenu pour Arabe.

*
* *

Ces temps considérés comme turcs semblent avoir été très favorables aux Aurasiens. La présence des occupants fut si légère qu'on les a oubliés, leur politique fiscale fut modérée. Il est bien possible que ces trois siècles aient correspondu pour les montagnards à des années de paix et de prospérité.

Pourtant s'il ne faut pas exclure entièrement l'insécurité, on a tendance à l'exagérer (63). Certes on s'entretue « allègrement » dans tout le Maghreb, comme Lucette Valensi (64) l'a signalé en Tunisie au XIX^e et au XX^e siècle mais il s'agit de crimes passionnels liés à la liberté des mœurs. Quand on se bat pour des questions de voisinage, il est rare que cela entraîne mort d'hommes. Reste le rôle traditionnel de la montagne comme refuge des hors-la-loi ; ceux-ci lorsqu'ils sont étrangers ne s'en prennent pas aux gens du pays et il arrive qu'ils s'intègrent à la société locale.

Restent encore les « coupeurs de route » qui s'attaquent aux voyageurs et aux commerçants isolés en déplacement. Ceux-là appartiennent à des tribus quasi spécialisées dans le grand banditisme et l'on cite notamment parmi elles les Ouled Derradj du Hodna auxquels leurs chevaux permettent de faire à l'improviste de fructueuses razzia.

(63) Cf. notamment E. MASQUERAY : *La Formation des Cités*, p. 162 à 171 et Fanny COLONNA : *Saints furieux et saints studieux*, op. cit., p. 652.

(64) Lucette VALENSI, op. cit., p. 353.

Chapitre VII

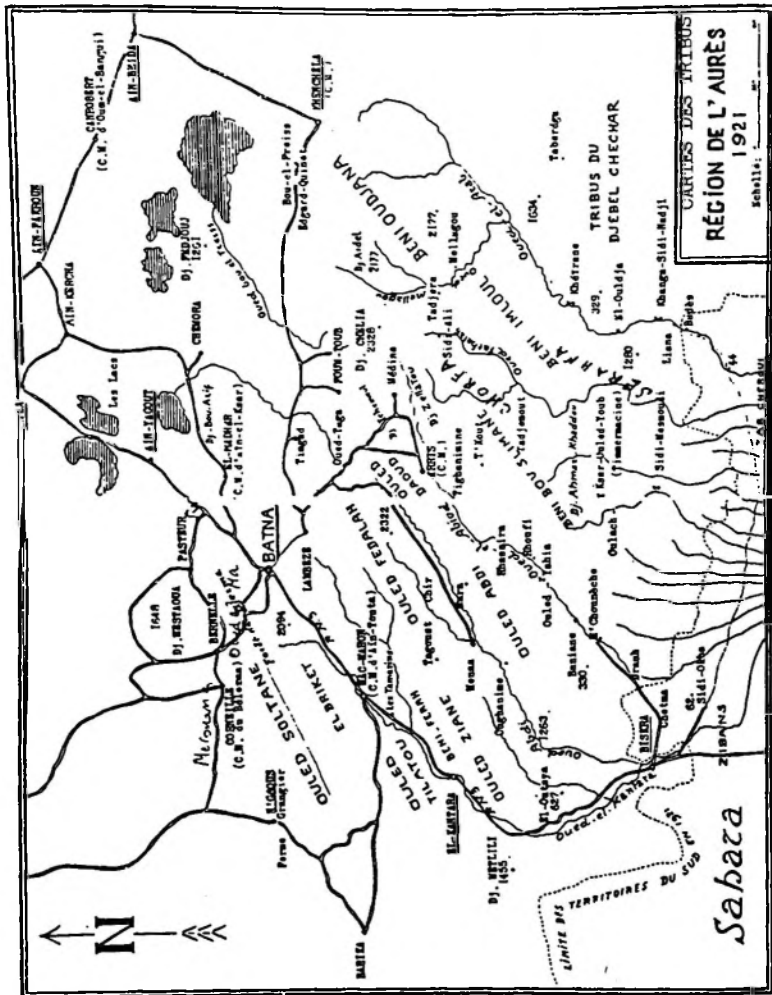
L'occupation de l'Aurès

(1845-1850)

« Retranché » dans ses montagnes, l'ennemi que l'on allait affronter passait pour particulièrement redoutable : n'avait-il pas, disait-on, échappé à toutes les dominations qu'avait connues le Maghreb et, pour finir, à celle des Turcs. Ce que l'on connaissait de précis à son sujet se réduisait aux quelques pages d'une « Notice sur l'Aurès (1) » que venait de rédiger à l'usage des troupes le capitaine Fornier de l'État-Major de Constantine, à l'aide probablement des archives turques et d'informations d'indicateurs. On y trouverait indiqués les principales lignes du relief, les vallées qui traversaient le massif et qui constituaient autant de voies de pénétration, les différents itinéraires recommandés avec leurs avantages et leurs difficultés, leurs ressources par rapport aux besoins essentiels des soldats en campagne : bois et eau. Le travail du capitaine Fornier fournissait aussi l'énumération des différentes tribus et leurs effectifs ; elles étaient classées en trois catégories : sédentaires, mixtes et mobiles avec quelques-unes de leurs caractéristiques. La notice contenait d'autres chiffres : énumération du nombre de familles par tribu et du nombre de cavaliers et de fantassins que chacune d'elles pouvait armer. « La population totale, avait écrit Fornier, était de l'ordre de 30 000 âmes, le nombre des hommes armés était estimé à 9 000 mais en cette année 1845 certaines tribus étaient considérées comme soumises. Par ailleurs les habitants des plaines (ou des piémonts) étaient présentés comme ayant des intérêts différents de ceux de la montagne de sorte que la population, que l'on aurait à combattre n'était évaluée qu'à 20 000 âmes, soit 6 000 combattants si les montagnards additionnaient leurs forces, ce qui, à aucun moment ne se produirait.

Ces chiffres devaient être proches de la réalité. En revanche, les militaires français qui pénétreraient dans l'Aurès ignoraient tout de la société aurasiennne comme des Maghrébins en général. Ils croiront se trouver face à une population « sauvage », à « une race cruelle et guerrière ».

(1) Capitaine FORNIER : « Notice sur l'Aurès ». Constantine, 8 janvier 1845. Archives du S.H.A.T., Vincennes, manuscrit H., 229.



Carte des tribus extraite de l'étude du capitaine de gendarmerie Pétignot
 « Le banditisme en pays chaouïa »

Tous ces gens, au surplus n'étaient-ils pas des adeptes de la religion de Mahomet, donc des ennemis héréditaires des Chrétiens qui ne pensent qu'à mener la guerre sainte contre eux, ce qui est une vue très fautive des sentiments qui pouvaient animer ces Algériens pas comme les autres.

Or tout avait mal commencé dans le Constantinois. Le premier siège de Constantine, entrepris dès le mois de novembre 1836, alors que les Français avaient devant eux un bey avec lequel il aurait été possible de traiter, s'était achevé par une retraite humiliante où « l'armée perdit le huitième de l'effectif engagé, moins par le feu de l'ennemi que par la maladie ». Le géographe Augustin Bernard put écrire : « Les scènes douloureuses ou glorieuses de cette retraite, immortalisées par le crayon de Raffet sont assurément l'épisode le plus tragique de la conquête de l'Algérie (2) ».

La seconde expédition de Constantine, entreprise un an plus tard (octobre 1837) aboutit à la prise de la ville après « un terrible combat de rues où nombre d'habitants périrent (3) ». Les pertes furent également importantes du côté français. De part et d'autre les sentiments se modifièrent, on avait des morts à venger.

L'opinion trouvera parfaitement légitimes les moyens que l'on emploiera, razzias, destructions de biens, massacres de population. En témoignent plusieurs articles de la « Revue des Deux Mondes » où, à côté d'études de politique internationale, d'essais poétiques et de contes sentimentaux dans le goût de l'époque, telles « Les vacances de Camille » d'Henri Murger, on n'hésitera pas à relater les scènes d'une violence insoutenable des sièges de Zaatcha et de Nara qui intéressent tous les deux l'Aurès et sur lesquels on reviendra plus loin.

Il fallait désormais « punir » de façon « exemplaire » des populations accusées de connivence avec « nos ennemis » au seul motif qu'elles avaient donné asile en certaines circonstances à quelques-uns de nos adversaires, comme leur prescrivaient leurs traditions.

Ainsi s'expliquent bien des erreurs commises par le commandement. C'est dans une telle optique aussi que « l'on avait formé le projet de contenir les habitants de ce massif que l'on croyait des plus redoutables par quatre places construites aux quatre points extrêmes et formant un véritable quadrilatère, à savoir Batna et Khenchela au Nord, Biskra et Khanga Sidi Nadji au Sud. Entre les deux premières places le fort de Medina devait servir de base opératoire et tenir les têtes et les débouchés des principales vallées prenant leur origine au Chélia. Khanga Sidi Nadji n'a jamais été fortifiée et Medina a été abandonnée. « C'est qu'aujourd'hui tout est rentré dans le calme parmi les montagnards de l'Aurès (4) qui, très attachés à leur sol, ne demandent qu'à jouir en paix de leurs maigres récoltes et du produit de leurs troupeaux (5) ».

(2) (3) Augustin Bernard : « L'Algérie », F. Alcan 1929, p. 194-195.

(4) Colonel de LARTIGUE : *Monographie de l'Aurès*. Constantine, 1904, p. 47.

(5) *Ibid.*, p. 197.

C'est l'aveu le plus clair de la méconnaissance d'un milieu, à la vérité fort complexe, par « les généraux de Napoléon qui gouvernèrent pendant la monarchie de Juillet les possessions d'Afrique ; il émane du colonel de Lartigue, auteur d'une « Monographie de l'Aurès » parue en 1904 qui reste encore aujourd'hui le recueil le plus complet que l'on possède sur l'histoire du massif.

Ainsi ces montagnards, réputés « redoutables », qui peuplaient non seulement l'Aurès mais toute la bordure saharienne de l'antique Numidie, le Zab des Hafsides, caractérisée par la pratique très ancienne de la culture irriguée qui sera de plus en plus négligée dans les siècles qui suivirent les invasions hilaliennes, demandaient simplement, comme Venture de Paradis l'avait observé, qu'on les laisse « travailler en paix », cette paix qu'ils avaient connue, semble-t-il, sous les Turcs à condition de payer tribut. Si les Français l'avaient compris, l'occupation du Sud-Constantinois aurait pu s'opérer dans des conditions bien différentes. L'explication réside peut-être dans ces lignes d'un contemporain, Pélissier de Reynaud, auteur des « Annales algériennes », cité par Ch. A. Julien (6) : « En 1845 le pays était tranquille mais nous avons eu trop souvent en Afrique des gens qui ne sauraient rester en repos, ni y laisser les autres. *La paix fut troublée parce qu'on voulait qu'elle le fût* ».



Après la prise de Constantine, le 13 octobre 1837, à la fin d'un siège d'une semaine, le bey Ahmed aurait pu traiter avec le général Valée qui était prêt à « lui restituer son beylicat, sa capitale et son armement moyennant un tribut de 100 000 F par an ». Il aurait pu aussi adopter un parti opposé et s'allier avec l'émir Abdelkader, mais il méprisait un homme qui n'était pas « issu d'une race qui puisse fournir des princes pour commander » et il eût encore préféré s'allier aux Français « pour poursuivre le fils de Mahi-ed-dine plutôt que de se joindre à lui contre nous (7) ».

Peu auparavant le bey avait convoqué tous ceux qui étaient considérés comme les chefs de la province et tous, écrit-il dans ses mémoires, s'empressèrent de répondre à son appel. Du moins étaient venus ceux qu'il cite, les cheikhs des Righa, des Hanencha, des Harakta, de l'Aurès, du Belezma, des Guerfa... Au soir de la défaite il put commencer à mesurer la valeur de leurs engagements.

Le bey aurait envisagé de se porter vers la mer avec les forces dont il disposait pour couper la retraite aux troupes françaises ; mais, sur les conseils de son parent, Bouaziz Bengana, qu'il avait désigné comme son représentant dans les Ziban à la place d'un grand seigneur du désert, Ferhat ben Saïd qu'il avait destitué, il prit la route du Sud, cette décision

(6) Ch. A. JULIEN : *Histoire de l'Algérie contemporaine*. P.U.F., 1964, p. 303.

(7) *Mémoires du Bey Ahmed*.

correspondant sans doute aux intérêts des Bengana mais aussi à ceux du beylicat qui tirait une grande partie de ses ressources du sud de la province.

Dans ses « Mémoires » le bey n'indique pas l'itinéraire qu'il suivit mais il est probable qu'il emprunta sans plus de difficultés que les fois précédentes la vallée de l'oued Abdi par où s'effectuait la relève de la garnison de Biskra et c'est probablement par le même chemin qu'il rentra dans le Tell après avoir défait Ferhat ben Saïd, qui « intriguait contre lui ». Dès lors, les Aurasiens qui n'y pouvaient rien, apparurent suspects aux yeux des Français.

On voit ensuite Ahmed se rendre chez les Hanencha qui constituaient la confédération nomade la plus puissante des Hautes Plaines constantinoises. A cheval sur la frontière avec la Tunisie, ces Hanencha berbérophones, avaient bien des fois défié, on l'a vu, le bey de Tunis comme celui de Constantine et, selon les estimations du général de Négrier, ils étaient en mesure d'aligner 2 500 cavaliers et 6 000 fantassins.

Mais déjà le vent avait tourné. Un peu moins d'un an après la prise de Constantine, les Français étaient parvenus à rallier à eux, bon gré, mal gré, les principaux djouad (8) auxquels ils avaient offert de devenir leurs auxiliaires, comme ils l'avaient été au service des Turcs avec des avantages comparables. C'est ainsi qu'un arrêté du 30 septembre 1838 avait confirmé dans leurs fonctions. Resghi, chef des Hanencha — le bey notera cependant dans ses « Mémoires » qu'il l'avait toujours bien servi —, Ali Ben Bahamed, chef des Harakta, grande tribu maghzen et, on l'a vu, Bengana, parent du bey, tous au pouvoir bien plus nominal que réel, car c'est au niveau de fraction que se situait l'autorité.

Le bey déchu va bien tenter de faire revenir ses anciens vassaux sur leur ralliement et c'est ainsi que s'explique sa présence chez les Harakta à deux reprises entre fin 1838 et début 1840 et chez les Hanencha en 1841. Chez les uns comme chez les autres il parviendra à fomenter des troubles qui inquiéteront sérieusement les Français. Contre les « turbulents » Harakta, ils mettront trois colonnes en campagne en 1840, ils les encercleront et leur enlèveront en un jour « 80 000 têtes de bétail (9) ». On imagine l'état de misère dans lequel ces Harakta auront été réduits.

Chez les Hanencha, l'armée française devra intervenir pour soutenir le caïd Resghi, nouvellement rallié, on l'a vu, contre les prétentions d'un rival soutenu par le bey Ahmed quand il eut constaté sa trahison.

Entre-temps, il sera allé passer deux hivers dans le Rhir. Ainsi désigne-t-on la zone d'oasis qui s'étend loin dans le Sud de part et d'autre de Touggourt et qui a joui de tout temps d'une large indépendance notamment sous la dynastie des Benjellab, les rois de Touggourt. Le bey paraît avoir espéré y trouver des alliés ; il fut, tout au contraire, nous dit-il, « exposé à des complots » et « des machinations » en vue de « le livrer ».

(8) Les djouad sont les chefs de grande famille, plus ou moins indépendants à la tête de certaines tribus.

(9) Camille ROUSSET : « L'Algérie de 1830 à 1840 ». Paris, Plon, 1887, t. II, p. 411.

Étant allé d'échec en échec dans ses négociations avec les tribus sur lesquelles il comptait, il se vit contraint à chercher refuge dans les massifs montagneux. sachant bien pourtant que ce n'était pas chez eux qu'il pourrait reconstituer ses forces : les montagnards sont d'excellents combattants chez eux quand ils défendent leur famille et leurs biens.

La politique qu'avait suivie le bey de Constantine avec les grandes familles maraboutiques l'avait amené à entretenir d'étroites relations avec celles-ci. Les contacts s'étaient vraisemblablement renouvelés à l'occasion des allées et venues du bey Ahmed entre Tell et Sahara, les « maisons » de Haïdous et de Menaï avaient dû, au passage, lui offrir l'hospitalité qui était une sorte d'obligation chez elles. L'état se resserrant autour de lui, il semble, d'après ses *Mémoires* qu'il se soit caché une première fois dans l'Aurès ou les massifs voisins et qu'il en soit sorti à l'appel de la puissante tribu des Ouled Derradj du Hodna réputée pour ses brigandages et prête à se battre contre les Français ; mais il ne tarda pas à s'y sentir exposé par l'avance des troupes envoyées contre lui et c'est alors qu'il serait entré chez les Ouled Soltane, grande tribu montagnarde de parler chaouïa dont le territoire s'étendait sur la bordure orientale du Hodna dans la région que l'on appelle le Belezma. Bien accueilli, semble-t-il, il y demeura une année pendant laquelle il tenta d'organiser sa défense avec les 700 cavaliers et fantassins qui lui restaient encore et les gens de la tribu (10).

De sa position haute d'où il pouvait observer le mouvement des troupes il s'efforcera de gêner leur progression vers le sud où Biskra était occupée par des partisans de l'émir Abdelkader : en cette année 1844, malgré les revers qu'il a subis, l'émir manifeste encore un peu partout sa présence et sa volonté de continuer la lutte. Une conjonction peut donc s'établir à tous moments entre ces deux adversaires qui pourtant s'apprécient peu. Mais les tentatives du bey pour intercepter les convois à hauteur des défilés d'El-kantara échoueront ; ce seront ses dernières initiatives. Les Ouled Soltane devront se résoudre à se soumettre et la ville de Biskra sera prise début mars.

Biskra, la capitale des Ziban, avec leurs populations nombreuses, leurs immenses forêts de palmiers, leurs bourgs fortifiés, constitue une position très importante bien que l'agglomération, elle-même, soit déchuë de sa grandeur passée et elle est alors le lieu d'affrontement de tous les partis : la France vient donc d'y faire son apparition mais l'émir y a encore ses partisans et le bey y a toujours soutenu de grandes familles en rivalité les unes avec les autres. Ce sont les Bouakkaz-Benchennouf qui se flattent de descendre de Djeddar el Barmecide, grand vizir du célèbre calife de Bagdad, Haroun el Rachid et, d'autre part, les Ben Gana qui eux, se disent Cheurfa (pluriel de Cherif) donc descendants du Prophète par sa fille Fatima ; mais tout cela n'est qu'apparence et il ne faudrait pas chercher bien loin dans leur généalogie pour trouver, sans doute, du sang berbère. En fait, les uns et les autres sont des agents des bey qui les désignent et les

(10) *Mémoires du Bey Ahmed.*

révoquent suivant les services qu'ils en reçoivent. Les premiers les ont représentés longtemps à Biskra, les seconds les ont supplantés après la prise de Constantine.

Les partisans de l'émir ont pour chef Ben Ahmed bel Hadj. C'est un notable influent de Sidi Okba, centre d'une importante palmeraie qui porte le nom du premier conquérant du Maghreb, Okba ben Nafé, mort à quelques kilomètres de là en combattant les troupes berbères descendues de l'Aurès et inhumé dans la mosquée locale devenue lieu de pèlerinage. De ce fait Sidi Okba est devenu le grand centre religieux de la région. Pourtant ce n'est plus, nous dit-on, quelques années après l'occupation, « qu'une misérable bourgade où foisonnent les lépreux, les aveugles, les gens atteints de maladies des yeux » ; mais son rôle de lieu de rencontre des montagnards qui y possèdent des palmiers dattiers et des habitants des Ziban lui confère une importance particulière. Ben Ahmed bel Hadj s'y est replié à l'approche des Français ; mais après l'occupation de la casbah de Biskra il ne s'y trouve plus en sécurité et il se réfugie dans la montagne toute proche où il a des amitiés et probablement des parentés. C'est ainsi que les tribus aurasiennes de l'Ahmar Khaddou, la montagne qui domine de ses quelque 2000 mètres la dépression saharienne, vont se trouver impliquées dans le conflit entre la France et l'émir. « On ne pouvait, explique le lieutenant-colonel Seroka, ancien chef de l'annexe de Biskra, laisser Ben Ahmed bel Hadj aussi près de Biskra, sans prétendre l'atteindre, il fallait punir Mchounech — bourgade oasienne en amont de Biskra — de lui avoir donné asile ; c'était un exemple qui serait salutaire pour les tribus de l'Ahmar Khaddou (11) ». Et voilà l'engrenage en marche.

Ainsi donc fut décidée l'opération de Mchounech menée le 15 mars 1844 par le duc d'Aumale lui-même avec 1200 hommes et 400 chevaux. « Les positions inférieures situées sur le bord de la rivière furent facilement enlevées mais on éprouva de grandes difficultés, plutôt dans le terrain que dans l'énergie de l'ennemi à s'emparer de ses magasins fortifiés situés sur des pitons ardues et que les indigènes appellent kelaa... » « Ce combat, précise Seroka, nous coûta six tués dont un officier et 16 blessés dont cinq officiers ». Les habitants de Mchounech, quant à eux, les Beni Ahmed n'auraient perdu que 14 hommes dans l'engagement ; ils vinrent faire leur soumission.

Le combat de Mchounech, est, apparemment le seul où l'on vit les Aurasiens appuyer leur défense sur leurs greniers collectifs, leurs guelaa.

Bel Hadj ne se tint pas pour battu ; il profita de l'éloignement des troupes du duc d'Aumale rappelées à Batna pour s'emparer à la tête de 150 hommes de la casbah dont les occupants français, au nombre d'une cinquantaine, furent presque tous tués.

Une nouvelle organisation du commandement s'était imposée ; elle allait reconnaître la prépondérance des Bengana dont le concours avait paru indispensable.

(11) *Historique du Cercle de Biskra*, par le lieutenant-colonel SEROKA (1^{re} partie jusqu'à 1855) et par le capitaine BISUEL (2^e partie 1856-1879). Archives des Pères Blancs à Rome, p. 62.

Ces derniers allaient désormais orienter durablement notre « politique indigène » dans la région de Biskra et ils allaient le faire d'une façon défavorable aux intérêts des montagnards, présentés par eux comme les adversaires de la France, ce que la présence de Ben Ahmed Bel Hadj chez eux, ses agissements, ses contacts réels ou supposés avec le bey Ahmed étaient de nature à justifier.



Tous ces événements, on l'imagine, étaient suivis de près par l'ancien bey qui avait pris la fuite mais n'était pas loin. « Accablé par la maladie », « près de la mort », ne pouvant plus se déplacer que sur une litière, il alla se réfugier pendant quelque temps dans le djebel Melah « la montagne de sel » qui domine de ses 627 mètres la plaine présaharienne d'El-Outaya et se trouve au carrefour de différentes voies qui mènent les unes à Biskra, les autres dans l'Aurès. Il y trouva probablement refuge dans les grottes naturelles que les eaux de ruissellement ont taillées dans la masse de sel et il dut y refaire quelque temps sa santé. On est ici tout près de Menaa où on va le voir bientôt installé dans une vaste salle de la zaouïa des Ben Abbès que le botaniste Cosson, en 1853, se verra proposer comme lieu de campement. « A cette époque, nous dit le bey, une colonne fut dirigée sur les gens de l'oued Abdi ».

La France, en effet, a décidé d'engager toutes les forces qu'elle estime nécessaire pour réduire des tribus montagnardes que l'on se représente prêtes à défendre chèrement leurs libertés séculaires, attendant à l'abri du relief l'assaut de nos troupes. La présence parmi elles de l'ancien bey dont on n'imagine pas le complet désarroi mais aussi d'un agent de l'émir peut renforcer leur détermination. Il est urgent d'agir. Une colonne expéditionnaire part du camp de Batna le 1^{er} mai 1845 ; elle a à sa tête le lieutenant général Bedeau en personne et elle est forte de 3 658 hommes de troupe et 148 officiers. Elle est composée d'éléments du génie, de l'artillerie de montagne, de chasseurs à cheval, d'un régiment de légion étrangère, de trois régiments d'infanterie, d'un bataillon indigène — cette participation des populations est à souligner — d'un train des équipages de 113 personnes, enfin d'une ambulance avec dix hommes. La situation au 1^{er} juin fait état de 331 chevaux et de 233 mulets réquisitionnés avec leurs convoyeurs.

Or du côté algérien, il est probable que l'on n'est pas du tout préparé à se battre. Ce n'est pas le moment, on est à la veille des moissons, tous les travaux agricoles attendent, il faut procéder de jour comme de nuit aux irrigations. Un arrêt ou un ralentissement et c'est toute la saison qui est compromise. C'est à cette époque chaque année que l'on voyait approcher les troupes du beylik mais les choses avec elles s'arrangeaient moyennant versement du tribut.

Au départ du camp de Batna la colonne prend la direction de l'est en suivant les itinéraires recommandés par la notice du capitaine Fornier qui

laissent la montagne au sud. C'est par là que passait sensiblement à la même époque la mehalla quand elle allait appuyer la perception des contributions.

Les deux opérations avaient le même objectif : prélever une part des richesses des tribus mais, du côté turc où la pratique était ancienne et renouvelable, on montrait sa force, on faisait preuve d'une fermeté certaine mais on évitait autant que possible de l'employer ; on s'était efforcé d'en atténuer la rigueur, on l'a vu, en ne pénétrant pas dans le massif. De ce fait on n'apportait aucun trouble dans la vie des villages. Du côté français il s'agissait d'un coup de poing que l'on n'aurait pas les moyens de recommencer souvent, donc on agirait sans ménagement sur les informations que l'on recevrait des gens censés connaître le pays, ce qui revient à dire d'une façon souvent aveugle. Autre différence importante : du côté turc on stationne plusieurs jours ou plusieurs semaines en quelques lieux, toujours les mêmes probablement, où les gens ont pris l'habitude d'apporter leurs contributions. Et cela durera des mois. Du côté français on ne cesse de faire route en s'imposant chaque jour une distance à parcourir avec grande halte et bivouac. On n'a guère le temps de s'attarder dans des contacts prolongés avec les populations. Il faut impérativement que l'on soit rentré avant telle date, étant entendu que la colonne est partie avec quinze jours d'approvisionnement, renouvelé pour des périodes beaucoup plus courtes.

Le commandement avait établi son plan de campagne en fonction d'informations d'après lesquelles une distinction avait été faite entre populations soumises et populations insoumises ; mais ce classement était dénué de toute valeur. « Ce n'est qu'à partir de 1843, écrit Ch. Bocher, que les rapports des Français avec les populations de l'Aurès avaient pris un caractère suivi et officiel ». Cet officier entend par là qu'au commencement de cette année-là, le gouverneur de Constantine, le général Baraguay d'Hilliers donna pour la première fois l'investiture au Scheikh El-Arbi-Ben Boudiaf ainsi qu'à quatre autres chefs des Ouled Abiad — on ne voit pas très bien ce que cette appellation recouvre. En recevant le burnous, ils s'engageaient à nous fournir des troupes au besoin. Ben Boudiaf mettait 300 cavaliers à notre disposition et s'obligeait à recouvrer pour 20 000 F de contributions (12). « Ce Boudiaf, nous précisera une trentaine d'années plus tard E. Masqueray, était fils et petit-fils des ennemis invétérés de l'Aouras, au service des Turcs et aux nôtres (13) ». Il fallait tout ignorer de l'organisation turque, par ailleurs si efficace, pour attendre de ses anciens agents des informations certaines sur l'attitude de tribus qui leur étaient totalement étrangères.

Dès le 3 mai la colonne rencontre quelques groupes a priori « ennemis ». On tirillera de part et d'autre, très faiblement du côté des montagnards car les soldats français n'auront que 18 blessés, beaucoup plus vigoureusement de la part de la troupe, car les montagnards auront

(12) Ch. BOCHER, *op. cit.*, p. 858.

(13) E. MASQUERAY : « Note concernant les Aoulad Daoud du Mont Aurès », Jourdan, Alger, 1879, p. 31.

« environ 80 tués (14) ». Ce même jour « les Ouled Abdi, qui, avec les Ouled Daoud sont signalés comme les plus opposants à la soumission commencent à parlementer et leurs principaux chefs viennent solliciter l'aman (15) ».

La tâche de l'armée est-elle terminée ? Naturellement on ne le juge pas ainsi. On va l'occuper plus loin en attendant que la situation s'éclaire chez les Ouled Abdi et les Ouled Daoud. La colonne poursuit donc sa route vers l'Est, elle passera près des ruines de Lambèse et de Tingad qu'elle n'apercevra sans doute pas et pénétrera bientôt sur le territoire des Beni Oudjana, tribu vraisemblablement insoumise. En tout cas, le 10, on brûle Tamza, Tamza qui en réalité se trouve sur le territoire des Amamra. On s'est peut-être trompé de cible (16).

A l'abri de la forêt, Tamza était vraisemblablement une guelaa. C'est la première fois que l'on voit dans l'Aurès les militaires français s'en prendre aux biens des populations qui perdent dans une telle opération tout ou partie de leur approvisionnement — certaines fractions, on l'a vu, ont plusieurs guelaa — et peuvent être ainsi réduites à la misère.

L'incendie d'une guelaa est une opération sans risque : l'édifice imposant n'est pas la forteresse que l'on a souvent décrite. Certes elle est gardée mais plus par le respect que l'on a pour un lieu sacré que par les quelques vieillards qui y vivent en permanence mais elle est très rarement défendue. Les hommes sont ailleurs. C'est donc une façon de porter atteinte aux forces vives de l'adversaire, que l'on emploiera souvent.

Tamza brûlée, on monte une razzia, chez les Beni Oudjana. On en revient avec 100 bœufs, 60 chevaux ou mulets et 6000 moutons. Voilà encore une tribu appauvrie pour longtemps (17) !

Sur le chemin du retour, à Medina, située à « la tête des principales vallées qui prennent leur origine au Chelia » le principal sommet de l'Aurès, parviendront deux nouvelles importantes. Tout d'abord les Ouled Daoud (Touaba) la tribu la plus nombreuse et la plus puissante dont le territoire s'étend du Tell au Sahara dans la partie médiane du massif « s'est conformée strictement aux ordres qui lui ont été donnés » et l'on peut compter qu'elle les respectera parce que les soldats français campent au milieu de ses terres à céréales du piémont tellien et les guelaa où sont emmagasinées toutes leurs richesses sont à portée des militaires. « En conséquence ses villages — des guelaa en réalité — seront scrupuleusement respectés (18). »

La campagne semble donc être devenue sans objet, la colonne n'a plus qu'à rentrer à Batna ; mais on apprend que « certains des Ouled Abdi étaient décidés à la résistance ». Cela n'a rien d'étonnant : les Ouled Abdi sont constitués de nombreux villages dirigés par des assemblées de

(14) LARTIGUE, *op. cit.*, p. 215.

(15) *Ibid.*

(16) « Journal de marche de la colonne Herbillon ». Archives du S.H.A.T., p. 18.

(17) « Journal de marche de la colonne Herbillon ».

(18) Colonel de LARTIGUE, *op. cit.*, p. 215.

notables qui prennent leurs décisions à l'unanimité. Nul doute que cette population de petits jardiniers doive se décider à négocier ; mais encore faut-il lui en laisser le temps (19). Sur les tractations qui se sont opérées à ce moment-là nous sommes assez bien renseignés par l'ancien bey qui se trouvait sur place. Une insurrection montagnarde aurait arrangé ses propres affaires ; or, écrit-il dans ses *Mémoires*, s'il y eut bien dans un premier mouvement « un refus énergique de se soumettre », il n'y eut aucune préparation à la lutte, puis un désaccord si profond que lui-même aurait « conseillé aux gens de se soumettre »... après une journée de combat « ils lâchèrent pied et s'enfuirent de tous côtés (20) ».

Contrairement à bien d'autres, nous dit-on, le général Bedeau « le saint, le stoïque, l'ascète » (21) ne recherchait pas la bataille pour la bataille et usait de diplomatie chaque fois qu'il le pouvait (22). Pourtant — c'est lui-même qui le reconnaît dans un rapport adressé au général Bugeaud le 26 mai —, « il avait donné ordre de brûler le village d'Aydous (Haïdous résidence de la famille maraboutique des Dourdouria dont il a été parlé dans le chapitre précédent) afin de punir d'une manière exemplaire les habitants qui avaient été les instigateurs de la révolte ; mais, les arbres fruitiers formant la principale richesse du pays, il n'avait pas mis à exécution l'ordre de les couper ».

Si la résistance à Haïdous avait été presque nulle, ce qui peut s'expliquer par l'esprit pacifique des marabouts, il n'en avait pas été de même de ceux voisins de Teniet el Abed et de Fedj-el-Cadi qui furent occupés le 20 mai par le bataillon indigène et la Légion étrangère (23). « C'est là probablement que se situe la journée de combat à l'issue de laquelle les montagnards lâchèrent pied et s'enfuirent. Il faut dire que l'affaire leur avait causé une cinquantaine de morts tandis que la colonne avait cinq tués et 20 blessés (24) ». Le soir même les marabouts vinrent implorer leur pardon ; mais leur village « fut brûlé pour faire un exemple ». « Le 22 mai la colonne expéditionnaire continua à descendre la vallée des Ouled Abdi... Toutes les populations vinrent solliciter l'aman il en fut de même de la tribu voisine de Beni-Ferah et le 1^{er} juin la soumission de la région Ouest était (considérée comme) terminée (25) ».

Pour la première fois peut-être de leur histoire, des troupes armées s'en étaient prises aux Aurasieus dans leurs villages, s'exposant à blesser des femmes et des enfants, n'hésitant pas à détruire des subsistances. Les coups avaient porté presque uniquement sur les agglomérations de la haute vallée située dans la zone d'influence des Dourdour, les marabouts d'Haïdous. Ce n'était probablement pas l'effet du hasard mais la suite probable

(19) *Ibid.*, p. 217.

(20) « Mémoires d'Ahmed Bey ».

(21) Ch. A. JULIEN : *Histoire de l'Algérie contemporaine*. P.U.F., 1964, p. 326.

(22) Pierre GOINARD : « Algérie, l'œuvre française ». Laffont, 1984.

(23) Colonel de LARTIGUE, *op. cit.*, p. 217.

(24) *Ibid.*, p. 219.

(25) *Ibid.*, p. 219.

des informations tendancieuses des Ben Abbès dont un des représentants allait recevoir le commandement des vallées qui venaient de se soumettre. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre et paraît regretter le capitaine Bocher dans ses « Souvenirs » (26). Cette orientation laisserait des traces.

La « soumission » de l'Est aurasien que l'on allait à présent entreprendre se présentait de façon bien différente. Elle comportait des risques dus non seulement à l'adversaire mais aussi au relief et au climat. Dans la contrée qu'on venait de quitter on avait eu affaire à des populations sédentaires groupées en villages qui ne pouvaient vous échapper. Dans l'Oriental, en revanche vivaient des tribus nomades et leur mobilité leur permettait d'échapper aux poursuites. Pour passer des régions d'altitude encore enneigée il y a peu de temps aux régions présahariennes où le soleil était déjà brûlant il faudrait franchir des chaînes de montagnes par des sentiers escarpés, suivre des vallées étroites coupées par des défilés où l'on avancerait par deux et où l'on serait à tout instant exposé à des embuscades.

Or la colonne revint au camp au bout d'un mois ayant seulement perdu un homme et deux ou trois blessés. Les pertes de « l'ennemi » n'avaient pas été tellement plus considérables, non pas que les montagnards aient fui devant les soldats français mais dans leurs mouvements de transhumance saisonniers, ils étaient partis avec femmes et enfants moissonner leurs champs du piémont saharien et, déjà ils devaient être en train de rentrer leurs grains, les orges tout au moins, dans l'une de leurs lointaines guelaa où elles seraient, pouvaient-ils espérer, à l'abri de la troupe.

Il n'y avait pas eu un seul engagement d'une certaine importance ; de part et d'autre on avait tirillé. A défaut de faire la guerre aux hommes difficilement accessibles, on s'en prit à leurs biens (27).

(La troupe) rappelle le capitaine Boyer « accueille avec joie l'espoir d'une lutte prochaine ; il faut souvent à l'armée la distraction de la poudre pour ranimer et relever le soldat dont le courage se détend assez vite après de longues marches sans rencontres (28) ». Tel devait être l'état d'esprit de la colonne ; on lui offrit donc le feu et la razzia.

Chez les Beni Bou Slimane où l'on entra dès le 3 juin en évitant de passer par les Ouled Daoud considérés comme soumis, « une partie refusait de se soumettre et de payer l'impôt », on brûla donc la guelaa de Ksar près de Tkout en présence de « 40 ou 50 Kabyles » (sic) qui ne réagirent pas. Un peu plus loin on brûla « les magasins de la tribu » à « Djar-Allah ». En remontant vers le Tell par le djebel Berga et le djebel Chechar on eut quelques difficultés alors que l'on était engagé dans d'étroits défilés, « les Arabes (sic) s'étant embusqués sur les hauteurs ». On chercha les respon-

(26) Ch. BOCHER, *op. cit.*, p. 459.

(27) Tous les détails de cette campagne sont extraits des journaux de marche de la colonne du lieutenant-général Bedeau et de celle du colonel Herbillon. Archives historiques du ministère de la Défense, Château de Vincennes.

(28) Ch. BOCHER, *op. cit.*, p. 864.

sables ; quelques-uns passant pour appartenir aux Beni-Maafa, on décida donc de brûler leur guelaa de Tabarga où étaient « renfermés tous leurs grains, tapis, etc. ». Dans la journée du 12 on monta donc une vaste opération sur cette guelaa considérée comme « imprenable » mais elle ne fut pas défendue, car elle n'avait pas été aménagée plus que toutes les autres pour supporter un siège. Le rédacteur du journal de marche nous dit que « les gardiens se rendirent à discrétion aux conditions que le général leur avait imposées », ce qui laisse penser qu'ils eurent la vie sauve.

La colonne avait encore devant elle un important massif montagneux situé au sud-ouest de la future ville de Khenchela, aujourd'hui chef-lieu de wilaya. Les cartes actuelles l'appellent le djebel Aïdel ; il était, semble-t-il plus connu autrefois sous le nom de djebel Faraoun : en tout cas, c'est ainsi que Masqueray le désigne et voici ce qu'il nous en dit (29) :

« S'il est un spectacle en Afrique bien fait pour ravir un homme du Nord, c'est assurément le djebel Faraoun vu du côté qui fait face au Chellia. En bas, une plaine étroite, détrempée par les eaux une partie de l'année, est couverte de moissons ; des pins s'élèvent au-dessus puis des chênes verts, tous magnifiques, puis des milliers de cèdres, non pas à demi-brisés par les tempêtes, comme ceux de Teniet el Had, mais élancés en flèches et régulièrement étagés jusqu'au sommet de la montagne conique — dont plusieurs sommets dépassent les 2 000 mètres. Ajoutez à cette végétation sauvage, les témoins de la colonisation romaine, les amandiers de Châbet el Louz, les noyers d'Aïdouça, des rejetons de cerisiers et de pêchers, des ormes dont les ancêtres soutenaient des rameaux de vigne, en un mot tous les arbres de nos routes et de nos vergers d'Europe, qui ne peuvent pas plus que nous-mêmes supporter l'inclémence du Sahara ».

E. Masqueray qui a recueilli les traditions de l'Aurès oriental voit dans les Amamra du djebel Faraoun les descendants des Djeraoua dont la Kahina aurait été la reine. Ceux-ci se vantent encore, précise-t-il (30), d'avoir eu pour reine une certaine « Djemaa » qui ne peut être qu'elle et leur tradition nous apprend l'existence de sultans « romains ».

Ignorant bien entendu tout ce passé qui donne un lustre particulier aux Amamra le commandement décide de monter dans cette contrée particulièrement verdoyante riche en terres et en troupeaux une vaste opération ainsi relatée dans le journal de marche de la colonne Herbillon à la date du 16 juin :

« M. le lieutenant général voulant soumettre les quatre fractions des Amaroua forme deux colonnes afin d'opérer sur les flancs Nord et Sud de la montagne habitée par cette tribu. Il charge en conséquence M. le colonel Herbillon avec les deux bataillons de son régiment et celui de la Légion étrangère de se porter dans la partie Nord de la montagne tandis que lui-même allait opérer dont la partie Sud ».

(29) E. MASQUERAY, *Formation des Cités*, p. 151.

(30) *Ibid.*, p. 170.

« Cette colonne — la colonne Herbillon — est renforcée des 50 chevaux du 3^e Chasseurs d'Afrique et des deux obusiers de montagne (31) ».

L'opération va se transformer en une immense razzia absolument sans risque pour la troupe qui n'aura ni mort ni blessé, ce qui montre qu'on n'a eu affaire qu'à ceux qui gardaient les troupeaux. La colonne, dès lors, emploiera tout son effectif à convoier ses prises : des centaines de bœufs, des milliers de moutons. Le rédacteur du journal de marche de la colonne Herbillon se dit certain que cette leçon sévère profitera à la tribu attaquée. Il apparaît en effet que les quatre fractions des Amamra toutes plus ou moins touchées, l'une d'elle raziée deux fois par méprise, enverront leurs cheikhs verser leurs contributions. Du reste, en rentrant au camp, on opérera encore quelques razzias dans les champs de céréales de la tribu qui se trouvaient à proximité du chemin que l'on emprunta et où les moissons avaient probablement commencé.

Ainsi voilà les populations de l'Aurès « soumises » et bien soumises. Écrasées pourrait-on dire à propos de certaines. D'autres au contraire, comme les Ouled Daoud, ont fait à temps les gestes qui leur ont permis d'être épargnées.

Quand on considère comment les choses se sont passées, que l'on constate qu'il n'y a eu aucune résistance sérieuse, aucune coordination entre les gens des différentes vallées et même entre les habitants d'une même vallée, qu'en aucune circonstance, si l'on s'en rapporte aux journaux de marche, on ne vit, aux cours de ces semaines, un seul soldat français maltraité ou mutilé on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a eu alors un énorme et tragique malentendu auquel, il faut le dire, les populations autochtones extérieures à l'Aurès n'ont pas été étrangères : certaines d'entre elles ont participé à la désinformation, d'autres au pillage.

*
**

Quand, dans ces semaines-là l'« ex-bey » Ahmed s'éloigne de Menaâ, il prend la direction de l'Est et cela se comprend très bien. C'est dans les régions de l'Aurès qui confinent à la dépression saharienne que la position de la France apparaît la moins solide. Ben Ahmed bel Hadj, le représentant de l'émir Abdelkader, originaire de la bourgade saharienne de Sidi Okba, a conservé des partisans dans le puissant massif voisin de l'Ahmar Khaddou et avec eux on l'a vu capable de mener des actions offensives comme la prise de la casbah de Biskra. Qu'il y ait eu connivence ou non entre eux c'est dans ce même massif que l'on retrouve le bey Ahmed. Il a trouvé refuge dans une petite tribu qui nous est particulièrement bien connue en raison du long séjour qu'y ont fait, dans les années qui précéderent la seconde guerre mondiale, deux attachées du Musée de l'homme Thérèse Rivière et Germaine Tillon.

(31) « Journal de marche du colonel Herbillon », p. 17.

En ces temps-là, les Ouled Abderrahmane Kebech, c'est le nom de cette tribu vivaient encore sensiblement comme leurs ancêtres et voici comment s'exprime Thérèse Rivière (32) :

« Les Ouled Abderrahmane, semi-nomades, pasteurs de chèvres et de moutons, cultivateurs de blé et d'orge vivent à peu près en économie fermée, ils n'achètent encore en fait de produits manufacturés que des cotonnades, des bijoux, des socs d'araire, et en ce qui concerne les produits alimentaires, très peu d'huile, de café, et de sucre » dont, bien entendu ils étaient complètement privés il y a un siècle. « Leur territoire a une quinzaine de kilomètres de large de l'Est à l'Ouest, pour une cinquantaine de long du Nord au Sud. Au Nord l'Ahmar Kaddou a des sommets de près de 2 000 mètres. Les hommes et quelques familles y passent quelques jours par an en été et en automne pour les labours, les récoltes de céréales, les battages, et la surveillance des troupeaux. A une quinzaine de kilomètres plus au Sud... s'étend une région appelée Hoyir dont l'altitude varie de 1 500 à 1 800 mètres où les montagnards passent l'été et qu'ils quittent aux premières pluies d'automne. « La tribu passe l'hiver entre 1 000 et 700 mètres aux environs du grenier fortifié de Kebech » et de Rhanime, la première oasis située à 400 mètres dans la région aride très spécifique des derniers reliefs aurasiens appelée dakhla. « Au printemps enfin la tribu s'installe sur ses terres sahariennes de Mzira ».

Quand Thérèse Rivière, en 1935-1936, campaient chez les Ouled Abderrahmane, la tente n'était plus qu'un habitat temporaire. Comme tous les Aurasiens transhumants les Ouled Abderrahmane, depuis le début de ce siècle, s'étaient mis à construire des maisons et même, en raison de leurs fréquents déplacements, ils en possédaient en montagne et au Sahara.

Tel était le milieu tribal très pauvre dans lequel est arrivé le malheureux bey dans le courant de l'été 1845 et dans lequel il passe pour avoir vécu pendant deux ans.

La guelaa de la tribu — la guelaa de Kebech — qui lui aurait servi de résidence a été ainsi décrite par la jeune voyageuse française Odette Keun qui l'a visitée vers 1928 :

« Le chemin qui mène à Kebech est accidenté et âpre. On monte, on descend, on marche en file indienne tant le sentier est étroit... Des collines dénudées, rougeâtres se referment en couloirs qui oppressent... soudain elles s'ouvrent, et alors on voit le désert, blanc teinté de rose, ondulé et infini comme une mer... Plus on avance, plus on est impressionné par la noble et austère solitude... Je ne puis décrire cette guelaa en détail, car elle n'a point d'ordonnance. Elle se compose de peut-être deux cents cellules, chacune à pic sur le roc, sur un plan différent, et elle va aussi haut que le terrain lui permet de s'étendre. Le sentier extérieur tordu qui conduit aux cellules prend naissance dans un porche qui est aussi un tunnel ; il se met à grimper à mesure le

(32) Thérèse RIVIÈRE : *L'habitation chez les Ouled Abderrahmane Chaouïa de l'Aurès*. Africa, t. II, 1938, p. 294-331.

piton bleuâtre, puis il se ramifie..., rampe entre des pans, des crevasses, des précipices, sous des bancs et des rebords de pierre, au-dessus des toits et au dessous des plates-formes des cellules superposées ; les pieds n'ont pas de prise sur le roc où il se glisse, il a fallu pour le rendre praticable... aux gens des montagnes — poser sur la ligne qu'il décrit des pierres comme les degrés d'une échelle couchée, et des poteaux usés par le frottement des mains qui s'y agrippèrent... Le long de ce sentier de cauchemar, il y a une confusion, un entassement inextricable d'antres, d'encoignures, de galeries, de tunnels, d'alvéoles, de corniches, de cavernes, parfois ouverts, remplis de couffins, de jarres, de ruches abandonnées. Et autour de tout cela, sous tout cela, sur tout cela, se chevauchant, s'entrecroisant, se surplombant, les cellules reliées par des picrres, des bois, des trappes, avec leurs portes de planches grises, verrouillées, si basses que, pour entrer, on se traîne à plat ventre... on est épouvanté par le ruban glissant de ce sentier qui monte, sur ce sol fendillé et calciné, dans cette clarté torride où les ombres mêmes sont de bronze. sous ce ciel chauffé à blanc. On est rendu perplexe jusqu'à l'hébétement par la mêlée et le désordre de ces constructions fantastiques, par cette citadelle aux compartiments infinis percés dans le roc et que le roc avale, par tout ce que ces pierres et ces murs ont d'irréductible, d'informe et de brutal... (33)».

Sur le temps que passa le bey Ahmed dans l'Ahmar Khaddou on ne sait rien. « Il ne put endurer l'isolement et la mélancolie de cette réclusion et il se rendit aux vainqueurs... », a écrit Odette Keun. L'environnement immédiat est, il est vrai, d'une extrême austérité ; mais l'ancien bey ne vécut certainement pas reclus dans la guelaa de Kebech. Dans une région où les montagnards possédaient tous des tentes dans lesquelles ils vivaient une grande partie de l'année, il faut imaginer aussi Ahmed et les siens installés dans des tentes de grande dimension qu'ils avaient pu transporter avec eux ou bien que l'on avait mises à leur disposition. On verra un peu plus tard à l'inventaire rapide de quelques guelaa détruites par les soldats français que les montagnards ne manquaient ni de tentes, ni de tapis, ni de coussins qui, réunis, pouvaient permettre de réaliser un habitat assez confortable. Par ailleurs à quelques kilomètres, sur le territoire de la petite tribu des Ouled Youb, s'échelonnent aujourd'hui différents lieux saints, Ksar Ouled Youb, Tibermacine ou Timermacine et Sidi Masmoudi, le premier dans la montagne à une altitude peu différente de Kebech, le dernier à l'abri de la dernière barrière rocheuse au-delà de laquelle se déploie le Sahara et Tibermacine quelque peu au nord de Sidi Masmoudi. A Tibermacine et à Sidi Masmoudi se trouvent aujourd'hui des tombeaux et à Ksar Ouled Youb, auprès de la guelaa de ce nom, une importante zaouïa de l'ordre des Rahmania. Elle était à Sidi Masmoudi jusqu'à sa destruction par les militaires français en 1859 ; elle fut reconstruite par la suite sur son emplacement actuel. On l'appelle depuis zaouïa de Timermacine.

(33) Odette KEUN, *op. cit.*, p. 210.

Sidi Ghazali, le chef de cette zaouïa, était, voici un demi-siècle, le marabout le plus influent de l'Aurès, sa position géographique en limite de la plaine et de la montagne lui conférant un pouvoir d'arbitrage entre montagnards et oasiens.

Accompagnant le chef de la commune mixte de l'Aurès, je suis arrivé à Ksar Ouled Youb à la nuit tombée, le 29 ou le 30 avril 1939. C'est donc à Odette Keun sur les lieux quelque dix ans plus tôt que je ferai encore appel pour décrire les lieux.

« Deux rangées de collines vermillon, des sentiers affreusement pierrailleux où les sabots des bêtes claquent contre les cailloux avec des bruits de castagnettes, une descente abrupte comme la chute d'une cascade, une oasis resserrée, d'un vert noirâtre, la traversée d'une rivière tarie aux lueurs d'argent terne, l'escalade d'un coteau rose adossé à des montagnes taupe — et nous sommes dans la guelaa de Ksar-Ouled-Youb bâtie sur plusieurs gradins, fauve, compacte où, au milieu des greniers s'érige la vaste demeure de Sidi Ghazali. Avec ses dépendances, les maisons des frères et des parents du marabout elle constitue le village... Les Khouans du marabout, qui viennent en tournée pour recevoir sa bénédiction, attendent respectueusement dehors, qu'on les nourrisse : ce soir ils ne sont qu'une trentaine, mais on m'assure qu'aux grandes fêtes le marabout fait vivre trois cents disciples et que lors de ses mariages il en hébergea des milliers (34)... ».

Sidi Ghazali était un grand personnage et je me souviens, en ayant noté par écrit tous les détails, de l'accueil fastueux que ce petit vieillard ridé fit au chef de la commune mixte dont je me trouvais être le compagnon. Jamais chez aucun caïd, agha ou bachagha, je ne vis une telle profusion de plats lors du dîner qu'il nous fit servir dans une vaste pièce toute tendue d'étoffes de soie.

Son ancêtre Si Saddok que la France combattit devait être de même envengure. C'est sans aucun doute vers sa zaouïa qu'Ahmed Bey s'était dirigé quand il avait dû quitter la zaouïa de Menaâ. Il n'est pas imaginable qu'il ait oublié ses devoirs d'hospitalité et qu'il ait laissé l'hôte que Dieu lui avait envoyé manquer du nécessaire.

Lorsqu'il se fut livré à des officiers qui lui firent, écrit-il dans ses *Mémoires*, « un accueil des plus honorables », Ahmed Bey se garda bien de faire état de la Zaouïa de Tibermacine pour ne pas en compromettre le chef.

Sur ses onze années d'errance le bey Ahmed en aura donc passé à peu près six dans les montagnes, à peu près également réparties entre le Belezma, la vallée de l'Oued Abdi et le massif de l'Ahmar Khaddou. Chez les Ouled Soltan, il est un acteur de la lutte contre les Français, chez les Ouled Abdi, il n'est plus guère qu'un spectateur, dans l'Ahmar Khaddou, il n'est plus rien qu'un homme traqué.

(34) Odette KEUN, *op. cit.*, p. 210.

Chapitre VIII

L'Aurès sous le régime militaire

1850-1886

Une campagne comme celle des mois de mai et juin 1845 constitue une plongée dans un monde complètement ignoré, les voyageurs du XVIII^e siècle n'ayant fait qu'en explorer les franges. La rédaction par chaque colonne d'un journal de marche est sans doute conçue essentiellement sous un angle militaire; elle fournit néanmoins quelques indications intéressantes sur le pays traversé. On apprend ainsi que l'Aurès est riche et bien cultivé, qu'on y pratique la culture en terrasse, et qu'on lutte par le feu contre la forêt — mais très certainement aussi contre les bêtes fauves, notamment le lion dont on sait qu'il abondait à l'époque. On constate dans les guelaa que l'on va brûler la présence assez fréquente de tapis qui contribuaient grandement au confort de la vie sous la tente et qui confirment en même temps l'existence d'une activité familiale du travail de la laine extrêmement importante. On croyait sa production essentiellement réservée à l'usage domestique mais au témoignage de Bocher, dans la vallée de l'oued Abdi tout au moins, une part en était vendue sur les marchés.

Dans quelle mesure le niveau de vie des montagnards fut-il affecté par les destructions de biens auxquelles se livra l'armée française pendant cette courte période, on ne peut s'en faire aucune idée car on ignore ce que les pertes subies ont représenté par rapport aux biens possédés. Pour Masqueray (1) les propriétaires d'une guelaa devaient être subitement affamés si l'ennemi s'en emparait. Cela aurait pu être si chaque fraction n'avait possédé qu'une guelaa mais on a vu par l'exemple des Touaba que le même groupe social pouvait être propriétaire de plusieurs de ces guelaa : il faut, d'autre part, tenir compte des solidarités tribales.

En tout cas, parmi les tribus les plus gravement affectées à cette époque on peut sûrement citer les Beni Oudjana, les Beni Bou Slimane et les Amamra. E. Masqueray qui a étudié les traditions de cette dernière tribu ne cite guère qu'une de ses fractions, les Ouled Yacoub, ce qui pourrait laisser penser qu'elle seule avait survécu mais on retrouve les

(1) E. MASQUERAY, *Fondation des Cités*, p. 155.

quatre fractions qui la constituaient lors des opérations de délimitation des douars effectuées à la fin du siècle. Parmi les rares tribus sorties indemnes, il faut au moins citer celle des Ouled Daoud (Touaba) considérée, on l'a vu, comme s'étant soumise dès l'apparition des troupes françaises et qui, si l'on en juge ne serait-ce que par le nombre de leurs guelaa, était l'une des plus riches.

L'enseignement le plus clair de cette courte « guerre », c'est le manque total de concertation entre les différentes communautés aurasiennes, aucune ne s'est portée au secours de l'autre : preuve très nette des possibilités qu'il y aurait eu d'éviter les extrémités auxquelles la France en est arrivée par suite d'un manque complet d'informations sur l'organisation de la société montagnarde.

Mais comment connaître les sentiments réels de gens qui ne parlaient pas l'arabe ? Quels intermédiaires trouver ? Il y avait ces Couloughli si peu turcs, arabes dans leur façon de s'exprimer, berbères par une partie de leurs ascendances. Seulement ces Couloughli méprisaient les Chaouïa qui eux les détestaient !

Tout cela les Français ne le savaient pas et l'apprendraient peu-à-peu. N'ayant pas d'autre choix ils firent appel aux Couloughli et leur accordèrent une confiance qu'ils ne méritaient pas au détriment des chefs de fractions et des assemblées villageoises qui détenaient le pouvoir réel au plan local mais avec lesquels les communications ne pouvaient s'établir que par l'intermédiaire d'interprètes.

Les interprètes, agents indispensables mais combien dangereux ! Il eût fallu au moins pouvoir s'en passer aussi vite que possible et pour cela imposer à tous les fonctionnaires en contact avec les populations rurales la connaissance du dialecte local. On en comprit la nécessité mais on se contenta d'encourager l'étude des parlers par l'attribution de primes qui restèrent à peu près sans effet. Pour la plupart, officiers et probablement plus encore civils, ne purent se passer d'interprètes d'où tant d'erreurs d'appréciation et de fautes !

A la fin du siècle un chef de fraction de l'Aurès s'exprimera ainsi devant un Père Blanc de la mission d'Arris : « Nous voudrions exposer toutes ces choses (que nous avons à cœur) à l'administrateur lors de nos réunions mais son interprète dès qu'il voit que nous allons parler de quelque chose qui ne lui plaît pas à lui-même nous regarde avec ses yeux menaçants et traduit incomplètement ou nullement nos paroles (2) ».

Simple représentant du bey auprès d'un ensemble tribal déterminé et surtout chargé du temps des Turcs d'assurer le recouvrement des contributions, le caïd, généralement couloughli, est demeuré en place sous le régime français et il s'est acquis un pouvoir beaucoup plus important du fait de la méconnaissance initiale du milieu par les officiers. Il faut dire que toutes ces petites sociétés aurasiennes, sédentaires ou non, constituaient des milieux beaucoup plus complexes que la tribu nomade avec laquelle ils avaient eu affaire dans la plus grande partie de l'Algérie.

(2) *Diaire de la mission d'Arris*, 1899, p. 188.

Parmi les erreurs d'appréciation commises dans les premiers temps je citerai comme particulièrement graves celles concernant la situation probable du bey Ahmed après sa fuite de Menaa et les affaires de Nara.

En 1848 les autorités soupçonnent l'ex-bey, réfugié dans les conditions que l'on a vues, de « se livrer à mille intrigues pour soulever le pays (3) ». C'est probablement une information des Bengana. Le commandement décide aussitôt d'entreprendre une action conjuguée pour s'emparer de sa personne. De Batna partit donc une petite colonne sous les ordres du colonel Canrobert, futur maréchal de France, qui, sur son passage, fit mettre le feu à la guelaa de Souf el Ma (4), et de Biskra un détachement commandé par le commandant de Saint-Germain appuyé par les tribus de Si Ahmed bey Benchennouf (5).

La faible importance relative des forces engagées montre bien qu'on ne croit pas à un soulèvement possible. D'ailleurs le bey se livra sans aucune opposition. Il sera transféré à Constantine où la population lui fera bon accueil et il mourra bientôt à Alger.

En tout cas cette nouvelle intrusion des Sahariens avec les dommages qu'elle entraîne n'était pas de nature à apaiser les montagnards.

Les affaires de Nara se produisent un peu plus tard : dans l'Oued Abdi les deux agglomérations voisines de Menaa et Nara que Masqueray appelle des villes pour montrer leur importance « s'étaient toujours combattues avec un acharnement extraordinaire (6) » en dépit de leur origine commune. Or, par deux fois, en 1849, Nara va être mise en accusation par un caïd qui est un Ben Abbès de Menaa et chaque fois la troupe interviendra, la seconde de telle façon qu'il n'en restera plus que cendres.

Le capitaine Bocher l'a reconnu lui-même : dans le premier cas, un membre de la famille Ben Abbès ayant été tué à Nara, le caïd mit sur le compte d'une révolte des gens de Nara contre son autorité ce qui était en réalité le crime de caractère passionnel d'un homme outragé dans son honneur. D'où la première opération (7) :

« Le colonel Carbuccia commandait alors la subdivision de Batna. Voulant étouffer le feu avant qu'il éclatât, il partit brusquement à quatre heures du soir par Ksour et la ville de Bouzina. Le lendemain à la chute du jour, il était au pied de Narah, ayant franchi en vingt-quatre heures, avec de l'infanterie, un espace de vingt lieues, à travers un pays hérissé d'obstacles. C'est une des courses les plus rapides et les plus hardies qui aient été accomplies en Afrique par nos fantassins, ces marcheurs incomparables. Enlevant sa petite troupe après ne lui avoir donné qu'un moment de repos, le colonel Carbuccia escaladait la terrasse presque à pic qui sépare Narah de Menaa, arrivait devant les murs de la ville insurgée, y lançait quelques obus, et revenait

(3) SEROKA, *op. cit.*, p. 74.

(4) LARTIGUE, *op. cit.*, p. 221.

(5) SEROKA, *op. cit.*, p. 74.

(6) MASQUERAY, *op. cit.*, p. 26.

(7) BOCHER : *Prise de Narah*, p. 859.

avant la nuit camper dans la vallée. Le lendemain il la remontait et rentra à Batna après avoir montré ses baïonnettes à toutes les tribus de l'Abdi, surprises de cette brusque apparition (8) ».

La 2^e affaire de Nara qui s'acheva sur le massacre de toute la population est liée de façon difficilement justifiable à une affaire beaucoup plus connue, le siège de Zaatcha, dont le capitaine Bocher est aussi le narrateur.

« Zaatcha était un important ksar de la région centrale des Ziban, proche de Tolga à 7 lieues à l'ouest de Biskra. C'est déjà sous le prétexte commode d'une question d'impôt, estime Bocher qu'une révolte partielle (y) éclata en 1833. Le bey de Constantine, Ahmed, fut obligé de se rendre dans les oasis à la tête d'une colonne de trois à quatre mille hommes, il fit rentrer facilement dans l'ordre la plupart des révoltés, Zaatcha, seule, résista... Après un combat qui dura toute une journée, le bey dut se retirer en toute hâte vers Biskra, laissant un grand nombre des siens frappés dans les jardins de l'oasis et deux pièces de canon. Ainsi, déjà à cette époque, Zaatcha s'était acquis un certain prestige... Abdelkader qui dès l'année 1838 avait cherché à étendre son action sur les Ziban voulut plus tard les attacher davantage à sa politique ; il leur donna pour chef en 1844 Bel Hadj de Sidi Okba, personnage très riche et très influent — dont il a été question précédemment — mais les gens du Zab Dabraoui — la partie des Ziban où se situe Zaatcha — n'ayant pas voulu le reconnaître et lui ayant refusé l'impôt, Abdelkader leur envoya des troupes et un de ses lieutenants, Si Ahmed ben Amar, qui vint avec deux mille réguliers, trois mille hommes de goum et quatre pièces de canon mettre le siège devant Zaatcha. La résistance fut énergique, les assiégés battirent en retraite après des pertes considérables (9) ».

Les habitants de Zaatcha avaient donc un passé de résistants et les deux sièges qu'ils avaient subis dans des temps très proches leur avaient montré qu'ils étaient tout à fait capables de défendre les approches de leur ksar. Parmi les faits que Bocher met en avant pour expliquer les événements de la fin de l'année 1845 : « la révolution de février (1848) qui aurait eu un contre coup défavorable dans toute l'Algérie », étant venue « donner de fausses espérances à une population soumise mais non vaincue, « des tâtonnements, quelques erreurs regrettables coïncidant avec d'autres causes de désordres (10) ».

Les Ziban, et plus particulièrement les habitants du village-oasis de Zaatcha supportaient aussi mal l'autorité nouvelle des Bengana que la France leur avait imposée qu'antérieurement celle du beylik, le détonateur ayant toujours été certaines mesures d'ordre fiscal considérées comme spoliatrices.

(8) BOCHER : *Souvenirs du siège de Nara*, p. 860.

(9) *Le siège de Zaatcha souvenirs de l'expédition dans les Ziban en 1849*. Revue des Deux Mondes, 1^{er} avril 1851, p. 74.

(10) Ch. BOCHER : *Le siège de Zaatcha*. Revue des Deux Mondes, Paris, 1851, p. 72.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire dans le détail « l'affaire de Zaatcha » qui allait entraîner le siège du ksar et opposer les six cents défenseurs retranchés derrière les murailles et les palmiers à des troupes françaises de plus en plus nombreuses en même temps que les combats se prolongeaient.

Le siège dura cinquante-deux jours, il y eut des scènes atroces et, de part et d'autre, les pertes furent considérables, non pas tellement du fait des corps à corps que du choléra.

L'affaire de Zaatcha intéresse l'Aurès par les répercussions qu'elle eut sur le sort de Nara (ou Narah) : 40 de ses habitants y auraient participé d'après Bocher et Seroka (11) selon lesquels il aurait existé des liens de parenté très anciens entre les deux agglomérations. Ils en donnent pour preuve que les gens de Nara étaient des Ouled Saada et que la zaouïa de Zaatcha était désignée sous le nom de Si Saada. La présence des gens de Nara pourrait s'expliquer beaucoup plus facilement par le fait qu'on était à la saison des dattes et que les montagnards qui en sont de gros consommateurs, étant venus en chercher dans cette oasis, s'y étaient trouvés bloqués par le siège.

Mais pourquoi fit-on payer si cher à Nara la présence de quelques-uns des siens ? Que l'on ait entendu punir la ville peut s'expliquer étant donné la façon dont on faisait la guerre, mais de là à constituer un corps expéditionnaire de 4 000 hommes et à faire entrer en campagne dans la montagne, un 25 décembre, une troupe d'une telle importance composée de soldats qui venaient de combattre à Zaatcha ! Il fallait venger leurs camarades !

« Dès le deuxième jour « d'épais tourbillons de neige, comme il en tombe pendant l'hiver sur les plus hautes montagnes, vinrent obscurcir l'air au point de rendre la marche impossible. Il fallut s'arrêter... » Quand on parvint à se remettre en route « on mit près de sept heures pour arriver jusqu'à Bahli, le premier village de la vallée, le chemin étant flanqué de précipices affreux que la neige dérobait aux regards ».

La colonne descendit toute la vallée sans être inquiétée, « les villages protestent de leur obéissance », même Chir dont les dispositions étaient douteuses et où « on séjourne le 29 et le 30 ». « Depuis notre entrée dans les Aurès, précise Bocher, on n'avait pas tiré un coup de fusil. Le 30 à Chelma, non loin de Menah, on attendit en vain les soumissions. » « Avant de porter le coup décisif, le chef de l'expédition voulut essayer, comme à Zaatcha, d'amener l'ennemi à composition en le frappant dans ses intérêts les plus précieux, en dévastant au lieu de tuer. Il envoya du camp des corvées armées pour détruire les magnifiques jardins fruitiers que cultivaient les gens de Narah, et qui s'étendent en jardins artistement disposés sur les pentes jusqu'au lit de la rivière. Une pareille destruction... ne servit qu'à irriter en eux l'esprit de résistance. Dès le 3 janvier 1850 on se prépara à l'attaque de vive force. Il n'y avait plus à perdre un jour « en raison des mauvaises conditions climatiques et des problèmes de ravitaillement ».

« L'avant-veille du jour qui avait été fixé pour l'attaque « des chefs ennemis étaient venus en parlementaires » ce qui montre bien

(11) SEROKA, *op. cit.*, p. 77.

qu'ils étaient disposés à se soumettre mais à certaines conditions auxquelles le général Canrobert n'accéda sans doute pas. Le 5 janvier à la pointe du jour trois colonnes attaquèrent Narah par trois côtés différents... Vers les neuf heures du matin les militaires étaient maîtres de Narah sans qu'il y eut, semble-t-il de résistance et « le feu fut aussitôt mis aux maisons... Jusqu'à trois heures du soir, on occupa les troupes à la destruction des villages et des fertiles jardins qui avaient été la richesse des kabyles de Narah ». Il y eut quelques morts et blessés du côté français. « Il ne se fit qu'un trop grand massacre du côté des habitants » reconnaît CH. Bocher (12) ».

La route de la vallée ayant été rendue impraticable en raison d'abondantes chutes de neige la colonne sut faire un large détour par le Sud pour rentrer à Batna.

Dans cette affaire, Bocher le dit ouvertement, les gens de Menah furent « les alliés de la France » (13). Il paraît donc vraisemblable que les raisons d'agir du chef de la subdivision qui l'avaient amené à détruire Nara lui aient été inspirées par le caïd de l'Oued Abdi, Mohammed ben Abbès !

E. Masqueray qui l'a connu sur le tard nous a laissé un portrait flatteur de ce Ben Abbès sorti de la zaouïa dont la France avait fait un « caïd de l'Aouras », avec pouvoir non seulement sur les « Aoulad Abdi proprement dits, sur Nara comme Mena, villes rivales et ennemies fort surprises de se trouver sous le même joug », et sur « l'Ouad el Ahmar dont les deux cités Bou-Zina et Tagoust, avaient vécu jusque-là indépendantes ». Il est vrai, ajoute Masqueray, qu'« il n'en abusa que pour dissiper en aumônes son traitement et la meilleure part de ses revenus personnels. Ainsi toutes ses dattes de Sidi Oqbah étaient distribuées aux pauvres et, quand l'empereur Napoléon III lui offrit la croix de la légion d'honneur, il répondit qu'il préférerait une ferme dans l'oued Taga, pour continuer d'être le Moula Sebil grand aumônier de l'Abdi. Il s'était marié plusieurs fois, mais surtout il aimait les livres, qu'il faisait venir de fort loin et lisait dans sa solitude de Oum er Reha. Il se plaisait à vivre là, au fond d'un petit bordj isolé, loin des villages des Chaouïa, évitant le bruit et même les soucis du gouvernement autant que possible (14) ».

Le capitaine Bocher qui l'a connu dans sa jeunesse (1847-1849) l'a jugé bien différemment : « Bel Abbès, fils d'un marabout de Menah qui avait joui d'un grand renom de sainteté, n'hérita ni des vertus, ni de l'influence de son père, se laissait trop entraîner au courant des mœurs faciles qui règnent dans ces contrées », tout particulièrement Menah, qualifiée par lui de « Capoue africaine (15) ». Ce serait lui, semble-t-il, qui aurait dirigé les coups des Français sur la malheureuse ville de Nara.

En 1850 encore, on a déjà eu l'occasion de le narrer dans le premier

(12) Tout le récit du siège de Nara est emprunté aux « Souvenirs du capitaine Bocher » parus dans la *Revue des Deux Mondes*, en 1857.

(13) Prise de Narah, p. 871.

(14) E. MASQUERAY : *Formation des cités*, op. cit., p. 172.

(15) Ch. BOCHER, op. cit., p. 859.

chapitre de cet ouvrage, de nouveau une importante colonne sous les ordres du général de Saint-Arnaud traversera l'Aurès d'ouest en est et du nord au sud. Elle n'aura pas eu l'occasion de se battre. « Partout, conclut le *Journal de marche*, la soumission a été complète, tous ont acquitté leurs contributions ». « Comme militaire, ajoute son rédacteur, il est seulement permis de regretter que nos troupes n'aient pas eu l'occasion de se mesurer avec l'ennemi (16) ».



Après cette expédition l'armée française va s'éloigner pendant un certain nombre d'années. La contrée va pouvoir se refaire et elle en a bien besoin car le seul passage de la troupe la ruine, par ses exigences. « Beaucoup de tribus, explique le colonel Noellat (17), préfèrent s'insurger que d'y pourvoir; en effet, insurgées, elles fuiront devant nos colonnes et demanderont l'aman quand nos colonnes arriveront; elles paieront l'amende de guerre, mais elles ont des chances d'échapper à ces levées qui prennent souvent à une tribu 500 mulets, 3 ou 4 000 chameaux et les rendent exténués, diminués des trois quarts de leur valeur ».

Il faut aussi considérer le sort du convoyeur qui « n'a ni tente, ni vêtement de rechange, ni ustensile de cuisine... à la merci de toutes les intempéries, pluies, froids, grosses chaleurs du jour... qui reçoit des coups de tout le monde » et qui est obligé de quêrir de-ci de-là un peu de nourriture pour sa bête et pour lui (18). « Il percevra bien quelques dédommagements mais ceux-ci sont dérisoires (19) ».

L'armée, jusqu'alors meurtrière et destructrice — va laisser place à l'armée « pacificatrice et constructrice représentée par l'officier du bureau arabe ».

« Dans le corps expéditionnaire des officiers, en général des jeunes, ardents autant que perspicaces, réalisèrent rapidement la fragilité de notre position et la vanité d'une amorce de conquête qui ne serait pas accompagnée d'une action politique d'envergure.

« Du moment que l'occupation militaire se prolongeait, ils pressentaient que l'armée allait avoir à assumer des responsabilités d'ordre politique et humain dépassant de beaucoup les limites normales de la compétence du soldat... C'est Lamoricière et avec lui Daumas, Léon Roches (en ce qui concerne ce dernier cela me paraît douteux), Voirol puis Lapasset, du Barail, Sonis qui furent les penseurs, les protagonistes de cette politique de bon sens qui consiste d'abord à connaître et à comprendre les populations, ensuite à se les

(16) Journal de marche de la colonne du général de Saint-Arnaud. Archives du S.H.A.T.

(17) Colonel NOELLAT : *L'Algérie en 1882*. Librairie Dumaine, Paris, p. 55.

(18) Colonel NOELLAT, *op. cit.*, p. 55.

(19) *Ibid.*, p. 54.

attacher en les traitant avec égards et justice, en leur témoignant estime et sympathie, en usant à leur endroit de méthodes d'administration nuancées, en déclenchant les impulsions socio-économiques correspondant à leurs besoins... Ce n'était pas aisé... Ce n'est qu'en 1833, qu'une section de l'état-major dite « Bureau Arabe » fut créée et confiée à Lamoricière... Étouffant ce bureau sans relâche, Lamoricière le fit ériger au bout d'un an en « Direction des Affaires Arabes ». Une direction analogue fut créée dans chaque division et un « bureau arabe » dans chaque subdivision « ainsi que sur chacun des points occupés où le besoin en serait reconnu ».

« Les officiers chargés des bureaux arabes, volontaires pour la plupart, recevaient une formation spécialisée étendue. En premier lieu, ils devaient apprendre la langue arabe ou le berbère ; leurs études portaient sur l'histoire des tribus et des *coffs*, sur les familles, les personnalités marquantes, sur les *zaouïas*, les *marabouts*, sur les habitudes, les mœurs, les coutumes, les traditions, le droit musulman, l'hygiène, l'agriculture... Il leur appartenait de visiter sans hâte les marchés, les douars, de recevoir plaintes et réclamations, d'analyser les problèmes économiques et sociaux ; et surtout il leur incombait de se préparer à guider et à encadrer les « chefs indigènes ». (G. Hirtz *L'Algérie nomade et ksourienne* Ed. P. Tacussel, Marseille, 20-4-89 p. 33).

Malheureusement, la compromission est plus facile que la mission, beaucoup plus profitable aussi sur tous les plans et de nombreux militaires ou civils s'y laissèrent entraîner.

Il faut ajouter que les officiers des bureaux arabes étaient trop peu nombreux et vivaient trop loin des populations dans un pays accidenté d'accès difficile, rendu même impossible quand la neige le recouvre. Les tournées qui demandaient plusieurs journées étaient donc très rares et de leurs résidences de Batna ou de Biskra, ils devaient trop souvent se contenter de recueillir les informations souvent tendancieuses qui leur parvenaient en essayant de démêler le vrai du faux. « Aussitôt après la pacification — mais on ne sait pas quelle année — un officier adjoint du bureau arabe de Batna avait (bien) été détaché (chez les Touaba) ; il alla occuper près de la *guelaa* d'Arris une maison de commandement construite à cette époque pour cette destination ». Dans le même temps un bâtiment semblable avait été construit à Tkout chez les Beni Bou Slimane pour accueillir un officier détaché du bureau arabe de Biskra. De ces deux emplacements judicieusement choisis la surveillance du massif pouvait s'exercer mais le bordj d'Arris fut abandonné très vite et celui de Tkout occupé par intermittence, ce qui montre que les montagnards ne donnaient guère d'inquiétudes.

Dans le Sud toutefois on peut compter sur les Bengana pour entretenir ou créer certaines oppositions. Voici comment au bureau arabe de Biskra on perçoit les choses à travers eux : « En 1856 Si Saddok bel Hadj, chef de la *zaouïa* de Sidi Masmoudi, fit ouvertement acte d'opposition ». Voici dans quelles circonstances :

« Une circulaire avait été adressée aux chefs indigènes pour les inviter à engager leurs administrés à envoyer leurs enfants à l'école arabe-française de Biskra. Si Saddok entreprit aussitôt une tournée chez les Achaches, les Beni Bou Slimane et les Touaba, donnant partout de fausses et malveillantes interprétations de cet appel et engageant les pères de famille à ne pas envoyer leurs enfants auprès des Français, donnant (ainsi) la mesure de son intolérance... Au mois d'octobre 1858, Si Saddok... dont les agissements et l'attitude hostile ont été déjà signalés profite des mesures de surveillance prescrites à l'égard des khouans des ordres religieux pour se déclarer ouvertement contre notre autorité. Il prêche la guerre sainte dans la montagne, entraîne une partie de ses habitants et lance les plus fanatiques de ses partisans sur l'oasis de Sidi Okba. 54 tentes des Lakhdar occupent de vive force un des plus grands jardins de cette oasis et cherchent, en entraînant ses habitants, à renouveler l'épisode de Zaatcha. Nos chefs indigènes, à la tête de nos goums, dispersent, après un engagement assez vif, ce rassemblement qui reprend précipitamment le chemin de la montagne. A la première nouvelle de ces événements, le général Desvaux, commandant la subdivision de Batna part de cette ville avec 3 escadrons du 3^e chasseurs d'Afrique et 2 compagnies d'élite du 99^e de ligne et vient s'établir avec ses troupes en avant de Sidi Okba où sa présence suffit à ramener le calme dans le Zab Chergui. Le peu de monde dont dispose le général ne lui permet pas de pénétrer dans la montagne, il se contente en attendant des renforts de protéger les oasis qui en bordent le pied. A cet effet il vient occuper successivement Garta et Chetma et envoie des reconnaissances dans la direction de Mchouneche. Le 1^{er} décembre les goums chargés de cette opération sont surpris... après un combat assez vif où les pertes ont été égales de part et d'autre, le 18 ils surprennent à leur tour les goums des insurgés à El Habel, leur tuant 4 hommes et ramènent trois prisonniers à la colonne. Le 25 décembre les rebelles cherchent à reprendre l'oasis de Branis ; ils sont reçus par les Ouled Zian, propriétaires de l'oasis, qui les refoulent dans la montagne avec une telle vigueur que lorsque les troupes du camp apprennent ce mouvement, le combat a déjà pris fin. Trois bataillons viennent renforcer le camp de Chetma et le général Desvaux y complète l'organisation d'une colonne qui comprendra environ 3 000 baïonnettes, 3 escadrons du 3^e chasseurs d'Afrique et une section d'artillerie de montagne et qui commencera dans les premiers jours de janvier 1859 ses opérations dans l'Ahmar Khaddou. L'expédition fut courte ; le 10 février nos troupes pénétrèrent dans la montagne. Le 13, elles rencontrèrent les rebelles que commandaient Si Saddok et ses fils et les culbutèrent dans les ravins de Tounegatine. Le lendemain elles razièrent la zaouïa de l'agitateur et rasèrent le village des Ahl Ghoufi qui était la forteresse de l'insurrection et dont les habitants furent répartis entre les autres villages de la vallée de l'oued el-Abiod. Si Saddok et sa famille qui avaient cherché à se sauver en furent empêchés par le commandant Laure et les goums commandés par le caïd des Ziban et son gendre Ahmed ben Naceur. Ce dernier les fit prisonniers et les livra au Général Devaux (20) ».

(20) Colonel SEROKA, *op. cit.*, p. 134.

La capture de Si Saddok a été également revendiquée par El Mihoub ben Si Ahmed Bey Ben Chenouf chef du clan rival des Bengana, alors caïd du Zab Chergui (21).

« La peine de mort prononcée contre Si Saddok et ses frères par le conseil de guerre de Constantine fut commuée par l'empereur en une détention perpétuelle et ils furent transférés à l'île Sainte- Marguerite ».

Si l'on admet la relation que le colonel Seroka a donné des faits, ceux-ci se ramèneraient essentiellement aux trois points suivants :

1) Si Saddok, personnage religieux influent, aurait fait preuve de son mauvais esprit à l'occasion d'une tournée parmi ses fidèles.

2) Dans un esprit de guerre sainte il aurait soulevé les montagnards du sud de l'Aurès qui auraient attaqué les oasis de Sidi Okba et de Branis, aux environs de Biskra.

3) Une colonne militaire commandée par le général Desvaux aurait été dirigée sur l'Aurès, aurait culbuté les montagnards, incendié la zaouïa de Si Saddok et brûlé la guelaa de Ghoufi, considérée comme l'un des foyers de l'insurrection. En trois jours l'affaire était terminée.

A propos de l'attitude imputée à Si Saddok il convient de rappeler ici qu'il eut peut-être sujet de s'inquiéter d'un décret de 1850 instituant un enseignement arabe-français ; mais les officiers du cercle de Biskra auraient pu pleinement le rassurer : il est clair qu'à cette époque l'ouverture d'écoles dans l'Aurès n'est pas imaginable, il se passera encore plus d'un demi-siècle avant qu'on en reparle.

Quant à une insurrection générale des montagnards, celle-ci aurait pu se comprendre au souvenir de Mchounech, de Haïdous, du djebel Faraoun en 1845, de Zaatcha et de Nara en 1849 ; mais ce que l'on observe au milieu du siècle dernier, ce sont encore des conflits de voisinage pour des questions d'eau, de terrain ou de pâturage, conflits attisés plutôt que résolus par les gens d'influence le plus souvent religieux ; Si Saddok soutenait les tribus de l'Ahmar Khaddou, zaouïa de Khanga Sidi Nadji, les tribus du djebel Chechar et les Beni Melloul. Quant à la zaouïa de Tolga, dans les Ziban, toute rahmania qu'elle fût, elle ne devait pas être fâchée de voir la zaouïa de Sidi-Masmoudi-Tibermacine perdre une partie de son influence.

L'agitation dénoncée par les Bengana non sans arrière-pensée apparaît locale et traditionnelle, elle n'a pas le caractère de guerre sainte qui lui fut intentionnellement prêtée et qui va permettre de sanctionner durement ces marabouts de Sidi Masmoudi qui n'y sont peut-être pour rien.

1879 : vingt années se sont écoulées depuis la prétendue insurrection de Si Saddok qui a entraîné l'intervention en force de l'armée avec l'artillerie de montagne, pillages et incendies de guelaa.

(21) AGERON, *op. cit.*, p. 643, t. II, note I.

Fut-elle la dernière opération de ce genre ? On peut le penser. Dans la fameuse lettre de l'empereur au maréchal Pélissier, le chef de l'État n'a-t-il pas écrit : « L'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe ; les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à notre protection et je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français ». 6 février 1863.

En tout cas, l'Aurès traverse une période tranquille et la vague de l'insurrection kabyle de 1871 est venue mourir sur les premières pentes du massif.

Dans le même temps l'environnement s'est modifié : Batna, simple camp à l'origine, est devenue une petite ville mi-européenne, mi-indigène de 6000 habitants. A 10 km au sud-est, l'antique Lambaesis, ancienne capitale de la Numidie Méridionale, Tazoult pour les Algériens, a accueilli un pénitencier construit pour les « insurgés » de juin 1848 et les « transportés » du coup d'État du 2 décembre 1851, pénitencier qui deviendra par la suite « Maison centrale ». Biskra la Vescera antique, l'ancienne capitale du Zab a repris vie après l'épreuve des années 66-70 et elle comptera bientôt 8000 habitants. Plus loin au nord, il y a les nouveaux villages de colonisation, et puis, Constantine, la capitale de la province qui s'est peuplée en partie d'Européens. Des marchés nouveaux se sont créés, celui de Batna deviendra le grand débouché de l'Aurès septentrional et particulièrement de la toute proche vallée de l'oued Abdi. Ainsi après des années de misère, les montagnards — tout au moins les mieux situés géographiquement — vont s'enrichir, nous dit le colonel Noellat par suite du haut prix qu'atteignent vite leurs productions de toute nature vendues sur les marchés voisins, céréales, laines, troupeaux, dattes (22) » et, bien sûr, fruits et légumes.

Ainsi, pour la première fois, l'occupation française paraît apporter certains avantages aux Aurasiens qui, par ailleurs, semblent à cette époque à l'abri de tous les bouleversements que sont en train de connaître les Hautes Plaines constantinoises, en raison de leur éloignement relatif et surtout des difficultés d'accès du massif, de son relief tourmenté et de son économie très diversifiée.

Tandis que la société nomade est en voie de disparition du fait des opérations militaires et des razzias qui l'ont en partie ruinée et puis des dispositions prises pour introduire la colonisation foncière sur des terres où se retrouvent partout des témoignages de leur antique prospérité. On entendra de moins en moins parler des grandes confédérations berbères, Harakta, Hanencha, Nemencha qui autrefois traitaient d'égal à égal avec les beys. Par contre la société montagnarde aurasiennne qui s'est tenue à l'écart de l'insurrection de 1871 et n'en a pas subi les contre coups se maintiendra en s'adaptant.

Il faut ajouter que, de droit ou de fait, l'Aurès va échapper pour longtemps encore à l'application du régime forestier qui, ailleurs, en ces années-là, spolie si durement les tribus littorales dont les massifs de

(22) NOELLAT, *op. cit.*, p. 102.

chênes-lièges sont très convoités. Enfin, bien que l'état sanitaire des populations montagnardes apparaisse, autant qu'on puisse en juger, bien peu satisfaisant, du moins celles-ci semblent-elles avoir été protégées des épidémies, choléra et typhus qui, ailleurs, de 1866 à 1868 font des ravages parmi des populations sous-alimentées : l'Aurès est à l'abri parce qu'il souffre moins des aléas climatiques, la culture irriguée s'y étant en partie maintenue.

Le massif se trouve à l'écart des grandes voies de circulation le long desquelles se propagent ces épidémies.

Pour bien mesurer la solidité relative de la société aurasiennne dans l'ensemble maghrébin, il faut faire entrer en ligne de compte l'institution de prévoyance dont elle s'est dotée, on l'a vu très anciennement, la guelaa, bien plus utile que le silo à grain. En ces années 1859-1879 les montagnards auront probablement reconstruit quelques-unes de celles qui avaient été détruites, de sorte que leur réseau doit couvrir de nouveau tout l'Aurès central et oriental.

Compte tenu de toutes ces données, il est permis de penser que la population s'est au moins maintenue dans une période où l'Algérie enregistrait d'importantes pertes de vies humaines.

Pour cette période et pour l'Aurès en particulier nous avons la chance de posséder les études que lui a consacrées Masqueray.

Masqueray a été souvent cité dans cet ouvrage, le moment me paraît venu de présenter cette personnalité mal connue sinon méconnue. Fanny Colonna (23) va m'aider à le faire :

« De 1872, date de sa nomination comme professeur d'histoire au lycée arabe-français d'Alger, à 1880 surtout, moment où il occupe la chaire nouvellement créée d'Histoire et d'Antiquités de l'Afrique, il s'est beaucoup déplacé dans le pays, et pas seulement, ni même d'abord, dans les montagnes berbérophones. Des souvenirs, publiés vers la fin de sa vie, des notes de terrain, divulguées à travers toute une série de rapports, de correspondances avec des personnalités scientifiques ou politiques du moment en témoignent : il connaît bien la steppe centrale jusqu'à Messad, l'est, les Nemencha jusqu'à Négrin, le Mزاب, la Kabylie. Il apprend l'arabe dès ses premières années à Alger, sans doute en 1873 ou 1874, le berbère un peu plus tard. « Voyage dans l'Aouras » écrit en 1876 est son premier article algérien. Il en écrira plusieurs autres sur le même sujet : « Documents historiques recueillis dans l'Aouras » en 1877, « Le djebel Chechar » en 1878, « Ruines anciennes de Khenchela à Besseriana « Ad Majores » en 1878-1879, « Note concernant les Aoulad-Daoud du Mont-Aurès (Aourâs) » 1879, « Traditions de l'Aurès oriental » 1885 et enfin en 1886 sa thèse sur la « Formation des Cités chez les populations sédentaires de l'Algérie (Kabyles du Djurdjura, Chaouïa de l'Aourâs, Beni Mezab) ». Il meurt en 1894.

(23) *Formation des Cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*. Présentation par Fanny Colonna, p. 111.

Ainsi l'essentiel des connaissances de Masqueray sur l'Aurès a été acquis avant 1879 et l'a été à la suite de longs séjours sur le terrain, en plein cœur du massif, ce qui est non pas rare mais unique et confère à ses écrits un intérêt exceptionnel. Bien sûr, tout n'est pas à prendre chez lui au pied de la lettre. Le domaine linguistique n'est pas le sien. William Marçais l'a souligné mais il est bien utile et même irremplaçable quand il s'attache à étudier les sociétés villageoises et tribales, notamment les Ouled Daoud chez lesquels le paludisme l'a contraint de séjourner plusieurs semaines.

« La conquête française, écrit-il, modifia l'organisation barbare de l'Aouras tout entier par secousses et sans règles fixes. On réunit des groupes autrefois hostiles pour composer les Amamra (tribu de l'Aurès oriental), les Aoulad Abdi (tribu de l'Aurès occidental); d'autre part on laissa subsister sans y rien toucher d'anciennes oppositions en quelque sorte nationales » sur lesquelles l'auteur est revenu longuement dans sa « Formation des Cités ». Masqueray poursuit : « Nous leur avons donné des cadis en 1866... il y avait de petits saints locaux inoffensifs, à la façon des saints d'Espagne ou d'Italie. On s'en effraya, on leur fit la guerre et, centralisant ainsi par ignorance à notre détriment, on poussa leurs dévots vers les confréries des khouans... Il n'est pas excessif de dire que nous avons islamisé l'Aurès ».

Cette affirmation de Masqueray appelle quelques réserves : il est vrai qu'à partir de 1866 la France a commencé à installer des cadis dans l'Aurès, peut-être seulement un seul, ce qui n'a pas empêché les montagnards de continuer à régler leurs affaires selon leurs coutumes, de la même manière que les Kabyles, bien que le fait soit moins connu. Toutefois au témoignage des Pères Blancs qui vont bientôt s'installer à Arris (1893) les femmes chaouïa dont on connaît l'esprit d'indépendance n'ont pas hésité, elles, à s'adresser au cadi pour régler leurs affaires conjugales et à la fin du siècle, le cadi siégeant à Arris pouvait traiter 700 divorces par an. En revanche les hommes continuaient à soumettre leurs affaires aux djemaa locales. En tout cas leur intervention en matière de divorce montre que les cadis s'étaient parfaitement adaptés à la situation qu'ils avaient trouvée. Ils ne semblent pas avoir cherché à imposer le droit musulman et il semble bien que dans les domaines où ils sont intervenus tels que les divorces ils aient fait application des coutumes.

Les erreurs les plus graves de l'administration française se situent au niveau de sa politique indigène, au départ largement inspirée du régime turc sans en avoir les avantages. Lisons la note très remarquable de Masqueray sur les « Aoulad Daoud du mont Aurès » et d'abord « L'avis au lecteur » :

« Le cheikh des Halha, fraction maraboutique des Aouled Daoud — compromise dans les troubles de 1879 — était au mois de septembre 1876 un petit vieillard robuste qui possédait quelques biens dans la plaine de Medina et près du village d'El-Hammam — dans la haute vallée de l'Oued el Abiod. Il n'avait guère de relations avec l'autorité supérieure, il se contentait de battre son blé quand il

était mûr. Si un serviteur du caïd ou un cavalier du bureau lui apportait un ordre, il réunissait ses enfants sur l'aire et, quand il avait pris leur avis, il consultait sa femme Ammouna. Je la revois debout devant le cheikh assis, grande et mince quoique âgée de près de cinquante ans, vêtue de bleu, la tête entourée d'un foulard rouge et parée de grandes boucles d'oreille d'argent. Nous tombâmes malades de la fièvre le cheikh et moi ; ma tente fut dressée à côté de la sienne et ses fils allèrent de l'une à l'autre comme si j'eusse été un des leurs. Quand je pus me lever, la petite famille m'installa sous de beaux arbres au bord d'un ravin voisin ; les jeunes portaient ma table et ma chaise et me tenaient compagnie. Quelques passants s'approchaient timidement, s'asseyaient, regardaient puis revenaient le lendemain. Ces nouveaux amis m'apportaient des grenades et des figues. C'est là, au cœur même de cet Aurès tant redouté que j'ai recueilli les renseignements qui suivent... Quant au fond je puis me porter garant d'une exactitude absolue sur tous les points... Quand on vous dira la vérité on vous rappellera d'abord la confusion effroyable de la société africaine au lendemain de notre conquête et notre ignorance complète non seulement de la configuration du sol, des populations, des langues mais même de la population mahométane encore si mal connue... force fut au gouvernement de se contenter tantôt de serviteurs indignes qu'il ne pouvait remplacer, tantôt même d'institutions vicieuses qu'il ne pouvait refondre. Quelques fautes furent commises... mais en politique comme en morale, il ne faut jeter la première pierre qu'avec réserve ».

« Peut-être, et Masqueray évoque ici les événements de 1879, le vieux cheikh d'El-Hammam a-t-il vu sa mesure renversée, sa tente déchirée par nos spahis, ses moutons vendus, ses sols pillés, ses fils blessés ou tués. Que ceux qui ne peuvent comprendre que je le plaigne autant qu'un de mes compatriotes passent leur chemin ».

« Au point de vue politique, nous dit Masqueray, après avoir beaucoup remanié, on en vint à remettre le commandement des diverses régions aurasiques à des personnages indigènes extrêmement divers. Ainsi le caïd de l'oued Abdi... descend directement de marabouts puissants qui ont créé une sorte d'État régulier à la fin du Moyen Age... Par contre le caïd des Oudjana, le plus vaillant soldat de tout l'Aouras qui sauva Batna en 1871 était Turc. Il était canonnier au service du bey lors de la prise de Constantine... Il en était à peu près de même du caïd Bachtarzi des Beni-Bou-Slimane, petit-fils de tailleur... le qaïd de Khanga Sidi Nadji est une sorte de nouveau prince maraboutique. Quant aux Ouled Daoud ils furent livrés au qaïd Boudiaf lequel vint habiter Batna où il se tenait exclusivement ». « ... il était fils et petit-fils des ennemis invétérés de l'Aouras, au service des Turcs et des nôtres ».

D'où cette plainte du vieux cheikh d'El-Hammam qui nous a été rapportée par Masqueray (24) : « Pourquoi ne nous gouvernez pas vous-mêmes. Nous ne vous plaignons pas de Bou Diaf en tant que qaïd et d'ailleurs la paix présente vaud mieux que l'ancien temps ; mais vous, vous êtes des gens de justice, des cheurfa. Or nous ne

(24) MASQUERAY. Note concernant les Aoulad Daoud du Mont Auras, p. 7.

communiquons jamais avec vous. Que faites-vous de nos contributions et de nos amendes ? Ne pouvez-vous donc pas nous donner des routes et des marchés, par exemple un marché dans la plaine de Medina ? ».

Il est probable que Masqueray en entendit bien davantage pendant les journées qu'il passa près d'El-Hamman lors de l'accès de paludisme qui le contraignit à interrompre sa tournée chez les Touaba mais les seuls propos dont il nous fait part constituent de la part du cheikh des Lahla une dénonciation du régime caïdal susceptible, si elle avait été rapportée, de lui valoir de sérieux ennuis. Masqueray fut-il imprudent ? « S'honorant, comme il l'écrit, de l'amitié des officiers des bureaux arabes » il les tint probablement au courant de ce que lui avait dit le vieil homme. On dut en causer dans les popotes et le caïd Boudiaf, déjà prévenu contre ce chef de fraction considéré par lui comme dangereux, finit certainement par en être informé. De là à penser que dès ce jour il prépara un coup contre lui...

Pure hypothèse peut-être ! En tout cas, il y a eu sans doute un coup monté. Voici la version officielle des faits.

Fin mai 1879 les autorités militaires sont informées d'une certaine turbulence qui se serait créée à l'instigation d'un personnage religieux jusqu'alors inconnu. On apprendra qu'il est originaire des Beni Bou Slimane, tribu voisine des Touaba vivant en assez mauvais termes avec ces derniers, ce qui ne le prédisposait pas à recevoir un bon accueil chez eux.

Alors qu'il était enfant, Mohammed ben Abdallah a pu assister à l'incendie de la guelaa de sa fraction située à Djarallah et voir tous les biens qu'elle contenait réduits en cendres lors du passage de la colonne (25) et cette vision est de nature à faire comprendre les sentiments qui peuvent l'animer. Masqueray ne dit mot de cet homme, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'un « petit Saint de l'Islam » comme bien d'autres mais qui a pu devenir un « saint furieux » selon l'expression de Fanny Colonna, comme il en apparaît de temps à autre au Maghreb.

C'est le colonel Noellat qui en a fait un « chérif » c'est-à-dire un descendant du prophète, ce qui n'est évidemment pas.

Alertée par le caïd des Touaba « l'autorité militaire de Batna... envoya deux deïra (cavaliers du bureau arabe) pour s'emparer de la personne de l'imam et l'amener à Batna. En arrivant à El-Hammam, les deux deïra trouvèrent l'imam à la mosquée et se mirent en devoir de l'arrêter... Mohammed... voulait se laisser emmener et conseillait la soumission à la foule accourue autour de la mosquée mais dans cette foule un coup de fusil partit puis d'autres, les deïra furent tués et Mohammed délivré. L'insurrection était commencée, le Rubicon franchi (26) ».

Dans les jours suivants, trois des caïds de l'Aurès sont l'objet d'agression, et deux sont assassinés. Compromis par de telles actions, des gens des Touaba et des Beni Bou Sliman entrent en dissidence derrière le ché-

(25) Journal de marche de la colonne.

(26) NOELLAT : *L'Algérie en 1882*. Paris, Dumine, 1882, p. 104.

rif et s'en vont attaquer la résidence du caïd des Ouled Abdi dans sa ferme de l'ouled Taga et tuent son fils. Enhardis par leur impunité, « les insurgés » se portent au devant des troupes françaises parties de Batna et c'est la débâdade. Le chérif et ses fidèles se mettent en mouvement. « Le chérif et les Lehala n'attendirent pas que le cercle fut fermé (27) », ils cherchèrent à s'enfuir vers le sud mais partout ils trouvèrent des gens hostiles qui « se jetèrent avidement sur leurs troupeaux (28) ! Repoussés dans toutes les directions, ils réussirent à s'échapper mais pour tomber en plein été dans des régions sans eau et les spahis et les goums des postes sahariens partis à leur poursuite ne « trouvèrent plus que des cadavres déjà calcinés et desséchés par la fournaise saharienne (29) ».

Tels sont, brièvement résumés, les faits qualifiés d'insurrection par les historiens français.

Une insurrection conduite par qui, menée avec qui et contre qui ? Pour le colonel Noellat (30), commandant du cercle de Biskra au moment de ces événements, Mohammed ben Abdallah aurait été un prédicateur de guerre sainte aux ambitions déçues ; il reconnaît toutefois que l'enquête faite à la suite de « l'insurrection » ne parvint pas à établir si celui qu'il appelle le chérif avait reçu des appuis extérieurs soit de « chefs religieux résidant à l'étranger, soit de la zaouïa de Timermacine avec laquelle il « avait des liens », soit de chefs politiques expulsés de l'Aurès.

La zaouïa de Timermacine ou Tibermacine aurait pu effectivement jouer un rôle mais Noellat reconnaît lui-même que Mohammed ben Abdallah était en mauvais termes avec celle-ci. Pour en finir avec lui il faut encore dire que dans la mémoire des gens, Fanny Colonna l'a constaté, Mohammed ben Abdallah apparaît comme quelqu'un de tout à fait secondaire dont on parle « avec condescendance » alors que « Sidi Saddok bel Hadj « est toujours évoqué avec émotion et révérence ». On a bel et bien le sentiment d'un homme dont l'influence a été grossie pour les besoins de la cause, c'est-à-dire pour mettre en difficulté les Lhala.

Quand Noellat parle des chefs politiques expulsés, il fait état de ce qui s'est passé en 1874 et des soupçons qui ont pesé sur les Benchennouf, personnages intrigants qui, on l'a vu, avaient participé à l'arrestation de Si Saddok en 1859 et qui en avaient été récompensés par un commandement sur tout l'Aurès méridional et ses abords sahariens, c'est-à-dire sur les khouans de la zaouïa de Tibermacine : exemple frappant des maladresses du pouvoir et du mépris dans lequel étaient tenus les montagnards.

En tous cas, le comportement des Benchennouf dans l'Aurès les avaient rendus suspects et ils avaient été internés à Constantine sous l'inculpation d'incitation à l'insurrection. Le caïd Bachtarzi les avait alors remplacés et, après l'assassinat de ce dernier, les Benchennouf furent soupçonnés de l'avoir fait disparaître : ce qui ne les empêcha pas de reve-

(27) *Ibid.*, p. 111-112.

(28) *Ibid.*, p. 112.

(29) *Ibid.*, p. 113.

(30) *Ibid.*

nir quelques années plus tard et en force dans l'Aurès méridional par un retour de faveur.

S'il n'est pas possible d'exclure totalement dans les événements de 1879 une intervention des Benchennouf comme aussi bien de leurs rivaux les Bengana, ce qu'a écrit Noellat des premiers incidents : « L'intervention de deux cavaliers du bureau arabe de Biskra, les paroles insultantes qu'ils auraient proférées, la volonté néanmoins exprimée par « le chérif » de se laisser emmener et les conseils de soumission qu'il aurait donnés à la foule accourue, puis un premier coup parti dans la foule (31) » donne bien des raisons de penser que la réaction des Touaba n'avait rien eu de prémédité. Sinon et c'est encore Noellat qui l'écrit « la haute vallée de l'oued el Abiod où se sont produits les premiers incidents graves est une véritable forteresse que nos colonnes n'auraient pas enlevée sans de grands efforts si elle avait été sérieusement défendue », si par conséquent cette défense avait été organisée (32). Or il n'en a rien été et en définitive la participation réelle des montagnards ne dépassa guère le cercle des Lehala. Du reste ces Touaba n'ont bougé ni en 1845 ni plus tard.

Ce qui permet plus que toute autre considération d'exclure une concertation, c'est l'époque de l'année : encore une fois et ce n'est pas un hasard les choses se sont passées au temps des moissons et déjà, souligne Noellat, « la vallée de l'oued el Abiod regorgeait d'étrangers (33) venus participer aux travaux qui, dans cette région particulièrement riche, allaient se poursuivre pendant plusieurs semaines suivant l'étagement des cultures. C'était l'époque où chaque famille devait aller installer sa tente auprès de son champ et où l'on n'avait pas la tête à autre chose qu'aux travaux agricoles qui conditionnaient toute la saison.

Cette exigence continuelle du calendrier, l'errance des tribus transhumantes, les divisions profondes (34) tant chez les clercs que chez les laïcs l'absence de grands chefs rendent, quoi qu'on pense, difficilement concevable une insurrection de l'Aurès au début de l'été. 1879 m'apparaît comme l'explosion pour un incident mineur — la goutte d'eau qui a fait déborder le vase — de populations qui n'ont pu oublier les incendies de leurs villages ou de leurs guelaa mais qui surtout ne supportent plus l'arbitraire des familles caïdales.

En tout cas les Touaba, tout particulièrement, payèrent très cher un engagement auquel la solidarité tribale les empêchèrent de se soustraire et auquel ils avaient mis fin très vite : les tribunaux ne tinrent aucun compte de leurs motivations. Plus que les morts, les condamnations, les amendes de guerre qui « varièrent selon les villages (ou les fractions) de

(31) NOELLAT, *op. cit.*, p. 104.

(32) Les « insurgés » n'ont même pas songé, semble-t-il à s'appuyer sur les guelaa qui s'échelonnent à peu de distance les unes des autres dans la haute vallée touaba.

(33) NOELLAT, *op. cit.*, p. 104.

(34) « Les Aoulad Daoud rebelles ont été écrasés par nos troupes sans que les Aoulad Aboli et les Oudjana leurs voisins aient témoigné d'autre sentiment qu'une véritable joie ». E. Masqueray, *Formation des Cités*, p. 163.

dix à vingt fois l'impôt annuel», que les razzias auxquelles se livrèrent aussi bien les tribus restées fidèles que les colonnes expéditionnaires, ils subiraient les mesures de séquestre collectif dont ils pourraient toutefois se racheter en cédant à l'État 2 000 hectares de terre en grande partie irrigables situés aux lieux-dits Foum-Toub et Medina pour la colonisation européenne (35). (Cf. P.V. du Senatus-consulte 1891-1898).



Il n'avait pu échapper aux militaires et surtout aux officiers des bureaux arabes que cette déplorable affaire trouvait son origine dans différentes erreurs dont ils étaient en grande partie responsables : liberté excessive laissée aux grands caïds, désinformation, d'où mauvaise appréciation des situations locales, aboutissant à l'envoi de deux simples cavaliers pour arrêter un petit personnage religieux, qui aurait acquis une influence bien au-delà de la fraction des Touaba au milieu de laquelle il vivait et aurait eu de grandes ambitions (36). Toujours est-il que les autorités ne paraissent pas avoir cru à cette prétendue insurrection que l'histoire officielle a d'ailleurs à peu près complètement ignorée : dans son « Algérie » Augustin Bernard a évoqué seulement « des mouvements (37) ». En fait, cela inquiéta si peu que l'on ne tarda pas à étendre le territoire civil bien au sud de Batna avec la création fin 1886 d'une nouvelle commune mixte dont le siège fut fixé à Lambèse (Tazoult) et dont dépendit la vallée de l'oued Abdi jusqu'aux régions d'oasis et la partie supérieure de la vallée de l'oued El Abiod, c'est-à-dire tout le pays touaba, considéré il n'y a pas si longtemps comme insurgé.

Ce remaniement aurait été probablement différé si le gouvernement français avait éprouvé des inquiétudes mais la vie du massif ne semble guère avoir été troublée dans les dernières années du régime militaire.

La décision d'internement administratif qui vint frapper en 1880 quelques notabilités religieuses de la vallée de l'Oued Abdi pourrait être considérée en raison de sa date comme le dernier acte de « l'insurrection » ; mais en réalité il semble s'agir de tout autre chose. Voici comment Fanny Colonna à la suite de ses recherches relate « l'affaire de la Dardourya », du nom du lignage religieux auquel appartenaient ses protagonistes : « Même si l'on a tout lieu de penser qu'il s'agit d'une cabale (montée avec la complicité de la plupart des chioukhs de l'oued Abdi — et j'ajouterai pour ma part avec, par conséquent celle du caïd des

(35) Chroniques du poste d'Arris 1894. Archives romaines des Pères Blancs.

(36) Colonel NOELLAT, *op. cit.*, p. 102-103.

(37) Augustin Bernard : « L'Algérie ». Alcan, 1929, p. 284.

(38) « Les archives coloniales ne tarissent pas d'éloges, en 1880, sur le calme qui règne au sein des adeptes et des zawiyat aurasiennes affiliés à la Rahmánya » Fanny Colonna, la reconversion d'un lignage saint. CRIDSSH, 1983, p. 4.

Ouled Abdi, ce Bel-Abbès de la zaouïa rivale — l'examen des chefs d'accusation est tout à fait instructif. On lui reproche... d'avoir organisé à son profit un pôle non seulement d'autorité mais, en fait, de pouvoir, dans trois ou quatre des villages de cette vallée... riche et ouverte... proches entre eux géographiquement... situés tous au nord de Chir... Les dépositions désignent dans ces villages une organisation de la vie quotidienne aussi bien laborieuse que priante, explicitement destinée à couper les adeptes du reste de la communauté, la mise en place d'un corps de justice propre qui a le privilège exclusif de régler les affaires de succession... enfin et c'est le plus remarquable on lui impute la construction de pistes de montagne extrêmement coûteuses en force de travail, destinées à relier entre eux les villages affiliés (39) ». Et l'un des chioukh entendus précise : « Il défend aux gens de ma fraction, de m'obéir, de travailler pour moi. Ils n'obéissent plus qu'à lui et je sens l'autorité m'échapper ».

« L'accusation ultime, poursuit Fanny Colonna — mais y croit-on vraiment ? — est celle de collusion avec le chérif... Si Mohammed ben Abdallah, le leader malheureux de l'insurrection de 1879 (40) ».

Ni une telle collusion, ni les mauvaises récoltes, ni les famines — car, ainsi que le remarque fort justement Fanny Colonna, « dans la montagne productrice et stockeuse à la fois, des aléas climatiques sont beaucoup mieux contrôlés qu'ailleurs — ne sont à faire intervenir dans une affaire dont les motivations apparaissent très claires : il s'agit des abus du régime caïdal.

Les Ouled Abdi, traditionnellement opposés aux Ouled Daoud — et cet état d'esprit persiste encore —, ne durent pas être mécontents de l'infortune de leurs voisins. On se souvient de ce qu'en a écrit Émile Masqueray et que j'ai rappelé plus haut et c'est là un premier point. D'autre part l'opposition semble, elle aussi, très ancienne entre les Ben Abbès de Menaa considérés sans preuves bien convaincantes comme favorables aux Turcs et la famille rivale d'Haïdous peut-être plus réservée à leur égard (41). Cet attitude paraît s'être maintenue.

En tout cas, les colonnes expéditionnaires ménagèrent visiblement Menaa et accablèrent, on l'a vu, ses adversaires (Haïdous, Nara). Par la suite, « un vaste domaine dans l'oued Taga (au sud de Timgad) fut retiré à la Derdourya pour être donné aux Ben Abbès. C'est là que le fils du caïd Ben Abbès avait été assassiné et l'on conçoit que Si Lachmi chef de la famille d'Haïdous ne s'en soit pas affligé. A partir de là, il fut facile au caïd de monter une cabale contre ce dernier.

Tout ceci, à mon avis doit être vu dans le contexte d'une société point du tout belliqueuse, fertile en conflits d'intérêts, fertile en intrigues où les questions de femmes jouent un rôle qui généralement échappe et se termine par des meurtres auxquels les clercs ne sont pas toujours étrangers. L'affaire de la Derdourya de 1880 ne sera pas la dernière du genre.

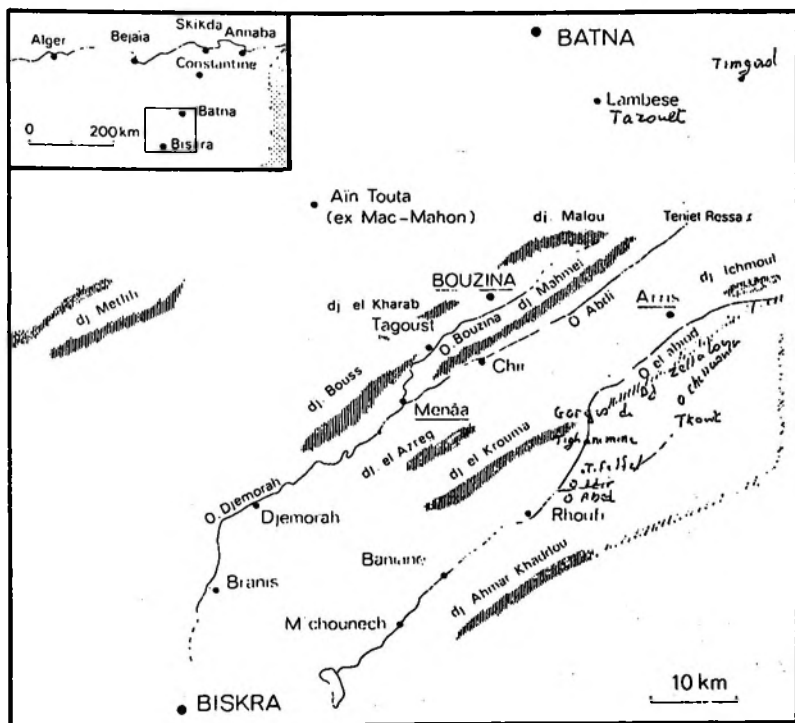
(39) Fanny COLONNA, *op. cit.*, p. 7-8.

(40) *Ibid.*, p. 8.

(41) *Ibid.*, p. 5.

Chapitre IX

Les contraintes qui font les mécontentements et d'où naissent les hors-la-loi



Légende : De 1886 à 1916 la commune mixte de l'Aurès se limitait aux deux vallées ci-dessus de l'oued Abdi et de l'oued El-Abiod. Son siège était à Lambèse aujourd'hui Tazoulet au Sud-Est de Batna (carte extraite de Lybica t. XXIII 11978, p. 10).

L'élimination physique à la suite d'un sursaut populaire des membres les plus représentatifs des familles que le pouvoir militaire avait mises en place dans l'Aurès, n'avait fait qu'anticiper sur leur élimination administrative qui se serait produite plus tard en application du sénatus-consulte de 1863 qui avait prévu la disparition des tribus et la création d'entités territoriales, les douars, entre lesquels les Algériens seraient répartis.

Par ailleurs l'Algérie avait commencé à être divisée en départements, arrondissements et communes : communes du type de la loi municipale métropolitaine de 1884, là où il y avait un noyau de colons français ; communes d'un type différent dites mixtes dans le reste du territoire, c'est-à-dire dans la plus grande partie du pays.

L'arrondissement de Batna a été créé en 1885 par distraction d'une partie très importante du Sud-Constantinois jusqu'alors soumis au régime militaire, et à son chef-lieu ont été centralisés les mêmes services administratifs que dans une sous-préfecture métropolitaine.

La création de communes mixtes à l'intérieur du nouvel arrondissement date de l'année suivante. La commune mixte de l'Aurès telle qu'elle est alors constituée ne comprend qu'une faible partie du massif, limitée aux vallées supérieures de l'oued el Abiod et de l'oued Abdi, la première peuplée de façon homogène par les Ouled Daoud, plus connus sous le nom de Touaba, la seconde peuplée d'éléments divers regroupés artificiellement dans une tribu des Ouled Abdi. Il faudra attendre 1912 pour que la commune mixte de l'Aurès rassemble, non pas tout, mais une partie très importante du massif, son extrémité méridionale constituant la commune mixte de Khenchela ; mais l'opération de 1912 double sensiblement la surface de la circonscription par le rattachement d'une importante tribu, les Beni Bou Slimane et de plusieurs petites communautés, réunies dans une tribu de l'Ahmar Khaddou, dépendant jusqu'alors du Bureau Arabe de Biskra. C'est seulement en 1916 que le chef de la commune mixte allait abandonner sa tranquille résidence de Lambèse, Tazoult en berbère, où on l'avait installé en 1886, en raison probablement de l'inexistence de toute route d'accès aux différentes vallées — pour être plongé au cœur du pays touaba, à Arris, depuis peu terminus de la route de Batna, dans les locaux de l'ancien hôpital libéré par le départ des Pères et des Sœurs Blanches.

Il arrivait en pleine guerre, dans une région très mal connue qui allait rester troublée jusqu'en 1919 par « le banditisme », qui sera évoqué plus loin.

Dans quelle situation se trouvaient les montagnards de l'Aurès avant 1916 alors qu'ils avaient été dans une très large mesure livrés à eux-mêmes depuis que les colonnes s'étaient éloignées, mais en même temps livrés aux appétits de caïds étrangers ?

D'après le nombre de foyers indiqué dans la notice du capitaine Fornier, nombre extrait probablement des archives fiscales du beylik de Constantine, la population des tribus devant constituer la commune mixte de l'Aurès peut être évaluée en 1845 à 17 600 personnes sur la base de six personnes par foyer.

En Aurès toute étude démographique doit tenir compte du compor-

tement particulier des femmes. Ce comportement a été étudié à une dizaine d'années d'intervalle par l'avocate Mathea Gaudry et par le docteur Clastrier. La première qui fit deux séjours dans l'Aurès procéda essentiellement par enquête auprès des instituteurs et des agents de la commune mixte. Le second, médecin adjoint à une mission de l'Institut Pasteur d'Algérie, chargé par le Comité d'hygiène de la Société des Nations d'étudier les moyens de combattre le paludisme a séjourné pendant 14 mois dans la moyenne vallée de l'oued El Abiod à Ghoufi, petite oasis de montagne située à quelques kilomètres en aval de la sortie des gorges de Tighanimine. Il en a rapporté une « Contribution à l'étude de la pathologie de l'Aurès » qui est en fait une des études les plus complètes que nous possédions sur la société aurasienne.

Dans le reste de l'Algérie, au témoignage de Abdelwahab Bouddiba (*La sexualité en Islam*) on observait — et on observe encore, les études démographiques le montrent — « une procréation abondante, découlant de la promiscuité continue, de la rareté des loisirs culturels, de l'ignorance des moyens anti conceptionnels et souvent de l'indifférence et de l'inconscience de l'homme » et, pour ma part, j'ajouterai de l'état de dépendance complète de la femme vis-à-vis de l'homme.

Dans l'Aurès on constatait voici un demi-siècle un comportement bien différent. « Les naissances, écrit le docteur Clastrier, n'atteignent pas la fréquence qu'elles ont chez les Arabes parce que, assez souvent, les femmes ne veulent avoir aucun lien avec leur mari afin de pouvoir s'en séparer plus facilement (1) ».

Sur cette question de la précarité des liens conjugaux, Clastrier s'il reconnaît que mariages et divorces se succèdent à un rythme accéléré, ajoute qu'il ne faudrait point étendre cette remarque à la généralité et que s'il est vrai que certaines femmes en sont à leur treizième mari — un homme aurait été réduit au célibat parce que toutes les femmes de sa tribu avaient déjà convolé avec lui — en revanche il a pu rencontrer de nombreux « vieux ménages ».

Toujours est-il que les procédés abortifs étaient de pratique courante et Clastrier nous en fait l'énumération. De même Mathea Gaudry.

« La morale chaouïa réprouverait ces procédés », estime Clastrier. Il me semblerait plutôt que les hommes ne désiraient pas se sentir impliqués dans un comportement qu'ils imputeraient aux pratiques plus ou moins « magiques » des vieilles femmes, aisément qualifiées de sorcières.

Sans doute faut-il voir là une pratique très ancienne délibérée ou non destinée à ajuster ressources et besoins. En tout cas les chiffres sont saisissants : à la même époque une centaine d'habitants au km² en Grande Kabylie, certainement moins de six dans l'Aurès, cette moyenne correspondant à une disparité très grande entre les hautes et moyennes vallées relativement peuplées et les vallées inférieures soumises aux influences sahariennes, presque désertiques. Vivaient à l'aise d'abord les Ouled Abdi à propos desquels, on l'a vu, le capitaine Boyer a été jusqu'à parler

(1) On va jusqu'à dire que les femmes n'ont pas d'enfants de leurs deux premiers mariages.

de richesse agricole et industrielle ; de même les Touaba si l'on en juge par le nombre de leurs guelaa, d'autres encore. La pratique généralisée de l'irrigation et la diversité des cultures qu'elle permettait mettaient tous à l'abri des disettes.

Dans de telles sociétés, il n'y avait, semble-t-il, d'accumulation de richesses que chez certaines familles maraboutiques plus habiles que d'autres à faire fructifier leur baraka.

Jamais plus l'équilibre existant jusqu'en 1845 ne sera retrouvé ne serait-ce qu'en raison de la pression démographique qui se fera sentir d'une façon de plus en plus forte en dépit des pratiques malthusiennes des familles montagnardes.

Sans doute les chiffres de la notice du capitaine Fornier sont-ils très approximatifs mais les chiffres contenus dans la monographie du colonel de Lartigue ne sont pas plus fiables et le doublement que ceux-ci révèlent de 1845 à 1896 — date du recensement d'où il a extrait les indications qu'il nous donne — paraît bien douteux, si l'on pense à tout ce que le massif a subi non seulement de 1845 à 1850, mais encore en 1859 et en 1879. Sans doute les opérations militaires étaient-elles de courte durée et les engagements très rares, de sorte que les pertes directes en vies humaines, réserve faite de quelques cas comme celui de Nara, ont été faibles. En revanche, les pertes matérielles résultant de la présence des troupes, des réquisitions, des pillages, des destructions de guelaa ou bien d'impositions supplémentaires ou de séquestre intervenant par la suite ont été extrêmement lourdes mais elles n'ont frappé que certaines tribus : ainsi en a-t-il été des Touaba après 1879.

On peut donc se représenter l'Aurès, riche de toutes ses potentialités, surmontant chaque fois ses épreuves, atteint bien plus profondément dans ses sentiments que dans ses moyens d'existence.

Faut-il exclure que, dans le malheur, la société aurásienne ait éprouvé le besoin de compenser ses pertes et que sa fécondité volontairement restreinte ait retrouvé un niveau plus naturel ? Ainsi pourrait s'expliquer dans une certaine mesure l'accroissement de population constatée par le colonel de Lartigue pendant la période considérée.

Les officiers des bureaux arabes puis les administrateurs de commune mixte qui héritèrent de la plupart de leurs prérogatives appliquèrent-ils une politique particulière à l'Aurès, région berbérophone ? On peut sans hésiter répondre par la négative. Ce qui le montre bien c'est le décret de 1866 qui ne tient aucun compte de l'existence de coutumes qui règlent la vie des montagnards et décide de soumettre ces derniers au droit coranique quant aux affaires civiles, les affaires criminelles relevant du juge français. Dans tous les domaines par conséquent les Aurasiens ont été traités comme l'étaient tous les Algériens.

Si tel était le principe, dans la réalité Kabyles et Aurasiens continuèrent à appliquer leurs coutumes au criminel comme au civil dans toute la mesure où il leur fut possible de le faire. Toutefois aux témoignages des Pères Blancs, les femmes estimant la juridiction des cadis plus accommodante

à leur égard que les djemaa coutumières, auraient volontiers porté leurs différends devant les mahakma (1), on l'a déjà noté.

Les Chaouïa connurent donc, théoriquement au moins, toutes les contraintes imposées à la population autochtone, en général.

Contraintes fiscales d'abord. Autant qu'il m'apparaisse d'après mes souvenirs, les Aurasieus ont été de bons contribuables sous le régime français ce qui montre combien leur réputation d'éternels révoltés était injustifiée. Et pourtant, dès les premiers temps de l'occupation française la fiscalité française paraît avoir été plus lourde et beaucoup moins souple que la fiscalité turque, et son poids ne fera que s'accroître (2). L'Aurès, heureusement, bénéficiant de conditions climatiques plus favorables que les régions voisines disposait de récoltes plus régulières. A différentes reprises les rapports administratifs feront état de bonnes récoltes dans la montagne, tandis que les hautes plaines souffraient de disettes.

Contraintes extra judiciaires ensuite : les infractions spéciales au régime de l'indigénat qui étaient sanctionnées par les administrateurs de commune mixte ont fait couler beaucoup d'encre et je ne doute pas qu'il y ait eu des abus mais je ne crois pas d'après mon expérience personnelle que cela ait fait partie des mesures dont les montagnards de l'Aurès aient particulièrement souffert. De même l'obligation d'obtenir une autorisation de port d'armes pour la simple raison que les montagnards, presque tous détenteurs de fusils de chasse, ne les déclaraient pas : il leur était si facile de les dissimuler.

Il en fut bien différemment du régime forestier, de la conscription et, dans une moindre mesure ici, de la législation foncière. Mais avant d'examiner leurs conséquences dans le cas de l'Aurès, je voudrais parler de l'application dans la commune mixte de l'Aurès des dispositions du sénatus-consulte de 1863 sur la constitution des douars qui témoigne de l'indifférence complète de l'administration supérieure à l'égard des problèmes spécifiques de chaque région.

Quand les Pères Blancs vinrent s'installer au milieu des Touaba en 1893, ceux-ci avaient conservé leur organisation ancienne ; ils se répartissaient en cinq fractions qui avaient presque toutes leurs guelaa et leurs cimetières dans les environs d'Arris et dont les activités agricoles et pastorales s'exerçaient sur un territoire étendu sur 74 km du nord-est au sud-est, et 16 km environ d'est en ouest, traversé par de nombreux sentiers muletiers. Impossible par conséquent de tailler dans ce territoire sans aboutir à un résultat absolument incohérent, beaucoup plus préjudiciable d'ailleurs à la bonne marche de l'administration qu'aux intérêts des membres de la tribu qui pourraient ne pas en tenir compte. C'est pourtant ce qu'on a fait.

(1) La mahakma est le tribunal du cadi. *Chronique du poste d'Arris pour l'année 1908*. Archives de l'ordre des Pères Blancs à Rome.

(2) A. NOUSCHI : *Enquête sur les niveaux de vie des populations rurales nord-constantinoises de la conquête à 1919*. Thèse, Paris, 1961.

Les premiers procès-verbaux des opérations du sénatus-consulte sont des documents intéressants. Celui qui relate les opérations effectuées chez les Touaba du 27 juin 1891 au 23 juin 1898 relève de la production hâtive et défectueuse signalée par Ch.-R. Ageron et montre l'ignorance de ses auteurs. Ainsi peut-on y lire que « les Ouled-Daoud... de mœurs sédentaires habitent des villages construits en toub » — c'est-à-dire en terre. Le commissaire délimitateur a bien remarqué que « les cinq chefs de fraction exercent simultanément leur action sur l'ensemble du territoire... » ce qui « au point de vue administratif présente de sérieux inconvénients ». La commission ne s'est pas laissée arrêter par cette considération et elle n'en a pas moins retenu un projet de fractionnement en trois douars par simple découpage en trois tranches sensiblement égales.

On peut imaginer la situation des malheureux caïds étrangers au pays placés à la tête de ces nouvelles circonscriptions quand il leur fallut déterminer quels étaient leurs administrés et les difficultés de toutes sortes qui purent résulter d'un tel découpage, difficultés auxquelles ne mettraient fin que la sédentarisation des Touaba. Mais en 1898 l'administrateur était à Lambèse, c'est-à-dire bien loin de là, bien loin de tous les problèmes quotidiens des montagnards : ceux-ci ne pouvaient tirer qu'avantage de tout ce qui pouvait les aider à échapper aux recherches de l'administration. Cette dernière s'était mise elle-même dans l'incapacité de s'informer et d'agir, la fraction demeurera jusqu'au bout une réalité qu'elle ignorera.

L'exemple des Touaba est un exemple extrême ; il y a eu beaucoup moins de difficultés à diviser en six leurs voisins Ouled Abdi parce que, l'ensemble ainsi désigné avait été fait de morceaux et qu'il s'agissait d'une réunion de groupes villageois autonomes.

Dans les différents problèmes abordés à présent on va retrouver le même désintérêt pour les modes de vie, la même absence de vues politiques.

C'est en 1882 que les forêts de l'Aurès ont fait l'objet d'une délimitation administrative dont témoigne l'existence d'un Plan d'ensemble de la forêt domaniale de l'Aurès au 1/50 000. « De nombreuses réclamations s'étant produites à ce sujet dans les débuts de l'application du sénatus-consulte de la part de la djemaa ou des indigènes, il a été procédé à un examen préalable de la question forestière — lit-on dans le rapport de la commission — et cet examen a eu pour effet de faire classer communale ou même melk un certain nombre de parcelles non boisées qui avaient été comprises dans la délimitation de 1882 ».

Le pacage en forêt était une condition de survie pour les montagnards. Ses restrictions devaient nécessairement entraîner des réactions violentes à l'occasion desquelles on verrait pour la première fois des gens s'en prendre aux représentants du pouvoir en la personne des agents forestiers. Pour l'heure il n'y a pas d'agent forestier, le mode de vie des Aurasiens n'est pas modifié, le massif connaît un calme complet.

Les archives des Pères Blancs nous indiquent mois par mois l'évolution des esprits à partir du moment où les gardes forestiers s'installent.

(3) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, t. I, chap. IV.

27 juin 1905 « décision d'installation de trois gardes forestiers, un à Arris, l'autre au Chélia, un autre à Taghit. Les indigènes voient d'un très mauvais œil ces installations. »

10 juillet 1905 « les gardes forestiers commencent à s'installer. Les Chaouïa sont navrés. »

4 octobre 1905 « Départ du garde forestier et de sa cousine déjà dégoûtés de l'Aurès » c'est-à-dire de l'accueil qui leur a été fait.

15 octobre « Le garde forestier d'Arris revenu de France obtient sa mutation à Aïn-Touta ».

21 octobre « Visite du nouveau brigadier forestier... qui espère ne pas rester à Arris. La maison forestière sera décidément construite à Guerza.

8 novembre « Départ du garde forestier ».

5 décembre « Visite du nouveau garde forestier ».

22 avril 1906 « Les deux gardes forestiers ont demandé leur changement ».

4 mai 1906 « Le garde forestier indigène nous apprend son changement ».

Septembre 1906 « Arrivée d'un nouveau garde forestier ».

1^{er} février 1908 « Mohand, fils du cheikh, a menacé le garde Chazal de lui tirer un coup de fusil s'il continuait de tourner autour de sa femme ».

27 avril 1909 « Arrivée du garde forestier qui vient à contre cœur ».

15 juin 1909 « Arrivée de l'administrateur et de l'inspecteur des forêts. Désormais les forêts seront interdites aux chèvres qui n'y auront plus leur droit de pacage. Grand émoi chez nos gens ; ils y voient une nouvelle affirmation de la volonté du beylik de leur enlever leurs dernières libertés et de restreindre encore leurs moyens de vivre ».

Novembre 1909 « Nous apprenons la nouvelle du départ prochain du garde forestier ».

Février 1910 « Départ du brigadier des Eaux et Forêts qui n'emporte guère de regrets ».

11 avril 1911 « Arrivée à Arris du nouveau brigadier forestier et de sa femme ».

26 mai 1913 « Un garde forestier est tué par un indigène qu'il avait pris faisant paître ses chèvres dans la forêt ».

L'administration des Eaux et Forêts finira par faire prévaloir sa politique mais à quel prix ! Le constat sera fait vingt-cinq ans plus tard par Claude Maurice Robert (4).

« Avant, dit le khodja, les Beni Bou Slimane, tribu toute pastorale, possédaient de grands troupeaux de chèvres et de moutons, surtout de chèvres qui pâturaient dans la montagne. Aujourd'hui la forêt est interdite aux chèvres. Alors... plus de troupeaux et finie l'abondance. « Et le khodja de préciser : il y avait jadis dans l'ensemble du douar

(4) Claude Maurice ROBERT : « Le long des oueds de l'Aurès ». Alger, Baconnier, 1938, p. 69.

34 000 chèvres pour lesquelles on payait 17 000 F d'impôts, chaque tête étant taxée à 0,50 F. Il en reste 12 000 en 1954, ce qui réduit l'impôt à 6 000 F seulement.

« Une autre conséquence de la réduction des troupeaux : plus d'engrais ou presque, pour la fumure des jardins — l'unique ressource des habitants. Au temps où l'engrais abondait, sitôt coupées les orges, on fumait les chaumes et semait du maïs, la terre ne chômait pas. Aujourd'hui plus d'engrais, plus d'assolement. La misère est générale et n'arrête pas de croître ».

« Pour tous, ajoute Claude Maurice Robert, l'ennemi public est le garde forestier... Dans tout le massif... j'entendrai à chaque étape et les mêmes doléances et les mêmes gémissements et si je les rapporte, c'est que ces plaintes sont graves et doivent être entendues, l'actuelle situation étant pleine de périls (4) ».

La scène suivante se passe à l'autre extrémité de la commune mixte dans la vallée de l'oued Abdi.

« Comme à Tkout (chez les Beni Bou Slimane) je dois entendre un long réquisitoire contre les gardes forestiers qui sont d'autant plus honnis qu'ils assurent mieux leur service. Et, comme là-bas, on cite des chiffres. Un tel qui possédait deux cents chèvres il y a dix ans seulement, en a six aujourd'hui. Cela parce que la forêt est interdite aux troupeaux. Les vieillards insistent et c'est un lamento, un chœur de suppliants. Même les glands, les ballottes, dont ils vivaient jadis leur sont maintenant interdits ; même ces pignons de pin, nommés par eux *zgougous*... et jusqu'aux baies de genévriers qu'ils grillent et réduisent en bouillie, car ils n'ont plus le droit de pénétrer dans la forêt.

« Les dîbs et les halloufs (les chacals et les sangliers) sont plus heureux que nous, conclut le beau vieillard qui parle au nom de tous, car ils mangent les ballottes qu'on nous défend de ramasser ». Et sa voix, son visage, ses mains, tout son être frémit d'indignation refoulée.

« Ils n'ont que leurs jardins et l'industrie de l'alfa, dont ils font des chapeaux... des chabkas (filets) des chouaris (ces bissacs que l'on met sur le dos des ânes ou des mulets) et aussi ces hautes amphores que l'on appelle *zemoures*.

Mais, là encore, m'expliquent-ils, ils sont sous la menace d'une amende forestière, car la cueillette de l'alfa est elle-même un délit.

Tu vois, ajoutent-ils, on ne peut plus vivre. Partout on trouve un garde qui dit : c'est défendu ! »

L'application du code forestier avait mis en effet les habitants de l'Aurès en grande difficulté en affectant gravement un facteur essentiel de l'économie montagnarde (5).

La politique foncière de la France en Algérie a bien moins atteint l'Aurès que les autres régions. Seuls, on l'a vu, furent touchés les Touaba par les mesures de séquestre de 1879 ; toutefois il leur fut permis de les racheter moyennant l'abandon de 2 000 hectares environ réservés à la colonisation. Les années passant les Touaba avaient pu espérer récupérer ces terres. Un quart de siècle en effet s'étant écoulé sans qu'elles aient été

(5) Sur la question forestière, voir Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, t. II.

mises en vente, réserve faite de la cession aux Pères Blancs des 200 et quelques hectares sur lesquels ceux-ci avaient installé le poste et la ferme de Medina.

Toutefois bien qu'ils aient été dépossédés les anciens propriétaires avaient continué dans une large mesure à se comporter en possesseurs. Les choses allaient bientôt changer. Lisons la chronique des Pères pour l'année 1906-1907 : « L'objet d'une grande émotion chez nos indigènes et chez nous aussi a été la mise en vente par les Domaines de 600 hectares de terre à Medina. Cinq lots dont quatre livrés à la colonisation et un réservé à la construction d'une maison forestière et d'un bordj de refuge. Un autre petit centre sera créé à Foum-Toub, situé à quelques kilomètres seulement de Medina. »

Pour les Touaba, c'était la fin des espérances qu'ils avaient pu concevoir, c'était la fin des libertés qu'ils s'octroyaient sur un terrain domanial et cette mesure bien fâcheuse intervenait en pleine application des dispositions si restrictives de la réglementation forestière.

En France la conscription avait été instituée lors de la Révolution de 1789 et elle s'était généralisée sous l'Empire, surtout après la retraite de Russie, si meurtrière. Dans son roman « le Conscrit de 1813 » Erckmann-Chatrian a relaté l'histoire d'un jeune conscrit alsacien, tenté de désertir car il était fiancé et menacé de partir en dépit de son infirmité, il était en effet quelque peu boiteux. L'état d'esprit de désertion était d'ailleurs général :

« En cette année beaucoup de jeunes refusèrent de partir : les uns se cassaient des dents pour s'empêcher de pouvoir déchirer la cartouche ; les autres se faisaient sauter le pouce avec des pistolets pour s'empêcher de pouvoir tenir un fusil ; d'autres se sauvaient dans les bois ; on les appelait les réfractaires et l'on ne trouvait plus assez de gendarmes pour courir après eux... Dans le même temps les mères de famille (elles-mêmes) prirent le courage en quelque sorte de se révolter et d'encourager leurs garçons à ne pas obéir aux gendarmes. Elles les aidaient de toutes les façons, elles criaient contre l'empereur et les curés de toutes les religions les soutenaient. Enfin la mesure était pleine (6) ».

Un comportement très comparable avait été observé dans la Tunisie voisine au siècle dernier :

« Les calamités démographiques et atmosphériques, la crise des finances et la dépréciation de la monnaie, le déferlement des réformes fiscales et les abus des percepteurs cumulent leurs effets et multiplient les difficultés qu'éprouvent les paysans tunisiens. Simultanément, d'autres mesures affectent non plus seulement leur fortune, mais aussi les relations entre le pouvoir central et les populations et surtout les structures sociales elles-mêmes. Ainsi de la réforme judiciaire qui, en 1860, remplace les juges locaux, les cadis par des tribunaux. Ainsi de la conscription imposée par le bey Ahmed. Elle est mal accueillie, moins par les vides qu'elle creuse dans la société

(6) ERCKMANN-CHATRIAN : *Le conscrit de 1813*.

que par son principe même. Un recrutement sélectif prélevait des soldats pour une armée lointaine étrangère aux cadres communautaires, alors que jusque-là tout homme était un soldat en puissance, capable de prendre les armes pour défendre les intérêts de son groupe de parenté. Un sourd mécontentement gagne donc les campagnes (7) ». A partir de 1831, ce sont troubles, séditions, révoltes.

En France la Charte avait aboli la conscription en 1814. En Algérie, dans la période de tension internationale qui précéda la première guerre mondiale, le gouvernement malgré tous les avertissements ne voulut pas reculer. De nombreuses voix en effet s'étaient élevées pour la condamner. « En l'état actuel des choses et des esprits, écrivait la Dépêche algérienne le 19 décembre 1907, ce... serait une des fautes les plus graves qui créerait à bref délai de l'irréparable ». En 1906 la *Revue africaine* faisait paraître un article sur le service obligatoire des Algériens. Son auteur, Brunel, y déclarait

« s'opposer d'une façon radicale à toute mesure ayant pour objet d'introduire le recrutement chez les indigènes d'Algérie. Il aurait pour résultat inévitable d'éloigner encore plus les indigènes de nous et de compromettre dans une certaine mesure notre domination sur l'Afrique du Nord... une nouvelle faute est sur le point d'être commise... ils nous opposeront la force d'inertie... à moins que quelque événement ne soit venu transformer cette insurrection morale en un soulèvement réel ».

En 1813 les éditions Berger-Levrault font paraître un livre du capitaine Le François « Une erreur militaire, une faute politique : le service obligatoire pour les musulmans algériens ». A la même époque Sèbe, notabilité du monde colon de cette région de Sétif, ville mi-kabyle mi-chaouïa écrit (8) :

« Tout d'abord on va se heurter à la résistance des indigènes. Espéret-on qu'ils vont se soumettre docilement à cette nouvelle charge et qu'il suffira de les convoquer pour qu'ils viennent sous les drapeaux ? L'indigène ignore l'idée de patrie et ne peut admettre qu'il faille aller passer deux ans sous les drapeaux pour se préparer à pouvoir la défendre... Il n'obéira que par contrainte, désertera, fera un très mauvais soldat ». Sèbe insiste sur ce point : « Dans l'état actuel des mœurs, la conscription, ce sera un motif très sérieux de résistance, de désertion ensuite ». Il conclut : « Les indigènes ont manifesté dès l'apparition du projet de Mr Messimy leur opinion. Ils ne veulent à aucun prix de cette charge nouvelle. De nombreuses pétitions accompagnées de milliers de signatures ont été adressées au président du conseil pour protester. Beaucoup, même, effrayés, ont quitté l'Algérie pour aller s'installer en Turquie et en Syrie », allusion à l'exode qui s'est produit à l'automne 1910 dans le Constantinois, et à celui, plus connu, de Tlemcen en 1911.

(7) Lucette VALENSI : *Fellahs tunisiens, op. cit.*, p. 369.

(8) Sèbe : *La conscription des indigènes d'Algérie*, p. 116 à 120.

Le gouvernement passa outre ; il considère comme impératif de renforcer les effectifs et les militaires avaient en mémoire les magnifiques états de service des troupes indigènes qui sur tous les champs de bataille depuis un demi-siècle avaient fait preuve des plus belles qualités de courage et d'endurance...

Sans doute, mais il s'agissait d'engagés — il y avait dans chaque département un régiment de tirailleurs, au total de 7 à 10 000 hommes (9) — et ces engagés étaient des individus plus ou moins marginaux qui pour la plupart avaient rompu avec le milieu dont ils étaient originaires et n'en reflétaient pas les idées.

Lorsque la menace se précisera les mères de l'Aurès, à leur tour, s'écrieront « Nous sommes prêtes à vous donner tout ce que vous demanderez, notre argent, nos récoltes ; mais nous préférons mourir sur place que de donner nos enfants (10) ».

Dans une telle détresse les montagnards de l'Aurès furent sauvés par une réaction populaire que l'on désigne sous le nom de banditisme mais aussi par l'état de guerre, créateur d'emplois rémunérés.

Avec son relief et ses forêts autrefois inextricables, l'Aurès a dû être de tout temps un refuge temporaire pour les hors-la-loi mais le banditisme c'est autre chose... F. Braudel (11) qui en a constaté les manifestations tout autour du bassin de la Méditerranée nous le présente comme une jacquerie latente, fille de la misère et de la population...

« Revanche contre le maître, contre sa justice boiteuse, un peu partout et à toutes les époques le hors-la-loi est redresseur de torts. Tel hier encore ce brigand de Calabre qui se défendit devant la Cour d'Assises en se posant comme bienfaiteur des pauvres... il égrenait son chapelet tous les jours et les curés de campagne le bénissaient. Pour réaliser cette justice sociale à lui, il avait à l'âge de trente ans, tué déjà une trentaine de personnes ».

Et Braudel cite Stendhal :

« ... Tout le monde redoute la rencontre des brigands, mais subissent-ils des châtiments, chacun les plaint... le peuple fait sa lecture habituelle des petits poèmes qui racontent avec chaleur la vie des brigands les plus renommés... les filles des villages préféraient à tous les autres le jeune garçon qui, une fois dans sa vie, avait été forcé d'« andar à la macchia... ». En Sicile les exploits des brigands étaient chantés par des musiciens aveugles ambulants... que la foule entourait avidement... ».

Et Braudel dit encore l'inefficacité des opérations répressives, les troupes qu'on loge dans les villages suspectés d'aider les bandits, les têtes mises à prix sans résultat...

(9) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 522.

(10) Capitaine PETIGNOT : *Le banditisme en pays chaouïa*. Revue de la gendarmerie, nov. 1938, p. 760 et Ch.-R. AGERON : *L'Algérie algérienne, op. cit.*

(11) F. BRAUDEL, *op. cit.*, p. 85 à 90.

Tout cela s'est retrouvé dans le banditisme aurisien né dans les années qui précèdent la première guerre mondiale sous l'effet des contraintes qui pèsent sur le monde montagnard et aussi des nouvelles de l'extérieur qui parviennent à s'infiltrer dans le massif.

Reportons-nous encore une fois au diaire :

Quand on le relit, on constate que la situation s'est dégradée dès 1905 alors que les colons et les gardes forestiers s'installent. Cela s'accroît en 1906 avec les événements du Maroc.

Ce qu'il y a de sûr, écrivent les Pères le 10 novembre, c'est que les populations musulmanes se remuent. Dans le même temps les gendarmes en tournée entendent courir partout le bruit que l'Aurès va se soulever à la fin du ramadan (12). Des bruits semblables recommencent à circuler en décembre 1907 puis en août 1908 et les Pères viennent à se demander s'ils ne devraient pas s'armer pour défendre les Sœurs (13). Par la suite les esprits semblent plus calmes et de nouveau les Pères parleront de « leurs braves Chaouïa (14).

C'est en mars 1912 que se trouve évoqué pour la première fois ce qu'on va appeler le banditisme :

« Il est question dans le pays d'un fameux prisonnier échappé de (la maison centrale) de Lambèse depuis bientôt un an et originaire d'El Hadjaj (chez les Touaba)... Le brigand fantôme est insaisissable ; enfin il est allé lui-même se rendre à la gendarmerie ».

Pour l'heure, les hors-la-loi sont encore peu nombreux et ne se manifestent guère.

En cette année 1912, au poste d'Arris, on évoque les événements du Maroc et des Balkans et l'influence qu'ils peuvent avoir sur l'état d'esprit des montagnards. L'année suivante, quelque temps avant les premières opérations de conscription, le père rédacteur écrit : « Je ne sais ce qu'il y a dans l'air... il souffle un vent de malaise chez les indigènes ».

La guerre engagée, « une randonnée effectuée par la colonne du colonel Laurent le 29 octobre (1914) améliora sensiblement l'état d'esprit — écrit le capitaine Petignot (15). Seul le douar Menaa, négligé, on ne sait pourquoi par la colonne, refusa de présenter ses conscrits pour vérification de leur identité... Les contingents nécessaires furent assez rapidement trouvés. Cette manifestation de force avait suffi pour ramener le calme et l'obéissance dans les douars de l'ancienne commune mixte de l'Aurès, durant les hostilités, aucune difficulté nouvelle ne devait apparaître... il n'en fut pas de même dans l'ancien territoire militaire de Tkout » ni chez les Ouled Soltane, tribu montagnarde chaouïa qui venait d'être très affectée par l'implantation de centres de colonisation sur son

(12) Diaire du 10 nov. 1906.

(13) *Ibid.*

(14) Diaire du 20 avril 1910.

(15) Capitaine PETIGNOT, *op. cit.*, nov. 1938, p. 762.

territoire. Les opérations de conscription y avaient déclenché une véritable émeute au cours de laquelle l'administrateur de la commune mixte d'Aïn Touta, assiégé dans son bordj de Mac-Mahon par une foule évaluée à 800/1 500 hommes (16), avait été tué ainsi que le sous-préfet de Batna présent pour la circonstance.

L'affaire de Mac-Mahon fit l'objet d'un rapport « monumental » (17) d'un inspecteur de commune mixte, de différentes enquêtes parlementaires ou autres, de recherches historiques nombreuses ; mais ce qui me paraît devoir retenir bien davantage l'attention, ce sont les opérations militaires menées de 1915 à 1921 dans l'Aurès essentiellement pour venir à bout du banditisme qui s'était largement développé. Le comportement de ces hors-la-loi a été ainsi résumé par J. Dejeux :

« Condamné injustement ou voulant se venger d'une injustice selon la loi coutumière, le paysan devient hors-la-loi, il prend le maquis devient bandit d'honneur, redresseur de torts et justicier, donnant aux pauvres ce qu'il reprend aux riches. Aidé par les siens, il est invulnérable. Finalement trahi, il est arrêté ou tué. Messaoud ben Zelmat fut un bandit d'honneur dans l'Aurès de 1917 à 1921. Il tint tête avec sa bande aux gendarmes et à la troupe qui le poursuivaient. Mort, il est chanté par les femmes comme un héros chevaleresque au grand cœur, résistant à l'autorité (mais sans jamais s'attaquer à elle).

Ces hommes, en effet, ne remettaient pas en cause la légitimité du pouvoir et jamais on ne vit l'un d'eux faire le coup contre des gendarmes ou des soldats français. A plus forte raison, ils ne s'en prirent pas aux Pères Blancs, pourtant très exposés dans leur poste de Medina, point particulièrement sensible en même temps que point de passage obligé pour pénétrer au cœur du massif. Les seules victimes d'attentats — on en a compté quatre ou cinq — furent des Italiens et un colon français de Foum-Toub.

Ce qu'il convient essentiellement de retenir du banditisme de ces années-là, c'est la remarquable démonstration qu'il a offert de la possibilité pour un petit groupe d'hommes déterminés, connaissant bien le terrain, si mal armés fussent-ils, de tenir en échec pendant des années des troupes nombreuses : la leçon ne serait pas perdue !

Les exploits d'un Ben Zelmat ont rendu leur fierté aux Chaouïa méprisés. Nulle part ailleurs en Algérie on n'avait vu des hommes tenir tête aussi longtemps. Bien des années plus tard les femmes de l'Aurès chanteront encore :

(16) Ch.-R. AGERON : *L'Algérie algérienne de Napoléon III à de Gaulle*, p. 98. D'après les témoignages recueillis sur place, une vingtaine d'années plus tard par Robert Laffitte, le drame d'Aïn Touta que j'ai rapidement évoqué car il n'intéresse pas directement l'Aurès s'expliquerait par l'état d'exaspération auquel serait parvenue la population, victime d'extorsions de fonds de la part de certains caïds à l'occasion de la conscription (correspondance avec l'auteur).

(17) *Ibid.*, p. 104.

Sur les monts du Zellatou
 Mon bien-aimé
 tient ses ennemis à genoux
 A la main droite un 86 chargé,
 En bandoulière un fusil à broche
 Au côté gauche
 Des munitions plein la sacoche
 Qu'il est courageux mon bien-aimé
 Messaoud ben Zelmat
 Il est chaussé
 De lanières à semelles plates
 Cloutées de chevilles de fer
 de jour comme de nuit
 Tout le pays est à lui
 du Mellagou à l'Ahmar Khaddou,
 Il est le lion dans son domaine
 Son corps dur est bâti
 à la romaine
 Ses yeux ont un regard
 qui me pénètre droit au cœur
 Sa bouche charmante
 Me murmure : Ma sœur...
 Sa joue a le rose de la grenade
 Son contact n'est que douceur
 Ses bras vigoureux
 Soutiennent ma jeune taille...
 Il est mon amant
 Et je suis sa belle
 Son cœur est plein de bonté
 Ses actes ne sont en réalité
 Que gestes charitables
 Je le vois d'ici
 Les pauvres lui disent merci
 Il dépouille le riche
 Au cœur trop sec
 Pour nourrir les meskines (18)
 Toujours en peine

La deuxième partie du chant se termine ainsi

N'aie pas peur
 ô mon bonheur
 Tes ennemis ne les crains pas
 car Allah guide tes pas
 Aie confiance en Dieu
 Qui t'observe des cieux

(18) Les meskines : les pauvres.

Et la troisième et dernière

Dors ton dernier sommeil, ô mon amour
Dors pour toujours
Je mets un sceau sur mon cœur
Un sceau d'amères larmes
Adieu bonheur
Adieu charmes (19)

L'opposition déterminée d'un petit nombre d'hommes à des contraintes qui menaçaient l'existence du groupe avait créé cette forme de résistance particulière, très localisée que l'on a appelée le banditisme ; en revanche la soumission forcée de la masse à ces mêmes contraintes a favorisé l'évolution de la société aurasienne, l'a sortie de la misère et a permis l'établissement de rapports bien meilleurs entre les montagnards et la France, comme on le verra dans le chapitre qui suit.

(19) Traduction d'un chant en langue populaire.



Chapitre X

Les Pères Blancs à Arris

1893-1916

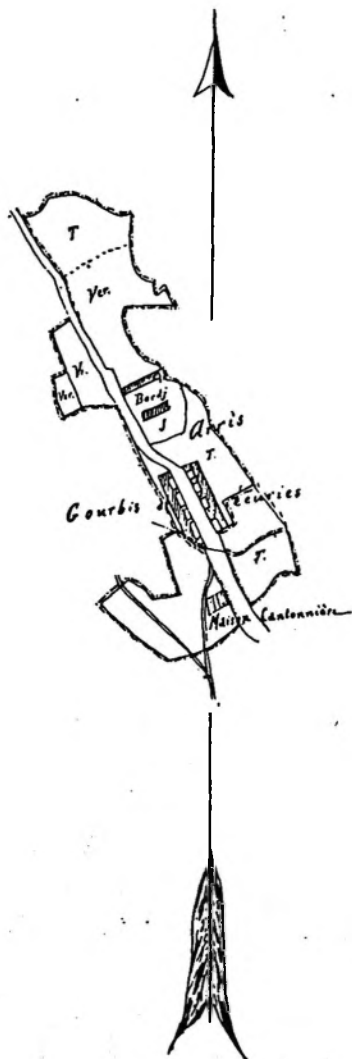
Si la fondation du poste d'Arris date du 17 août 1893, le premier projet des Missionnaires d'Afrique de Monseigneur Lavigerie concernant l'Aurès sont sensiblement plus anciens, comme le révèle une lettre envoyée à ses supérieurs de Biskra le 1^{er} mars 1877 par le Père Lavardin, lettre dont ci-joint de larges extraits :

« Mon très révérend Père,

Dans ma dernière lettre, je vous annonçais mon départ pour les Aurès. Malgré le mauvais temps, j'ai pu faire le voyage assez rapidement et être de retour à Biskra en cinq jours. Le froid, la pluie et la neige auxquels je ne suis plus guère habitué m'ont empêché de prolonger mon séjour dans ces montagnes autant que je l'aurais voulu. Je n'avais pas vu de glace depuis mon départ de France et j'en ai retrouvé avec surprise dans la rivière qui passe près de Tekout (Tkout), au pied du djebel R'asira et du djebel Béné-Bouslimane qui font partie de l'Aurès et cela en plein Sahara.

En suivant la rivière le long de laquelle les villages sont bâtis, j'ai vu divers beaux emplacements pour la fondation d'un poste, mais l'endroit qui m'a le plus frappé, ce sont les trois villages des Ouled Abed, des Oulad Iddir et des Ouled Ben-Accas (Ouled-Bou-Akkaz), placés sur trois mamelons assez rapprochés. Ces villages sont assez importants. Avant d'y arriver on en rencontre trois ou quatre que l'on pourrait visiter facilement en tournée. A quelque distance plus loin se trouve encore un gros village appelé Tifelfel. Les trois villages mentionnés plus haut et désignés sous le nom d'el-Aarich renferment de nombreuses ruines romaines. J'y ai vu des tronçons de colonnes

(*) Ce chapitre n'aurait pu être écrit sans l'extrême obligeance des Pères Blancs avec lesquels j'ai entretenu les meilleures relations en Algérie et qui m'ont permis de consulter leurs archives romaines. En dehors de documents très divers, ces archives contiennent les journaux quotidiens de chaque poste, les diaires et des chroniques récapitulatives annuelles.



Plan d'un terrain domanial appelé *Arris* formant le groupe n° 12 du Sénatus-Consulte, situé dans le Douar Oued Labiod, tribu des Ouled Daoud, commune mixte de l'Aurès.

Echelle

1
4000

Légende

- Pointillé rouge. Partie devant être vendue de gré à gré à la Société des Missionnaires d'Afrique.
- Pointillé vert. Réserve de la maison cantonnière.

mesurant plus de deux mètres (1). Dans la construction des maisons kabyles (sic), beaucoup de pierres ont été empruntées aux ruines. A quelques minutes du village on montre l'emplacement d'une maison dont on ne retrouve presque plus rien et que les Kabyles (sic) appellent dar-er-roumia (maison de la chrétienne). Ailleurs sur un très bel emplacement, on voit à fleur de terre l'emplacement d'un ancien marché romain. A mon arrivée (à Tkout) les malades se pressaient en foule autour de moi : j'ai distribué les médicaments que j'avais apportés et épuisé ma provision de quinine et de sulfate de zinc... Les Chaouïas m'ont promis, maintenant qu'ils me connaissent, de venir nous demander nos remèdes, en attendant qu'il nous soit possible de résider à poste fixe chez eux. Le caïd de Tekout m'a proposé, lorsque je retournerai le voir à la belle saison, de m'accompagner et de me faire visiter en détail la plus grande partie de l'Aurès. En attendant je ne négligerai aucune occasion d'entretenir de bons rapports avec ces sympathiques et intéressantes populations. Daigne la Divine Providence nous envoyer de nombreux ouvriers apostoliques pour nous permettre de fonder bientôt chez elles des établissements aussi nombreux et prospères que ceux que nous avons déjà en Kabylie (2)».

Ainsi apparaît clairement exprimée dès 1877 l'intention des Pères Blancs de s'installer au milieu des montagnards de l'Aurès. Pourquoi ce projet n'aboutit-il pas et pourquoi le poste finalement créé le fut-il dans l'Aurès septentrional, à Arris, plutôt que dans l'Aurès méridional saharien aux environs de Tifelfel ? et seulement en 1893, c'est-à-dire 16 années plus tard ? On peut avancer plusieurs hypothèses : le régime militaire pouvait ne pas être favorable à une telle implantation soit par anticléricalisme soit parce qu'il la jugeait prématurée en l'absence de toute voie de pénétration dans le massif. Et puis il y avait eu les graves événements de 1879 qui avaient imposé réflexion. Les Pères Blancs, de leur côté, étaient pris hors du Maghreb par leurs missions d'Afrique noire et en Algérie par une œuvre à laquelle Lavigerie accorda jusqu'à sa mort une certaine importance, celle des Frères pionniers de Biskra. C'est l'époque de la grande pénétration saharienne et Monseigneur s'est mis dans l'idée de créer un ordre nouveau, semi-militaire, chargé d'escorter les caravanes dans le désert. Ce projet n'aboutit pas ; mais pendant quelques années on recruta et on rassembla à Biskra, dans une propriété aux environs de la ville, les postulants dont le nombre s'éleva en 1891 jusqu'à 27. Ils avaient un uniforme, étaient armés, allaient à la chasse pour s'entraîner au maniement des armes, enfin ils avaient une fanfare et un clairon. La mort du cardinal en 1892 mit fin à l'expérience et rendit disponibles un certain nombre de religieux.

Dans le même temps le gouverneur Général Cambon avait conçu le projet de construire des hôpitaux pour les indigènes et d'en confier le soin

(1) Reconnues en 1866 par le cdt Rinn, ces ruines qui occupent une surface extrêmement étendue à quelques km au sud du débouché des gorges de Tighanimine ont fait l'objet voici quelques années d'une communication de P. Morizot au Comité des travaux historiques et scientifiques de l'Algérie (10^e et 11^e année 1974-1975, p. 77).

(2) Archives romaines.

aux Pères et aux Sœurs Blanches. C'est de la conjonction de ces différentes circonstances qu'est née la fondation du poste d'Arris : il y avait là, à proximité de la guelaa de ce nom un ancien poste militaire ou bordj « à peu près entièrement délabré par l'abandon dans lequel il s'était trouvé depuis huit ans (3) », que l'Administration était disposée à mettre à la disposition des missionnaires, ce qui faciliterait l'opération.

Dans le courant du mois d'avril 1893 le Père Duval, supérieur du poste de Biskra, recevait « une lettre lui enjoignant de se rendre à Batna, de s'entendre avec le sous-préfet et l'administrateur pour choisir un emplacement favorable... (Le père Duval) partit donc en reconnaissance avec le sous-préfet, l'administrateur et un docteur envoyé par le gouvernement. Le Père Duval revint enthousiasmé (4) ».

« L'administrateur de la commune mixte, Séguy-Villevalaix, était d'un avis différent. Le 26 août 1893, étant de passage à Arris avec l'inspecteur des écoles primaires, il n'a pas caché son regret de voir les Pères installés à Arris. Il le manifeste par des paroles prononcées dans un petit mouvement d'humeur et de dépit : « Si vous établissez votre hôpital à Arris, j'y transporte aussitôt mon administration et j'y construis mon école ». Monsieur l'Administrateur déclare au Père Bouillon qu'il a eu soin d'éclairer le Père Voillard au sujet du choix d'Arris, on ne pouvait, dit-il, plus mal choisir (5) ».

On souhaiterait en savoir davantage sur les motivations de l'administrateur de la commune mixte de l'Aurès, mieux à même de juger si l'installation des Pères Blancs chez les Touaba était ou non souhaitable. Peut-être avait-il en pensée les événements de 1879 qui avaient embrasé la haute vallée de l'oued el Abiod et avaient eu des répercussions bien au-delà. Peut-être, au contraire, tout-à-fait rassuré quant à l'esprit des Touaba, avait-il envisagé dès cette époque de transférer sa résidence et les bureaux de la commune mixte de Lambèse à Arris sur le terrain domanial que l'on proposait aux Pères Blancs.

La seconde hypothèse apparaît plus probable. Il semble en effet que l'Administration soit sans inquiétude : les Touaba n'avaient-ils pas fait leur soumission dès juin 1845 et l'Aurès central n'avait-il pas connu depuis une paix complète que seul le comportement des caïds assassinés avait rompue.

En tout cas on ne tint pas compte des réserves de Séguy-Villevalaix. Revenu à Arris le 15 décembre (6), le R.P. Voillard confirmait l'acceptation de sa société. Du reste depuis quatre mois les Pères étaient en place et voici comment le diaire relate leur installation :

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) Diaire du 26 octobre 1893.

(6) Diaire du 15 décembre 1893.

(7) Ouverture du diaire.

« Le jeudi 17 août les Pères Duval, Eveillard et Maès transportaient le poste de Biskra à Arris où ils se rendaient pour y construire un hôpital indigène sur les ordres du R.P. Voillard, procureur général des Pères Blancs et sous le haut patronage de Monsieur Cambon, gouverneur général de l'Algérie. Ces trois missionnaires arrivaient à leur nouveau poste à 6 heures du soir où ils recevaient de M. Villevalleix, administrateur de l'Aurès, les clefs du bordj communal où ils doivent transitoirement établir leur résidence. Le poste d'Arris était fondé et dès le lendemain les malades venaient en grand nombre, manifestant vis-à-vis des missionnaires une confiance qui s'est accrue de jour en jour (8) ».

Qu'eût dit E. Masqueray qui allait mourir l'année suivante s'il avait été consulté ? S'il s'était agi dès ce moment de construire une école, j'imagine ses réserves mais c'était d'un hôpital qu'il s'agissait.

Dans cette affaire j'observe une accumulation d'erreurs à tous les niveaux. Certes la volonté du gouverneur Cambon de fonder dans les campagnes des hôpitaux indigènes mixtes était tout à fait louable dans son principe et l'on pouvait considérer que ces montagnards sédentaires dont l'état de santé était déplorable et qui avaient souffert de spoliation méritaient d'être parmi les premiers à bénéficier de la sollicitude de la France. Il était certain d'ailleurs qu'on répondait à leur attente en leur apportant des soins et en leur procurant des médicaments ; mais la formule de l'hôpital qui enlève le malade à sa famille — et, surtout, la femme à son foyer, était prématurée. Cette observation était valable pour tout le Maghreb et elle l'est restée très longtemps. L'échec était donc assuré.

Quant au choix d'Arris il pouvait se justifier au point de vue géographique et même historique. S'il était un lieu susceptible de rassembler l'ensemble des Touaba, c'était bien les environs d'Arris : une vingtaine de leurs guelaa se trouvaient à proximité et douze chemins muletiers partaient de là dans toutes les directions. Des ruines romaines y était visibles — elles avaient été relevées en 1850 par le colonel Carbuccia et c'est aussi par là qu'on devrait trouver plus tard l'inscription de Masties, dux et imperator. L'Algérie devenue indépendante ratifierait le choix de la France en faisant d'Arris un chef-lieu de sous-préfecture.

En revanche ce choix était mauvais eu égard au but poursuivi et à l'organisation de la société touaba.

Le premier inconvénient résidait dans l'éloignement par rapport aux quelques lieux d'approvisionnement Batna et Biskra, Tazoult (Lambèse) et Timgad, marchés hebdomadaires fréquentés l'un par les gens de la vallée de l'oued Abdi, l'autre par ceux des vallées centrales. « Le transport de Batna à Arris, constateront les pères, se fait à dos de mulet et ne demande pas moins de deux jours (8) » ; et lorsque la neige est tombée en abondance, ce qui peut survenir jusqu'au milieu d'avril, il faut faire un grand détour par la vallée de l'oued Abdi et Bouzina. « Un voyage à Lambèse dure alors cinq jours (9) ».

(8) Diaire du 3 octobre 1893.

(9) Diaire du 7 février 1894.

L'administrateur a assuré aux Pères Blancs que les montagnards les aideraient et ceux-ci sont pleins de bonne volonté mais cette aide a des limites. Les Pères auraient besoin qu'on aille chercher à Batna leurs affaires mais les Touaba ne vont ni à Batna, ni à Lambèse. Le marché qu'ils fréquentent c'est celui de Timgad. Aller à Batna ou à Lambèse les oblige à passer (10) sur le territoire des Ouled Abdi avec lesquels ils s'entendent très mal ; ils seront de plus en plus réticents. Les Pères dont l'entreprise ne pouvait se poursuivre sans aide seront donc amenés à recourir à l'autorité du chef de la commune dont les interventions seront de moins en moins suivies d'effet d'où maints tiraillements.

Il était une autre considération dont il eût fallu tenir compte avant de décider la création d'un hôpital et avant de prévoir ultérieurement la création d'une école, c'était le genre de vie des gens. Or :

« De Lambèse à l'oued El Abiod, les Pères l'auront constaté dès leur premier voyage, on ne trouve pas une seule tribu sédentaire (11). »
« La plupart vont hiverner dans le désert pour y faire paître leurs troupeaux qui ne trouveraient plus leur nourriture dans l'Aurès. A la fin du printemps, ils commencent à regagner la montagne ; ils ont une telle horreur d'une résidence quelconque qu'ils évitent pour la plupart de monter à leur passage dans la maison qu'ils possèdent à la dechra, dressent leur tente dans leurs jardins ou un champ libre quelconque, restent jusqu'à ce qu'ils aient mis en ordre ce qu'ils possèdent dans la vallée, lèvent le camp et s'acheminent doucement vers la montagne (12) ».

Ce qu'on appelle parfois maison, ce qu'on appelle souvent village, ce ne sont que constructions tantôt particulières, tantôt collectives — destinées uniquement à l'emmagasinement : l'habitat des Touaba, faut-il le rappeler, est la tente qui permet de se déplacer suivant les exigences de l'économie, au rythme des saisons.

Les Pères eurent pourtant l'impression d'avoir pris un bon départ. Dans le diaire du 7 octobre on relève que « les malades arrivent toujours nombreux et que le père Bouillon a de quoi utiliser ses talents de médecin ». Même observation dans le diaire du 16. Puis vient l'hiver et cependant les Pères constatent que « les malades arrivent toujours nombreux malgré les mauvais temps ». En décembre, pendant la perception, « la pharmacie ne désempit pas ». Avec le retour de la belle saison « le Père Bouillon et le frère Henri vont en visite dans quelques dechrats de l'oued Labiod et trouvent partout confiance et empressement ». A la date du 26 mai 1894 le diaire note que « le nombre des étrangers qui viennent se faire soigner augmente chaque jour, l'hôpital n'étant pas organisé, ils apportent leur nourriture avec eux ».

Le 3 juillet 1894 : « Le nombre des malades croît... il nous viennent de Khenchela ».

(10) Diaire du 13 octobre 1893.

(11) Diaire du 13 octobre 1893.

(12) Diaire du 20 mai 1894.

Le 3 août : « Les malades viennent en grand nombre ».

Le 30 septembre : « Le nombre des malades soignés au poste pendant le mois de septembre a été de 3250 ». C'est assurément le succès, un succès dépassant toutes les espérances.

L'optimisme éclate dans la chronique annuelle tenue à Maison-Carrée. Année 1893 : « Depuis trois mois à peine que nous vivons au milieu de ces chers Chaouïa, les résultats obtenus nous font concevoir les plus belles espérances. Ils semblent heureux de nous posséder au milieu d'eux, ils viennent à nous en toute confiance et avec ouverture. Les Chaouïa questionnent et questionnent sans cesse... ils semblent tout à fait heureux de cette nouvelle fondation (13) ».

Le Père Duval est si assuré des bonnes dispositions de ses chers Chaouïa qu'il trouve tout naturel de les voir transporter gratuitement les pierres nécessaires à la construction de l'hôpital. Après tout n'est-ce pas leur hôpital et n'est-ce pas l'Administration qui en a ainsi décidé. Il trouvera normal aussi que ses approvisionnements lui parviennent dans les mêmes conditions. Quand il finit par constater les réticences de plus en plus grandes des muletiers, il se contentera d'en prévenir l'Administrateur qui, bien sûr, interviendra ; mais les gens seront de plus en plus mécontents.

Les Pères trouveront également normal que les Domaines leur cèdent 200 hectares d'excellentes terres, prises sur les biens séquestrés en 1879 et restées plus ou moins en friche depuis, pour assurer la marche de l'hôpital. Ils n'imaginent pas que cette acquisition puisse nuire aux relations qu'ils entretiennent avec les Touaba.

Son avis ayant été sollicité par ses supérieurs qui paraissent s'être inquiétés le Père Duval répond que « l'opération n'aurait pas l'effet moral que l'on pouvait craindre (14) ».

Ainsi rassuré, le Père Voillard se transporte à Medina le 6 octobre 1894 avec l'administrateur, un géomètre de l'État et un expert de la Société (des Missionnaires d'Afrique) (15). En plus des 200 hectares acquis en pleine propriété, les Pères vont entrer en possession de 77 hectares loués aux Domaines. « Les indigènes ne cesseront de le leur reprocher amèrement (16) ».

L'administrateur présent, faut-il le dire, n'était plus Séguy-Villevalaix que l'on avait écarté, vraisemblablement en raison de ses prises de position hostiles à l'installation des Pères chez les Touaba.

En cette fin d'année 1894, tout paraissait se présenter pour le mieux. Ces Chaouïa étaient décidément de braves gens. L'administration était si peu inquiète qu'elle n'avait, semble-t-il, entouré d'aucune mesure de sécurité les opérations de délimitation de Medina mais on avait néanmoins préféré attendre l'automne et le départ en estivage des Chaouïa qui en été campaient très nombreux aux environs.

(13) Chroniques du 25 décembre 1893.

(14) Lettre du Père Duval du 12 septembre 1894.

(15) Chroniques du 4^e trimestre 1900.

(16) Rapport annuel des P.B., 1912-1913.

Pour les Pères, cette ferme qu'ils allaient construire à Medina c'était l'assurance de ressources régulières et la possibilité de doubler la mission : il y aurait bientôt Saint-Augustin d'Arris et Saint-Joseph de Medina.

L'année suivante en juin 1895, les Sœurs Blanches seront accueillies avec infiniment d'égard par les autorités civiles et militaires. Dans la relation que Sœur Marie-Adrienne fera à sa très Révérende Mère, elle dira leur arrivée à Ain Tinn, au terminus de la route carrossable,

« l'escorte des cavaliers aux burnous éclatants bleus et rouges, les foules accourues si nombreuses qu'ont eût pu se demander quelle fête ou quel marché avait attiré tant de monde, les tentes dressées, les tapis déroulés, le repas servi couronné par un méchoui, le reste du trajet effectué en cacolet, l'arrivée à Arris » ; elle dira « les femmes venues en foule pour les voir, nullement sauvages, demandant souvent à voir la chapelle, n'y entrant qu'avec le plus grand respect, imitant nos gestes, souvent en ôtant leurs chaussures, comme nous, prenant de l'eau bénite et comme nous faisant la génuflexion (17) ».

Et la sœur de conclure sa lettre par ces paroles où s'exprime un esprit apostolique conquérant :

« Pauvre peuple descendant des anciens chrétiens car les Chaouïa sont aussi des Berbères. Dieu veuille rallumer la foi de leurs ancêtres dans ces cœurs simples et bons et qu'il soit mille fois béni de nous avoir choisies, nous humbles religieuses, pour aller les premières aider les ministres de l'Évangile à faire briller le flambeau de la religion chrétienne au milieu de ces ténèbres de l'Islam ».

Et les sœurs d'aller jusqu'à baptiser les enfants que leurs parents leur avaient confiés, lorsqu'ils étaient mourants.

Les Pères n'imaginaient pas les difficultés qu'ils allaient rencontrer dès qu'ils se seraient mis réellement à la tâche. Il faut dire qu'on n'avait pas eu le temps de les préparer à leur nouvelle mission. On les avait pris à Biskra parmi ceux que l'on destinait à encadrer « les Frères armés du Sahara » et on les avait transplantés au cœur de l'Aurès inconnu. Des mutations interviendront sans cesse qui perturberont l'action des Pères. « Quand donc aurons-nous une organisation sérieuse de nos services ? » écrit l'un d'eux dans le diaire (18). Ils sont arrivés chez ces berbérophones ayant certainement des connaissances de l'arabe mais ignorant complètement le dialecte local. En 1900 encore le rédacteur de la chronique de Saint-Joseph de Medina écrira : « Quel bien ne pourrait-on pas faire si on parlait convenablement leur langue ». D'où méconnaissance de la société auraisienne, incompréhension et malentendus constants.

Par ailleurs les Pères furent desservis par les auxiliaires que Maison-Carrée leur envoya, Noirs du Mزاب ou montagnards de Kabylie, convertis

(17) Lettre du 17 juin 1895 à la Révérende Mère Supérieure Générale.

(18) Diaire du 2 mars 1906.

les uns et les autres, donc renégats aux yeux des Musulmans, doublement méprisés car leur conduite se révélera souvent fort peu exemplaire.

Les Pères furent aussi dénigrés par les colporteurs kabyles de passage dans l'Aurès. Les Chaouïa n'avaient que de l'antipathie pour ces « cousins » berbérophones mais ils n'étaient pas insensibles aux propos qu'ils tenaient « répétant à tout venant que chez eux les Pères avaient perverti les masses et divisé les familles ; qu'enfin l'Islam avait en eux ses plus graves ennemis (18) ».

Ajoutons, parce que le diaire y fait allusion fréquemment, des conflits d'ordre interne qui, dans l'isolement d'Arris, prirent des proportions tout à fait regrettables : conflits entre Pères et Sœurs Blanches sur la marche de l'hôpital ; conflits avec des médecins accusés d'incompétence et soupçonnés dans leur vie privée.

Il eût convenu que le Père supérieur tenta au moins d'entretenir des relations cordiales avec les hommes d'influence, c'est-à-dire les personnalités maraboutiques du voisinage. Or il y avait à El Hamra à quelques kilomètres de l'emplacement du futur hôpital une zaouïa tenue alors par Si Mohammed Saddok, mokkadem de l'ordre des Rahmania dont Lartigue nous dit (19) qu'elle avait une influence religieuse très grande chez les Ouled Abdi, les Ouled Daoud, les Beni Oudjana, les Achache et les Amamra, tribus qui en raison de leur proximité plus ou moins grande, étaient susceptibles d'amener des malades, au moins à la consultation, et des élèves à la future école dont la construction était envisagée. Voici comment le Père supérieur relate sa première rencontre avec Si Mohammed Saddok qui est venu lui rendre visite avec son neveu et futur héritier :

« 16 octobre 1896. Réunion fort nombreuse de Chaouïa sur l'avenue qui nous sépare de l'hôpital. Deux grandes tentes se dressent, le marabout de la vallée, Si Mohammed Saddok et son neveu Si El Mekki, jeune homme de 23 à 24 ans dont le passé aurait, dit-on, laissé beaucoup à désirer... Ces personnages viennent me rendre visite dans la soirée... les protestations d'amitiés pleuvent comme grêle... ». L'entretien se prolongeant, le Père en vient à déclarer que « si les Musulmans » craignaient vraiment Dieu de cœur, ils seraient moins voleurs et moins menteurs et comme le cheikh, qui n'a probablement rien compris aux propos qui lui ont été tenus, lui adresse une invitation, il se voit répondre : « Il n'entre pas dans nos habitudes de prendre part à des fêtes mondaines ».

Après réflexion, le Père aurait dû comprendre qu'il n'avait plus qu'à plier bagage. Or il occupera le poste jusqu'en 1897 bien que ses confrères l'aient jugé très sévèrement. Ne lit-on pas dans le diaire le 8 janvier 1896 alors qu'on le croit partant : « L'incurie du Père Duval est vraiment trop grande ». Puis : « Le Père Duval s'en va à Constantine. Il nous revient après une semaine. Il aurait pu rester une semaine de plus que le poste n'aurait pas moins bien marché ».

Rien d'étonnant qu'à l'hôpital, les malades d'abord nombreux s'éloignent. Les Sœurs aussi, dans leurs rapports, bien sûr délicats, avec

(19) LARTIGUE, *op. cit.*, p. 24.

les Touaba manquent de souplesse et ne parviennent pas à dissimuler leur volonté d'apostolat (20).

Il est certain, par ailleurs que les mœurs des Chaouïa et particulièrement des femmes telles qu'elles sont rapportées donnent aux Sœurs et aux Pères bien des motifs d'indignation d'une part et de comparaison très critique avec la morale chrétienne.

Sur les facilités de rompre le lien conjugal chez les montagnards de l'Aurès tous les rapports coïncident et concordent pour aboutir à la même conclusion. On a vu ce qu'en a écrit Léon l'Africain au xv^e siècle et Ch. Bocher au xix^e ; la version du savant Peyssonnel qui ne pénétra probablement pas dans l'Aurès lors de son séjour dans le Constantinois n'est pas à prendre au pied de la lettre mais elle va dans le même sens :

« J'ai appris que quoiqu'ils soient mahométans, ils n'ont essentiellement aucune religion ; on prétend même qu'ils sont multipliers (sic) et que certains jours de l'année ils vont se laver dans les rivières et connaissent les premières femmes qu'ils rencontrent ; ils troquent leurs femmes comme ils souhaitent et aux conditions qu'ils régulent entre eux dans le troc (21) ».

Depuis le début de ce siècle, la question a été reprise par des personnes aussi diverses que la voyageuse Odette Keun, l'avocate Mathea Gaudry, le promeneur Claude-Maurice Robert, le capitaine de gendarmerie Petignot, le docteur Clastrier, de l'Institut Pasteur.

C'est Mathea Gaudry qui a le mieux, me semble-t-il, présenté la femme chaouïa quand elle écrit :

« L'homme ne tient pas à avoir une nombreuse famille, car bien souvent son modeste patrimoine ne lui permettrait pas de la faire vivre... L'Aurasiennne, elle, n'éprouve le désir d'être mère que lorsqu'elle veut s'assurer l'affection de son mari ; au contraire elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter une maternité qu'elle considère comme une entrave à sa liberté. Quels que soient ses desseins, elle recourt communément à la science des sorcières, si fertile en formules conceptionnelles, anticonceptionnelles et abortives (22) ».

Faut-il toutefois parler de dévergondage ? Dans le domaine sexuel cette société a elle aussi ses règles et elles peuvent être encore plus sévères pour la femme adultère que dans bien d'autres sociétés traditionnelles. Celle-ci « était égorgée et sa chair réduite en lanière, était jetée sur un jububier sauvage, où les chacals et les oiseaux la dévoraient jusqu'à ce qu'il n'en reste plus (23) ».

(20) En 1886 les règles définitives de leur ordre étaient venues rappeler aux Sœurs le but exclusivement apostolique de leur institution.

(21) PEYSSONNEL, *op. cit.*, p. 348.

(22) Mathea GAUDRY, *op. cit.*, p. 97.

(23) Mathea GAUDRY, p. 93. *Ibid.*, p. 123.

Mais « libérée des liens conjugaux par la mort, la répudiation (ou le divorce réclamé et obtenu par elle avec beaucoup de facilité) son sort était enviable ». Courtisanes mais aussi « savantes danseuses et agréables chanteuses », elles étaient de toutes les fêtes. Bien vues dans cette société « elles n'hésitaient pas, abstraction faite de tout intérêt de quelque ordre que ce soit, à ouvrir leur demeure au voyageur et à l'étranger ». Les Azriat, ainsi étaient-elles appelées, « reçoivent, écrit Mathea Gaudry, avec une affabilité sans apprêt, une assurance sans effronterie, une dignité sans hauteur et nous dirions presque une distinction de grande dame ». D'ailleurs il n'était pas mal vu pour un notable de finir par épouser une ancienne azriat.

Les comportements n'étaient pas exactement les mêmes d'une vallée de l'Aurès à une autre. La liberté laissée aux femmes était sans aucun doute, tous les voyageurs l'ont remarqué, infiniment plus grande dans l'Aurès sédentaire et plus particulièrement dans certains villages que dans l'Aurès transhumant, chez les Ouled Daoud et les Beni Bou Slimane. Il y a là une clef à défaut de laquelle les réalités de la vie paysanne, mal connues dans cette région plus que dans toute autre, demeurent insaisissables.

Il ne s'agissait de rien d'autre que de maintenir la population au niveau des ressources, ce à quoi les autres, à l'époque, aboutissaient par suite de famines et d'épidémies auxquelles échappaient largement les Aurasiciens, on l'a vu, et cela ressemble beaucoup il faut en convenir au comportement des couples modernes dans la société occidentale.

Dans leurs projets d'école les Pères ne rencontrèrent pas moins de difficultés que dans le fonctionnement de l'hôpital et le diaire est rempli de leurs plaintes, probablement justifiées sur les pressions qu'exerçaient les marabouts sur les montagnards qui auraient été tenté d'envoyer leurs enfants à l'école quand la saison l'aurait permis.

Quand les Pères Blancs se seront enfin rendu compte que l'assiduité — qu'ils auraient voulu obtenir des petits Chaouïa était incompatible avec l'existence nomade de leurs parents, ils voudront créer un internat ; mais l'internat, tout comme l'hôpital, c'était une mainmise beaucoup plus complète sur les enfants et les milieux maraboutiques déjà prévenus contre les entreprises des Pères Blancs marqueront nettement leur opposition. Par ailleurs l'administrateur se lassera d'intervenir, la loi de Séparation de l'Église et de l'État, péniblement ressentie à Arris, créant un état d'esprit nouveau. C'est en 1898 que les Pères commencent à s'alarmer. « Pendant que nous croyions l'œuvre constituée, lit-on dans leur diaire à la date du 7 novembre, un formidable orage se formait contre elle ».

Cet orage ils l'avaient provoqué et l'on peut estimer que les Aurasiciens avaient fait preuve de grande patience. Mais peut-on tellement reprocher aux Pères leur attitude, quand, dans le rapport du sénateur Émile Combes, futur ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, père de la loi de Séparation, rapport qu'il prononça devant le Sénat au retour du séjour qu'il fit en Algérie avec la commission des XVIII, à l'époque où les Pères Blancs s'installaient à Arris, celui-ci évoque avec sévérité « les vices intellectuels et moraux qui dépravaient les

indigènes, leurs croyances arriérées et grossières, leurs coutumes barbares et honteuses, leur préjugés étroits et tenaces (24) ». Les Pères Blancs ne pensaient pas autrement.

A partir de 1900 toutefois ils reconnaîtront qu'ils s'y sont mal pris. « La situation particulière du poste a été cause que l'on a beaucoup demandé et beaucoup exigé des indigènes dans les commencements. On nous craint, il nous faut maintenant nous faire aimer et désirer. Pour arriver facilement à ce résultat les missionnaires s'appliquent avec ardeur à l'étude du chaouïa (25) ».

A partir de ce début du siècle on voit apparaître, me semble-t-il, une nouvelle génération de missionnaires peut-être mieux choisis, différemment formés et plus ouverts. Ils admettront que « les indigènes » n'ont pas complètement tort quand ils se demandent à quoi peut leur servir la connaissance du français dont l'enseignement est pour le moins prématuré. Ils s'orienteront de plus en plus vers un enseignement essentiellement agricole (dinaire d'octobre 1905). Ils y seront encouragés par les observations qu'ils feront en tournée dans la montagne. Ainsi ils découvriront à Tkout (26) les ruines d'un antique pressoir à proximité d'une centaine d'oliviers aux troncs énormes comme il en existe aussi en quelques autres vallées. Ils s'apercevront que ces arbres sont sacrés et bientôt ils distribueront aux gens des oléastres que la commune mixte leur aura procurés. Ils constitueront eux-mêmes une pépinière, ils y enseigneront la taille et la greffe, ils introduiront dans l'Aurès où l'élevage des abeilles est très répandu les ruches à cadre.

Par ailleurs après s'être refusés à enseigner l'arabe quand, en 1899, un marabout le leur avait demandé, ils se décidèrent à le faire en 1910 : mais dès 1906 un taleb avait ouvert une école coranique tout près de chez eux à Sanef. Il faut dire à leur décharge qu'en régions berbérophones l'étude de l'arabe était restée longtemps interdite dans les écoles publiques (27).

On voit ainsi que les Pères avaient fini par comprendre les montagnards et par se rendre utiles. Ainsi étaient-ils parvenus à se faire apprécier et leur satisfaction éclate dans leurs chroniques :

« L'exercice 1908-1909 a été une bonne année pour le poste d'Arris. La population qui nous entoure a répondu à notre dévouement par un accroissement de confiance et de sympathie... Les indigènes de l'Aurès sont de braves paysans très attachés à leurs champs. Ils aiment à nous voir porter intérêt à leurs cultures et viennent à tout instant nous demander des semences, des plants de légumes, d'arbres

(24) Cité par Fanny Colonna dans « Savants paysans ». Éléments d'histoire sociale sur l'Algérie rurale, Office des Publications universitaires, Alger, 1987.

(25) La traduction d'un « grand catéchisme kabyle » est entreprise en 1911. Le Père Huyghe a fait paraître un dictionnaire français-chaouïa en 1906, un dictionnaire chaouïa, kabyle et français en 1907.

(26) Dinaire du 30 octobre 1908.

(27) AGERON, *op. cit.*, t. II, chap. XXXI, p. 881.

fruitiers, nous prient d'aller greffer leurs arbres... ». « Le Berbère de l'Aurès n'a pas comme l'Arabe l'esprit fermé, de parti pris, à tout ce qui est étranger à l'Islam... le Chaouïa s'intéresse à tout ce qui est humain. Délivrez-lui quelques notions de sciences naturelles, il s'y intéressera grandement ; parlez-lui aussi de saints et de miracles, il vous donnera toute son attention sans arrière-pensée. Il sera content de vous voir animé de sentiments religieux comme lui. Ne croyez pas qu'il est conquis pour autant. Comme le paysan, il ne dévoile pas entièrement sa pensée... inutile d'insister... il me semble plus religieux que musulman... ».

Ces lignes montrent combien le climat s'est amélioré : les Pères peuvent être rassurés quant à l'avenir du poste. Ils le peuvent d'autant plus qu'ils semblent être parvenus à se concilier les milieux maraboutiques. Avec le Père Giacobetti qui connaît l'arabe et le chaouïa, on est très loin du Père Duval. Voici comment il s'exprime en juin 1914 :

« Un voyage que nous avons fait dans la vallée de l'Oued-el-Abiod et dans celle de l'Oued-Abdi nous a fait rencontrer partout des connaissances et des amis.

Dans ces vallées le missionnaire est connu et estimé. A Banian, oasis curieuse, encaissée entre les berges hautes et escarpées de l'Oued-el-Abiod nous avons été hébergés dans la zaouïa de Si Lakhdar. Un autre chef de zaouïa s'y trouvait de passage. Il eut soin de dire aux tolba qui s'apprétaient à venir causer avec nous : « Les Pères Blancs sont à même de vous répondre sur toutes les questions religieuses et autres ; tenez-vous donc sur vos gardes si vous ne voulez pas vous exposer à des surprises désagréables ».

L'on connaît en effet, le travers qu'ont ces demi-savants de poser des questions embarrassantes aux Roumis qui passent à leurs yeux pour de parfaits ignorants, surtout au point de vue des connaissances religieuses.

Et là nous avons devant nous, outre des étudiants qui connaissent l'ilm, ou les sciences, des khouan, dont l'occupation constante est de graver les échelons de l'ascétisme soufi, afin de s'asseoir « sur le tapis de l'affection suprême » lequel n'est séparé de Dieu que de la longueur d'un arc. La répétition constante du nom de Dieu, Allah, ou de sa dernière syllabe : hou doit les conduire au sommet de la perfection.

Ces étudiants et ces ascètes nous firent un accueil sympathique, et la soirée se passa à deviser sur des sujets de morale et de piété, et à proposer des énigmes. L'on est certain en traitant ces questions de plaire et d'édifier sans jamais rebuter.

Dans ce même voyage, reçus dans une mahakma musulmane par le cadî et ses adels, nous y causâmes religion, histoire et littérature lorsqu'on nous posa une question qui montre quelles étranges idées ont sur nous les docteurs de l'Islam.

Le Coran leur parle des qassîsin, prêtres, et des rohban, religieux chrétiens dont l'absence d'orgueil avait frappé d'admiration le chamelier Mohammed dans ses voyages à travers la Syrie. Ces prêtres et ces religieux sont désignés au respect et à la vénération de l'Islam, dont les chefs mystiques sont pétris d'orgueil et d'hypocrisie.

On nous a donc demandé « si nous volions dans les airs ». Car voler est à leurs yeux, l'un des privilèges de la sainteté. Un homme de

Dieu, un cheikh doit pouvoir se transporter à volonté dans le chemin des airs, la nuit et le jour, au secours de celui qui l'invoque. L'histoire religieuse ne manque jamais de raconter ces voyages aériens des saints musulmans ; ils ne font qu'imiter leur fondateur dont on célèbre le voyage nocturne sur El-Boraq, jusqu'au troisième ciel.

Nous répondons que n'étant pas aviateurs, nous marchons à pied ou à cheval comme le commun des mortels. Dans le chemin de la sainteté chrétienne, nous n'avons d'autre monture que l'abnégation et le sacrifice, l'humilité, l'amour de Dieu et la pratique de ses commandements. Et, pour être plus libres de servir Dieu, nous pratiquons le célibat et la continence qui élèvent au-dessus de la terre et rapprochent de Dieu.

Ces explications données, tout en dégustant l'obligatoire quahouah, semblent les intéresser et les convaincre.

Ces conflits d'opinion, cette opposition entre la sainteté chrétienne et l'ascétisme musulmane sont des thèmes qu'il faut souvent développer. Outre le célibat, ce qui nous distingue le plus de ces chefs religieux, c'est le désintéressement.

Les Arabes eux-mêmes le disent, leurs marabouts ou leur cheikhs n'appartiennent pas à la tribu des Oulad Hak, mais à celle des Oulad Hat ; hak veut dire « prends », et hat signifie « donne ». Leur cupidité est proverbiale ainsi que leur mauvaise foi.

Lorsque ces prétendus médecins ne pouvant guérir leurs malades par leurs amulettes, vendues à prix d'argent, viennent réclamer nos soins pour eux ou pour leurs enfants, la conclusion est facile à tirer pour les Chaouïa : « Si leurs amulettes ont quelque valeur, pourquoi ne les utilisent-ils pas pour leurs enfants ? Et si elles n'ont aucune efficacité, pourquoi veulent-ils nous tromper ? »

Ce récit est d'un intérêt tout particulier : il nous introduit dans un milieu absolument inconnu, celui des clercs aurasiens et il nous les montre sans parti pris contre la présence des Pères dans le massif et d'ailleurs sans parti pris non plus contre les Chrétiens.

En cette année 1914 où allait se déclencher la première guerre mondiale, on ne paraît pas éprouver dans la vallée d'inquiétudes particulières. Quand l'année précédente les Pères parlaient de guerre, c'est de conflit entre tribus qu'il s'agissait. Dans le rapport qu'il rédige pour la période 1912-1913, le Père Giacobetti écrit en effet : « La guerre règne actuellement entre les Touaba et les Beni-Bou-Slimane. Les derniers assassinats, suite de vengeances, viennent à peine d'être réglés par le versement de la « dya ». « La paix sera-t-elle de longue durée ? » se demande-t-il avec raison : les antagonistes entre Touaba et Beni Bou Slimane s'exprimaient constamment à Arris en 1939. Ils n'ont pas entièrement disparu.

Ceci dit le rédacteur du diaire de Saint-Joseph de Medina peut écrire le jour de la mobilisation : « Nous ne craignons pas de troubles dans l'Aurès, seuls des vols sont à craindre » et quelques jours plus tard : « Les indigènes sont calmes, il n'y a aucune crainte d'insurrection ». Et pourtant à Medina ou les Pères sont installés sur les terres séquestrées les événements de 1879 ne sont pas oubliés. Et pourtant, les montagnards ont alors de plus en plus de motifs d'insatisfaction !

Les Pères s'inquiètent surtout pour l'avenir de leur mission. L'administration, c'est clair, les trouve de plus en plus gênants et encombrants. Et puis le rattachement des Beni Bou Slimane et des tribus de l'Ahmar Khaddou qui dépendaient jusqu'en 1913 du Bureau Arabe de Biskra a rendu de plus en plus pressante la question du choix d'un nouveau siège pour la commune mixte. On a pensé à Tkout chez les Beni Bou Slimane où il existe un bordj mais Tkout est encore plus isolé. Masselot le nouvel administrateur qui vient de remplacer Arripe penche pour Arris où l'on estime que les Pères Blancs n'ont plus rien à faire.

Les choses se précisent en mai 1914 : « Des pourparlers sont engagés par l'administration pour acheter nos bâtiments, ceux de l'hôpital et tout le terrain que nous possédons à Arris (28) ». Les missionnaires sont réticents mais : le décret ministériel de fermeture de toutes leurs écoles d'Algérie qui leur est notifié le 20 juin leur fait comprendre qu'ils n'ont plus qu'à partir. « Il s'agit d'une expulsion déguisée » écrira un peu plus tard à la Supérieure de l'hôpital l'administrateur Arripe qui, la guerre ayant éclaté, estimera la mesure impolitique. Ce fonctionnaire déçu d'une mise à la retraite qui l'avait éloigné d'une commune mixte où il avait passé de nombreuses années semblerait avoir entrepris quelques démarches pour faire rapporter la mesure :

« Les Pères Blancs, dit-il, ont une réelle influence dans l'Aurès et il serait absolument impolitique je le répète, de la leur enlever. Les Cambon, Hanoteau, Poincarré (sic) se prononceraient certainement dans ce sens s'ils étaient au courant de ce qui est sur le point de se passer à Arris. La même politique doit être suivie dans tous les pays musulmans ».

Le gouvernement général maintint sa décision : le 1^{er} juin 1915 le diaire relate l'arrivée de l'administrateur Masselot et de sa famille, des adjoints et de leurs femmes et de tout le personnel administratif. Le diaire se clôt le 2 juin sur le départ à 8 heures, pour Medina, du Père Richard et du Père Raymond ».

Medina où les Pères demeurèrent encore quelque temps et dont ils restèrent propriétaires jusqu'en 1928 avec l'accord probable de l'administration peu pressée de voir rouvrir le dossier des terres séquestrées.

La petite communauté de Medina traversera les années de guerre sans grands dommages et même à son honneur ; les Chaouïa ne confondent plus les missionnaires avec l'Administration, les colons et ces gardes forestiers qui ont fait depuis quelques années leur apparition dans le massif. Tandis que ceux-ci seront victimes d'agressions, les Pères n'auront à se plaindre que de vols de bétail et de pacage sur leurs terres et, en définitive, quand il sera question qu'ils s'en aillent, on cherchera à les retenir comme en témoigne une pétition adressée le 4 septembre 1919 à « Monsieur le Grand marabout d'Alger » par 34 notables des Touaba, des Beni-Bou-Slimane et des Beni Melloul, frères ennemis pour une fois réconciliés parmi lesquels, le fait est à souligner, figurent des tolba. En voici le texte :

(28) Diaire du poste d'Arris, 28 mai 1914.

« Dès que les Pères furent entrés dans notre pays, que nous eûmes fait leur connaissance et les eûmes fréquentés, ils nous rendirent raisonnables, nous civilisèrent, ils nous instruisirent des choses avantageuses pour nous procurer notre subsistance et autres choses en ce genre et des règles utiles pour nous faire bien recevoir dans l'autre vie... Quiconque parmi nous était éprouvé par la maladie, s'en allait sur l'heure frapper à leur porte et ils le soignaient ; il retrouvait aussitôt la santé par la grâce de Dieu... De même quiconque manquait de provisions s'en allait les trouver et ils le pourvoyaient, lui prêtaient le nécessaire... Chaque fois qu'ils voyaient quelques-uns d'entre nous commettre l'injustice envers son frère, ils s'empresaient de le raisonner et de le calmer... ils maintenaient ainsi la justice parmi nous comme font nos savants sous l'inspiration de notre Seigneur (le Prophète).

Du jour où ils se sont établis dans notre pays, la Bénédiction y est descendue parmi nous et la sagesse et les bienfaits.

« S'ils s'en vont pas de doute et d'échappatoire, nous retournerons à notre barbarie, à notre ignorance, à nos désordres selon nos premiers instincts. C'est pourquoi nous demandons à votre Haute Seigneurie et à son excellente personne de ne pas laisser « nos seigneurs » vendre leur propriété dans notre pays ni s'en aller de chez nous : car nous resterions abandonnés et leur départ nous plongerait dans l'affliction (29) ».

A cette époque l'attachement vis-à-vis des Pères est réel. Néanmoins les pétitionnaires n'étaient probablement pas dépourvus d'arrière-pensées. Mieux valaient les missionnaires avec les droits desquels on pouvait prendre beaucoup de libertés que les colons qui n'admettraient aucune atteinte à leur terre. D'ailleurs dans les jours qui suivirent, un acquéreur éventuel, le commerçant Paul de Batna allait recevoir une lettre de menaces signée Benzelmat, un bandit d'honneur que les forces de l'ordre ne parvenaient pas à capturer et qui semait la terreur dans la contrée.

On saura par la suite que Benzelmat n'y était pour rien.

L'affaire visiblement soulevait les passions. Sur les conseils de l'Administration les Pères décidèrent de conserver momentanément leurs terres de Medina ; mais ils les mirent en location pour dix ans. A l'expiration du bail, les esprits s'étant entre-temps calmés la propriété fut vendue aux enchères et c'est un groupe de Touaba représentatif des anciens propriétaires qui en fit l'acquisition pour 701 000 F.

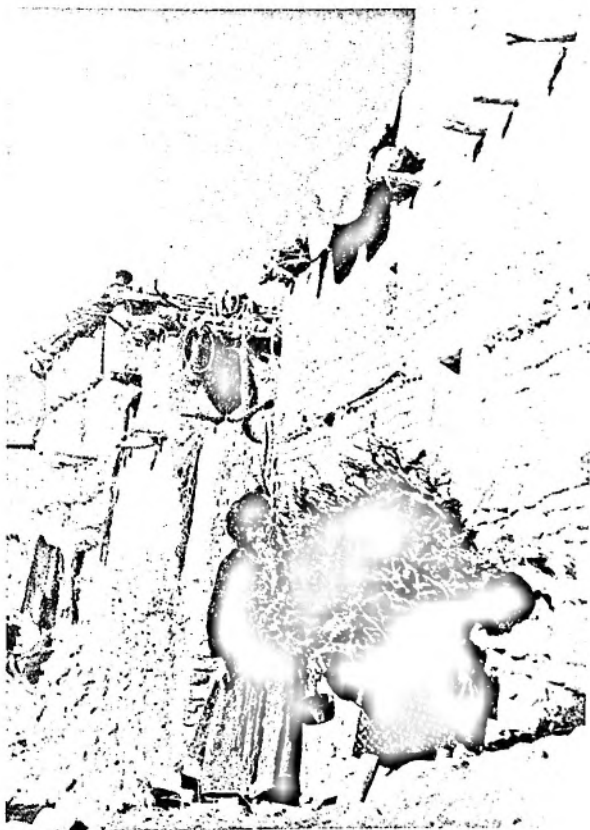
Il est difficile de juger l'œuvre des Pères Blancs dans l'Aurès. Ils étaient arrivés pleins de bonnes intentions mais presque aussi ignorants que les militaires en 1845 de l'organisation de la société aurasiennne. Ils furent très bien accueillis mais ils devinrent bien trop tard les éducateurs que les montagnards pouvaient souhaiter. Tous comptes faits ils donnèrent de la France une autre image que celle qu'ils avaient pu percevoir à travers des caïds étrangers. Ils contribuèrent certainement à créer autour

(29) Archives des Pères Blancs.

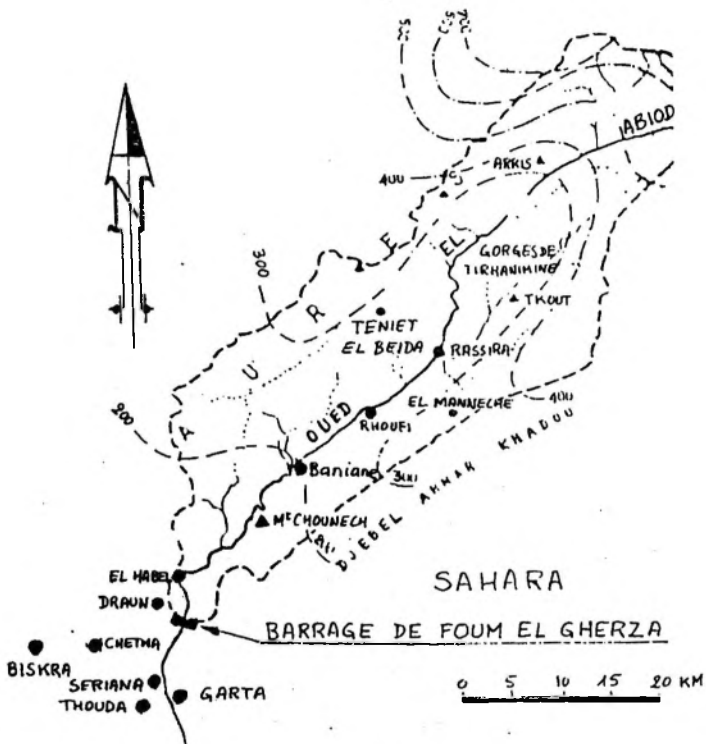
Cette pétition est quelque peu suspecte : elle aurait pu dissimuler des questions d'intérêt personnel.

d'Arris une petite élite locale ayant une bonne connaissance de la langue française.

Le caïd du douar oued Labiod, à mon arrivée en 1939, était un ancien élève des Pères Blancs, bien plus instruit que la plupart de ses collègues.



A Mena. Scène de village



Chapitre XI

Le calme de l'entre-deux-guerres

Dans mon souvenir confirmé par ma correspondance de l'époque, les années que j'ai passées en Algérie et plus particulièrement dans le Sud-Constantinois dans les temps qui précéderent la seconde guerre mondiale m'apparaissent comme exceptionnellement tranquilles; elles furent seulement troublées pendant les deux journées du 6 et du 7 août 1934 où s'affrontèrent à Constantine musulmans et israélites. Cela n'avait été une surprise pour personne, car, depuis des siècles, Arabes et Juifs formaient deux sociétés séparées par le sentiment réciproque de leur supériorité raciale et culturelle et, depuis quelques années, les « Musulmans » supportaient de plus en plus mal l'envahissement de leurs villes par des juifs qui, sortis de leur ghetto constantinois, avaient essaimé dans tous les centres urbains nouvellement créés et s'y étaient assuré très vite des positions de premier plan, dans le commerce et la banque spécialement.

Les Européens s'attendaient donc à des affrontements et on ne peut dire que cette éventualité les troublait. Ils ne s'inquiétaient pas davantage de la possibilité d'une révolte « arabe » qui leur paraissait exclue avant bien longtemps. Leurs seuls soucis au cours des années trente concernaient une nouvelle guerre mondiale jugée inévitable à plus ou moins court terme.

Je suis en mesure de témoigner du climat qui régnait dans la ville de Sétif où j'arrivai au printemps 1932 et où j'allais passer près de deux ans. Sans que je m'en sois bien rendu compte à l'époque, car je portais peu d'intérêt au monde qui m'entourait, cette petite sous-préfecture encore enfermée à l'intérieur de ses murailles antiques allait être un bon terrain d'initiation à l'extrême diversité du peuplement du Constantinois.

Sétif qui comptait alors moins de vingt mille habitants n'acquerrait une certaine notoriété qu'après mon départ. Le grand leader politique Ferhat Abbas n'y avait pas encore ouvert de pharmacie et c'est seulement en 1945 que la vie de l'agglomération serait très gravement troublée par des événements tragiques et sanglants qui marquèrent la célébration de la fin du conflit mondial mais que personne n'aurait imaginés dix ans plus tôt.

Quand l'armée française était arrivée dans la région, elle avait trouvé les ruines de l'antique Sitifis perdues au milieu de mornes étendues couvertes de neige en hiver, desséchées sous un soleil ardent en été,



Mission du 27-02-62

Echelle 1/5000 - Bouzina - Film n° 15354

C.E.I.A.A. 1962
Bouzina et ses jardins



Un olivier antique dans les jardins de la Zaouïa des Beuibarbar
Vallée de l'oued Bedjer



L'hôtel hogrodyle de Ghougr

parcourues par des populations nomades pratiquant la culture des céréales, élevant grand et petit bétail. Le camp qu'elle y établit donna naissance à un centre administratif qui se peupla peu à peu.

En 1932 les Musulmans comptaient pour les deux tiers parmi les habitants de Sétif. C'étaient des Kabyles venus du Nord, des Chaouïa venus du Sud donc des berbérophones, devenus bilingues dans le milieu urbain. Les Européens les confondaient tous sous le nom d'Arabes.

Les Européens constituaient sensiblement le troisième tiers. Parmi eux une proportion notable de Corses particulièrement présents dans l'appareil administratif et une colonie maltaise ayant acquis des positions enviablables dans le domaine des affaires. Les Juifs étaient environ deux mille. Dans mes activités je pourrai constater leur étonnante promotion. Dans les emplois de bureau, on trouvait nombre de jeunes filles juives, parfaitement à l'aise. Je doute qu'à l'époque une seule musulmane ait occupé semblable emploi.

Les Européens étaient majoritairement catholiques ; mais la concession à une compagnie suisse « la Compagnie Genevoise » d'un domaine de 15 000 hectares en 1853, à charge par elle de construire dix villages à proximité de Sétif, en quoi elle échoua, explique la présence dans la région d'une colonie protestante, à la vérité beaucoup plus influente par sa richesse que par son nombre.

La succursale locale du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, l'un des deux grands établissements bancaires privés algériens, où à ma sortie d'H.E.C. en 1932, c'est-à-dire en pleine crise économique, je m'étais résigné à entrer comme stagiaire, contrôlait un certain nombre d'agences dispersées du littoral au Sahara. Toutes leurs communications téléphoniques et toute leur correspondance aboutissant à la succursale, je me suis trouvé dans mon emploi au courant de tous les événements importants d'ordre économique mais aussi d'ordre politique intéressant une bonne moitié du vaste département de Constantine.

Alors célibataire, j'avais pris pension dans le restaurant que fréquentaient la plupart des Européens, officiers, enseignants, magistrats, etc. Le mercredi jour du grand marché local, s'y attablaient les colons des environs. Étant officier de réserve, suivant des cours de perfectionnement comme il était normal en cette période d'avant-guerre, j'avais des relations suivies avec le monde militaire. Tennis et bridge élargissaient le champ de mes relations dans le milieu européen. Ainsi me parvenaient les échos des événements affectant la vie des habitants. Je les aurais aujourd'hui oubliés si pendant tout mon séjour sétifien je n'avais écrit en France une lettre quotidienne à ma fiancée. Les centaines de pages que cette correspondance représente ont été conservées. Ainsi suis-je en mesure de retracer fidèlement la petite histoire de Sétif vue du côté européen d'avril 1932 à août 1933, histoire fort banale et certainement peu différente de celle d'une petite ville du midi de la France, tant on s'y souciait peu de l'existence de la communauté musulmane, tant on s'inquiétait peu de ses sentiments.

Le centre de la ville était aux Européens. La messe du dimanche était le grand événement hebdomadaire. La bonne société se retrouvait à sa

sortie. Lors de la messe de Jeanne d'Arc toutes les autorités civiles et militaires étaient présentes en grand uniforme. On remarquait parmi la foule les caïds en burnous d'apparat. On se pressait ensuite sous les arcades et l'on s'asseyait aux terrasses des cafés pour voir passer les beautés locales. Souvent, en été surtout, il y avait des bals de société ou de quartier, chaque année, une braderie et un corso fleuri. Le concours hippique était un sommet de la saison ; des groupes de cavaliers venus de tout l'arrondissement s'y produisaient, encadrés par des caïds et des administrateurs de commune mixte ; les vainqueurs des courses recevaient des prix en espèces offerts par le ministère de la Guerre qui voulait ainsi favoriser l'élevage du cheval à des fins militaires. En clôture de deux journées d'intense animation, une grande fantasia réunissait Européens et Musulmans. Il y avait ensuite bal et concert auxquels une très petite minorité de Musulmans aisés était admise.

Sétif étant ville de garnison, on y voyait défiler plusieurs fois par an les tirailleurs derrière lesquels s'organisait une retraite aux flambeaux. Il en était ainsi notamment le jour de la fête du régiment, le 11 novembre mais également le jour de l'Aïd el Kebir, la grande fête musulmane : pour cette circonstance les Musulmans se répandaient en famille dans la ville, couverts de leurs vêtements tout neufs. Avec la fête du printemps qui donnait lieu à de grands déploiements d'étendards, c'étaient les deux événements où les Européens cédaient place aux « indigènes ».

Chaque mercredi un grand marché réunissait tout le monde agricole. Mais c'était aussi le jour où, à la banque, le personnel était retenu par l'accueil des clients, Musulmans ou Européens. J'aurai donc quitté Sétif sans y avoir jamais mis les pieds, perdant ainsi une occasion exceptionnelle de pénétrer le monde « arabe ».

Mes contacts avec ce dernier étaient donc très limités : il y avait la femme qui venait faire le ménage de ma chambre, en général quand je me trouvais à la banque, elle ne savait pas le français ni moi son dialecte probablement berbère. Ma propriétaire en changeait souvent et ne perdait pas une occasion de me dire qu'elles ne valaient pas mieux les unes que les autres. Il y avait surtout les petits cirEURs qui se précipitaient sur vous dès que vous apparaissiez le matin et d'autorité s'emparaient de vos pieds quand vous étiez installés à la terrasse à un café pour le petit déjeuner. Ces contacts quotidiens créaient une certaine familiarité. Les gamins ne manquaient ni de bonne humeur ni d'esprit de répartie. Il y avait enfin tous les commerçants, issus presque tous de communautés minoritaires, Kabyles, Mozabites ou Djerbiens, épiciers ou marchands de tissus, aux incontestables aptitudes pour le négoce et généralement fort accueillants.

La sécurité était absolue et si les citadins sortaient peu à l'exception de ceux qui étaient liés au milieu colon, cela tenait à ce que les environs de la ville offraient peu d'attrait mais aussi au fait qu'à cette époque posséder une voiture était le privilège des gens aisés, propriétaires, industriels et commerçants tenus de circuler par leurs affaires.

Au début de l'été les Européens fuyaient la chaleur des hautes plaines et allaient s'installer dans leurs cabanons du littoral. De l'intérieur

à la côte s'établissaient des va-et-vient constants car les travaux agricoles exigeaient la présence des exploitants, les temps forts étant les moissons et les vendanges. Les Français d'Algérie prenaient le bateau tous les deux ans pour aller passer leurs vacances en métropole. Les malheureux obligés de rester dans la ville dépeuplée organisaient entre eux des parties de pêche dans les oueds de montagne à quelques dizaines de kilomètres de là.

Pour ma part je n'ai d'autre souvenir qu'une sortie en car à Djemila, ancienne ville romaine à l'occasion d'une tournée d'une troupe de la Comédie-Française venue donner un spectacle dans le théâtre antique.

Ce que j'ai dit en matière de sécurité était également valable pour l'ensemble de l'Est Algérien ; jamais dans ma correspondance, le problème ne se trouve évoqué.

De bagarres je ne vis ou n'entendis jamais parler, réserve faite du temps des campagnes électorales. Alors les esprits s'échauffaient. Peu après mon arrivée, il y eut violence à Sétif, coups de poing, de matraque, de revolver même, quelques blessés, une devanture défoncée. Jamais probablement les revendications ne furent aussi faibles qu'en ces temps-là et le pouvoir colonial aussi assuré de son avenir.

Quelle était alors la situation dans l'Aurès ? Les chercheurs, s'appuyant sur des documents administratifs puisés dans les archives (1) ont fait état d'une situation extrêmement perturbée, particulièrement en 1936 et 1937 en raison de l'existence de bandes armées qui auraient tenu la montagne, de l'action du Parti communiste et de forces religieuses toutes réunies dans le même esprit anticolonialiste. Or j'ai vécu dans le Constantinois la plus grande partie des années d'avant-guerre, d'abord comme stagiaire à la succursale de Sétif du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, ensuite comme directeur à l'agence de Touggourt enfin comme administrateur adjoint dans l'Aurès. Ayant réussi le concours des communes mixtes, j'avais entre-temps été affecté dans la lointaine Oranie mais comme j'aspirais à une affectation à Arris, je suivais de très près ce qui s'y passait grâce à des amis sur place. S'il y avait eu là-bas le moindre incident digne d'être rapporté j'en aurais été informé.

Muté sur ma demande à Arris j'y arrivai le 17 avril 1939. La veille encore, des chutes de neige avaient interrompu les communications avec Batna.

D'une lettre écrite trois jours après j'extraits les lignes suivantes :

« L'Aurès a été très agité en 1937-1938, on a même craint une révolte... le calme est complètement revenu mais il reste un goum créé précisément en vue de rétablir l'ordre en cas de besoin et dont on est maintenant un peu embarrassé. Les uns disent que grâce à la poigne de M... (l'administrateur sortant) on a évité des événements plus graves, d'autres que c'est la personnalité de M... qui a provoqué

(1) Ch. R. AGERON : *Histoire de l'Algérie contemporaine*, t. II, chap. II, p. 341.
Fanny COLONNA : *L'islam chez les paysans, le cas de l'Aurès, 1936-1938*. Revue algérienne des Sciences juridiques, juin 1977.
Ibid., *Savants paysans : Éléments d'histoire sociale sur l'Algérie rurale*. Office des publications universitaires, Alger, avril 1987.

les troubles et qu'il était grand temps qu'il s'en aille. F... le successeur de M... est naturellement de l'avis de ces derniers. P... adjoint de M..., en instance de départ lui aussi, est de l'avis des premiers».

Dans les semaines qui suivront, les tournées que je ferai dans la montagne me convaincront qu'il n'y avait pas de région plus sûre que l'Aurès... Écrivant cet ouvrage, je n'ai pas voulu m'en tenir à mes seules impressions lointaines et j'ai recherché des témoignages. Voici ce que m'a écrit le professeur Laffitte, qui de 1932 à 1936 a sillonné le massif entre Batna et Khanguet Sidi Nadji, Biskra et Khenchela, en travaillant à sa « Géologie de l'Aurès » :

« Vous me demandez comment ma vie sur le terrain était organisée ?

D'une manière sommaire car le service géologique pour lequel je travaillais était le moins organisé, le moins structuré qui soit. Les géologues devaient se débrouiller sur le terrain comme ils pouvaient, sans autre aide qu'une introduction auprès de la préfecture répercutée par voie descendante jusqu'aux administrateurs. J'ai donc dû me débrouiller comme j'ai pu et, partout où il n'y avait pas de gîtes, je plaçais ma tente à côté de quelque mechta d'où je me faisais porter couscous et kesra moyennant finance. Un mulet déplaçait tente et lit de camp tous les quatre ou cinq jours. Là où elles existaient les maisons forestières furent pour moi d'excellents gîtes... Comme moyens de déplacement une motocyclette sur routes et pistes ; ailleurs mes jambes car je suivais rarement les chemins, suivant de préférence les fonds d'oued où les crêtes, où je pouvais faire plus facilement des observations géologiques... La question de sécurité ne s'est jamais posée pour moi. J'ai cependant toujours circulé seul, sans arme, accompagné seulement d'un « porteur » recruté par moi indépendamment de l'administration. Au départ (1932) j'en ai changé plusieurs fois, puis après deux mois, j'ai utilisé un brave Chaoufa des Ouled Fedhala (commune mixte d'Aïn-Touta) ancien tirailleur ne parlant pas le français — ce qui me permit de faire de très rapides progrès en arabe et comme il était honnête et loyal je n'ai utilisé que lui tant que j'ai travaillé dans l'Aurès que ce soit sur Aïn Touta, Arris et Khenchela. Je n'ai jamais été victime du moindre larcin, je n'ai jamais craint quoi que ce soit et très rapidement toute méfiance m'a abandonné ».

« Vous me demandez quels rapports j'ai pu avoir avec les gens réfugiés dans le maquis, avec les « bandits d'honneur ». Je réponds sans hésitation aucune et j'ajoute que je serais très enclin à considérer que de telles gens n'existaient pas, que, à cette époque, c'était du folklore ; en tout cas je n'en ai jamais entendu parler, si ce n'est de l'affaire Ben Zelmat, vieille alors de quinze ans. Mais pendant la période 1932-1936 qui est celle où j'ai parcouru cette région, je ne crois pas me tromper en disant qu'il n'y avait aucun bandit dans toute la région aurasiennne. J'avais pourtant des relations très confiantes avec la population, j'aimais beaucoup parler avec eux, j'essayais de les faire parler sur leurs croyances, leurs superstitions, évitant toujours de montrer un scepticisme ou une incrédulité qui aurait arrêté leurs confidences... ».

L'ingénieur en chef des Eaux et Forêts Georges Plaisance a conservé des souvenirs semblables des années 1938-1941 qu'il a passées dans le massif, en dépit du fait qu'il était aux yeux des Chaouïa le représentant d'un service répressif que ceux-ci redoutaient :

« Je circulais à pied ou à cheval, m'écrit-il, sans arme et sans crainte. Les gardes forestiers indigènes jouaient la carte française avec régularité. Je me souviens par exemple de l'accueil chaleureux du garde forestier indigène de la M.F. qui était au pied du Mahmel où nous faisons du ski... Lorsque la compagnie des sapeurs forestiers s'est transportée à Khenchela, j'ai fait construire en panneaux une baraque en bois en pleine forêt, près d'une source, à 25 km à cheval du camp, laissant dans la journée ma femme avec le garde indigène ; il faut croire qu'on était confiant... ».

Cependant le personnel était exposé et Georges Plaisance se souvient de l'assassinat d'un garde indigène au pied du Chelia.

Le silence des uns semble confirmer les affirmations des autres. L'équipe de chercheurs envoyée ces années-là sur les lieux par le Musée de l'Homme, Germaine Tillon, Thérèse Rivière, plus tard Jacques Faublée n'a jamais, semble-t-il, éprouvé d'inquiétude pour sa sécurité et dans les écrits qu'elle a laissés il n'est jamais question de l'existence d'un maquis. Témoigne dans le même sens le développement à cette époque d'un certain courant touristique favorisé par la construction après la Première Guerre mondiale de bien sympathiques quoique bien modestes bordj-hôtels dont le plus surprenant, le plus confortable aussi était celui de Ghoufi construit sous roche dans le cañon du même nom à l'imitation des abris que se construisaient les montagnards.

Tels étaient dans l'état de mes recherches les éléments d'information dont je disposais il y a quelques mois encore sur la réalité du banditisme. Je les estimais suffisants pour conclure par la négative ; mais j'ai depuis peu entre les mains un état manuscrit sorti des archives de la commune mixte de l'Aurès que je dois à l'un des derniers administrateurs adjoints en poste dans cette circonscription. Ce document (2) fait de quatre doubles feuilles grand format, ne comportant ni titre, ni signature, visiblement d'ordre interne, comporte deux périodes, avant 1947 et après. Avant 1947, rien en dehors du banditisme des années 1917-1921 auquel a mis fin la mort de Ben Zelmat Messaoud et celle de Boumesrane. Du nouveau banditisme qui se manifeste à partir de 1947, je parlerai en son temps.

Pendant vingt-cinq ans, il a donc régné dans l'Aurès, j'ai de multiples preuves à donner, un climat d'une exceptionnelle qualité : une occasion a alors été manquée de consolider nos bons rapports avec les montagnards. Or tandis que le dernier bandit a été tué au lendemain de la Première Guerre mondiale, on conserve dans l'Administration une véritable hantise du banditisme. Préfaçant le 10 août 1937 une intéressante étude du capitaine de gendarmerie Pétignot sur « le banditisme en pays chaouïa » qui va paraître de 1937 à 1939 dans la « Revue de la gendarmerie », le préfet Dou, un vieil Algérien, ancien sous-préfet de Batna, écrira :

(2) Voir documents annexes n° 1.

« Cette étude est un renseignement pour tous ceux qui ont la lourde tâche de maintenir l'ordre et la sécurité en Algérie, et particulièrement dans les régions reculées comme l'Aurès où les bienfaits de la civilisation ont pénétré moins profondément en raison de la nature sauvage du pays et du caractère difficile et fruste de ses habitants ».

En conclusion il n'y a qu'une solution « la force » ! Alors que, jamais, les conditions n'avaient été plus favorables pour une politique de compréhension : depuis quelques années les montagnards se trouvaient libérés des contraintes liées à la guerre, réquisitions de soldats et de travailleurs et ils allaient avoir la grande satisfaction de récupérer les terres qui leur avaient été enlevées en 1879, par les Pères Blancs, qui en étaient devenus propriétaires et avaient quitté l'Aurès définitivement en 1920, les ayant mises en vente en 1929. Elles furent alors achetées par voie d'adjudication par un groupe de treize personnes, originaires de trois au moins des anciennes fractions composant les Ouled Daoud, la quittance notariale du 14 octobre ne permet pas de préciser davantage ; le nom des acquéreurs n'étant suivi de l'indication de la fraction d'origine que pour les hommes nés avant la constitution des douars. Figure souvent en revanche l'indication de la profession qui révèle les attaches de plusieurs des acquéreurs avec l'administration communale. Ainsi révèle-t-on, seul étranger à la tribu, le nom du caïd du douar Ichmoul, douar où se situe précisément le domaine, et le nom de la famille Boussaad où jusqu'au bout la commune mixte recruta quelques-uns de ses serviteurs les plus fidèles. Ce nom revient à quatre reprises dans l'acte.

Cette opération témoigne de l'émergence d'un certain nombre de gens d'origine rurale relativement aisés, parce qu'ils ne vivent plus seulement des revenus de la terre mais perçoivent des traitements, des allocations, des salaires, des mandats envoyés de France... A cette époque où la colonisation foncière continue de suivre une courbe ascendante, cette opération me paraît également significative et je serais tenté d'y voir un acte politique, à la vérité le seul que je perçoive à cette époque, destiné à effacer le passé. Je l'attribue sans certitude à un administrateur de grande classe dont la voyageuse Odette Keun, peu suspecte de complaisance, nous a laissé le portrait (3) ».

« On m'avait dit à Batna qu'il était dur, énergique, absolument intègre, excessivement personnel — qu'il défendait ses « Arabes » comme un souverain défend ses faibles sujets. La magistrature se plaignait de son indépendance, les colons de son manque de souplesse, son personnel de son infatigable activité ; les petits louaient sa justice... Il avait déjà changé la physionomie d'Arris, les champs étaient mieux cultivés, les routes excellentes ; il avait bâti sept énormes bassins et planté trois olivettes de quatre mille arbres. Il peuplait à lui seul le bourg ; son nom étant dans toutes les bouches, son individualité dominait toutes les autres... Les villages lui demandaient des sources nouvelles et les fils des douars perdus faisant leur

(3) Odette KEUN, *op. cit.*

service militaire dans les casernes de France lui confiaient des messages intimes pour leurs femmes et leurs vieux parents. On en appelait à lui des exactions d'un caïd et de l'infidélité d'une maîtresse ; des déserteurs réfugiés dans les montagnes lui confessaient leur coup de tête et se livraient à lui. Il était la conscience, l'espérance et la crainte des soixante mille êtres qui dépendaient de sa vigilance et de son sens humain... Je l'écoutais pendant une heure, continue Odette Keun, me parler d'une terre vaste, sauvage et désertique qu'il avait disputée, lorsqu'il y était, aux pierres, à l'aridité, à la famine, où il avait canalisé l'eau, élevé des pépinières, apaisé des disputes... Comme un tuteur ardent cet homme fort, tenace, régi par son devoir, absorbé dans ses rêves utilitaires me disait que le peuple chaouïa méritait d'être aidé, qu'il croyait en son progrès, qu'il aspirait à son bonheur... ».

De passage à Khanga Sidi Nadji, oasis de l'Aurès oriental dépendant de la commune mixte de Khenchela où Jean Rigal avait été administrateur avant d'être affecté à Arris, Odette Keun eut l'occasion de rencontrer des officiers qui avaient été les témoins de l'accueil que les gens de l'oasis avaient fait récemment à leur ancien chef

« Ceux-ci n'avaient jamais assisté à un pareil triomphe. On lui fit des arches de palme, on orna les maisons : toute la population mâle, depuis les vieillards jusqu'aux petits garçons se porta au devant de lui avec des flûtes et des tambours ; il ne pouvait plus avancer tellement le peuple se pressait autour de sa monture, passionné, pour le voir, le toucher, criant pendant des heures : « Tu étais notre père, avec toi est parti notre bonheur, reviens habiter parmi nous (4) ».

De telles lignes peuvent surprendre ceux qui n'ont pas connu l'Algérie d'autrefois. En ce qui me concerne, me remémorant mes années aurasiennes et d'autres encore j'y vois exprimée la qualité des rapports qui pouvaient s'établir entre un administrateur et ses administrés. L'Aurès malheureusement n'a pas connu d'autre Jean Rigal.

Au cours de ces années d'entre-guerres, l'Aurès se sera ouvert vers l'extérieur, aura connu de sensibles évolutions et aura vu le niveau de vie s'améliorer quelque peu.

La guerre n'aura pas eu que des conséquences négatives, elle aura obligé les montagnards à sortir de chez eux, elle leur aura fait découvrir un autre monde et pas seulement celui des casernes et des champs de bataille, mais aussi celui des usines et des chantiers en même temps qu'une société plus accueillante que celle qu'ils avaient pu côtoyer dans leur pays.

De l'argent était entré dans la montagne

« Avant il n'y avait pas de commerce, il y avait du troc. C'est dans les années vingt qu'a été ouverte la première boutique (dans le village d'Haïdous) avec la première machine à coudre... Avant il n'y

(4) Odette KEUN, *Dans l'Aurès inconnu, soleil, pierre et guelaas*, société française d'éditions littéraires et techniques, Paris, 1930, p. 7 à 9.

avait pas de lumière, ni de machine à coudre, ni de savoir... les choses sont apparues les unes après les autres d'abord la bougie puis la machine à coudre... Il y a eu le premier tailleur, on cousait une robe pour cinq sous... on se souvient de la première chemise (5)».

On se souvient aussi du premier café qui sera suivi de bien d'autres. Bientôt tous les villages en auront dans cette vallée de l'oued Abdi qui a toujours connu des courants d'échange et où les mœurs ne sont pas austères.

Favorisée par la route qui a atteint Menaa en 1917, favorisée par les écoles dont le fonctionnement a été perturbé par la guerre, une évolution des esprits s'est produite et comme certains à présent savent lire, la presse est apparue.

Certes on vit mieux, au moins dans certaines parties de l'Aurès, car l'Ahmar Khaddou reste toujours aussi isolé, aussi archaïque, aussi démuné mais qu'on ne s'y trompe pas on ne s'est pas encore élevé beaucoup au-dessus du seuil de la pauvreté. Ces enfants que les Godon reçoivent dans leur école à la veille de la Seconde Guerre mondiale et qui n'appartiennent pas aux familles les plus pauvres

« y arrivaient pieds nus avec une simple gandoura sur le dos. L'école avec son poêle en hiver, le morceau de pain, la soupe aux fèves et la poignée de figues ou de dattes sèches était pour eux un havre de douceur, presque un paradis malgré quelques taloches occasionnelles pour raviver l'attention. Pour bon nombre d'entre eux, ce qu'ils recevaient de l'école représentait le seul repas de la journée ».

On a pu opposer les succès de la scolarisation en pays kabyle à l'échec qu'aurait constitué la scolarisation dans l'Aurès (6). Ce n'est pas ainsi que je vois les choses. Tout d'abord il n'est pas possible de comparer le pays kabyle avec son énorme densité et l'Aurès tellement moins peuplé. Et si l'on s'avise de le faire, il faut mettre en parallèle la Kabylie villageoise et l'Aurès villageois, c'est-à-dire l'Aurès occidental et ksourien. Il faut tenir compte aussi des moyens mis en œuvre de part et d'autre, en matière de scolarisation, moyens tellement plus anciens et tellement plus importants en pays kabyle.

Du temps des Pères Blancs, chez les Touaba de l'Aurès à la fin du siècle dernier, il y a eu, on l'a vu, une incontestable résistance à la scolarisation mais les raisons en sont connues. Cette résistance a cessé dès que les montagnards se sont trouvés mis dans l'obligation de se sédentariser à la suite d'une application de plus en plus stricte du code forestier qui a interdit l'accès de la forêt au petit bétail. Le garde forestier est alors devenu l'auxiliaire le plus efficace de la scolarisation en précipitant une évolution qui de toute manière se serait produite et en libérant les enfants d'une tâche qui les absorbait dans une très large mesure.

Rapportons-nous-en au témoignage des instituteurs de la vallée de l'oued Abdi. Les deux principales écoles à deux classes existantes en

(5) Cité par Fanny Colonna.

(6) Fanny COLONNA, *Savants paysans*, p. 266.

1937, celle de Menaâ ouverte en 1893 ou 1898, celle de Teniet el Abed, probablement ouverte en 1914, ont été construites à proximité des deux grands pôles religieux de la vallée, les Ben Abbès et les Derdour, ce qui permet d'affirmer que ces deux familles n'y ont fait aucune opposition ou encore qu'elles n'avaient ni l'audience ni l'autorité qu'on leur prêtait. En tout cas, M^{me} Colin, en poste double avec son mari à Teniet el Abed, croit se souvenir qu'il y avait un Derdour dans la classe de son mari.

A la veille de la guerre, Robert Godon, directeur de l'école double de Menaâ aura une quarantaine d'élèves dans sa classe et M^{me} Godon 63, au total une centaine ! Ce qui montre l'empressement des parents. « Faute de place, m'a-t-il écrit, je refusais des enfants chaque année à la rentrée... avec les seuls volontaires une école à quatre classes aurait pu fonctionner à Menaâ ».

Ce n'était pas un enseignement au rabais : à Teniet el Abed comme à Menaâ entre les deux guerres tous les enseignants étaient des normaliens et la plupart avaient fait le stage de la section spéciale de la Bouzaréah.

Fait à signaler encore, à plusieurs reprises les habitants de Menaâ ont réclamé l'ouverture d'une école de filles. « Je n'ai pas constaté le même empressement en Petite Kabylie, chez les Beni Yala, m'a dit encore Robert Godon, ce qui montre bien les dispositions des gens de la vallée pour l'école française pour les satisfaire il aurait fallu en ouvrir bien davantage ».

Les Godon n'ont jamais eu le moindre problème d'assiduité et ils concluent : « Au cours de leur carrière — partagée entre la France et l'Algérie, nous n'avons jamais connu d'élèves aussi agréables ».

Les instituteurs n'étaient pas seulement des enseignants : c'était à eux que les gens s'adressaient quand ils avaient le moindre ennui ou qu'il s'agissait par exemple de conduire un malade chez le docteur. Leur tâche n'était pas sans mérite, les chutes de neige pouvaient les isoler des semaines entières.

*
**

Que des troubles graves se soient produits dans cette vallée entre 1936 et 1938 les instituteurs en repoussent donc l'idée ; ils n'auraient pas pu, mêlés comme ils étaient à la vie des Aurasiens, ne pas s'en apercevoir et pourtant le journal *El Bassaïr* de Constantine écrivait dans son numéro du 3 décembre 1937 que « l'Aurès avait été ébranlé par une révolution religieuse comme l'histoire de ce pays n'en avait jamais connue (7) ». Plusieurs dizaines d'années plus tard, l'historien Ch.-R. Ageron, sur la foi de documents d'archives, croira pouvoir écrire que « toute la région de l'Aurès fut vivement agitée en 1937 », que « malgré l'accalmie assez générale de 1938 le pays tenaillé par la misère resta troublé » et que « l'autorité

(7) Cité par Fanny Colonna.

française crut devoir faire circuler des goums notamment dans la vallée de l'oued Abdi où ils furent lapidés par les montagnards (8) ».

Rien ne manque pour induire en erreur l'historien ni ce goum, ni les poursuites judiciaires contre un membre de la famille maraboutique des Derdour de Haïdous et c'est ainsi que l'Aurès sera présenté comme « un pays en état d'insurrection endémique » où « des bandes tiennent le maquis (8) ».

Que s'est-il exactement passé ? En ces années-là règne une vive effervescence à Biskra et dans l'ensemble de la région des Ziban. L'autorité de l'Administration s'y exerce dans des conditions particulièrement difficiles. La ville est une commune de plein exercice et elle fait partie de l'arrondissement de Batna. L'environnement immédiat est resté en territoire militaire. D'où dualité dans l'action et opposition d'un régime relativement libéral d'un côté, d'un régime extrêmement autoritaire de l'autre. Mais ce n'est pas tout : en territoire militaire les officiers des bureaux arabes sont soumis au pouvoir des tout-puissants Bengana.

La situation à Biskra se complique du fait que cette ville a acquis depuis une quinzaine d'années un caractère cosmopolite avec les séjours prolongés qu'y font des touristes étrangers fortunés.

« La population de Biskra, constate-t-on alors, vit dans un état de réceptivité fébrile, toutes les manifestations de l'activité sociale, politique et intellectuelle de l'Occident se répercutent sur elle avec une étonnante acuité... A la faveur d'un courant touristique guidé par un vif désir d'exotisme... la jeunesse musulmane va trouver dans ses succès féminins l'occasion de bafouer les mœurs européennes et de renforcer son orgueil. Dès 1932 elle se lance à corps perdu dans les luttes politiques, passant sans raison d'un parti à l'autre, pourvu qu'il soit hostile aux pouvoirs publics. Elle se laisse entraîner vers toutes les idéologies qui se heurtent sur la scène politique, entretient une atmosphère houleuse et combative, provoque des rixes et aboutit en février 1938 à une échauffourée particulièrement grave à l'occasion d'une élection ».

Les autorités mettent en cause dans cette agitation le Parti communiste, la Fédération des Élus dont les animateurs sont le docteur Bendjellou le pharmacien Ferhat Abbas et le docteur Saadane, élu local, mais aussi les Ulémas réformistes du cheikh Benbadis dont le mouvement s'est alors considérablement développé.

Les montagnards de l'Aurès méridional n'ignorent rien de ce qui se passe à Biskra car ils fréquentent le marché et entre eux et les Sahariens il y a toujours eu un important commerce de troc ; mais la montagne a son particularisme et son quant-à-soi. Le calme n'aurait cessé d'y régner si l'Administration n'avait voulu atteindre les différents éléments considérés comme anti français sur un terrain où elle se sentait beaucoup plus assurée de son pouvoir qu'à Biskra. Il y a bien eu un instituteur communiste (9) à Menaa ; mais voici ce que m'en dit Robert Godon :

(8) Ch.-R. Ageron, *op. cit.*, t. II, chap. II, p. 34.

(9) Fanny COLONNA, *Savants paysans*, p. 74.

« L'instituteur communiste de Menaâ était P.C., muté à Batna en 1934 ou 1935. Je l'ai très bien connu ; nous étions même devenus amis malgré nos divergences d'opinion. Il avait épousé la sœur du vicaire général de l'évêché de Constantine et avait été converti au communisme à la fin de son séjour dans l'Aurès. Il se présentait à toutes les élections à Batna avec l'étiquette du Parti et ne recueillait que quelques voix ce qui l'amusait beaucoup... Très intelligent, brillant causeur et humoriste invétéré, il avait abondamment brocardé les administrateurs.

« Que ces derniers l'aient impliqué dans une affaire qui lui était étrangère était de bonne guerre. Si C. a fait de la propagande à Menaâ en 1934 ou 1935, elle n'a pas eu plus d'effet que Ben Badis ! Parler d'une cellule communiste à Menaâ, cela peut faire de l'effet dans un rapport de police mais ce n'est pas sérieux (10) ! ».

Mis lui aussi en cause, le docteur Saadane, personnalité estimable que j'ai eu l'occasion de rencontrer, ne m'a pas laissé le souvenir d'un anti français mais ses relations avec le représentant local de l'Association des Ulémas le rendaient nécessairement suspect à l'Administration inquiète de l'influence que celle-ci à l'époque s'acquerrait dans les Ziban.

« La doctrine réformiste du cheikh Ben Badis, inspirée du Wahabisme d'Ibn Séoud, roi d'Arabie mais aussi du soufisme ; elle prétendait ramener à l'orthodoxie une religion dénaturée par la superstition. Elle devait nécessairement entrer en conflit avec le maraboutisme : plus de culte des saints, plus de miracles, de funérailles accompagnées de pleureuses, de mariages accompagnés de danseuses... ». Cette théorie religieuse était répandue au cours de prêches dans les mosquées ou dans des cercles limités, par l'intermédiaire de jeunes gens instruits dans les médersas réformistes... Après cinq années de prosélytisme tout le département de Constantine se rangea derrière Ben Badis à l'exception de quelques îlots de résistance parmi lesquels il faut noter l'Aurès demeuré dans son ensemble très attaché à ses coutumes... Pour appuyer son action le cheikh fonda ou fit fonder par ses principaux lieutenants plusieurs journaux... il créa une revue « El Chihab » et ouvrit de nombreux centres d'éducation... En 1939 les écoles d'inspiration badissiste seront au nombre de près de cinq cents instruisant 17 000 élèves environ (11).

Les autorités s'inquiétèrent car jusque-là l'Islam rural, l'Islam des marabouts, dans la mesure où il avait encore une influence, l'exerçait généralement en faveur de la France et visiblement cet Islam reculait. Mais comment s'opposer à un mouvement d'idées qui avait déjà pris une telle ampleur, qui se cantonnait en principe dans le domaine religieux et prenait soin d'éviter une attitude trop nettement nationaliste ? En même temps qu'il conçoit « une nation algérienne et musulmane, très éloignée de la France par sa langue, par ses mœurs, par sa race et par sa religion,

(10) Robert BODON, correspondance avec l'auteur.

(11) D'après un aperçu sur le réformisme en Algérie et dans les territoires du Sud algérien — exposé n° 38 du lieutenant Soulié. Archives du C.H.E.A.M. du 24.12.1941.

Ben Badis affirme la fidélité de la patrie algérienne à la France et il termine ainsi un article paru dans le journal *El Chihab* du mois d'avril 1946 :

« ... Nous, Algériens musulmans, qui vivons dans notre patrie algérienne à l'ombre du drapeau tricolore français et unis solidement avec les Français, dans une union qui n'affecte ni les petits événements, ni les crises superficielles, nous vivons avec les Français en amis fidèles. Nous respectons leur gouvernement et leurs lois ; nous obtempérons à leurs impératifs et à leurs interdits... Si l'heure de mourir au service de la défense de la patrie française et algérienne venait jamais, elle nous trouverait au premier rang prêts à mourir côte à côte en amis fidèles (12) ».

En dépit de telles déclarations l'Administration française n'a pas confiance. Elle croit pouvoir alors utiliser le particularisme si fort des Chaouïa contre le réformisme comme le montrent les prétendus troubles de l'Aurès des années 1936-1938.

Il est certain que les Aurasienens ne sont pas à cette époque des musulmans comme les autres, tous les observateurs l'ont noté.

« J'ai connu bon nombre de mosquées, écrit Odette Keun, elles sont rudimentaires — aucun minaret, alors, ne les signale — et nues. On me permettait d'y entrer sans exiger le moins du monde que je marche sur des nattes ou que j'enfile des sandales d'alfa — j'ai fait plus tard la même expérience — je n'ai jamais vu aucun croyant pendant la journée prier ou dormir dans les mosquées des villages (13) ».

Les souvenirs du géologue Robert Laffitte inclinent dans le même sens :

« La pratique religieuse était rarissime. Mis à part quelques rares marabouts... à peu près personne ne s'astreignait aux cinq prières islamiques rituelles, certainement beaucoup moins d'un habitant sur mille. Par contre tous étaient superstitieux et se rendaient aux vieilles fêtes locales, toutes préislamiques puisqu'elles avaient lieu sans exception à des dates du calendrier solaire, au rythme des saisons. En outre elles avaient lieu dans des sites naturels, souvent isolés, marqués parfois par un tas de pierres, un arbre sacré ou une grotte (14) ».

La pratique religieuse ne devait pas être aussi exceptionnelle que l'a vue R. Laffitte mais dans son expression coranique elle était assurément beaucoup moins ostensible qu'en pays arabe. En tout cas il y avait, en 1954, 60 mosquées plus ou moins modestes officiellement reconnues et 47 écoles coraniques dans la seule commune mixte de l'Aurès.

J'ai assisté avec Robert Godon à l'une des fêtes aurasiennes les plus curieuses, le pèlerinage au djebel Bous et je lui laisse le soin d'en faire la relation :

(12) René JAMMES : *Travaux des anciens du C.H.E.A.M.*, novembre 1961.

(13) Odette KEUN, *op. cit.*, p. 142.

(14) Robert LAFFITTE : *Correspondance avec l'auteur.*

« Lorsque nous sommes arrivés au sommet de la montagne il devait être minuit passé... La construction que les Chaouïa appellent « la mosquée du djebel Bous » était pleine à craquer ; néanmoins on se poussa pour nous permettre de nous asseoir sur une banquette. Au milieu de l'assistance dans un espace restreint il y avait deux ou trois femmes. L'une d'elles dansait au rythme d'une musique au motif indéfiniment répété... elle était agitée de mouvements rapides et violents d'arrière en avant et comme elle ne portait pas le turban traditionnel, sa chevelure déployée lui battait le visage. Cela dura jusqu'à ce qu'elle tombe prostrée sur le sol ; une autre danseuse prit alors le relais. Je ne voyais pas les musiciens qui étaient cachés par la foule mais je suppose qu'ils se relayaient aussi car le mouvement ne s'arrêta pas un instant. A la lumière des bougies accrochées aux murs le spectacle était hallucinant et il est resté précis dans mes souvenirs malgré les nombreuses années écoulées. A un certain moment un homme passa dans l'assistance avec un grand tajine rempli de couscous auquel étaient mêlés des grains de raisin vert et chacun en prit une pincée... Le chef des M'samda entra juste avant le jour suivi de deux acolytes et tout s'arrêta. Il portait un grand bâton comme un patriarche et s'avança vers les femmes. Après quelques paroles échangées avec l'assistance, il invita celle-ci à poser des questions. Il transmet chaque question à la femme prostrée sur le sol, elle répondit d'une voix très faible et inintelligible. Le devin interprétait les balbutiements de la femme. Le fils du caïd de Tagoust qui nous accompagnait traduisait pour nous. Je me souviens d'une prédiction car elle donna par la suite matière à plaisanteries : c'était la fin des caïds (15) ».

On trouve dans les écrits de l'ethnologue Thérèse Rivière les précisions suivantes :

« Le 10 du mois d'Atgoutch (août) on fait la visite au djebel Bous. Cela commence un mercredi : un marché se tient ce jour-là à Tisseki-fine. On y vend de tout. Les femmes y sont nombreuses et parées de leurs plus beaux habits ; elles s'assoient au milieu des hommes jusqu'au soir. On passe la nuit au village de Meddour. Le jeudi on se rend à Chir et on y passe la soirée. Dans la nuit tout le monde monte au djebel Bous. On y fait une hadhra et les sorciers, les Messamda prédisent l'avenir. Ils placent au-dessus du feu et se frappent le ventre à l'aide de couteaux. Il y a dans l'endroit des grottes enfoncées dans la montagne dites Khalouayet. Hommes et femmes y pénètrent jusqu'au matin. On fait venir les gens de l'Ahmar Kaddou, les Messamda, qui prédisent les événements de l'année, bonne récolte, cherté de vie... Ils prédisent à certaines personnes les maux qui les fraperaient. Ils leur donnent à manger la rouina. Au lever du soleil tout le monde se rend au marché de Tagoust. Des milliers de personnes se réunissent là, y déjeunent toutes chez les gens de Tagoust (16) ».

(15) Robert GODON : *Correspondance avec l'auteur*.

(16) Thérèse RIVIÈRE : *Coutumes agricoles de l'Aurès*. Études et documents berbères, III, 1987, p. 124 et suivantes.

Le fait que tout le massif ait été concerné — commençant à Taguetiout dans l'Ahmar Khaddou, d'où du reste les Messamda étaient originaires le cycle se terminait quatre semaines plus tard à Tkout chez les Beni Bou Slimane —, suffit à montrer que les manifestations auxquelles il donnait lieu ne suscitaient aucune réserve de la part des marabouts locaux, en dépit de leur caractère très éloigné des règles coraniques, en dépit aussi de la présence des azriates en habits de fête et de la confusion des sexes qui apparaissent comme leur accompagnement obligé sinon rituel.

Bien que l'Aurès ait été une région relativement fermée où les bourgeois de Constantine ne se seraient pas risqués — c'est d'ailleurs un état d'esprit qui ne s'est guère modifié — il en parvenait dans la capitale provinciale suffisamment d'échos pour faire scandale et pour justifier le mépris dans lequel les membres de l'Association des Ulémas pouvaient tenir les marabouts aurasiens. Dans le cadre de leurs intentions de réforme il y avait certainement beaucoup à faire là-bas, pour ramener les Chaouïa dans la bonne voie.

Mais ce ne serait pas facile étant donné l'attachement très grand des montagnards à leur façon de vivre, à leurs coutumes, à leurs fêtes, à leurs marabouts et talebs, ces « concessionnaires du divin » selon l'expression d'Augustin Berque, qui intervenaient dans tous les moments difficiles de leur existence en leur délivrant de courts écrits en arabe, incompréhensibles pour ces Berbères illettrés, les amulettes dont la somme considérable compose une littérature qui aurait mérité d'être étudiée. Déjà, sans doute, des gens libérés venant à l'appui des réformistes n'hésitaient pas à dire que « c'était affaire de pognon ».

* * *

Une au moins des maisons maraboutiques faisait exception à l'attitude générale de révérence à l'égard du pouvoir, c'était celle des Draadra (17) de Haïdous et de Medrouna dont j'ai parlé dans un chapitre antérieur et qui le marque alors de façon significative en envoyant un des siens suivre l'enseignement du cheikh Benbabis à Constantine. Ces Draadra ont alors à peu près perdu toute influence, ce qui se traduit par le fait que l'on ne vient plus à eux, ils n'ont donc rien à perdre et éventuellement tout à gagner à se rallier à l'Islam puritain de Benbadis, ce qu'ils font, et c'est ainsi qu'en 1936 on voit arriver dans la vallée de l'oued Abdi comme représentant des Oulémas le jeune Derdour Amor dit Belkacem âgé de 23 ans avec mission de faire de la propagande, de créer des cercles et des écoles, de porter la bonne parole réformiste jusqu'à Arris où de longue date les marabouts de Medrouna avaient acquis une certaine influence et de prêcher contre tout ce qui dans la vie des montagnards apparaissait blâmable. Mais quand il s'en prend aux fêtes locales et à la participation des azriates le Benbadisme se heurte aux sentiments des gens et quelques bagarres se produisent.

(17) Draadra, pluriel de Derdour, désigne la famille maraboutique de Haïdous.

Cela a-t-il été beaucoup plus loin ? Assurément si l'on se rapporte aux rapports judiciaires et à la suite que les autorités ont donnée à cette affaire, rien de moins que des poursuites engagées contre Dardour Amor pour atteinte à la souveraineté française, les faits les plus graves justifiant ces poursuites étant ceux que l'on relève dans un rapport du procureur général du Parquet de Constantine au Garde des Sceaux du 7 octobre 1937 où il est dit que

« le nommé N. Mohamed, président du comité local des Oulémas, parcourt les douars et surtout la région de Menaa tient des réunions publiques au cours desquelles des propos d'une rare violence sont proférés contre l'autorité française. Des auditions de témoins il résulte que N. a tenu les propos suivants : « N'obéissez plus à l'autorité gouvernementale et communale. Ne payez plus les procès-verbaux. Ne faites plus de corvées. Je suis votre défenseur. N'écoutez plus l'administrateur et sa suite (caïds, gardes champêtres) qui nous ont enlevé, volé nos droits. Plus de courrier, ne vous soumettez plus à ces bassesses. Le plus grand chien, c'est l'administrateur. Soyez musulmans avant tout. Serrez-vous les coudes. Le gouvernement c'est nous. Ne vous pliez plus aux exigences de l'Administration. J'ai voué ma vie à votre cause et suis votre seul défenseur » et le magistrat de préciser : « Ces propos ont été tenus notamment au cours d'une réunion politique qui eut lieu dans la mosquée de Chir en présence de trois cents indigènes (18) ».

Les faits seraient donc établis, les habitants de la vallée de l'oued Abdi seraient au bord de la révolte en cette année 1937 et pourtant personne ne s'en est rendu compte ni les ethnologues du Musée de l'Homme dont les séjours sur place se poursuivent jusqu'en 1939, ni les instituteurs français vivant quotidiennement au contact de la population et dont l'existence ne fut absolument pas perturbée. Pourtant deux directeurs d'école étaient particulièrement bien placés pour capter le moindre indice de troubles : celui de Teniet el Abed dont l'établissement se situait entre Haïdous et Teniet el Abed deux villages particulièrement sensibles dans les querelles entre Oulémas et marabouts et puis Menaa, le plus gros village de la vallée, cité dans le rapport du procureur général.

A Menaa vivaient deux ménages européens en très bonne harmonie, celui du pasteur Cook et celui des instituteurs Godon. « Avec mon mari, décédé voici quelques années, m'a raconté Madame Cook, nous avons mené dans l'Aurès une action missionnaire à partir de 1930, dans des conditions souvent difficiles ». L'Évangile était prêché en français et en chaouiâ, dans de nombreux villages le pasteur était parfois chassé à coups de pierres, mais, à Menaa où ils se sont installés en 1938 dans la propriété que leur avait vendue une Anglaise, artiste peintre, ils furent bien accueillis. Si des troubles s'étaient produits dans cette vallée qu'ils connaissaient particulièrement bien cela n'aurait pu leur échapper.

Voici ce que m'a écrit M. Godon de son côté :

(18) Fanny COLONNA : *Les débuts de l'Islam dans l'Aurès*. Revue algérienne des Sciences juridiques économiques et politiques, vol. XIV, n° 2, juin 1977, p. 281 note 1.

« Avec M. Cook nous parlions souvent de tout ce qui concernait le Constantinois, l'Aurès et, évidemment la vallée de l'oued Abdi que nous parcourions l'un et l'autre pour des motifs différents. Nous sommes arrivés, ma femme et moi, à Menaa à la fin du mois de septembre 1938 donc quelques mois avant la famille Cook mais M. Cook, lui, était en pays de connaissance. On parlait alors du cheikh Ben Badis venu du Caire avec l'auréole d'El Azhar et des Oulémas mais pas du Cheikh Derdour resté pour moi inconnu. Quoiqu'il en soit leur propagande intégriste, si elle a eu lieu dans la vallée, ce dont je doute, n'a pas entamé le farouche conservatisme berbère de nos Chaouïa. Les fêtes traditionnelles d'origine extracoranique ont continué à s'y dérouler comme par le passé avec participation des azriates, khouans chez les Ben Abbès, pratiques divinatoires des M'samda au djebel Bous et pratiques magico-religieuses diverses (19) ».

« Un goum a patrouillé dans l'Aurès en 1938-1939 ; à la fin il était commandé par le capitaine d'Armagnac, un homme pondéré ex-chef d'annexe de Ghardaïa (19). Quand il passait à Menaa il venait me voir à l'école. Il est sûr qu'une certaine effervescence a régné du côté de Teniet el Abed et on m'a dit que la troupe de « pacification » aurait essuyé quelques jets de pierre du côté de Nara ; on m'a dit aussi que quelques mechtas se vidaient à l'approche des soldats. On dit aussi qu'il n'y a pas de fumée sans feu mais les nouvelles colportées de bouche à oreille gonflent démesurément. Je ne pense pas que les événements étaient aussi graves qu'on a voulu le dire et j'en verrai la preuve dans le fait qu'à aucun moment les Européens de la vallée (instituteurs, chef cantonnier, famille Cook, au total 14 personnes) n'ont été inquiétés et n'ont éprouvé le moindre témoignage d'hostilité (20) ».

Prédécesseur immédiat de M. Godon mais moins bien introduit que lui dans le milieu local, en revanche présent à Menaa au cours de l'année scolaire 1937-1938, M. Bédécarrax n'a pas conservé le moindre souvenir d'une agitation quelconque. Il en est de même de M. Courtoux ancien inspecteur d'Académie à Constantine qui a répondu en ces termes à une lettre de M. Godon : « J'avoue que je n'avais jamais entendu parler de la « révolte » de l'oued Abdi en 37-38... J'ai été à Menaa plusieurs fois — une fois j'avais été reçu par le caïd avec ma femme et les enfants. Une autre fois je suis allé avec un sous-préfet de Batna à la cueillette des noix (21) ».

Des faits démesurément grossis, telle avait été ma propre impression lors de mon séjour à Arris. Tels avaient été aussi, à n'en pas douter, les sentiments des magistrats appelés à juger Derdour Amor et qui l'avaient acquitté. Des faits grossis, mais je le dis avec une certaine honte, aussi des faits déformés pour nuire à un homme, tel est le sentiment auquel je ne peux aujourd'hui échapper !

Avec la mesure dont il fait toujours preuve dans ses jugements Robert Godon m'écrit :

(19) (20) (21) (22) Correspondance avec Robert Godon.

« Quant aux causes de ces « troubles » l'opinion publique d'alors les attribuait à des fautes commises par des représentants de l'Administration. Il faut croire que cette opinion était bien fondée car il a suffi que la Haute Administration change ses représentants pour que, non seulement tout rentre dans l'ordre immédiatement mais aussi que les anciens « meneurs » viennent spontanément offrir leurs services au nouveau représentant. Décidément, conclut-il, l'Histoire est bien sujette à caution et bien difficile à écrire (22) ».

Si l'on observe qu'en juillet 1937, le Gouvernement Général inquiet de l'influence croissante du Cheikh Ben Badis envisageait de dissoudre « l'Association des Oulémas (23) », il est clair qu'une condamnation de Dardour Amor aurait apporté la pièce capitale qui manquait au dossier. On pourrait se trouver en cette affaire en présence de l'initiative d'un fonctionnaire dont on a observé aussi qu'il bénéficia dans le même temps d'un avancement exceptionnel.

Dans quelle mesure ses supérieurs hiérarchiques directs avaient-ils été tenus informés, il va de soi que je ne suis pas en état de le dire.

Le chef de la commune mixte appartenait alors à cette génération de grands seigneurs altiers — on appelait celui-ci le prince de l'Aurès — qui ne se séparaient jamais de leur sabre « qu'ils portaient sur le flanc gauche (23) » quand ils étaient revêtus de leur grand uniforme à brandebourgs datant du siècle passé, ou de leur cravache à la main droite quand ils étaient en tenue de campagne et que les jeunes administrateurs adjoints issus de l'École Coloniale ou du concours récemment institué trouvaient installés solidement dans leur bordj et dans leurs certitudes lorsqu'ils arrivaient pleins d'enthousiasme dans leurs premiers postes.

Dans cette affaire d'Arris la hiérarchie fut-elle exactement tenue informée, il est bien possible que non !

Ces préfets et ces sous-préfets, parfois trop jeunes, parfois trop vieux arrivaient de « la métropole » sans la moindre connaissance du terrain et du milieu nouveau où ils allaient exercer leurs fonctions — on a vu Sainte-Menehould précéder directement Batna — et cela n'avait aucune importance, car, ainsi que l'écrivait en 1892 Jonnart qui fut au début de ce siècle le plus brillant gouverneur général que l'Algérie ait connu, ces fonctionnaires étaient « inutiles » : sans doute auraient-ils pu jouer le rôle très important qu'aurait voulu leur voir attribuer Jonnart ; celui de contrôleurs des communes mixtes ; mais il aurait fallu qu'ils y fussent sérieusement préparés et il n'est pas sûr qu'ils s'y soient prêtés ; ils occupaient leur poste algérien pendant deux ou trois ans ; on vit même trois préfets se succéder à Constantine entre le 14 octobre 1933 et le 16 octobre 1935 et la plupart n'avaient accepté de quitter la France que pour améliorer leur cursus. Chercher à savoir, prendre éventuellement le parti de l'indigène contre le puissant colon, chercher à éliminer le fonctionnaire indigne ou incompetent mais bien appuyé, c'était aller à des ennuis et, à coup sûr compromettre sa carrière. Mieux valait se borner à faire de la représentation.

(23) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 345-347.

Si la France a perdu l'Algérie beaucoup plus tôt qu'on aurait pu l'imaginer — cette perte étant à long terme inéluctable, je n'hésite pas à écrire que ce fut en raison de son incapacité à mettre en place du haut en bas de la hiérarchie les agents d'autorité dont elle aurait eu besoin.

Dans l'Aurès en ces années-là le pouvoir était aveugle et sourd devant la montée des forces nouvelles, qu'il s'agisse du mouvement si respectable du cheikh Ben Badis, de l'agitation entretenue par les politiciens de la Fédération des Élus et du travail beaucoup moins visible de P.P.A. dont le champ d'action était essentiellement parisien. Il est vrai que dans la montagne ne parvenaient que de très faibles échos de ce qui se passait à l'extérieur. Seuls des cercles extrêmement restreints avaient-ils entendu parler sans y attacher grande importance du premier Congrès musulman, des discussions pour ou contre le projet Violette ou encore des bagarres sanglantes qui dans la très lointaine Oranie accompagnaient alors les premières grèves d'ouvriers agricoles, suivies parfois, fait proprement inimaginable dans le Constantinois, d'occupation de propriétés. Sans doute a-t-on ignoré ici en 1936 que le mot d'indépendance venait pour la première fois d'être prononcé par un inconnu originaire de l'Ouest et que l'on n'avait jamais vu : Hadj MESSALI. La guerre allait tout changer.



En manière de post-scriptum.

Arrivé à ce point de mes recherches, j'avais conscience qu'un témoignage essentiel m'avait manqué, celui de Lucien Ferré.

Lorsque la décision avait été prise d'éloigner Léon Muscatelli en situation difficile à Arris, le choix s'était porté sur Lucien Ferré qui connaissait bien l'Aurès pour y avoir servi pendant huit années et qui était alors détaché au Gouvernement général comme chef du service de la presse de langue arabe au Service des Liaisons Nord-Africaines S.L.N.A.). C'est lui qui m'avait accueilli en avril 1939 puis la guerre nous avait séparés et je ne l'avais plus revu. J'avais entendu dire qu'il s'était converti à l'Islam mais, les années passant, je le croyais disparu. J'ai fini tout récemment par savoir qu'il habitait Nice et c'est dans cette ville que je viens de le retrouver.

Agé de 92 ans, Lucien Ferré, Mohammed al Bachir, comme il signe ses œuvres, a conservé une étonnante présence ; il m'a accueilli chaleureusement et nous avons longuement parlé d'un pays qui nous était également cher. C'est à lui que je dois la connaissance de deux documents qui sont venus confirmer mes informations :

Le texte imprimé d'une conférence (24) sur l'Aurès, faite par Léon Muscatelli peu de jours avant sa disgrâce, devant les officiers de la 183^e

(24) Conférence du 10 septembre 1938, imprimerie A. Paulette et fils.

division territoriale qui allaient partir en manœuvre de cadres dans le massif, ce qui témoigne de l'inquiétude des chefs militaires.

Les *Chroniques d'un sous-préfet converti à l'Islam* (25) contient un chapitre sur la situation que Lucien Ferré trouva à Arris lorsque, en octobre 1938, il succéda à Muscatelli.

Le seul changement d'équipe et l'éloignement d'une troupe irrégulière pour laquelle ce dernier réclamait « une plus grande puissance de feu » suffit à apaiser les esprits.

(25) Lucien Ferré Al Bachir, *Chroniques d'un sous-préfet converti à l'Islam*. Académie européenne du Livre, Paris, 1990.



Chapitre XII

Benboulaïd l'Aurasien

1917-1956

ou

comment la France perdit l'Algérie

« L'administration des indigènes n'était que l'un des soucis secondaires du gouvernement général de l'Algérie. C'est pourquoi l'administration civile une fois mise en place après 1881, on ne songea plus guère à l'améliorer, à la réformer comme il eût été naturel à propos d'une organisation largement improvisée en dépit du précédent des Bureaux Arabes. Mais le poids de la tradition devint bientôt tel que la plus légère modification prenait figure d'impossible révolution ou, si d'aventure, elle était réalisée, elle sombrait bientôt face aux habitudes acquises ».

Ces lignes par où débute le tome second du magistral ouvrage de Ch.-R. Ageron, « Les Musulmans et la France (1971-1979) » peuvent être intégralement reprises pour montrer ce qu'était le milieu des communes mixtes quand j'y suis entré en 1936. Dans les textes une véritable révolution vient de se produire : le gouvernement a décidé d'ouvrir largement le corps des communes mixtes aux candidats diplômés originaires de métropole soit par la voie de l'admission directe pour les anciens élèves de quelques grandes écoles, comme l'École coloniale, soit par la voie du concours, ce qui revient à dire que, si l'on joue le jeu régulièrement, les Français d'Algérie dont le niveau d'instruction est notoirement faible seront peu à peu dépossédés de l'administration des indigènes dans la plus grande partie de l'Algérie.

Bien entendu, c'est inacceptable ou, pense-t-on, l'Algérie est perdue !

Quand on est né en Algérie de parents algériens comment ne s'être pas progressivement imprégné d'un certain nombre d'idées dont les journaux de l'époque font l'étalage. Ainsi, du problème tellement débattu dans les premières années de ce siècle, celui de l'enseignement des indigènes.

A la session de 1902 les élus français aux Délégations Financières avaient manifesté leur impatience contre la scolarisation des musulmans

« péril pour notre domination et pour le budget de la colonie (1) ». Un élu qui n'était pas des moindres déclarait : « Nous n'avons pas le droit de jeter par la fenêtre des écoles de l'argent qui ne sert à rien (2) ». Le secrétaire général du gouvernement général estimait le 25 novembre 1904 que « des gourbis refuges seraient bien suffisants, et pourquoi y mettre des bancs, alors que des nattes suffiraient (3) ». Le 21 mars 1908 un congrès des colons émettra le vœu que l'instruction primaire soit supprimée et que les crédits prévus soient employés à une instruction agricole pratique. Et Jonnart, l'un des gouverneurs généraux les mieux disposés à l'égard des indigènes, sera obligé pour sauver au moins en partie son programme scolaire de déclarer que « l'école doit être un gourbi plus élégant où le maître enseignera surtout des connaissances professionnelles sans préoccupation de certificat d'études (4) » !

Le directeur des Affaires Indigènes, Dominique Luciani, dont l'administrateur de commune mixte Augustin Berque est devenu le collaborateur en 1919 et que J.-C. Vatin présente comme son maître (5) ne pensait pas autrement. Il n'est pas surprenant dans ces conditions qu'un autre administrateur de commune mixte, achevant sa carrière dans le département de Constantine, dans les années 40, ait pu tenir le propos suivant devant un directeur d'école exerçant dans sa circonscription : « Si j'étais investi d'un pouvoir magique, je ferais instantanément fermer toutes les écoles de la commune ». La méfiance envers les instituteurs en général restait très grande quand je suis entré dans le corps, indépendamment de leurs idées politiques. Pour ceux qui étaient soupçonnés d'être communistes ou seulement sympathisants, une simple dénonciation suffit à les suspendre de leurs fonctions en 1939-1940, sous le gouvernement Daladier.

Le sentiment de la supériorité de l'Européen était général et tout le comportement de ce dernier vis-à-vis de l'indigène en découlait. On ne s'étonnera donc pas des insultes, dont la langue arabe est si riche et à quoi se limitait bien souvent la connaissance que l'on en avait, jetées à la figure de leurs subordonnés indigènes par certains administrateurs qui trouvaient la chose toute naturelle. Que dire des gifles ? Elles relevaient du même état d'esprit et on se souvient encore chez les Algériens de telle gifle combien humiliante donnée en public à tel notable ! Tout cela faisait partie de la formation que les anciens donnaient à leurs cadets venus de France : exiger des caïds qu'ils restent debout dans le bureau du hakem — ainsi appelait-on en arabe l'administrateur — n'était pas une règle impérative mais une attitude vivement recommandée.

Ces fonctionnaires très subalternes, à quelques exceptions près, n'étaient pas désignés d'une façon différente du temps de Cambon.

(1) Ch.-R. AGERON : *Les Algériens musulmans et la France*, t. II, p. 928.

(2) *Ibid.*, p. 929.

(3) *Ibid.*, p. 930.

(4) *Ibid.*, p. 930.

(5) Augustin BERQUE, *op. cit.*, p. 13.

Les circulaires qui disaient que « l'adjoint indigène devait être d'une honorabilité reconnue, avoir autant que possible sa résidence sinon dans le douar, du moins dans la commune mixte (6) » étaient rapidement tombées en désuétude. D'ailleurs comment imposer une telle obligation quand jamais — et c'est vraiment stupéfiant — on ne pensa à construire des logements de caïd ! A eux de se débrouiller.

A l'arrivée du gouverneur général Lépine, le service des Affaires indigènes avait dû rappeler qu'on ne devait plus présenter des postulants sans notoriété, « d'anciens serviteurs inconnus, des chaouchs et des domestiques qui n'ont que le mérite d'avoir été dévoués aux fonctionnaires qu'ils ont servis (7) », et cela se verra encore couramment dans les dernières années de l'Algérie française !

Jonnart imposa bien en 1910 la création dans chaque arrondissement d'un conseil de discipline où les caïds seront représentés par l'un des leurs « mais cela ne changera rien à la pratique, entièrement dépendante des pressions des élus européens. On continuera de voir investis de la fonction quelques descendants de grandes familles plus ou moins tarés, d'anciens militaires, fidèles sans doute, mais que leur passage prolongé dans l'armée aura éloigné des règles de l'Islam et que leurs administrés mépriseront, des cavaliers de commune mixte ou des agents de sous-préfecture absolument inaptes à un tel emploi, d'anciens gardes champêtres ou khodja probablement plus qualifiés mais la plupart illettrés. C'est dire que, par rapport aux relations entre le pouvoir et les indigènes, en 1940 comme un demi-siècle auparavant le terme de politique n'a pas de sens. La responsabilité en incombe à tous les degrés de la hiérarchie mais d'abord aux services du gouvernement général et aux préfets auxquels est revenue selon les époques la nomination des caïds.

Le recrutement à partir des années trente des administrateurs de commune mixte devenus administrateurs des services civils en 1936 est donc, bel et bien une disposition révolutionnaire mais les moyens ne manqueront pas d'en atténuer ou même de lui ôter toute efficacité. Tout d'abord il faudra une quinzaine d'années avant que les administrateurs adjoints issus de la nouvelle réglementation accèdent à l'emploi de chef de commune mixte. En attendant, ils ne seront rien ou pas grand-chose sous la coupe des anciens qui les maintiendront dans des activités secondaires. En attendant, toute leur carrière, leurs affectations, leurs avancements dépendront de l'appréciation de leur supérieur hiérarchique, de l'appui d'un élu ou de quelques bach-agma vis-à-vis desquels on aura été plus ou moins compréhensif. Une mutation dans l'intérêt du service qui dissimule une sanction est sans appel.

A la longue cependant la réforme du recrutement des administrateurs aurait fini par produire certains effets considérés comme extrêmement nocifs. Pour parer au danger mieux valait supprimer les communes mixtes sous prétexte de libéralisme. Élus colons et élus politiques indigènes se trouveront de plus en plus complètement d'accord et c'est ce qui finira

(6) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 198.

(7) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 631.

par se produire et par soumettre l'Algérie qui court à sa perte au pouvoir des maïres, c'est-à-dire des colons.

Telle était l'Algérie du Nord au Sud, d'Est en Ouest, il m'a été permis d'en faire l'expérience.

Tel était l'Aurès dont je fus éloigné « dans l'intérêt du service » comme je le serais plus tard dans d'autres postes. Il n'importe, j'ai fait pendant près de vingt ans un métier passionnant.

A la déclaration de guerre, les Aurasieus risquaient fort de souffrir de l'image que l'on avait d'eux. Si, tout au long de leur histoire, ils s'étaient comportés en insurgés, si le banditisme était réellement endémique chez eux comme le donnait à penser le rapport du capitaine de gendarmerie Petignot préfacé par le sous-préfet Dou ; si, enfin, la vallée de l'oued Abdi avait été en 1936-1937 le théâtre de troubles extrêmement graves, comme l'avaient affirmé certains rapports administratifs, alors assurément un soulèvement pouvait être redouté. Les autorités envisagèrent donc de « quadriller l'Aurès » — on sait ce que cela veut dire —, cela aurait exigé l'engagement d'une division entière ; mais les informations rassurantes que purent donner le nouvel administrateur de l'Aurès, Lucien Ferré, et le directeur d'école Godon contribuèrent à l'abandon du projet. Les années qui suivirent montrèrent qu'on s'était inquiété bien à tort : l'Aurès, en effet, connu alors une tranquillité aussi grande pendant toute la guerre que lorsque quelques années plus tôt, le géologue Robert Laffitte parcourait le massif en tous sens.

Les Chaouïa ne cessèrent de rester des gens ouverts, sensibles, fidèles dans leurs amitiés, sincèrement accueillants et hospitaliers. Avec eux les rapports s'établissaient aisément ; ils apportaient volontiers le concours qu'on leur demandait pour des tâches d'intérêt général, ils ne rechignaient pas à l'effort et l'on avait plaisir à dialoguer avec eux. En différentes circonstances nous avons pu ma femme et moi éprouver leur dévouement.

La correspondance qui m'a été adressée à cette époque et que j'ai conservée d'un de mes anciens employés du Crédit Foncier à Touggourt, de gens que j'avais connus lors de ma mobilisation à Biskra et notamment de notables de Sidi Okba, du chef de la zaouïa de Ghoufi, qui sachant un de mes enfants gravement malade, avait tenu à m'envoyer des oranges, « sa maison, son jardin étant comme le mien », la part que les Algériens de façon générale ont prise alors aux événements heureux ou malheureux qui ont affecté ma famille, attestent la qualité des liens qui s'étaient établis entre nous et qui généralement se maintiendront à travers toutes les épreuves.

L'Aurès restera parfaitement calme même après le débarquement américain du 8 novembre 1942 dont je fus le témoin à Alger où j'avais été détaché pour suivre les cours du centre des Hautes Études d'Administration musulmane, créé peu d'années auparavant, le seul témoignage mais combien tardif de la volonté de l'Administration de parfaire la formation des administrateurs de commune mixte. L'Aurès ne fut pas non plus ébranlé par les graves événements qui le 8 mai 1945 et les jours suivants affectèrent toute la frange septentrionale du pays chaouïa jusqu'à Guelma.

Par suite de l'état de guerre la commune mixte avait dû prendre en charge bien des tâches nouvelles qui multipliaient les occasions d'abandonner le bureau et de partir en tournée dans la montagne, des tournées qu'il fallait faire bien souvent à pied ou à mulet car il n'y avait guère de routes. C'était autant d'occasions de découvrir un pays encore très mal connu où le champ des découvertes possibles était grand. Il fallait continuer de sortir pour instruire les crimes, la plupart du temps passionnels qui parvenaient à la connaissance des caïds ; il fallait sortir pour ravitailler les populations qui manquaient de tout.

J'avais eu à ouvrir des chantiers où l'on traitait l'alfa que l'on transformait en ficelle ou en corde, en corbeilles ou en sacs pour parer à la pénurie de sisal que l'Inde ne parvenait plus à nous expédier. La technique en était bien connue et le travail procurait quelques ressources à des montagnards particulièrement démunis.

Il ne fait pas de doute pourtant que le massif — que l'on continue, bien à tort de voir fermé sur lui-même, alors que les gens fréquentent traditionnellement chaque semaine des marchés extérieurs : Batna, Biskra, Timgad, Khenchela, d'autres encore, Constantine aussi parfois — ne finisse par bouger sous l'effet de tous les courants d'idées qui traversent le monde et de tous les bouleversements qui se sont produits et se produiront encore. Il faut insister sur un certain nombre de faits :

— Le nombre croissant, et devenu réellement important des jeunes hommes qui sont partis travailler en métropole, surtout dans la région parisienne et les mines de Lorraine où ils seront appréciés, s'adaptant très bien à cette nouvelle existence au point d'être nombreux à s'y implanter et finalement à s'y marier. L'influence de cette émigration sera considérable dans l'évolution des mœurs, la transformation des idées, l'émergence d'une conscience politique, le développement des idées nationalistes et leur propagation dans l'Aurès.

— Le nombre relativement considérable parmi les Aurasieus des anciens militaires : leur chiffre dépasse, en 1954, 4 000 sur une population d'environ 70 000 habitants. Parmi eux, il y a d'anciens prisonniers de la guerre d'Indochine ; témoins des défaites de la France, ils auront perdu la considération qu'ils avaient pour elle. Tous ont été habitués à manier des armes de guerre ; certains sont revenus gradés, formés par conséquent au commandement des hommes et aux règles du combat moderne. Les uns et les autres seront des recrues de choix, le moment venu.

— La naissance d'une ferveur islamique qui n'était pas du tout dans les traditions locales : elle conduit un nombre de plus en plus grand de montagnards à entreprendre le voyage à la Mecque, autre occasion de sortir de chez soi, de rencontrer d'autres Algériens mais aussi des musulmans étrangers, donc d'échanger des idées.

Mal renseignées par des subalternes indigènes qui n'ont pas été choisis, sauf rares exceptions, pour leur perspicacité, les autorités locales enregistreront ces faits avec beaucoup de retard et n'en tireront pas tous les enseignements qu'ils portent en eux.

A Arris le chef de la commune mixte sombrera de plus en plus avec l'âge dans le paternalisme, la satisfaction de soi, le dédain des autres. Au-dessus de lui il y a une hiérarchie lointaine qu'il estime, non sans raison totalement incompétente, au-dessous des adjoints venus de France qu'il estime à peu près inutilisables sauf pour des tâches subalternes. Lui seul, peut comprendre « les indigènes » sur lesquels il règne depuis des années et les tenir en mains avec « la fermeté » qui s'impose.

C'est en 1947 que commence à se manifester la dégradation de l'autorité. Après quelques 26 années où l'on n'observe pas le moindre trouble sérieux dans les relations entre les gens de l'Aurès et les instances administratives, voici que de nouveau des hommes qui ont commis un crime ou tout au moins un fait jugé tel par nos lois, refusent de se rendre à la justice et prennent le maquis pour protéger leur famille ou poursuivre une vengeance.

Le 4 avril 1948 est une date capitale dans l'histoire du massif.

Depuis 1936 Hadj Messali lutte ouvertement pour l'indépendance de l'Algérie d'abord au sein de « l'Étoile nord-africaine » d'inspiration communiste puis à la tête du « Parti populaire algérien » qu'il a fondé en 1937 ensuite du « Mouvement pour le triomphe des Libertés démocratiques » qu'il a créé en 1946. Pendant longtemps on n'entendra guère parler de Hadj Messali dans l'Aurès où il n'est jamais venu et voilà qu'à l'occasion des élections des membres de l'Assemblée Algérienne, le M.T.L.D. présente cette année-là des candidats dans toute l'Algérie et à la surprise générale voilà qu'au premier tour à Arris c'est son candidat qui dépasse très largement le candidat soutenu par l'Administration.

Ce candidat, c'est Benboulaïd Mostefa.

« On peut dire aujourd'hui sans beaucoup de risques de se tromper, a écrit Jean Vaujour, ancien directeur de la Sécurité Générale de l'Algérie (8), que si Benboulaïd Mostefa n'avait pas existé, la tentative de rébellion de l'Algérie aurait suivi un autre cours. Certes, la France aurait connu un jour ou l'autre d'importants problèmes, car, dans le contexte international, le pays se trouvait inéluctablement engagé sur la voie de l'émancipation et, donc, de l'indépendance. Mais l'absence au premier novembre 1954 d'un foyer insurrectionnel armé dans l'Aurès aurait très certainement changé le caractère de la révolte ; rappelons-nous les hésitations des Kabyles eux-mêmes surtout après l'échec de leurs tentatives pour s'emparer d'armes dans la Mitidja ».

« Fils d'un petit commerçant chaouïa, poursuit Vaujour, né à Arris le 5 février 1917 — il a donc 31 ans en 1948 — avant-dernier d'une famille de sept enfants, il fera de bonnes études primaires à Batna et accomplira son service militaire avec le grade de caporal au 11^e régiment de tirailleurs algériens. D'une intelligence au-dessus de la moyenne, il crée en 1935 une entreprise de transports qui assurera à partir de 1944 la ligne de voyageurs Batna-Arris. La situation de quasi-monopole dans lequel il se trouve pendant de nombreuses

(8) Jean VAUJOUR : *De la révolte à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*, p. 420.

années lui permet d'acquérir en 1952 une ferme de 93 hectares de céréales dont une partie irrigable qui viendra s'ajouter à une autre propriété agricole à Fom-Toub, à un moulin à Affra, à une maison et à son garage à Arris».

Benboulaïd est né dans la tribu des Touaba (9) et cette appartenance me paraît très importante pour comprendre sa personnalité. Les Ouled Daoud ou Touaba étaient la tribu la plus puissante, la plus nombreuse et probablement la plus riche, la plus évoluée aussi de l'Aurès occidental où elle occupait une situation médiane ; son territoire s'étendait du Tell au Sahara. A l'époque de la naissance de Mostefa, les Touaba étaient encore nombreux à mener une vie semi-nomade et l'on peut imaginer le jeune garçon vivant ses premières années sous la tente et parcourant à longueur d'année avec le troupeau familial les quelques soixante-dix kilomètres séparant les pacages d'été des pacages d'hiver, ce qui en a fait un tout autre homme que le boutiquier que l'on se représente généralement. C'est avant tout un montagnard avec tout ce que cela comporte, une connaissance exceptionnelle du massif, une résistance très grande à l'effort physique et à la marche. Adulte il aura fréquenté tous les marchés où l'on rencontre suivant la saison les Touaba. Ainsi lui aura-t-il été donné d'entrer en contacts avec toutes les tribus environnantes.

Ce qui a déterminé vraisemblablement toute la vie de Benboulaïd, c'est son rôle, qu'il devait à l'Administration et dans lequel je l'ai connu en 1941, de membre puis de président des commerçants d'Arris, chargé dans une période de pénurie d'assurer le ravitaillement en tissus de tous les habitants de la circonscription. Je me souviens d'un homme d'apparence timide, réservé, fort poli et honnête. Grâce au ravitaillement général, sur lequel il avait la haute main, il était parvenu, vraisemblablement sans aucune arrière-pensée politique, à mettre en place un réseau d'amitiés dans tous les douars. S'étant trouvé ainsi en mesure de donner un peu moins aux uns, un peu plus aux autres, il était arrivé à exercer avec son équipe une sorte de droit régalien. Ainsi avait-il acquis une influence que tous purent mesurer le soir du 4 avril 1948, l'administrateur de la commune mixte de l'Aurès tout le premier.

Le 11 avril, celui-ci lui volait sa victoire en truquant les élections. On imagine Benboulaïd ulcéré. C'est ce jour qui fit d'un nationaliste mesuré que l'action politique aurait condamné à un rôle secondaire le grand organisateur de la lutte pour l'indépendance que l'on découvrirait après le 1^{er} novembre 1954.

Benboulaïd va entrer dans l'action clandestine et s'y engager à fond. Sur le plan local comme sur le plan national.

Mohammed Harbi dans « le F.L.N. Mirage et Réalité », d'un côté, Yves Courrière de l'autre dans « La guerre d'Algérie » apportent sur Benboulaïd un éclairage complémentaire. Le premier fait entrer Benboulaïd

(9) La fraction à laquelle appartient Mostefa Benboulaïd possède une guelaa à Inerkeb tout près d'Arris qui doit donc être considéré comme son berceau.

dans le combat pour l'indépendance au temps de l'Organisation spéciale (O.S.) dont il faisait partie. Il écrit : « Entre 45 et 48 une cinquantaine de militants (kabyles) ont pris le maquis... Ce sont Benboulaïd dans l'Aurès, Ben Bella en Oranie qui les prennent en charge (10) ». Ce n'est pas une mince affaire mais c'est aussi une affaire délicate étant donné l'antipathie que se portent mutuellement les Kabyles et les Chaouïa. Le fait, en tout cas, témoigne de la confiance dont bénéficie déjà Benboulaïd auprès de la direction du M.T.L.D. mais aussi de l'existence dès cette époque, d'une structure politique locale derrière celui-ci.

Un rapport de la gendarmerie de Batna en date du 27 juin 1947 a signalé ses activités pour l'achat d'armes : « Le nommé Boulaïd Mostefa se proposerait d'aller prochainement à Tunis. De là il chercherait à se rendre en Égypte. Il aurait fait demander par personnes interposées les formalités à remplir dans ce pays ». Le conditionnel utilisé semblerait prouver qu'il s'agissait de « on dit » qui n'ont pas été confirmés.

D'après Yves Courrière (11), Benboulaïd aurait été arrêté en 1950 lors des vastes opérations policières contre l'O.S. et se serait évadé en 1952 de la prison de Bône en même temps que Zighoud, forgeron à Condé, Smendou, futur responsable du Nord-Constantinois, mais ses autres biographes ne font aucune mention d'un tel fait et cela paraît bien peu vraisemblable car Mohammed Harbi donne l'année 1951 pour celle de son entrée au Comité Central.

C'est en 1953 que son rôle s'affirme :

« La décision de recréer l'O.S. est prise en avril et Benboulaïd fait (alors) partie, entre autres avec Messali, de la Commission qui doit assurer sa mise en place (12). Entre autres, mais la suite des faits permet de le penser, d'une façon déterminante. En tout cas il apparaît dès ce moment comme un partisan déterminé de l'entrée en action sans délai. C'est pour en convaincre Messali, exilé à Niort par le gouvernement français, qu'il va lui rendre visite le 23 février 1954. Ses entretiens se prolongent avec lui jusqu'au 26 sans résultat. Le père du nationalisme considère que le moment n'est pas venu. C'est aussi l'avis de Lahouel premier adjoint de Chevalier le maire d'Alger, l'un des principaux dirigeants du M.T.L.D. « L'idée d'une révolution armée contre les Français ne les effleurait même pas, elle leur aurait paru ridicule (13) ». C'eût été, et c'est une opinion que presque tout le monde partage « envoyer le peuple à l'abattoir (14) ».

Bien qu'il ne soit nullement assuré de l'accord des Kabyles et qu'il doive se heurter à la fois à l'opposition des « Messalistes » (très nombreux dans le clan de celui qu'on appelle « le Hadj ») et de ceux que Lahouel a fait entrer en dissidence en emportant avec lui les fonds du Parti, car ils ne peuvent plus supporter l'autoritarisme de celui que l'on désigne aussi sous

(10) Cf. Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 75.

(11) Cf. Yves COURRIÈRE : *La guerre d'Algérie. Les Fils de la Toussaint*, p. 68.

(12) Cf. Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 90.

(13) Cf. Yves COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 94.

(14) Cf. *Ibid.*, p. 85.

le nom du « Vieux », Benboulaïd rentre en Algérie tout aussi déterminé. Assuré du seul soutien de Boudiaf, son vieux camarade de combat du temps de l'O.S., responsable à l'époque des deux zones constantinoises, Benboulaïd convoque 22 militants, on va les appeler les activistes, qui vont se réunir fin juin. Ce groupuscule va mettre à sa tête cinq personnes Benboulaïd et Boudiaf, bien sûr, Didouche Mourad, l'Algérois, fils de commerçant aisé, Bitat Rabah et Ben Larbi, tous deux du Constantinois, « chargés d'organiser concrètement l'action armée (15) ».

Ils vont commencer par reprendre contact avec Lahouel, car s'ils l'apprécient peu, ils ont besoin de fonds et, on vient de le voir, c'est lui qui détient la caisse. Lors d'une rencontre à Berne en juillet 1954, ils n'obtiennent que de vagues promesses et, en définitive, ils ne recevront que 500 000 F sur les cinq millions promis (16).

Autre question d'importance : l'accord des Kabyles pour une action commune. Ces hommes qui veulent à tout prix se battre, et tout de suite, sont essentiellement des Constantinois entraînés par le couple Boudiaf Benboulaïd. Pour engager le dialogue avec les Kabyles, ils estiment préférable de déléguer le seul Algérois de la direction, Didouche Mourad, qui, d'ailleurs, dans la répartition des responsabilités, a la zone algéroise en charge. Face à Krim Belkacem, « le Lion des djebels... qui tient le maquis kabyle depuis sept ans (17) », le jeune Didouche — il a une vingtaine d'années — tient des propos surprenants : « Nous avons beaucoup d'armes, nous sommes forts tandis que la Kabylie, riche en hommes, n'a pas le matériel nécessaire (18) » et avec la même assurance il va demander à Krim de rattacher sa Kabylie à la région d'Alger, par conséquent de se placer sous l'autorité des cinq (19).

A ce sujet, Courrière écrit que « Didouche avait voulu snober les Kabyles ». Mohammed Harbi fait appel au témoignage de Mohammed Mechat, l'un des membres des « 22 » d'après lequel l'usage du bluff et du mensonge n'était malheureusement pas l'arme utilisée par le seul Didouche, mais aussi et surtout celle dont se servait habituellement et avec mépris celui qui se voulait être le chef exclusif et incontesté de l'O.S. « c'est-à-dire Boudiaf (20) ».

Bluff, mensonge est-ce si sûr ? c'est ce que l'on verra plus loin. En tout cas il apparaît que la méfiance règne et qu'elle vise surtout Boudiaf, personnalité bien différente de Benboulaïd.

C'est ce dernier qui va reprendre le contact, et celui — s'établira beaucoup mieux qu'on ne l'aurait pensé. « La Kabylie, auraient dit en quelque sorte Krim et son adjoint Oumrane, est prête à se joindre à vous mais tu connais notre sympathie pour le vieux Messali. Nous déplorons

(15) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 101.

(16) Yves COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 135.

(17) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 103.

(18) Yves COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 87.

(19) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 102.

(20) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 102.

qu'il ne veuille pas se joindre à l'action, mais nous le préférons aux Centralistes, opportunistes. Et il semble qu'il y ait certains Centralistes au sein de votre groupement (21) ». A quoi Benboulaïd aurait répliqué : « Ça ne durera pas. Si nous créons un comité révolutionnaire pour l'unité et l'action, avec ta Kabylie et mes Aurès on sera assez forts soit pour intégrer les Messalistes et les Centralistes soit pour éliminer les brebis galeuses. » « Les trois hommes se séparèrent en parfait accord », poursuit Courrière (22) mais bien entendu il ne fut plus question du rattachement de la Kabylie à la future région d'Alger.

Krim va ainsi devenir le sixième membre de la direction de ce qui est devenu le C.R.U. A. ; mais son attitude n'est pas très nette, il s'engage sans rompre avec Messali. « Insaisissable, écrit Mohammed Harbi, Krim est un être de ruse. Affable mais autoritaire, ses paroles ne sont que propos de circonstance. Krim ne décide jamais l'offensive sans avoir préparé la retraite... Sait-on jamais ce que réserve l'avenir ? Toutes les alliances sont bonnes, pourvu que le retournement soit possible (23) ».

Nous voici au mois d'août 1954. Les jours qui suivent se passent pour Benboulaïd — qui s'affirme de plus en plus comme le moteur de l'action à tenter de maintenir des liens avec Lahouel et les Centralistes car « il gardera jusqu'à la veille de l'insurrection l'illusion de les voir lui apporter leur concours — au moins financier — et lui servir de propagandistes à l'étranger ».

Le 14 juillet, « au moment même où les Messalistes tiennent leurs assises, à Hornu en Belgique, la tendance centraliste réunit en conférence les cadres et les sections qui lui sont fidèles... le 15 août elle convoque un congrès auquel participent les dirigeants des Aurès, le chef de deïra Bachir Chihani, adjoint de Benboulaïd, et le responsable de la ville de Khenchela Laghrour Abbès, deux noms que l'on retrouvera bientôt. Ce congrès met en évidence l'existence d'un fort courant de sympathie à l'égard des Activistes (24) ».

Comment expliquer l'importance et l'autorité nouvelles de Benboulaïd qui s'imposent lorsque le 25 juillet il prend la parole lors de la réunion historique des « 22 » parmi lesquels figurent quatre futurs ministres et trois futurs colonels !

Pour le comprendre il faut retourner dans l'Aurès où ni la population ni les autorités ne sont au courant des activités nationales de celui que le journaliste Yves Courrière appellera « le meunier de Lambèse » et où l'insécurité s'accroît dangereusement après 1948 :

« Le 4 août 1949 le nommé Dernouni Ali ayant été tué les mois précédents, Zelmati Messaoud — un nouveau venu sur la scène du banditisme qui porte un nom glorieux dans l'histoire des maquis aurasiers — s'empare d'un membre de la famille Lahlouh accusé de ce meurtre et le conduit

(21) Yves COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 90.

(22) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 103.

(23) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 105.

(24) Mohammed HARBI, *op. cit.*, p. 113.

sur la tombe d'Ali : là ils le mettent à moudre, ce qui est un travail de femme, l'habillent de vêtements féminins et le font danser à coups de mousqueton ; puis ils l'égorgent et son corps est jeté sur le territoire des Touaba — eux sont des Beni-Bou-Slimane — comme on eût fait du cadavre d'une chèvre ».

Dans cette mise en scène, tout est dans la pure tradition locale et l'on imagine l'administrateur se frotter les mains : « Tant qu'ils se déchirent ainsi, pense-t-il sans doute, la France n'a rien à craindre ! ». Mais dès 1950 les événements vont prendre une tournure assurément beaucoup plus grave.

Voici comment un de mes lointains successeurs (25) à la commune mixte de l'Aurès m'a retracé les faits dont il a été le témoin et qui se sont produits à l'occasion d'élections dans ce douar Kimmel, le plus éloigné d'Arris, que j'avais bien connu car j'avais choisi le mode de vie de ses habitants comme thèse de mon mémoire d'admission au centre des Hautes Études d'Administration musulmane. Comme alors tout le massif il était parfaitement paisible et particulièrement abandonné à sa misère :

« J'ai trouvé à l'ouverture du bureau de vote une foule hostile décidée à ne pas se laisser imposer le « choix » de l'administration quant au candidat pour lequel il fallait voter... J'ai quand même installé le bureau, déclaré ouvert le scrutin et attendu que les électeurs se présentent. J'ai eu aussitôt affaire au délégué du M.T.L.D. qui a essayé de s'emparer de l'urne. Voyant cela j'ai fait entrer dans le bureau trois gendarmes qui m'accompagnaient et fait fermer la porte. Ce qui immobiliserait à l'intérieur le délégué qui devenait mon otage... C'est alors que les gens de l'extérieur ont commencé à s'agiter, lançant de l'extérieur à l'intérieur du local des perches qu'ils utilisaient habituellement pour construire les toits plats des maisons chaouïa. Il fut facile de les éviter. Puis, toujours inquiets sur le sort de leur mandataire, les gens de l'extérieur qui se battaient entre eux — sont montés sur le toit et ont commencé à enlever la couche de terre qui formait la terrasse dans le but de nous faire un mauvais sort. Les gendarmes voulaient tirer, je les en ai empêchés ne voulant pas être accusé par la suite d'avoir commencé le premier. Bien m'en a pris. Le caïd Saoudi Khoudir — que j'ai bien connu moi-même alors qu'il était simple cavalier et qu'il m'accompagnait dans mes tournées — était coincé contre la porte que j'ai fait aussitôt ouvrir pour lui permettre de rentrer. Il avait quelques côtes cassées. Peu à peu le tumulte s'est calmé, grâce au garde champêtre du douar, homme influent (plus que le caïd) et à Bouaïss Aïssa qui a dit à ses partisans qu'on ne lui avait infligé aucun mauvais traitement. Je lui avais d'ailleurs demandé d'intervenir. On a donc ouvert de nouveau le bureau de vote et libéré le mandataire et j'ai invité la foule à venir voter. On m'a répondu que personne ne viendrait et que l'on attendait que je parte. Devant cette attitude définitivement hostile, j'ai déclaré le bureau fermé, le déroulement régulier du scrutin ne pouvant se faire (24) ».

(25) Correspondance de Robert Bironneau avec l'auteur.

« J'ai appris par la suite que quelques-uns des bandits qui tenaient le maquis étaient présents, prêts à accroître le désordre et à intervenir avec leurs armes ».

Ces graves incidents montrent que ces deux petites tribus Serahna et Chourfa autrefois antagonistes, dont a été formé le douar Kimmel, sont en pleine rébellion comme le sont déjà ou sont sur le point de l'être, de façon moins ostensible pour le moment, dans la commune mixte de l'Aurès les Touaba et les Beni Bou Slimane séculairement ennemis, dans la commune mixte de Khenchela, une tribu limitrophe, les Beni Oudjana. En témoigne le manuscrit (26) provenant des archives de la commune mixte de l'Aurès dont j'ai fait état dans le chapitre précédent. Aux dires du rédacteur de ce document extrêmement révélateur, dès l'été 1952 « un camp retranché avec des guetteurs » avait été organisé dans la vaste forêt des Beni Melloul à peu près inhabitée qui s'étend sur le territoire de la commune mixte de Khenchela en limite de la commune mixte de l'Aurès.

Derrière les actes de violence dont le nombre s'accroît, il semble qu'il y ait encore des règlements de compte de caractère familial ou tribal mais on constate de plus en plus souvent que menaces et agressions visent des agents du pouvoir ce qui était à peu près inconcevable quelques années plus tôt quand je me trouvais dans l'Aurès. Jamais depuis la conquête on n'avait constaté une telle insécurité sur une aussi grande étendue de territoire. En dépit de l'évidence on mit cela sur le compte du banditisme local ou du fellagisme tunisien voisin.

On ne soupçonnait pas que toute cette agitation était coordonnée par Mostefa Benboulaïd qui prit le plus grand soin de ne pas s'exposer et profita du temps que l'Administration française lui laissa pour préparer son action. Ses talents de conciliateur lui permirent d'atteindre deux objectifs d'une extrême importance : mettre dans son jeu les petites bandes de hors-la-loi qui jusqu'alors opéraient chacune pour son propre compte et, d'autre part, mettre fin à l'antagonisme profond et séculaire, du reste encore perceptible aujourd'hui, entre les Touaba et les Beni Bou Slimane, condition préalable à toute entreprise sérieuse de déstabilisation du pouvoir.

Le manuscrit d'Arris se termine ainsi :

« A partir 15 août 1952

1° changement d'administrateur

2° intervention troupes « manœuvre aiguille »

3° installation fixe - police mobile -

Captures

Aïssi Mekki - tué par militaires et indicateur gorges Ouled Amrane
vendu par le neveu d'une femme maîtresse du bandit

Zelmat Abdelkader capturé à Medina

Bensalem Mohammed = tué

Zelmati Ahmed se rend

Zelmati Messaoud - 9 mai »

(26) Cf. Documents annexes, pièce n° 1.

Ce changement à la tête de la commune mixte qui s'était imposé et qui était apparu urgent étant donné la situation, n'avait été préparé ni par l'administrateur en fonction qui se croyant inamovible ne s'était jamais cherché un successeur parmi ses adjoints, ni par l'administration supérieure elle-même tant il était admis qu'une mutation était une opération relativement simple pour laquelle il fallait surtout s'assurer de l'accord des grands électeurs français ou algériens. On n'imaginait pas que les régions kabyles et aurassiennes pussent poser des problèmes spécifiques exigeant de leurs responsables administratifs une formation particulière. Si aucune autre considération n'intervenait, on tenait compte dans une certaine mesure des vœux des candidats, s'il y en avait.

Le poste m'intéressait personnellement et j'avais quelques titres à l'obtenir, d'ailleurs les candidats ne devaient pas être nombreux dans les circonstances du moment. Je connaissais bien l'Aurès, je l'avais quitté contre mon gré, j'avais fait des recherches sur son passé et sur son présent. J'avais déjà assuré les fonctions de chef de commune mixte en Oranie et en 1952 j'étais administrateur de la commune mixte de Fort National en Grande Kabylie où se poursuivait une intéressante expérience de création de centres municipaux qui pouvait avoir valeur d'exemple dans l'Aurès. Le gouverneur général Léonard qui savait combien j'étais resté attaché à cette région pensa donc à moi. Malheureusement, ou heureusement pour moi, je me trouvais alors hospitalisé et mes ennuis oculaires allaient encore nécessiter plusieurs interventions.

La décision ne pouvant attendre (27) un autre choix fut fait ; mais, à la vérité, au point où les choses en étaient arrivées, le choix de l'homme n'avait plus guère d'importance.

* *

C'est en ces circonstances que fut décidée la manœuvre « Aiguille » dont parle le manuscrit d'Arris, manœuvre apparemment destinée à rétablir l'autorité de la France dans l'Aurès au moment où un nouvel administrateur se trouvait mis en place.

Je n'ai trouvé mentionnée cette opération que chez Yves Courrière. Dans « Les Fils de la Toussaint » ce journaliste parle d'une grande opération de ratissage destinée à localiser et à réduire les bandits d'honneur, et il ironise sur le nom qu'on lui a donné ; « autant, écrit-il, chercher une aiguille dans une botte de foin (28) » ; mais il situe l'affaire en août 1954, soit trois mois avant le déclenchement de l'entreprise insurrectionnelle de

(27) « Il m'a fallu sans plus attendre combler la vacance de l'Aurès, d'autant que nous y avons enregistré trois nouveaux crimes au cours de ces quinze derniers jours ». Lettre du gouverneur à l'auteur en date du 26 juillet 1952.

(28) Yves COURRIÈRE : *Les Fils de la Toussaint*. A Fayard, collection Marabout, 1968, p. 192.

Mostefa Benboulaïd et il commente ainsi l'échec total : « Ratisser les Aurès avec si peu d'effectifs. Il semble que l'on n'ait pas beaucoup le sens des réalités ».

Mais il s'agit de tout autre chose et à un tout autre moment.

Au cours de l'été 1952 l'armée française a engagé dans l'Aurès des effectifs très importants, probablement tous les moyens dont elle disposait alors, et effectivement ce fut l'échec complet, un échec dont on aurait dû tirer des leçons et dont curieusement personne ne paraîtra se souvenir deux ans plus tard. Les historiens n'en parlent pas ; le nouveau directeur de la Sécurité en Algérie, Vaujour, prenant ses fonctions en juin 1953 ne semble pas en avoir entendu parler, le sous-préfet Delplanque qui est arrivé à Batna deux mois plus tard pas davantage.

Et pourtant l'échec de 1952 préfigure l'échec de novembre 1954 et je suis tenté de dire que c'est en cet été-là que la France a perdu l'Algérie. Mais l'échec avait été si grand qu'on s'était hâté de l'oublier, les autorités locales qui cherchaient toutes les occasions de se rassurer jugèrent que si l'on n'avait pas rencontré l'ennemi, c'est qu'il avait été très fortement impressionné par un tel déploiement de troupes. Le calme relatif qui suivit parut leur donner raison. Quant aux militaires... ?

On se contenta, ou à peu près, d'installer un poste militaire à Tkout et de prévoir d'y installer ainsi qu'à Menaâ une gendarmerie.

Pour Benboulaïd, en revanche, la manœuvre Aiguille avait été une éclatante démonstration de l'efficacité du dispositif qu'il avait conçu et de sa maîtrise sur les hommes qu'il avait recrutés. Les petits groupes armés qu'il avait formés avaient suivi strictement ses consignes disparaissant dans la nature et échappant aux poursuites des troupes parties à leur recherche. De ce jour Benboulaïd put se convaincre qu'il lui suffirait, le jour venu, de mobiliser 300 ou 400 hommes bien armés — c'est l'effectif qu'il engagea le 1^{er} novembre 1954 — pour mettre la France en difficulté.

Dès 1952 le problème de l'armement de ces hommes devait être en grande partie résolu. Depuis plusieurs années un important trafic d'armes s'était développé dans tout le Sud-Constantinois et l'on soupçonnait même le caïd ou bachagha considéré comme le conseiller politique de l'administrateur de l'Aurès d'y avoir trempé. Il s'agissait d'armes allemandes et italiennes qui avaient été volées aux troupes de l'Axe pendant la guerre et qui avaient été enfouies dans le sol aux confins de la Tunisie, de l'Algérie et de la Libye, essentiellement le « Stati », carabine légère italienne et le « Mauser » allemand qui valait au moins le triple. Les munitions étaient abondantes. Les « bandits de l'Aurès » s'en étaient procuré, le trafic s'était développé. On a estimé que 1 000 à 3 000 armes avaient ainsi pénétré dans le massif, chiffre peut-être excessif. En tout cas Benboulaïd était pourvu en quantité d'armes en excellent état au point d'avoir pu en procurer le moment venu aux maquisards de la zone d'Alger qui en manquaient.

Seule la manœuvre « Aiguille » peut expliquer l'extraordinaire assurance dont Benboulaïd fait preuve à partir de 1953 au sein du groupe des Cinq, face aux Kabyles, aux Messalistes, aux Activistes. Il n'a pas exposé ses hommes et s'il n'est pas encore tout à fait prêt à engager la lutte

armée, il sait pouvoir le faire dans des délais très courts, d'où sa confiance et sa détermination : ni Didouche, ni lui n'ont bluffé devant Krim et Ouamrane, Benboulaïd est bien convaincu que ses Chaouïa, tant méprisés, sont les plus forts : certes ils sont beaucoup moins nombreux mais dans une guerre comme celle qui va s'engager, le nombre n'a qu'une relative importance, il dispose d'un armement supérieur, le terrain sur lequel il se battra est plus favorable et lui n'est pas contesté comme l'est Krim parmi les siens, l'autorité de ce dernier du reste n'étant pas reconnue par les gens de petite Kabylie.

Alors que les autres sont attentistes et trouvent de bonnes raisons à leur prudence, lui est pour l'intervention immédiate. Sur le plan international le moment n'est-il pas exceptionnellement favorable. En mai on a appris la chute de Diê Biên Phu, inimaginable quelques mois plus tôt, la Tunisie vient d'obtenir l'autonomie et le pays est parcouru de bandes incontrôlées qui viennent faire quelques incursions sur le territoire algérien. A l'autre extrémité du Maghreb les populations marocaines s'agitent. D'autre part Benboulaïd, malgré toutes les précautions qu'il prend, peut à tout moment être victime de l'imprudence ou de la délation. Il est donc très pressé d'engager le combat même si les autres ne le suivent pas.

A Arris en ces années 1953-1954 le nouvel administrateur de la commune mixte de l'Aurès n'est pas inquiet : depuis son arrivée le massif est demeuré relativement calme. Dans la monographie d'une cinquantaine de pages qu'il a rédigée quelque temps après son arrivée je relève cette phrase : « Les Chaouïa, violents mais peu fanatiques, fournissent une base peu stable à l'influence des différents partis politiques ». Pourtant depuis longtemps la vallée de l'oued Abdi est acquise au parti de Ferhat Abbas et la vallée de l'oued El Abiod au parti de Hadj Messali qui y compte, reconnaît l'administrateur, 60 à 70 % de sympathisants de longue date. L'administrateur n'ignore pas, il l'écrit, que Benboulaïd Mostefa en est le chef politique pour la région Aurès-Aïn el Ksar et que, parallèlement à l'organisation politique, il existe une organisation para militaire dont il connaît le chef ; il sait encore que le M.T.L.D. procède à un recrutement intensif à Batna principalement mais aussi dans sa circonscription dans les centres d'Arris, de Fom Toub et de Medina. En fait il en sait bien davantage depuis le 2 mars 1953, date de l'audition d'un nommé Z.L. devant différentes autorités, audition dont on trouvera ci-joint la photocopie (29).

Z. L. a tout dévoilé et d'abord le rôle initial des Kabyles qui à la suite du soulèvement de 1945 sont venus se réfugier dans la région de Chemorah et, de là, ont commencé à faire de la propagande dans la commune mixte de l'Aurès, d'abord chez les Touaba où ils seraient restés deux ans, surtout dans le douar Ichmoul (région de Medina) puis dans le douar Zel-latou chez les Beni Bou Slimane.

Z.L. livre ce jour-là tous les détails de l'organisation mise en place dès cette époque et plusieurs noms : entre autres celui de Mostefa

(29) Voir documents annexes n° 2.

Benboulaïd présenté comme le responsable de deux secteurs et celui d'Adjoul Adjoul du douar Kimmel qui lui aussi jouera un rôle de premier plan dans l'insurrection. Z.L. indique encore dans quelles conditions se tiennent les réunions, jamais à date fixe et au même endroit, de nuit, tantôt tous les huit jours, tantôt tous les quinze ou vingt jours. Certaines d'entre elles auraient groupé jusqu'à 200 personnes, en grande partie armées de fusils de guerre provenant de différentes filières que l'informateur indique avec précision.

Ainsi un an et demi avant le déclenchement de l'insurrection le pouvoir sait à peu près tout et n'intervient pas. Et plus l'échéance approche, plus l'administrateur de la commune mixte de l'Aurès se montre confiant, estimant contre l'évidence que "la sécurité des pistes et des routes a été rétablie", que "les bandits et leurs partisans ont perdu toute initiative et sont réduits à la défensive", que "le loyalisme des populations n'a guère été affecté", que "les appels venus de l'extérieur restent sans effet" et qu'enfin «le Chaouï étant un homme prudent, réfléchi, réaliste qui, à moins d'être odieusement trompé ne se lancera pas dans une entreprise qui puisse se solder par la misère et le malheur». Je partage ce jugement. D'ailleurs la masse des montagnards ne se lancera pas dans l'entreprise. Il suffira qu'une minorité agissante le fasse et les autorités n'ignoraient pas que cette petite minorité y était préparée.

En dépit de tout ce que les autorités savent sur Mostefa Benboulaïd, celles-ci continuent à lui faire une certaine confiance. Ainsi en est-il du jeune sous-préfet de Batna, venu tout droit de la sous-préfecture de Sainte-Menehould dans la Marne. «Jean Delplanque, écrit Y. Courrière, avait rencontré Benboulaïd, un homme du peuple, un homme d'action très évolué, conscient de la situation des musulmans, de leur désir d'évolution. Il avait défendu sa position, avait plaidé sa cause contre F. Abdelkader (En réalité l'élu Cadi Abdelkader). De son côté le sous-préfet avait fait une enquête. Bien sûr Benboulaïd avait trempé dans le complot de l'O.S. (Organisation spéciale) mais il semblait être un de ces hommes évolués représentatifs de l'opinion musulmane que la France devait amener à sa cause... malheureusement il ne comptait pas parmi les amis, les protégés qui contribuaient à la prospérité financière de F. Abdelkader, le tout-puissant «homme de confiance» des Français. Delplanque tenta de faire rendre justice à Benboulaïd, de lui faire récupérer sa carte violette — lui ayant permis d'exploiter la ligne de voyageurs Batna-Arris. Il s'y cassa les dents, la puissance de F. au Gouvernement Général, son influence à Paris étaient trop grandes pour qu'un petit sous-préfet puisse s'y frotter». «Ces faits, rappelle Courrière pour finir, se déroulaient fin 1953 (30)».

On voit par là que l'administrateur de la commune mixte de l'Aurès était si assuré de son ascendant sur les gens de l'Aurès, qu'il était parvenu à convaincre toute la hiérarchie, elle aussi informée car destinataire de ses rapports, de la sûreté de son jugement. Sinon comment comprendre enco-

(30) Y. COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 132-133.

re qu'en dépit de tant de signes inquiétants, un haut fonctionnaire comme le secrétaire général de la préfecture de Constantine, directement responsable de la sécurité dans le département, ait cru pouvoir abandonner son poste pour répondre à une invitation que cet administrateur lui avait fait parvenir à l'occasion de la Toussaint sanglante de 1954 à participer avec d'autres membres de l'administration à une partie de chasse qu'il avait organisée sur le territoire de sa commune.

*
**

Le 1^{er} novembre 1954 la surprise fut donc complète. Benboulaïd avait remarquablement joué.

Les masses ignoraient tout des dissentiments au sein du M.T.L.D. d'où venait de naître le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (C.R.U.A.). Les « politiques » qui connaissaient les projets du C.R.U.A. et qui tant Messalistes que Centralistes s'efforçaient d'y faire échec, notamment en suscitant des défections dans ses rangs, croyaient encore au bluff et restaient à l'écart.

Depuis le mois de mai, les autorités avaient connaissance de l'existence du C.R.U.A. dont le nom était tout un programme mais elles ne savaient qui se dissimulait derrière ces quatre lettres (31). Les nouvelles qui allaient parvenir quelques semaines plus tard au colonel Schöen du S.L.N.A., organisme d'information auprès du Gouverneur Général, faisaient état des bagarres qui avaient opposé à Alger les partisans de Messali et dans son rapport Schöen pouvait conclure : « La tension augmente entre les deux clans. Des commandos se sont constitués et sont entrés en action pour ramener à la raison opposants et détracteurs (32) ». Son bulletin politique du 17 août sera encore plus précis : « Le schisme du M.T.L.D. paraît définitif : les deux clans se sont excommuniés, ils ont chacun leur comité central et menacent d'en venir aux mains. Le clan Messali plus prolétarien et plus au fait des réactions des militants pourrait l'emporter malgré l'habileté politique des lahouhélistes (33) ». Ce ne serait ni l'un, ni l'autre. En somme cette lutte de clans était plutôt rassurante.

C'est seulement au cours de l'automne que l'on commence à s'inquiéter très sérieusement. Huit jours seulement avant le 1^{er} novembre, le Gouverneur Léonard adressait à François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, par les voies les plus rapides un rapport établi par la police des Renseignements généraux d'Alger sur « la constitution en Algérie d'un groupe autonome d'action directe par les séparatistes extrémistes ». C'était simplement avec quelques précisions nouvelles la confirmation de

(31) Y. COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 104.

(32) *Ibid.*, p. 109.

(33) *Ibid.*, p. 179.

l'existence du C.R.U.A. mais ce qui rendait vraisemblable une entrée en action rapide, c'était la découverte que signalait le rapport « d'une équipe en train de fabriquer des explosifs »... malheureusement aucun renseignement précis ne permettait d'identifier et de localiser les chefs du mouvement (34) et c'est vers Le Caire d'où viennent les appels à la révolte et vers Ben Bella qui s'y trouve que les soupçons se portent, Ben Bella dont le rôle à cet instant, tout comme celui de Aït Ahmed et de Khider qui sont avec lui, semble s'être limité à approuver un processus arrêté en dehors d'eux. Quant à l'identité des véritables responsables, elle est restée soigneusement dissimulée derrière leurs noms d'emprunt connus seulement de quelques militants.

Nul ne pense à Mostefa Benboulaïd qui, habileté suprême ou emploi du temps trop chargé, a mis ses troupes en veilleuse dans l'Aurès comme si effectivement la manœuvre « Aiguille » les avait traumatisées et s'est donné l'apparence d'un homme très occupé par ses affaires. Il donne le change au point qu'il arrive à laisser croire qu'il est récupérable ; mais c'est lui qui, à Alger, dirige le C.R.U.A., son chef en titre étant pris par ses missions de liaisons à l'étranger.

La fixation du jour « J » ne sera faite que le 10 octobre, trois semaines avant le déclenchement, au cours d'une réunion tenue dans la banlieue d'Alger, à « Climat de France », c'est le nom d'un quartier. Y assistent les six chefs qui deviendront « historiques » : Krim, Bitat, Benboulaïd, Ben Mehidi et Didouche. Après débat ce fut la date du 1^{er} novembre, à Oh, qui fut retenue, la fête de la Toussaint étant apparue comme un jour où militaires et civils faisaient en quelque sorte relâche. Les chefs de région ne devaient prévenir leur adjoints que cinq jours à l'avance, les hommes ne devaient être tenus en alerte que 12 heures avant le commencement de l'action et c'est seulement la veille au soir que ceux-ci recevraient des instructions précises. Quant aux gens du Caire qu'il faudrait, bien sûr, mettre au courant, car ce seraient eux qui se chargeraient de diffuser la nouvelle dès lors que le combat serait engagé, ils recevraient le message du C.R.U.A. et la proclamation que Didouche et Boudiaf avaient mis au point la veille ou l'avant-veille de la main même de ce dernier qui gagnerait l'Égypte via la Suisse. Rien n'avait donc été négligé pour créer la surprise (35).

Ainsi dans le Constantinois comme dans le reste de l'Algérie, c'est la confusion la plus complète, on cherche le cerveau de la subversion à Alger et au Caire alors qu'il est dans l'Aurès.

Quand treize années plus tard, en 1967, Yves Courrière entreprendra d'écrire l'histoire de la guerre d'Algérie — quatre tomes, plus de 2000 pages — il s'entretiendra avec Jean Delplanque des événements de l'Aurès et c'est avec celui-ci que le journaliste a échafaudé la grande explication des faits survenus le 1^{er} novembre, fondée sur une représentation mythique des Aurasiens : « Des montagnards durs et farouches,

(34) *Ibid.*, p. 254 à 258.

(35) Y. COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 225.

imperméables aux influences extérieures, ayant résisté aux Romains, aux Vandales, aux Byzantins, aux Turcs, aux Arabes, ayant mené, retranchés dans leurs montagnes, une vie dure aux troupes françaises de colonisation... D'ailleurs trois grands mouvements insurrectionnels anti français avaient ensanglanté les Aurès, en 1859, en 1879 et en 1916... Tous avaient échoué mais la pénétration française n'avait pu se faire dans cette région montagneuse repliée sur elle-même... On le savait bien les Chaouïa haïssaient l'autorité, ils avaient la guérilla dans le sang (36) ! ». Je crois avoir bien montré dans ces pages combien cette vision était éloignée de la réalité.

La vendetta, il est vrai, était dans les mœurs des Aurasians. Il est certain aussi que les montagnards, trop longtemps abandonnés, aspiraient à de profondes réformes. Quand on les laissait voter, ils votaient soit pour le M.T.L.D., soit pour l'U.D.M.A., ce qui est bien significatif de leur état d'esprit. Si les événements du 1^{er} novembre et des jours suivants les ont surpris, c'est surtout par leur caractère radical et leur extrême violence. L'entrée en action des légionnaires et des tabors marocains bien plus redoutés rendra très vite toute conciliation impossible, les Ouled Abdi d'abord réticents s'engageront eux aussi.

Benboulaïd fut arrêté en février 1955 sur la frontière tuniso-libyenne par des éléments français au retour d'un voyage qu'il avait fait à pied jusqu'en Libye pour trouver des armes. A ce moment on ignore encore qu'il est un des chefs les plus importants du Front de la Libération nationale, né le 10 octobre précédent à Alger des cendres du C.R.U.A. mais pour le reste, les papiers saisis sur lui n'ont fait que confirmer ce que l'administrateur de la C.M. à l'Aurès, on l'a vu, et les destinataires de... ses rapports savaient : or à aucun échelon, on ne s'était inquiété, ce qui montre bien des lacunes de l'organisation administrative (37).

Au commandant Monteil du cabinet du gouverneur général Soustelle qui est venu l'entendre, il raconte toute sa vie et les raisons de son engagement. « Ce sont, aurait-il dit, les injustices qui me frappaient moi et mes frères qui m'ont poussé vers le nationalisme... L'Administration pourrie joue un rôle extraordinaire dans le mouvement de révolte auquel vous assistez maintenant... Les administrateurs, les officiers des Aurès sont soit indifférents, soit franchement malhonnêtes. Quant aux dix-huit caïds de l'Aurès, ils ne sont même pas de chez nous et ne pensent qu'à l'argent. Ce sont de simples agents électoraux qui exploitent ignoblement l'ignorance des Chaouïa ».

Benboulaïd raconte à Monteil l'extraordinaire aventure du soulèvement des Aurès. « Votre armée, dit-il, et sa façon d'agir est notre meilleur agent recruteur. Les rattages, les interrogatoires, les tortures nous amènent tous les jours de nouveaux combattants... » Benboulaïd dément encore toute aide extérieure : « Chez nous il n'y a que des Aurasians. Des purs Chaouïa, ni Tunisiens, ni Tripolitains ».

(36) Yves COURRIÈRE, *op. cit.*, p. 123.

(37) Yves COURRIÈRE : *Le temps des léopards*. Éditions Fayard, p. 23 et suivantes.

Monteil à son tour est conquis, Benboulaïd lui fait l'effet d'un homme par ailleurs cultivé mais de foi et de bonne foi, poussé à bout par le sentiment très vif de l'injustice qui frappe son peuple.

Jugé et condamné à mort Benboulaïd s'évade le 4 novembre 1955 et regagne le massif qui depuis son éloignement vit en pleine anarchie. Sa mort, le 27 mars 1956, à la suite de l'explosion d'un colis piégé (38), va montrer à quel point la cohésion de l'Aurès dépendait de lui. « La disparition de Mostefa Benboulaïd et de son adjoint Bachir Chihani, écrit Mohammed Harbi, a pour conséquence l'émiettement des Aurès-Nementchas en plusieurs baronnies. Les forces centrifuges qui prennent appui sur le souvenir des vieilles rivalités tribales se donnent libre cours. Il en résulte une situation inextricable. Chacun tentait de se tailler un fief et de devenir pour son propre compte un interlocuteur de la direction centrale (39) ».

L'intervention des Kabyles envers lesquels se manifestent immédiatement les vieilles réactions hostiles n'arrangera pas la situation. Ce ne seront plus que règlements de comptes et purges dont seront victimes les uns après les autres quatre des successeurs de Mostefa Benboulaïd à la tête de la wilaya. L'Aurès ne tiendra plus qu'une place secondaire dans l'histoire de la guerre d'Algérie...

Ainsi finit misérablement une entreprise qui avec très peu de moyens avait réussi à ébranler la domination française et qui avait projeté au premier plan sur la scène maghrébine Benboulaïd Mostefa, ce lointain descendant de l'empereur Masties.

(38) La version très succincte que j'ai donnée de la sortie de prison de Benboulaïd et des circonstances de sa mort a été empruntée à Yves Courrière. Il est possible que la réalité soit sensiblement différente.

Tout comme l'administrateur de l'Aurès, tout comme le sous-préfet de Batna, le commandant Monteil a cru pouvoir manipuler Benboulaïd. On l'aurait libéré sous certaines conditions : la libération de cinq hussards détenus dans le maquis et des engagements de caractère politiques.

Les cinq hussards furent effectivement libérés peu après dans la région de Ferkane au sud de Tebessa ; mais Benboulaïd aurait repris son entière liberté d'action.

Le coup du colis piégé, un poste qui ne pouvait fonctionner que sur secteur ou sur batterie, est imputé par les uns aux militaires qui se seraient estimés dupés, par les autres au F.L.N. qui aurait trouvé suspectes les conditions de libération de Benboulaïd.

Les officiers français du renseignement connaissent probablement la vérité. Le colonel C. en poste à Batna à l'époque, a refusé de répondre à mes questions, ne voulant laisser à personne d'autre le soin d'écrire l'histoire. Je n'ai pas connaissance qu'il l'ait fait.

(39) Mohammed HARBI : *Le F.L.N., mirage et réalité*. Éditions J.A., 1980, p. 188.

Chapitre XIII

L'indépendance

Pendant les huit années qui précédèrent l'indépendance, l'Aurès avait connu toutes « les misères et les malheurs de la guerre » (1), mais sitôt la fin des combats tout cela parut oublié. C'est déjà le sentiment que l'on pouvait éprouver en lisant un reportage de Jules Roy paru dans le journal « l'Express » du 26 avril 1962 sous le titre : « Dans l'Aurès avec le F.L.N. ». « Le passé est le passé », tels sont les premiers propos recueillis par le journaliste. On lui « mit des oranges dans les mains », on lui offrit le café, et il put constater, fait plus surprenant, que les harki, très nombreux dans la région, n'étaient pas systématiquement considérés comme des traîtres.

Pour ma part je traverserai presque toute l'Algérie d'ouest en est à l'automne 1963 et partout je serai bien accueilli ; nulle part je ne ressentirai la moindre hostilité ; souvent même je verrai s'exprimer spontanément le regret du passé et, dans mon ancienne commune mixte d'Aokas je serai reçu avec une exceptionnelle chaleur, comme je l'ai relaté dans mon livre « Les Kabyles propos d'un témoin ».

Transporté par le fils de notre ancien cuisinier de Cap Aokas qui m'avait reçu dans sa maison à Saint-Arnaud, devenu les Eulmas, où il exerçait les mêmes fonctions auprès du sous-préfet, je suis arrivé à Batna par un temps bien maussade qui a enlevé tout l'agrément à la promenade que nous avons faite à Timgad.

Le lendemain je suis monté à Arris par le car régulier qui partait à 5 h 30 du matin. L'exploitation de la ligne avait été rendue à la famille Benboulaïd et c'est un des fils de Mostefa qui conduisait. Il ne me connaissait pas ; néanmoins il me tendit le journal du jour. Au retour, dans le véhicule bondé, il fera lever un voyageur pour me faire place.

Il y avait vingt ans que nous avions quitté Arris où, du fait de la guerre, j'avais passé moins de deux ans mais jamais je n'avais perdu complètement le contact, l'un ou l'autre des membres de ma famille y était revenu avant « les événements ». Des agents de l'ancienne commune

(1) C'est le titre d'une série d'eaux-fortes du graveur lorrain Jacques Callot inspirée par la guerre de Trente Ans.

mixte, des commerçants, m'ont reconnu et n'ont pas fui mon contact, comme j'aurais pu le craindre. Néanmoins j'ai senti chez les gens un certain malaise. Il n'affectait pas du tout les relations avec les Français. La preuve irréfutable en était la présence assez surprenante des instituteurs français ; mais en cette période de vacances je ne les rencontrerai pas. C'est à mon retour à Batna dans la même journée que l'on m'expliquera, notamment chez le consul de France, la situation dans la montagne : il y avait des bandes armées composées d'anciens de l'A.L.N. qui tenaient le maquis et le mécontentement contre le pouvoir était alimenté par les difficultés de l'existence. Il n'y avait pas de travail et beaucoup cherchaient à partir en France.

Il faut rappeler ici que dès les premiers jours de l'indépendance chaque chef de « wilaya voulut jouer son jeu personnel ». « Le 27 juillet 1962, a rapporté le Monde des éléments armés originaires de Batna, d'Aïn Beida, d'Aïn Milla et de Sétif, c'est-à-dire de l'ensemble du pays chaouïa, autrement dit de la wilaya des Aurès Nementcha, avaient convergé vers Constantine et avaient pris position dans les quartiers ». Dans le même numéro figurait une déclaration de Mohammed Boudiaf, l'un des chefs de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 aux côtés de Mostefa Benboulaïd, à présent ministre d'État dans le gouvernement provisoire de la nouvelle république algérienne constituée par Ahmed Ben Bella. De Tizi Ouzou, donc au cœur du pays kabyle, ce qui est significatif, Boudiaf avait lancé alors un véritable appel à l'insurrection contre Ben Bella soupçonné d'œuvrer à l'instauration d'une « dictature de caractère fasciste ». Cette tentative d'associer Kabyles et Chaouïa, ces frères ennemis, dans une action commune contre le pouvoir devait échouer mais elle témoignait d'un état d'esprit qui persistait lorsque je me suis trouvé dans l'Aurès à la fin de cet été 1963, à une époque sensible, celle où les Algériens étaient appelés à approuver la nouvelle constitution.

Des événements beaucoup plus graves allaient se produire quelques mois plus tard : Hocine Aït Ahmed, un Kabyle, l'un des sept chefs historiques engage alors une révolte armée, sous l'égide du « Front des Forces socialistes », contre le régime de Ben Bella. Parallèlement, et d'une façon dont on ne sait si elle a été ou non concertée, je n'en serais pas surpris, d'anciens maquisards entrent en action dans l'Aurès ; le journal « Le Monde » du 2 juillet 1964 relate le coup de force d'un jeune officier de l'Armée de Libération Nationale, donné comme aurasien, le colonel Chabani. Une grande partie du Sud-Constantinois aurait été entraînée dans cette sédition qui fit craindre une conjonction qui ne s'est jamais réalisée dans l'histoire entre les deux groupes berbérophones de l'Est Algérien. Finalement l'entreprise tournera court mais, pour l'exemple, Chabani arrêté, sera jugé et exécuté.

Le gouvernement n'en avait pas encore fini avec les Chaouïa. En 1967, Tahar Zbiri, le dernier commandant de la wilaya I, devenu chef d'État-Major, membre du Bureau Politique du F.L.N. et membre du Conseil de la Révolution, tenta à son tour de soulever le Sud-Constantinois et échoua lui aussi.

Telles ont été les dernières manifestations aurasiennes de ce que l'on

a appelé le « wilayisme », « né de l'autonomie acquise par les wilayas pendant la guerre et aggravé par les dissensions internes des organes directeurs du F.L.N. au sein desquels se sont formés des clans qui veulent se disputer le pouvoir sur les différentes wilayas (2) » ; phénomène, qui a affecté essentiellement les Kabylies et l'Aurès et qui a été la hantise du pouvoir pendant des années. Cette hantise s'est traduite dans « la charte de wilaya de 1969 qui réaffirma le principe de l'unité du territoire en ayant même recours à l'histoire pour montrer que (l'Algérie) constituait depuis des siècles déjà un État unitaire ».

Depuis, l'Aurès est resté dans l'optique du pouvoir comme dans l'opinion commune, une zone de haute turbulence possible, tout comme il l'aurait été dans le passé. Réserve faite des années 1954-1962 où toute la montagne se trouva entraînée bon gré mal gré par le coup de force de quelques-uns, les gens sont apparus après comme avant, ouverts, accueillants à l'étranger, peu portés aux aventures. Pierre Morizot peut en témoigner. Profitant à plusieurs reprises des loisirs que lui a laissés une carrière diplomatique, puis la retraite, il est revenu sur le champ de nos recherches de jeunesse et, de nouveau il en est parti dans la montagne et a rapporté d'intéressants documents épigraphiques (3) ; il a procédé chaque fois sensiblement de la même façon qu'autrefois, s'en allant à pied, à mulet, en voiture, souvent seul, parfois accompagné d'un guide, quelquefois en famille à deux, trois ou quatre, se souciant fort peu de sa sécurité, dormant par tous les temps là où il était, trouvant partout le minimum de concours dont il avait besoin et qu'on lui apportait généralement de bonne grâce.

La première fois c'était en 1970 et, à Arris, l'enseignement scolaire continuait à être donné sans problème par des couples d'instituteurs français, appréciés d'autant plus qu'ils restaient en place pendant plusieurs années contrairement aux instituteurs algériens qui supportaient difficilement tout dépaysement.

En 1974 ma femme et moi ferons un voyage en Algérie où un de nos fils se trouvait en coopération et nous reviendrons dans l'Aurès, nous arrêtant à Biskra, à Arris, à Timgad et à Menaa. Partout des retrouvailles. A Menaa celle d'un jeune Aurasien, formé à l'école française du village qui nous servit à Arris puis nous suivit à Bizerte où j'avais reçu une affectation dans les contrôles civils. Là où nous passions, les touristes

(2) Ahmed Mahiou, Faculté de Droit, université d'Alger, dans « États, territoires et terroirs en Algérie ». Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, collection « Études de l'annuaire de l'Afrique du Nord », Editions du C.N.R.S., 1985.

(3) Inscriptions inédites de l'Aurès, Bonn 1978. Pierre Morizot. « Nouveaux témoignages de la présence romaine dans l'Aurès ». Bulletin archéologique, Paris 1978-« Vues nouvelles sur l'Aurès antique » Académie des Inscriptions et Belles Lettres, Paris 1979. « Un vétéran parthe en Numidie méridionale ». Académie des Inscriptions et Belles Lettres, 1988. « Les inscriptions de Tazembout, Aperçu sur un village romain de Haute Montagne au III^e siècle ». Bulletin archéologique. Paris 1989. « Pour une nouvelle lecture de l'élogium de Masties », Antiquités africaines, 1989.

étrangers, assez peu nombreux, s'étonnaient des égards particuliers que nous valaient notre qualité de Français. Au souk de Timgad, un marchand nous laissa, sur parole, un tapis qui nous avait plu mais que nous n'avions pas les moyens de lui payer.

En septembre-octobre 1983 j'accompagnerai Pierre Morizot et je découvrirai l'Aurès oriental. A Zoui, à l'est de Khenchela, nouvelle agglomération surgie en pays de pasteurs, nous ferons rapidement connaissance de quelques jeunes gens, heureux d'entrer en contact avec des Français, qui nous recevront chez eux et nous aideront dans la recherche des inscriptions. Poussant vers le Sud, nous serons accueillis et hébergés à la zaouïa des Beni-Barbar. A Arris où il n'y a plus de ressources hôtelières, c'est un médecin dont j'avais fait la connaissance à Nancy qui nous hébergera et c'est encore lors de ce séjour que nous serons invités à dîner dans une famille de commerçants où seront évoqués par la mère de notre hôte des faits si anciens que nous les avons complètement oubliés : celle-ci se souvenait qu'à la naissance de son fils, alors que l'on manquait de tout, c'était dans les langes que lui avait donnés ma femme qu'elle avait enveloppé le nouveau-né.

Les autorités auraient pu se rassurer sur les dispositions des montagnards en constatant l'état de désagrégation où la société locale était parvenue après tous les bouleversements qui s'étaient produits depuis le début du siècle. Il ne subsistait plus grand-chose des anciennes solidarités si fortes autrefois au niveau du village et de la fraction. Quant aux solidarités nées des combats, celles-ci n'avaient pu se maintenir longtemps. Mais les inquiétudes avaient été très fortes, les textes des différentes chartes le montrent bien, et ce sont ces inquiétudes qui justifient les différents découpages administratifs auxquels il fut procédé.

Jusqu'en 1955 l'Algérie française avait compté trois départements plus les « territoires du Sud ». Un découpage effectué in extremis avait alors porté ce chiffre à 13. Le Front de Libération Nationale, quant à lui, avait créé six wilayas numérotées de 1 à 6. La wilaya numéro 1, celle des Aurès-Nementchas, conçue en fonction du relief, du climat et de la population s'étendait du Hodna à la frontière tunisienne, ayant été faite pour unir et non pour diviser. Elle ne regroupait pas que des berbérophones mais elle englobait toute la zone chaouïa.

L'Algérie indépendante, pour une question d'opportunité et d'efficacité, commença par adopter les circonscriptions françaises. Il y eut ainsi pendant quelque temps une wilaya ou un département de l'Aurès comme il y avait eu un département de Batna, « aussi vaste, a-t-on souligné, que la Suisse ou le Danemark, quatre fois plus grand que le Liban ». En témoignent les planificateurs de l'époque comme Descloîtres et Cornet auteurs de l'étude intitulée « Commune et société rurale en Algérie » parue en novembre 1968.

C'était un bien trop vaste ensemble. L'Algérie nouvelle, antirégionaliste, divisa le territoire d'abord en 31 wilaya (1975) puis en 48 wilayas (1984). Le nombre des daïra ou arrondissements fut accru dans les mêmes proportions... ainsi l'autorité de l'État put s'exercer au plus près des populations ; mais la suradministration à laquelle on a abouti a coûté cher

et elle n'a pas donné les résultats que l'on pouvait en attendre faute de personnel administratif et technique compétent.

Par ailleurs un échelon supplémentaire régional eût été nécessaire pour pallier la trop grande fragmentation du territoire et permettre de «prendre en charge efficacement et à un moindre coût quelques tâches couvrant plusieurs wilayas (4)»; mais cet échelon n'a pas été créé en raison du soupçon qui entoure la notion de région (5) et qui «trouve sa raison d'être dans l'idée que toute structure régionale peut induire un particularisme et servir de point de départ à une désagrégation de l'unité nationale (6)».



La création de nombreuses wilaya et de multiples daïra a eu pour résultat de provoquer artificiellement le développement des villes-chefs-lieux et d'entraîner l'apparition de villes nouvelles et en créant de nombreux emplois d'attirer les hommes et de vider les campagnes. Elle a été le plus sûr instrument de cette urbanisation forcée dont souffre toute l'Algérie. Cela s'est fait d'une façon très méthodique. C'est en effet dans le maillage de plus en plus serré des centres administratifs qu'ont été inclus

« les différents équipements (générateurs d'emplois) par lesquels l'Algérie (a voulu) tout à la fois répondre aux besoins des habitants et structurer son espace. La localisation de ces équipements scolaires sanitaires, sociaux culturels, sportifs... répondant en un premier temps à des pratiques empiriques, a progressivement été codifiée en normes par chaque ministère. Ils s'insèrent aujourd'hui de façon systématique dans une grille territoriale : au niveau de la wilaya, la Maison de la culture, le stade omnisports, l'école normale supérieure, au niveau de la daïra, l'hôpital, le lycée, le central téléphonique : au chef-lieu de commune, le collège d'enseignement moyen, la polyclinique, le souk-el-fellah qui correspond sensiblement à nos grandes surfaces — la gendarmerie (7) ».

Mais entre la construction d'un équipement et son fonctionnement, il y a souvent loin et ainsi, bien des petites localités ont des écoles mais pas d'instituteurs, ceux-ci étant peu désireux d'exercer loin des villes.

« Dans l'Algérie d'aujourd'hui, écrit Marc Côte, on peut dire que sans négliger le rôle du service national, l'école et la télévision ont joué ce rôle d'outil intégrateur que la conscription militaire et l'école obligatoire avaient tenu au XIX^e siècle dans l'Europe des natio-

(4) Ahmed ΜΛΗΙΟΥ, *op. cit.*, p. 160.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) Marc CÔTE : *L'Algérie ou l'espace retourné*. Flammarion 1988, p. 197.

nalités. L'école primaire existe aujourd'hui partout en milieu rural comme en milieu urbain ; de très nombreuses écoles rurales ont été créées en rase campagne. L'Algérie a consenti là un effort considérable que l'on retrouve en bien des pays du Tiers Monde mais qui, ici, a été amorcé dès les débuts de l'indépendance... effort qui a fait passer le taux de scolarisation de 20 à 75 % en vingt ans. Écoles toutes conçues sur le même modèle, façonnant ou se proposant de façonner à travers tout le territoire national l'écolier d'aujourd'hui, le citoyen de demain. La télévision fait le reste. Appuyée par une politique de prix (vente au public de récepteurs à prix réduit) et par une infrastructure audacieuse (quatorze stations relais implantées à travers l'espace saharien) les télécommunications ont pénétré tout le territoire national. En ville même les familles de milieu populaire possèdent leur téléviseur ; dans les zones éparées, il n'est pas rare de voir la maison de l'émigré surmontée d'une antenne... Ainsi journallement, le satellite Intelsat, stationné au dessus de l'Atlantique, redistribue au pays émissions, appels téléphoniques et maintient au même diapason la plus grande partie des 22 millions d'habitants (8) ».

Toutes ces transformations se sont produites dans un environnement urbain, les gens ayant abandonné en masse les campagnes pour se fixer dans les villes. J'ai connu Batna, ville de création française, peuplée de 23 000 habitants ; elle en compte aujourd'hui près de 200 000 et toutes les villes de la région ont suivi sensiblement la même progression. Certaines ont été créées de toutes pièces comme Chechar, chef-lieu de daïra de la wilaya de Khenchela. Arris n'était qu'un petit centre administratif, sa population dépasse les 20 000 âmes. D'où un brassage qui a « gommé toutes les différences ».

Néanmoins, estime Marc Côte les particularismes régionaux sont demeurés très forts et il en donne pour preuves les émeutes de 1980 à Tizi-Ouzou en pays kabyle et celles qui auraient eu lieu aussi, nous dit-il en 1985 à Oum el Bouaghi, ancien chef-lieu de commune mixte, nouveau chef-lieu de wilaya, situé en pays chaouïa.

En régions berbérophones la politique algérienne se donnait pour premier but de faire disparaître tous les particularismes linguistiques : tous les Algériens devraient parler la même langue arabe. En pays kabyle il est évident que cette politique a échoué et c'est là qu'aujourd'hui se trouve la très grande majorité des Algériens berbérophones.

Par ordre d'importance venaient ensuite les Chaouïa : ils occupaient, on l'a vu, d'une façon assez homogène la plus grande partie du Sud-Constantinois de l'est du Hodna aux frontières de la Tunisie (9). Ils n'ont été véritablement découverts qu'en 1910 à la suite d'une enquête effectuée par Gautier et Doutté avec le concours d'administrateurs de commune mixte, ce qui témoigne du peu d'intérêt que l'administration française portait aux problèmes berbères. Seuls jusqu'alors les montagnards de l'Aurès étaient considérés comme tels dans le Sud-Constantinois. Pour certains administrateurs en fonction au nord du massif, la surprise fut

(8) Marc CÔTE, *op. cit.*, p. 197.

(9) A. PICARD : *Les parlers berbères*. « L'initiation à l'Algérie ». Maisonneuve, Paris, 1957, p. 204-205.

grande. Il faut dire que les hommes étaient tous bilingues et qu'ils employaient l'arabe dans leurs relations avec les étrangers à leur communauté. Par ailleurs les Chaouïa des Hautes Plaines vivaient d'une façon très différente des montagnards et très semblable à celle des Arabes. Jusqu'au début de ce siècle c'étaient des pasteurs céréaliculteurs, propriétaires de troupeaux d'ovins, de bovins mais aussi de cameléens, vivant sous la tente, qui allaient peu à peu se sédentariser. Tout autre était, on l'a vu la vie des montagnards.

Personne n'a jamais pu dire combien étaient les premiers puisqu'on les ignorait. Par contre on dispose pour la population aurasienne de ce précieux document de 1845, la « Monographie de l'Aurès du capitaine Fournier. Les tribus considérées par lui comme aurasiennes débordant sensiblement vers le nord le quadrilatère aurasien groupaient environ à cette époque cinq mille familles, soit 30 000 personnes environ sur la base de six personnes par famille. C'était peu eu égard aux ressources et le capitaine Bocher pouvait assez justement parler de richesse — relative — à propos des gens du bourg de Menaa.

La population s'est certainement accrue par la suite mais, sans doute, dans d'assez faibles proportions, étant donné le recours des femmes aux pratiques abortives.

Au recensement de 1948, soit un siècle plus tard, les quatre communes mixtes assez homogènement berbérophones comptaient ensemble 226 000 habitants. Personne n'a jamais su le nombre des berbérophones vivant en dehors de l'Aurès dans l'arrondissement de Batna ou le sud des arrondissements de Constantine, de Guelma et de Sétif : il devait être égal, sinon quelque peu supérieur. L'ensemble chaouïa aurait donc compté 500 000 personnes. La population algérienne étant aujourd'hui trois fois supérieure, on peut estimer à 1 500 000, très approximativement le nombre actuel des habitants du Constantinois d'ascendance chaouïa ; mais, combien en est-il dont ce dialecte soit actuellement le parler usuel ? Probablement très peu.

Cela ne veut pas dire que ce mot de chaouïa ait perdu toute valeur affective. J'ai eu en effet le sentiment lors de mon dernier passage dans le sud-constantinois que, dès Aïn Mlila, assez loin par conséquent de la montagne, les gens d'une notamment des jeunes éprouvaient une certaine fierté à se dire Chaouïa et le même fait m'a été rapporté quant aux habitants de Guelma. Mais, il n'y a pas que les impressions fugitives et peut-être trompeuses de l'étranger de passage, il y a des faits précis, constatés dans de grandes agglomérations et parmi la jeunesse : à Batna surtout « colonisée » autrefois par des Kabyles, des Djidjelliens, des Souafa, des Djerbiens, des Guentri — gens d'El Kantara — la ville s'est surpeuplée de Chaouïa qui y sont aujourd'hui majoritaires. Par ailleurs, Batna est le siège d'une université qui compte 10 000 élèves : à Batna majoritairement Chaouïa et dans ce milieu se sont créées 24 associations culturelles représentatives de l'ensemble du Sud-Constantinois. Avec l'accord *de principe* du ministère des universités un projet d'institut de langue et de civilisation berbère a été élaboré à l'exemple de celui de Tizi-Ouzou ; mais, spécialistes et ouvrages de référence font défaut, nous dit Haddad Mostefa.

Il faut noter aussi l'émergence à partir de 1970 de la chanson moderne de langue chaouïa. Différents groupes musicaux se sont créés, Batna est le siège d'un festival de la chanson aurasienne, la chanteuse Dhiya a été enregistrée et elle fait des tournées en France, mais l'essor de cette chanson est entravé « par l'absence de diffusion par les médias et la marginalisation (10) ».

Que reste-t-il aujourd'hui des modes de vie des montagnards ? Tous les pans de l'ancienne économie se sont effondrés les uns après les autres et l'on a vu que cela a commencé depuis le début du siècle. Seuls subsistent un certain nombre de périmètres irrigués qui témoignent que l'Aurès est resté le grand château d'eau qu'il était depuis les temps les plus anciens. En revanche plus d'élevage sinon quelques têtes d'ovins que l'on élève à domicile en prévision de la fête de l'Aïd, quelques volailles et parfois de grandes exploitations avicoles encouragées par le gouvernement, des ruchers aussi, le miel blanc de l'Aurès a toujours été réputé, plus de céréaliculture d'altitude, presque plus d'artisanat. Autrefois les Aurasien, hommes, femmes, enfants étaient prodigieusement actifs et productifs. Aujourd'hui à ces points de vue ils se sont totalement alignés sur les autres Algériens.

Il faut dire que dans les cadres nouveaux où ils se sont trouvés placés, les Aurasien répuent absolument à apporter leur participation aux projets gouvernementaux et ceci d'autant plus que ce n'est plus de la terre qu'ils attendent la satisfaction de leurs besoins.

Par ailleurs tout le versant saharien de l'Aurès qui avait connu autrefois un remarquable développement malgré son aridité grâce à un effort remarquable d'aménagement des sols, a été condamné (11) par les planificateurs qui dans leurs études (12) de l'ancien département de Batna ont classé les sols en différents secteurs, soit en Z.A.P. – zone d'aménagement prioritaire – soit en Z.A.D. – zone d'aménagement différé. Tel a été le sort du versant saharien, ces planificateurs considérant avec raison d'ailleurs que ces terres « n'étaient pas viables sans une reconquête préalable » ; reconquête reportée à plus tard et jamais encore entreprise.

Les vallées aurasiennes constituant suivant ces mêmes planificateurs « une aire à dominante fruits et légumes » devaient quant à elles retenir l'attention des autorités. Voici la situation actuelle dans le périmètre irrigué de Menaâ, telle qu'elle a été exposée par Alexandra Sainsaulieu (13) : en 1985, le bourg apparaît en plein essor, entouré de magnifiques vergers, qui forment un ruban verdoyant au fond de la vallée. La

(10) Haddad Mostefa, *3^e rencontre de l'Emam*, Lyon, 4-6 juillet 1988.

(11) Fanny COLONNA : *Savants paysans*, op. cit., p. 79-80, note 2.

(12) *Études générales des possibilités de développement du département de l'Aurès*. Alger CASHA Aix en Provence, 1966 à vol. cf. Descloires et « Cornet » op. cit., p. 25-26.

(13) Alexandra SAINSAULIEU : *Évolution des activités et de l'habitat à Menaâ (Aurès)*. Thèse présentée en juin 1985 à l'Institut de géographie de Paris sous la direction de Xavier de Planhol.

localité s'est développée le long de l'axe routier qui suit le cours de la rivière et de la piste des gorges de l'oued El Ahmar, affluent de l'oued Abdi, « là où l'eau abonde ». La population est passée de 5 600 habitants en 1946 à plus de 12 000 en 1983 et depuis, son accroissement a continué. Mais l'activité agricole n'a cessé de régresser dans les secteurs montagneux.

A partir des années 70, la bourgade a été équipée de bâtiments destinés aux administrations, santé, enseignement, distribution (réseaux de transport d'électricité, d'eau potable et d'égouts)... En 1985 Menaâ comptait 681 enfants scolarisés dont 322 filles ; en plus de 33 classes, elle avait un collège d'enseignement moyen ; dans le domaine de la santé ; une polyclinique, un hammam, trois médecins, un pharmacien ; dans le domaine du culte : deux nouvelles mosquées s'étaient ajoutées à l'ancienne.

Le commerce et l'artisanat industriels se sont largement développés ; on dénombre 68 boutiques ; 27 commerces d'alimentation, 8 épiceries, drogueries, quincailleries, 10 gargottes, cafés ou restaurants, une papeterie, deux auto-écoles. On observe que plus du quart de ces activités sont le fait d'anciens travailleurs émigrés en France, en République démocratique allemande ou en Algérie.

A l'initiative des pouvoirs publics, deux unités de production industrielle ont vu le jour : une menuiserie occupe 45 personnes et, une conserverie de fruits, en principe, 70 ; mais cette dernière entreprise n'a pas tardé à rencontrer des difficultés pour son alimentation en eau, en période estivale. Il y a là un des exemples de la concurrence difficile du secteur agricole et du secteur industriel dans l'utilisation des ressources hydrauliques.

Le réseau de pistes et de routes a été étendu et l'utilisation de véhicules tout-terrain fait que l'on peut accéder presque partout, sauf en cas de trop mauvais temps. La circulation caravanière ou muletière a complètement disparu ; tous les transports se font par camions sauf ceux de proximité, du jardin à la route et à la maison, pour lesquels on utilise des ânes.

Il n'existait autrefois qu'une ligne de transport de voyageurs de Batna à Menaâ ; le prolongement de la route de la vallée jusqu'à Biskra a permis l'ouverture d'une ligne Biskra-Bouzina. Il existe également une liaison quotidienne avec Arris, alors chef-lieu de daïra ; mais son importance devrait se réduire avec l'érection du petit village de Teniet el Abed en chef-lieu de la vallée.

Cette vallée se trouve aujourd'hui très bien relié, à l'extérieure ce qui a facilité grandement l'écoulement de ses produits sur les différents marchés de la périphérie. La culture des arbres fruitiers alimente un commerce important de pommes, de poires, de prunes, de figues, de pêches, de grenades, de raisins mais surtout d'abricots vendus frais ou secs : ce sont les mech-mech, la spécialité de Menaâ, autrefois la principale monnaie d'échange des jardiniers de la vallée. La campagne des abricots dure de fin mai à fin juillet et elle se traduit au bourg par une très grande activité. C'est l'époque que choisissent tous les absents pour revenir chez eux. C'est aussi l'époque où les propriétaires les plus importants embauchent une main-d'œuvre saisonnière et où l'on voit toutes les

femmes du bourg à la tâche, employées à transporter les caisses de fruits sur leur dos ou à dos d'âne du jardin à la route.

Depuis 1979, le commerce des abricots est redevenu libre et à la saison Menaa est envahie de commerçants venus de Biskra, de Batna, de Khenchela, d'Aïn-Mliila, d'Oum el Bouaghi et de Constantine. La production varie d'une année à l'autre de 1 000 à 2 000 tonnes, d'une valeur moyenne de cinq millions de dinars (14). Pour quelques rares propriétaires, l'abricot constitue un revenu appréciable ; pour la très grande majorité d'entre eux ce n'est plus qu'un très faible appoint.

Pour les légumes il y a deux saisons. L'hiver, les jardins produisent essentiellement les fèves, l'ail et l'oignon, l'été les produits les plus variés, tomates, piments, courges et courgettes, melons et pastèques, haricots, salades, pommes de terre... mais cette production légumière est en déclin parce qu'elle exige beaucoup de soin et que, les gens travaillant de plus en plus à l'extérieur, seuls, restent occupés à la terre les gens les moins valides. Le système d'irrigation par dérivation est par ailleurs très contraignant, il fonctionne de jour et de nuit de vingt heures à vingt heures tous les trois jours.

En outre la disparition de l'élevage a tari la principale source de fumier et aussi la plus économique. Il faut à présent le faire venir des Hautes Plaines par camion. Ainsi voit-on de plus en plus souvent les gens acheter leurs légumes à des commerçants locaux ou au souk el fellah.

Mais les principales difficultés que rencontrent aujourd'hui les cultures irriguées tiennent au morcellement et à l'éclatement de la propriété à chaque partage. « En 1984, estimait déjà Alexandra Sainsaulieu, la situation avait atteint un seuil critique : les 87 hectares du périmètre irrigué de Menaa se partageaient en 700 parcelles de 124 m² en moyenne » et le prix incroyablement cher de la terre rendait tout agrandissement impossible. Cet état des choses n'est pas nouveau. Ainsi les montagnards ont-ils depuis longtemps cherché à devenir propriétaires hors de leur terroir sur les piémonts telliens ou dans les palmeraies sub sahariennes.

Les mêmes problèmes et les mêmes difficultés se retrouvent dans tous les périmètres irrigués. Ainsi en est-il à Tkout, dans la vallée de l'oued Chenaoura, affluent de l'oued El Abiod, modèle d'« un bel aménagement paysan » sur un plan incliné, entre crête rocheuse et fond d'oued, avec réseau de seguias en éventail épousant la topographie, cultures intensives très soignées, à dominante de vergers dans la partie haute, de maraîchage dans la partie basse, construction de murettes de pierres sèches de 1 à 2 mètres de hauteur qui délimitent autant de terrasses de culture, œuvre de plusieurs générations » (15). Ici le périmètre irrigable est nettement moins étendu que celui de Menaa, 25 hectares seulement, divisés en 275 parcelles de 9 ares en moyenne. C'est dire qu'ici le jardinage connaît les mêmes problèmes que dans la vallée de l'oued Abdi.

(14) Cette production apparaît très inférieure à celle de la région de Ngaous où les travaux effectués par le gouvernement ont considérablement accru les surfaces irriguées en terres arides au pied des monts du Belezma à l'ouest de l'Aurès.

(15) Marc CÔTE, *op. cit.*, p. 44.

En terme de production, les périmètres irrigués montagnards, secteurs privilégiés de la culture intensive, qu'il s'agisse des deux périmètres que je viens de citer en exemple ou des autres, comptent de moins en moins. Est-il possible qu'ils échappent au dépérissement ? Peuvent-ils être sauvés par une politique hydraulique appuyée sur des moyens financiers plus importants ?

Le gouvernement algérien est conscient de la nécessité de développer l'irrigation. L'objectif déclaré voici trois ans était de faire passer la surface des terres irriguées de 250 000 à 800 000 hectares en l'an 2000 mais l'effort devait porter essentiellement sur le Sahara. Qu'a-t-on fait jusqu'à présent et que pourrait-t-on faire dans l'Aurès ?

La France s'était contentée, ou à peu près, de réaliser des travaux très simples de captage et de pose de conduites. Une exception : le barrage de Foug el Guerza à quelques kilomètres au nord de Sidi Okba, mais sur le territoire de la commune mixte de l'Aurès. Voici comment cet ouvrage qui date de 1950 a été présenté à un congrès des grands barrages qui s'est tenu à New Delhi peu après son achèvement :

« Au prix d'efforts millénaires, l'oued el Abiod a creusé son lit dans les calcaires des derniers contreforts occidentaux du massif des Aurès dans le Sud-Constantinois. C'est par un véritable cañon qu'il débouche dans la plaine saharienne... Ses eaux sont... utilisées (depuis les temps les plus reculés) pour l'irrigation des oasis de Sidi Okba, Seriana, Garta, Tehouda ; mais les irrigants des Aurès ont donné une telle extension à leurs cultures et à leurs palmeraies (de montagne) que la plaine saharienne ne recueille qu'un débit de plus en plus faible. Sidi Okba, autrefois une des palmeraies les plus florissantes des Zibans (16) souffre particulièrement de cet état de choses. La sécheresse persistante compromet sérieusement la vie de ses palmiers (et) aucune ressource hydrologique souterraine exploitable n'existe dans la région »

De tout temps il y a eu conflit pour l'utilisation de l'eau entre gens d'amont et gens d'aval. Un accord avait été tenté mais les montagnards avaient toujours refusé d'ouvrir certains barrages de prise par mois d'hiver pour permettre l'irrigation des palmeraies sahariennes. D'où la solution retenue d'un grand barrage réservoir qui « en se basant sur un débit moyen annuel de 30 millions de m³ devait permettre l'irrigation de 200 000 palmiers ». En fait la réalisation du barrage de Foug el Gherza a été bien loin de répondre aux ambitions de ses promoteurs.

Le gouvernement algérien a eu quelques grandes ambitions ; il a réalisé en partie ce que l'on a appelé « le barrage vert » zone de reboisement devant traverser tout le pays d'ouest en est — destinée à le protéger de la désertification. A cet effet il a mis tous les moyens humains que pouvait lui procurer le service national. Il aurait pu appliquer les mêmes efforts à l'aménagement ou au réaménagement des bassins versants dans

(16) Loumari ABDELAZIZ : « Aménagement hydraulique et irrigation — L'Aurès et ses bordures face au développement ». Thèse présentée à l'université de Nancy II en 1984.

le Sud-Constantinois et spécialement dans l'Aurès ; mais, on l'a vu les planificateurs ne se sont pas intéressés aux zones arides. Il faut dire que ceux-ci se sont trouvés confrontés en matière d'hydraulique à des besoins nouveaux créés par l'urbanisation et à l'industrialisation.

Pour augmenter le volume des ressources hydrauliques pouvant être consacrées à la terre il a été procédé comme par le passé à des captages de sources, au bétonnage de kilomètres de conduites destinées à réduire les pertes par infiltration et à la réfection d'un certain nombre de petits barrages traditionnels parmi les 280 recensés dans le massif en 1969. Il était également envisagé, nous dit Loumari Abdelaziz, de procéder à des forages en eaux profondes sur certains sites précis : Baniane dans la vallée de l'oued El Abiod, Bouzina dans la vallée de ce nom, Dermoune dans la vallée de l'oued Guechtane. La technique des lacs collinaires devait être mise en œuvre elle aussi.

Le gouvernement algérien a également poussé à l'aménagement de puits avec motopompes, ce dont autrefois on se souciait peu.

Voici quelques années on évaluait à 381 le nombre des puits ainsi équipés sur les terres du piémont septentrional. Il en existe à présent dans la vallée de l'oued Abdi et probablement sans doute dans les autres périmètres irrigués.

*
*
*

Il faut reconnaître que l'exploitation des ressources existantes se heurte à l'indifférence générale des Aurasieus qui n'attendent plus de la terre la satisfaction de leurs besoins. L'important aujourd'hui c'est la scolarisation dans laquelle les parents voient l'avenir de leurs enfants. Les jeunes Aurasieus, on l'a vu, étaient autrefois les bons élèves de l'école française, garçons et filles indistinctement : je pense qu'ils sont aujourd'hui parmi les meilleurs éléments de l'école algérienne. En tout cas, ils ne manquent pas d'ambition. J'ai relevé dans le journal *le Moudjahid* (17) lors des dernières épreuves du baccalauréat les indications suivantes :

« Plusieurs milliers de candidats se sont présentés aux épreuves du baccalauréat hier dans les centres d'examen ouverts dans les différentes wilayas des Aurès (Biskra, Khenchela, Oum el Bouaghi et Batna). Dans la wilaya de Biskra, 16 centres d'examen répartis entre les différentes dairas, accueillent 5073 candidats dans 14 filières. Notons que pour la première fois, les candidats composent dans la filière des sciences islamiques. Pour ce qui est de la wilaya de Khenchela 2431 candidats se sont présentés pour concourir dans six centres d'examen ouverts au chef-lieu de la wilaya et à Kaïs. Pour la première fois dans cette wilaya, 44 candidats se sont présentés pour l'obtention du baccalauréat agricole. A Batna 16513 candidats dont 1942 candidats libres, se sont présentés dans les 27 centres d'examen dont 14 au chef-lieu de la wilaya. Enfin à Oum El Bouaghi, 4127 candidats se sont présentés dans 14 centres d'examen pour composer ».

(17) *Le Moudjahid* du 21 juin 1990.

Ces chiffres montrent que les Aurasiens ont complètement tourné le dos à leur passé rural. Aujourd'hui c'est la course aux emplois offerts par une Algérie suradministrée, course suivie d'une élévation du niveau social. L'Aurasien n'est plus le chaouïa ou le djebali (montagnard) méprisé d'autrefois. Il mène aujourd'hui la même vie que l'ensemble des Algériens, sans lien ou presque avec les travaux des champs et la succession des saisons. L'habitat ancien tombe en ruines, on construit des maisons en parpaing de ciment au bord des routes ou des pistes et, autant que l'on en a acquis les moyens, on vit en appartement avec pièces différenciées pour le coucher, la toilette, la cuisine, les repas, et même la réception. Hommes et femmes s'habillent comme tous les Algériens avec une tendance chez ces dernières au port du voile qui était autrefois absolument incompatible avec la vie active qui était la leur. Même uniformisation dans la pratique religieuse quotidienne depuis que des mosquées avec minarets ont été édifiées partout et que les rites agraires se sont perdus en même temps qu'étaient abandonnées toutes les activités auxquelles ils étaient liés il y a encore quelques années. Dans le même temps les montagnards sont revenus sans réticence, semble-t-il, à l'orthodoxie dont depuis des siècles ils s'étaient éloignés (18). Est-ce à dire que le passé soit mort ? Il serait imprudent de l'affirmer et d'ailleurs il subsiste un attachement sentimental au terroir dont on a vu que chez les jeunes il pouvait se transformer en une attitude de défense du dialecte local sans que l'arabisation soit mise en question. Une renaissance est peut-être en germe aujourd'hui dans la floraison des associations culturelles à l'université de Batna, lieu le plus favorable à la reconstruction de la personnalité chaouïa sur une bonne connaissance du passé. On notera par ailleurs comme un fait important l'apparition parmi les multiples partis politiques déclarés en vue des prochaines élections législatives celle d'un « Front pour l'authenticité algérienne démocratique » (FAAD) qui passe pour une émanation du milieu chaouïa.



Cela dit quel rôle peut-on assigner demain à l'Aurès ?

Au XVIII^e siècle l'Anglais Shaw présentait l'Aurès comme « le jardin de la Régence ». Est-ce que cela ne pourrait être de nouveau la vocation d'un pays aujourd'hui tellement urbanisé, de plus en plus dépourvu d'espaces verts malgré tous les efforts de reboisement, ni les troupeaux, ni la recherche de combustibles ne mettant obstacle, à présent, à la régénération des forêts.

Abandonnant par ailleurs ses prises de positions antérieures, le gouvernement algérien a paru se décider (19) enfin à développer le tou-

(18) Fanny COLONNA, « Savants paysans », p. 91.

(19) Cf. Revue Grand Maghreb, 12 février 1987.

risme international, précieuse source de devises. Dans ce domaine, l'Aurès possède des atouts exceptionnels, ses sites, ses vallées verdoyantes et ses champs de neige, ses oasis où « à l'ombre du palmier superbe s'élèvent l'olivier, puis la grenade et la vigne (20) » mais encore toutes les variétés d'arbres fruitiers, ses gorges et ses cañons. Mais non moins attrayants sont les vestiges du passé, protégés par un air très sec. On pense tout de suite à « la Pompei africaine » Timgad, bien sûr, qui telle quelle, c'est-à-dire bien négligée, malgré la présence d'un conservateur laissé sans moyens, dépourvue d'un équipement hôtelier convenable, attire de nombreux touristes ; mais il est bien d'autres lieux repérés qui pourraient mettre au jour d'autres Timgad s'ils étaient dégagés des couches de terre à l'abri desquelles ils dorment.

Il faudrait au préalable éveiller la curiosité des Aurasieus sur leur passé qu'ils ignorent parce que personne ne leur en parle.

Pendant quand, au siècle dernier, Émile Masqueray se mit à recueillir les traditions locales, les montagnards lui dirent un peu partout qu'ils descendaient des Romains ; mais de son vivant on n'a pas fait grand cas de ce qu'a écrit Masqueray. « Un certain nombre d'indices, dit Fanny Colonna (21) laissent supposer que son (principal) ouvrage « Formation des Cités » ne fut pas très remarqué... Au moment de sa mort il n'était connu que comme l'auteur de « Souvenirs et visions d'Afrique », c'est-à-dire, en somme, comme un écrivain orientaliste ». C'est Robert Montagne qui a commencé à le sortir de l'oubli en qualifiant la « Formation des Cités » d'« ouvrage magistral ». Il n'empêche que Masqueray n'influera en rien la pensée des historiens du milieu de ce siècle. C. Courtois ne le citera pas. Certains le découvriront probablement en lisant la réédition de 1983.

On n'a pas tenu compte davantage du témoignage de Cl. M. Robert qui a séjourné dans le massif à deux reprises en 1922 et en 1934 et qui est extrêmement précis quant aux affirmations des Aurasieus sur leurs origines.

On aurait pu penser qu'après tant d'événements et tant de bouleversements survenus par la suite, la mémoire collective aurait oublié ces liens avec la romanité que l'Algérie officielle s'est toujours refusée à prendre en considération ; mais Fanny Colonna a constaté que « l'on » identifie dans l'Aurès occidentale « très bien les vestiges romains (22) ».

Loin de Bouzina, à Bades dans l'Aurès oriental présaharien où « le village actuel bâti sur un tertre recouvre le centre antique d'Ad Badias (23) », Pierre Morizot a fait voici quelques mois la même constatation.

Ceci me donne à penser qu'il y aurait peu à faire pour que les jeunes de cette région où le passé affleure partout s'éveillent à leur histoire, une histoire dont aucun chapitre ne devrait être occulté, mais qui reste à écrire.

(20) Fanny COLONNA : Texte de présentation de la réimpression de « Formation des Cités » Edisud, 1983, page X et XII.

(21) P. livre l'Ancien, *Histoire naturelles* XVIII-51.

(22) Fanny COLONNA, *Savants paysans*, p. 115.

(23) Stéphane GSELL, *Atlas*, feuille 49 n° 51.

Cet ouvrage n'est qu'un essai dont je souhaite qu'il contribue à une prise de conscience.

Sous l'angle économique aussi bien que culturel, le gouvernement algérien ne devrait-il pas souhaiter la mise au jour de sites anciens dès lors que des villes, qu'avec complaisance nous avons appelées romaines, seraient dégagées dans toutes leurs dimensions historiques, c'est-à-dire des temps préromains jusqu'à ceux des grandes dynasties arabo-berbères préhilaliennes. C'est dans une telle perspective que Paul Albert Février a évoqué (24) tout ce que l'on pourrait attendre de l'ouverture de grands chantiers à Bagaï ou Baghaï sur le piémont septentrional de l'Aurès au nord de Khenchela ou à Tobna, l'ancienne Tubunae dans le Hodna au sud de Barika. Je pense personnellement aussi à Thabudeos et à Ad Badias, grandes villes romaines et byzantines, entrées dans le Moyen Age sous le nom de Tehouda et de Bades ou Badiis.

Les noms de Thabudeos-Tehouda me retiennent particulièrement parce qu'ils sont liés à celui de Sidi Okba, ce compagnon du Prophète, fondateur de Kairouan, qui trouva la mort aux environs en combattant les troupes berbères commandées par Koceila.

Le sanctuaire de ce héros de l'Islam où l'on vient en pèlerinage depuis plus d'un millénaire, se situe à quelques kilomètres de là, à Sidi Okba, petite ville d'oasis inexistante du temps du géographe El Bekri. La vénération pour Okba s'est accrue au cours des siècles et Ibn Khaldoun l'historien des Berbères pouvait écrire que « de tous les cimetières du monde vers lesquels les hommes dévots portent leurs pas, celui de Sidi Okba est le plus illustre par le nombre et la qualité des martyrs qu'il renferme (25) ».

Des fouilles faites dans le périmètre Tehouda-Sidi Okba permettraient sans doute d'en connaître davantage sur une période encore obscure qui intéresse à la fois le passé chrétien et le passé musulman de l'Aurès.

Considéré par certains comme la capitale religieuse des Ziban, Sidi Okba a été le lieu de naissance de personnalités dont l'origine se révèle au nom d'El Okbi qu'ils ont tenu à porter. C'est aujourd'hui le chef-lieu d'une daïra mi-aurasienne mi-saharienne. Abassi Madani, le leader actuel du Front Islamique du refus (F.I.S.) y est né.

Telles sont, en définitive, deux voies nouvelles dans lesquelles il me paraît possible que l'Aurès s'engage. J'en soumets l'idée aux milieux universitaires batnéens.

(24) P. A. FEVRIER : *Approches du Maghreb romain*, Edisud 1990, t. 2, p. 189.

(25) Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères I*, p. 186, trad. de Skane I, p. 288.

(26) Tout ce que j'ai écrit sur Sidi Okba ; cf. également G. Marçais « Le tombeau de Sidi Okba ». *Annales de l'Institut d'Études orientales*, t. V, 1933-1941.

Conclusion

C'est le mythe, très fort, de la montagne imprenable et du Berbère hostile et inassimilable qui est resté aujourd'hui un des grands fils conducteurs de l'histoire de l'Afrique du Nord. Je suis parvenu à cette constatation, dès que, jeune administrateur de commune mixte, j'ai été amené par mes fonctions à parcourir l'Aurès, région demeurée ignorée en dépit d'Émile Masqueray qui en avait eu très tôt la révélation et des Pères blancs demeurés sur place environ un quart de siècle.

Il suffisait pourtant de laisser parler les pierres, puis de remonter le cours des siècles. Le mythe a repris vie pour servir d'explication à l'embranchement de l'Aurès le 1^{er} novembre 1954.

Je suis retourné là-bas à plusieurs reprises depuis l'indépendance et j'ai constaté bien des bouleversements, déjà en germe, quand je m'y trouvais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Il y a aujourd'hui un décalage considérable entre ressources et besoins, et les jeunes, à la fois réalistes et sentimentaux, mettent aujourd'hui tous leurs efforts dans la préparation du baccalauréat, et, en même temps réapprennent des chants berbères.

Il faut tenir compte de ce comportement. L'Aurès qui conserve tous ses privilèges : air pur, soleil, eaux vives, espaces verts, oasis et champs de neige mais, aussi, richesses archéologiques encore enfouies dans son sol, peut devenir, dans l'Algérie de demain, un haut lieu de culture et de détente à la fois pour ses habitants enfermés dans des villes inhumaines mais aussi pour des touristes internationaux en quête de paysages nouveaux.

Seulement, il y faudrait un état d'esprit et des moyens importants.

GLOSSAIRE

Abiod	blanc
Aïd	fête musulmane
Aïn	source
Alem plur ulema ou ouléma	lettré, savant, jurisconsulte, aman
Berrani	étranger
Bled	campagne, pays
Bey	gouverneur de province
Beylik	gouvernement
Bordj	poste militaire, maison de commandement
Cadi	juge musulman
Caïd	représentant du pouvoir au niveau d'une tribu ou bien chef de tribu par la suite fonctionnaire chargé de l'administration d'un douar
chaoui	pluriel chaouïa terme arabe équivalent de berger. Par extension désigne au pluriel des populations transhumantes, éleveurs de moutons. Dans le Constantinois désigne les populations du sud de la province qui mènent cette existence ou qui sont sédentaires mais qui se distinguent par leur parler berbère également appelé chaouïa
Cheikh	homme âgé dont on reconnaît l'autorité — chef de confrérie, chef de fraction ou même de tribu dont l'autorité émane de la fraction ou de la tribu
Chott	lac salé
deïra	agent de police montée en service dans une commune mixte
daïra	dans l'Algérie indépendante, circonscription administrative correspondant à un arrondissement français
dechra	village
diya	prix du sang versé
djama	mosquée
djemaâ	assemblée de notables ou d'anciens
foum	défilé
goum	- en arabe - cf. Kalaa ; en berbère haqulith groupe de cavaliers

guelaa	grenier collectif	
imam	guide de la prière	
ksar	village forteresse	
khanga	gorge, défilé	
mehalla	colonne expéditionnaire	
oued	cours d'eau	
sahel	plaine littorale	
seguia	canal d'irrigation	
wilaya	circonscription administrative	correspon-
	dant au département	
taleb	étudiant ; par extension lettré	
teniet	col (en arabe)	
tizi	col (en berbère)	
zaouïa	résidence d'un chef de confrérie	

Liste des documents graphiques et photographiques

En couverture :

La guelaa de Baviane. Dessin original de Robert Godon

Introduction

Page 15 : Carte de l'Algérie avec en grisé l'Aurès.

Chapitre I :

Page 16 : Carte de l'Aurès central.

Page 37 : Canalisation antique située à la sortie des gorges de Tighanimine.

Chapitre II :

Page 38 : Vallée moyenne de l'oued el Abiod.

Page 42 : Inscription de Masties.

Page 48 : L'Aurès en Numidie.

Chapitre IV :

Page 70 : L'Aurès à l'intérieur du Zab.

Chapitre V :

Page 78 : La guelaa d'Iguelfène. Dessin original de Roger Marage.

Page 92 : Les guelaa de la vallée moyenne de l'oued el Abiod.

Page 93 : Le site de Taberdga.

Page 95 : Magasins collectifs de l'oued el Abiod.

Chapitre VII :

Page 122 : Carte des tribus.

Chapitre IX :

Page 159 : La commune mixte de l'Aurès à sa création.

Chapitre X :

Page 176 : Plan du terrain domanial d'Arris.

Page 191 : A Menaa. Scène de village.

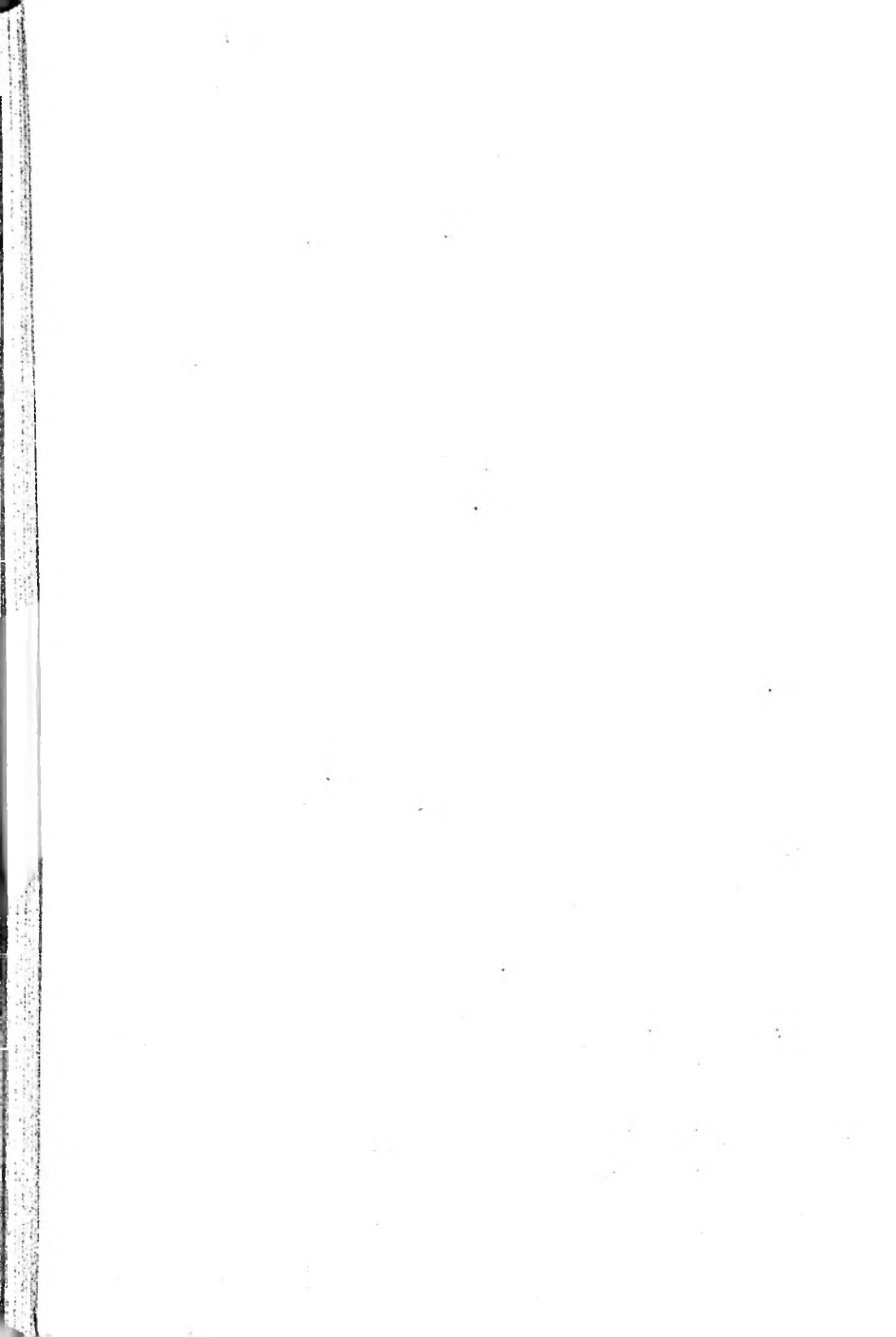
Page 192 : Barrage de Foum el Gherza.

Chapitre XI :

Page 194 : Bouzina : vue aérienne.

Page 195 : Un olivier antique. Hôtel troglodyte de Ghoufi.

Page 215 : Sans légende.

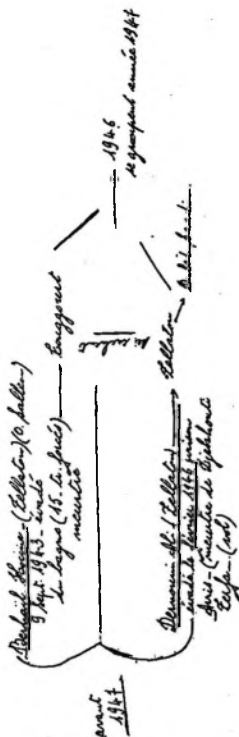


ANNEXE 1

1

1. (Ben. Boudjemane - Ben. Elchait Boudjemane
 Piret Achin - Ben. Bellagou en 1924
 1914
 1924)

M. Amuzia - Ben. Boudjemane



Etat manuscrit du banditisme
 établi par les bureaux de la Commune Mixte de l'Aurès
 après l'opération "Aiguille"

3

Quintus Adely (Chafé Kinnel) } Mante de main Pierre Anson } Tom deux autres
 } pour servir les chaises
Quintus vertifs (Chafé Kinnel) } Opération de gardiens de main } Marché de chafé
 } Opération de main

Quintus Vertifs

03-11-1914. Blanc sur Blanc en une opération de fait
Kinnel.

14-11-1914. de Opération volontaire. (Kinnel) opération
Opération opération. Opération opération. Opération opération.
Opération opération. Opération opération. Opération opération.

Robert Kinnel. (6. année de service en gouvernement. Blanc sur Blanc.)
Annie de opérations

Roger Weiss

Volontaire d'Opération politique dans grande opération opération
Opération opération. Opération opération.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

Quintus Vertifs (Chafé) 21000.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

1910

Opération Weiss. (Kinnel.)

Opération opération dans Opération opération de Opération opération.

14

14/18/1901 Amir Qasim le colonel capitaine de
 Pan 2 Khalifa avec pour l'ancien l'ancien et l'ancien
l'ancien partie (l'ancien à la recherche de Khalid Et l'ancien
l'ancien à la main et l'ancien pour un repartir de notre des
l'ancien l'ancien)
Khalid Et l'ancien = l'ancien Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
Khalid l'ancien + 2 Khalid - l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
 au l'ancien de Khalid Khalid
Khalid 21-7-1912

14/18/1901 Amir Qasim (l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien)
 l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
 l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

14/18/1901 Amir Qasim l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

et
Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

Khalid l'ancien 15 Khalid - l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

14/18/1901 15 Khalid 1912

Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
 19 Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
 27 Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
 37 Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

Khalid

Khalid l'ancien - l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien
Khalid l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien l'ancien

Khalid l'ancien = Khalid l'ancien

Khalid l'ancien = Khalid

Khalid l'ancien = Khalid

Khalid l'ancien = 9 Khalid

ANNEXE 2

DÉPARTEMENT de CONSTANTINE

COMMUNE MIXTE

L'AURÈS

Dossier N°

Délégation N°

Nature de l'Affaire

Nom du Témoin

Taxé à

sur la réquisition du témoin.

AUDITION DE TÉMOIN

L'an mil neuf cent cinquante-Trois et le Deux Mars.....

à heures du

Par devant Nous, CAZEBONNE et Commissaire GRU Administrateur..... remplissant les fonctions d'Officier de Police Judiciaire, auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République de Batna, assisté de M. Groffier et de M.

Interprète requis et assermenté,

A comparu le témoin ci-après, auquel nous avons donné connaissance des faits et circonstances sur lesquels il est appelé à fournir des renseignements. Après avoir représenté.....

à lui donné, il a prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité.

Interrogé par Nous sur ses nom, prénoms, âge, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié des parties, le dit témoin a répondu et fait sa déclaration hors la présence de..... inculpé, ainsi qu'il suit :

Je me nomme...

Agé de

demeurant à ZELLATOU..... département de Constantine.

..... parent..... allié..... au service d..... inculpé..... de..... victime

Disons que cette audition a été faite en présence de Câid BENCHEMNOUF Djilani, Inspecteur MARCHAND de la Police Judiciaire, Gendarme MOLINA de la Brigade d'infanterie.

« Nous trouvons..... en très..... condition physique et lui demandons si il lui est possible de nous donner quelques renseignements sur la manière dont il est entré dans le banditisme. Il nous répond : " Bien entendu, il n'y a aucune raison pour que je ne vous dise pas comment je suis devenu un bandit et pourquoi je le suis resté. »

Je me suis joint aux bandits vers la fin de l'année 1950 ou au début de 1951 sur la demande de mon parent ZELMATTI Messaoud qui s'est adressé à ma mère en disant qu'il avait besoin de mon aide dans la montagne.

Les gens du mouvement (P.P.A.) ont eux aussi insisté au cours des réunions dans lesquelles il discutent de religion, de politique et surtout de l'aide à apporter aux bandits au nom de la politique au nom de la religion.

Ce sont en effet les chefs P.P.A. et leurs représentants des douars, notamment les kabyles réfugiés dans l'AURÈS qui organisent la vie des bandits, leur recrutement, leur sécurité, leur armement et décident de l'aide que tous doivent leur apporter, c'est également le

P.P.A. qui dicte aux bandits les sanctions qui doivent...

être appliquées à ceux qui se montrent des adversaires du mouvement ou qui sont trop fidèles à l'Administration.

Le P.P.A. existe dans les AURES depuis une vingtaine d'années mais il n'y avait pas d'organisation, il y avait quelques éléments nationalistes tels que : BELLAGOUN Messaoud, ALISSI Messaoud et quelques autres :

A la suite du soulèvement de 1945, des Kabyles sont venus se réfugier dans la région de CHEMORAH et ont commencé à faire de la propagande, ils sont venus par la suite à FOUM TOUB, puis ensuite dans les douars Ichmoul et OUED LABIOD où ils ont recruté le noyau qui était chargé de former le mouvement P.P.A. dans les AURES. Ils sont restés au moins deux ans chez les Touaba, surtout à Ichmoul avant de venir dans le douar ZELLATOU où ils ont été introduits par l'intermédiaire de BELLAGOUN Messaoud qui a demandé que nous fassions passer les querelles de tribus après l'intérêt de la Nation Arabe.

Nous lui demandons de nous préciser la situation du mouvement P.P.A. actuellement dans les AURES et les relations entretenues avec les bandits, il nous répond : "En ce qui concerne l'AURES, je peux vous dire que le Chef qui commande est le nommé BELLAGOUN Messaoud. Pour les douars Ichmoul, Yabous, Chelia, Mellagou ain el Ksar Chemorah, le chef est le nommé KHARMASSI Tahar ben Nouichi dit Ouinichi Tahar" armurier clandestin au douar Ichmoul, sur BISKHA il y a peut-être d'autres chefs que je ne connais pas.

Celui qui dirige le mouvement dans les deux grands secteurs que je viens de vous indiquer se nomme BOULAB Si Mostepha.

Pour la région de l'AURES que je connais mieux que celle de FOUM TOUB, ceux qui viennent après BELLAGOUN Messaoud qui travaillent en étroite collaboration avec lui, s'occupent des affaires en son absence sont des Kabyles. Actuellement il y en a trois qui sont :

DADA Mabrouk, qui serait le fils d'un caïd et tient le maquis de 1945. Il vit surtout avec CHEBCHOUB S'addok

DADA Saïd, vivait avec AISSI Mekki, passe pour très courageux et vit actuellement avec BERHAÏL Hocine et GADA Ahmed

Ces deux hommes vivent aux AURES

depuis 5 ou 6 ans.

DADA Mahmoud Se fait appeler également Si ammar. Il a une balafre à la joue, deux dents en or à la mâchoire supérieure, il ne parle pas le kabyle et est originaire de la région de SEDRATA. Son pays est ALGER. Il n'est pas toujours dans les AURES, il vient quelquefois pour de courts séjours assez longs mais il vit souvent à CHEMORAH, chez un talonneur originaire du douar ZELLATOU, fraction Meradssa. Cet homme est âgé de 37 ans et il est boiteux, il tient une épicerie à CHEMORAH

Ce Dada Mahmoud est âgé d'une trentaine d'années. Il est beau garçon et parle très bien le français, d'ailleurs tous les kabyles qui viennent dans les AURES parlent très bien le français et ne se servent que de cette langue pour parler entre eux.

Pour la région, sous les ordres de BELLAGOUN, il y a des hommes qui commandent des petits groupes de 12 ou 15 personnes. Pour la partie entre ARRIS et le CHELIA, ces hommes sont les suivants :

ALI ben Chaouch, BELKACEMI Si Mohammed chérif de TIFELTINE, CHOURI Ounis ben abdelbaki, BENDERHRA Brahim, BENAGOUA Ahmed, ...

Mohammed chérif ben Bala, Si Abdelaziz du village Icheriren, OUCHEM Hachem dit le "Karabout" BOUCETTA Mostefa, tous de ZELATOU.

Il y a KIMMEL il y a ADJOUJ Adjouj ben Abdelhafid comme chef d'un groupe d'une quinzaine d'hommes.

Entre ARRIS et LakBESE il existe d'autres chefs de groupes de 12 à 15 hommes notamment BENHAYA Boumaraf, MAARI Braïda, BENDIFALLA Mostefa mais dans cette région je les connais beaucoup moins.

Sous les ordres de NOUICHI Tahar, il y a également des chefs de groupe mais je les connais beaucoup moins. Cependant je sais que l'adjoint de NOUICHI Tahar est le nommé MAACHE Ammar qui veut SAÏNA prendre les instructions de BOULAD Si Mostefa.

Moins influents que ces deux hommes je connais dans ce secteur AISSI Messaoud ben Aïssa et les frères NADJI

Les réunions ne se font pas à dates fixes ni au même endroit, ce sont les chefs de groupes qui font connaître aux hommes le lieu et la date.

Ces réunions se font la nuit, tantôt on un point tantôt en un autre.

Elles groupent parfois deux cents personnes dont plus de la moitié sont armées de fusils de guerre

Il y a des réunions parfois tous les 3 jours d'autres fois tous les 15 ou 20 jours.

Dans les réunions les sujets portent sur les cotisations, l'organisation de propagande du P.P.A. les relations entre le P.P.A. et les bandits, la surveillance des agents de l'administration en vue de la protection des bandits.

Ces réunions commencent vers 23 heures et durent jusqu'au matin.

Les cotisations sont de 100 Francs par mois et par personne et 50 Francs pour les pauvres.

Dans les réunions il est recommandé de secourir tous les malheureux pour éviter qu'ils demandent du secours à l'administration et deviennent ainsi des indicateurs de l'administration.

Nous avons eu la visite à l'automne 1941 de gens importants du P.P.A. Il est venu un homme de TUNIS pour tenir une réunion au dessus du marché de FOUH TOUB, il était accompagné d'un autre indigène de la région d'ALGER, à cette réunion assistait NOUICHI Tahar.

Les fonds reçus provenant des cotisations ou des dons sont versés à BELLAGOUN Messaoud pour son secteur et à NOUICHI Tahar pour le sien.

QUESTION : Le P.P.A. aide-t-il vraiment les bandits? Mais nous ne pourrions pas tenir dans la montagne sans l'aide du P.P.A. Dès 1948 lorsque DERHOUMI Ali et BERHATE Hocine tenaient seuls le maquis, ils étaient aidés dans tous les domaines par le P.P.A. et n'auraient pas pu vivre sans cette organisation.

AISSI MEKKI est resté caché longtemps à l'arrière c'est BOULAD qui avait chargé BELLAGOUN Messaoud de le placer chez des gens du parti.

Je peux vous dire que CHEBCHOUB qui trouve qu'il devient vieux et que ce n'est pas une vie pour lui a eu à plusieurs reprises l'intention de se rendre et moi-même avec GADA Ahmed nous nous serions présentés avec lui. Mais le P.P.A. nous l'a interdit. Il nous a exposé que nous serions tués soit par les français soit par les gens du parti, même en prison.

Il y a quelques temps AISSI MEKKI voulait se rendre sur les instances du Bachagha SI AHMED BEY, mais son cousin Messaoud ben Aïssa aidé par d'autres P.P.A. l'ont empêché de le faire.

Avant l'affaire du Car de BOUHAMA, il y a eu une affaire entre ZELMATI Messaoud et GRINE, car Messaoud avait tué NI Abdallah. Les DERNOUNI qui sont en relations avec les CHERFA de KI MEL avaient demandé à GRINE de les venger.

Un jour GRINE et OUASSAF ont rencontré Messaoud, GRINE a ouvert le feu, Messaoud a répondu mais quatre kabyles P.P.A. qui se trouvaient dans les parages sont intervenus pour faire cesser la lutte et c'est l'homme originaire d'AIN SOUDA qui a enlevé le fusil de ZELMATI Messaoud.

A la suite de cette grave affaire, il y a eu un arrangement entre GRINE et ZELMATI au cours d'une réunion présidée par BELLAGOUN Messaoud.

Lorsque BOULALID Omar a tué BENZEROUK Messaoud, il y a eu de graves discussions entre les TOUABA, c'est encore BELLAGOUN Messaoud qui a arrangé cette affaire au cours du repas de nocé du frère d'ISSI MEKKI.

Le P.P.A. nous fournit de la nourriture, des vêtements de l'aide lorsque nous changeons d'un douar dans un autre à charge par nous d'exécuter les sanctions prononcées contre les adversaires du parti.

Lorsque nous sommes obligés de changer de lieu, le parti prépare une autre retraite et nous sommes accompagnés par des gens du parti durant le voyage.

En cas de maladie un refuge nous est cherché par les membres du P.P.A. et d'ailleurs parmi les kabyles DADA MABROUK connaît les médicaments qu'il faut employer et il nous soigne.

Si nous n'étions pas aidés par le parti, il serait impossible de tenir la montagne.

QUESTION : Quel est le bandit le plus influent dans le parti ?

Le plus écouté était ISSI MEKKI car son oncle ISSI Messaoud était un vieux P.P.A.

Ensuite c'est GRINE qui est le plus considéré, car il écoute le P.P.A. et n'a peur de rien.

Messaoud et Hocine sont des hommes très courageux et aimés dans le parti.

CHEBCHOUB est un bavard, il fait des discours.

QUESTION : Comment les bandits se procurent ils des armes ?

Les armes viennent principalement de la région de TEBESSA, le fournisseur le plus connu est d'après ce que je sais un nommé AMAR CHETABI de CHEMORAH. C'est chez lui que NOUICHI Tahar et MAACHE AKAR prennent les armes. Lorsque nous avons besoin d'un fusil nous préféons l'acheter nous même mais si pour une raison quelconque nous avons besoin d'une arme n'importe quel P.P.A. nous en donne aussitôt et nous la gardons sans la payer. Le Parti s'en occupe.

Un autre fournisseur d'armes est le nommé BALA ben Laïché dont le fils est bijoutier à BATNA et se nomme SI BELKACEM, ce BALA ben Laïché voyage beaucoup pour se procurer des armes sous le couvert de la vente des bijoux fabriqués par son fils.

Je connais également le nommé Lohammed ben Kaddour, Chorfa habitant BOU HAMAMA, cet homme vend des armes et c'est à lui que ADJOUL Adjoul ben abdelhafid a acheté le garant que détient actuellement ZELMATI Messaoud.

D'ailleurs cet homme a fait fabriquer des bagues pour chacun des bandits. Sur chaque bague est gravé le nom de son propriétaire et ces bagues ont été fabriquées par un Israélien tripolitain qui habite KHENCHELA; chaque bague a été payée 1.200 Francs.

Lu, persiste, ne signe ne sachant signons av.
le Caïd BENCHENNOUF interprète en mentionnant que s'est
exprimé en langue arabe et non en langue Chaouia pour nous perre
tre de suivre la conversation et les questions posées.

Les témoins

L'Administrateur

Le commissaire de
Police

Signé BENCHENNOUF DJILANI
Gendarme MOLINA

Signé CAZEBONNE

Signé CAUL



Table des matières

Avant-propos	9
Introduction	11
CHAPITRE I	
L'énigme de Tighanimine	17
CHAPITRE II	
L'empereur Masties ou la continuité	39
CHAPITRE III	
La Berbérie orientale, et ses liens avec Byzance : 533-708	57
CHAPITRE IV	
Les Arabes en Berbérie. D'une société hydraulique et urbaine à une autre : VIII ^e -XI ^e siècle	65
CHAPITRE V	
Les invasions hilaliennes et les transformations du paysage rural : XI ^e -XV ^e siècle	79
CHAPITRE VI	
La Régence d'Alger province extrême occidentale de l'Empire ottoman : XVI ^e -XIX ^e siècle	99
CHAPITRE VII	
L'occupation française : 1845-1850	121
CHAPITRE VIII	
L'Aurès sous le régime militaire : 1850-1886	139
CHAPITRE IX	
Les contraintes qui font les mécontentements et d'où naissent les hors-la-loi	159
	273

CHAPITRE X	
Les Pères Blancs à Arris : 1893-1916	175
CHAPITRE XI	
Le calme de l'entre-deux-guerres	193
CHAPITRE XII	
Benboulaïd, l'Aurasien 1917-1956	217
CHAPITRE XIII	
L'indépendance	237
Conclusion	253
Glossaire	255
Liste des documents graphiques et photographiques	257
Annexes	259

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 19 DÉCEMBRE 1991
SUR LES PRESSES DE
DOMINIQUE GUÉNIOT
IMPRIMEUR A LANGRES

DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 1992
N° D'IMPRIMEUR : 3022